AVERTISSEMENT

Ce document est le fruit d'un long travail approuvé par le jury de soutenance et mis à disposition de l'ensemble de la communauté universitaire élargie.

Il est soumis à la propriété intellectuelle de l'auteur. Ceci implique une obligation de citation et de référencement lors de l'utilisation de ce document.

D'autre part, toute contrefaçon, plagiat, reproduction illicite encourt une poursuite pénale.

Contact : ddoc-theses-contact@univ-lorraine.fr

LIENS

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 122. 4
Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 335.2- L 335.10
http://www.cfcopies.com/V2/leg/leg_droi.php
http://www.culture.gouv.fr/culture/infos-pratiques/droits/protection.htm

ÉCOLE DOCTORALE SLTC (SOCIETES, LANGAGES, TEMPS, CONNAISSANCES)

LABORATOIRE LORRAIN DES SCIENCES SOCIALES (2L2S)

Thèse

Présentée et soutenue publiquement pour l'obtention du titre de

DOCTEUR DE l'UNIVERSITE DE LORRAINE

Mention : SOCIOLOGIE

Par Anavilde SATONOLE

Sous la direction de M. Emmanuel JOVELIN

Devenir femme prostituée : une question de survie ? Approche sociologique de la prostitution à Luanda (Angola).

23 Avril 2021

Membres du jury :

Directeur de thèse :	M. Emmanuel JOVELIN	Professeur du Cnam, Titulaire de la chaire de travail social et de l'intervention sociale, CNAM (Paris)
Présidente du jury :	Mme Eva BOGALSKA-MARTIN	Professeure, Université de Grenoble Alpes, Grenoble
Rapporteurs :	M. Claudio BOLZMAN	Professeur, HETS, Université de Genève, Suisse (Rapporteur)
	M. Nelson PESTANA	Professeur, Universidade Católica de Angola, Luanda (Rapporteur)
Examinateurs :	Mme Gisèle DAMBUYANT	Maitresse de conférences HDR, Université de Sorbonne, Paris 13
	Mme Antigone MOUCHTORIS	Professeure Émérite, Université de Lorraine, Metz
	M. Piero GALLORO	Professeur, Université de Lorraine, Metz

En mémoire de Maman Eunice Kassicote da Silva. Tu vivras éternellement dans mon cœur!

REMERCIEMENTS

A mes parents **Armindo** et **Arlete**, à mon époux **Alcides**, à mes fils **Adalberto** et **Armindo**, à mes sœurs et frères, pour leur soutien inconditionnel, pour la confiance, pour leur compréhension pendant mes absences, pour l'affection et l'encouragement, qui sont à la base dans la construction de cet idéal, ma profonde gratitude !

À mon Directeur de thèse, Monsieur **Emmanuel Jovelin**, pour la compétence et l'engagement, pour m'avoir offert son savoir à tout moment, ma profonde admiration et ma sincère gratitude !

Au professeur **Laurindo Vieira** Directeur de l'institut de travail sociale en Angola, qui m'a encouragé à progresser dans les études et m'a accordé sa confiance pour mes déplacements en France.

A mes collègues **Daniel Vemba, Marine Le Calvez, Valery Thackeray**, **Sophie Mathieu** ainsi qu'à Madame **Brigitte Ubrich** pour la gentillesse et la solidarité elles ont fait preuve en contribuant à la lecture et à la correction de cette thèse.

A **Radoslav Gruev**, chargé des cours à l'université de Lorraine, pour son soutien, face aux difficultés rencontrées dans la rédaction de cette thèse.

Aux **Femmes Prostituées**, pour leur disponibilité, pour nous avoir confié une partie de leurs vies, et avoir rendu possible notre étude. Cette thèse est également la leur.

A mes amis en Angola, en France et ailleurs, spécialement à **Simão Samba, Stéphanie Madjmlemtoloum, Vilma Martina, Silvia de Freitas, Indira Félix, Teresa da Silva, Felisbela E. Santo, Ana Maria Pedro, Doudou Ben Béchir Niang** et beaucoup d'autres camarades proches et lointains, qui ont partagé mon idéal, m'ont encouragé dans ce voyage. Merci infiniment !

A toutes et à tous, ma plus sincère reconnaissance !...

SIGLES

ADPA	Association des Pays Africains Producteurs de diamants
AIEA	Agence internationale à l'énergie atomique
ANRS	Association Nationale de Réadaptation Sociale
BAD	Banco Africano de Desenvolvimento
BM	Banque Mondiale
CEA	Commission Economique pour l'Afrique
CEEAC/ECCAS	Communauté Economique des pays d'Afrique Centrale
CPLP	Communauté des Pays de Langue Portugaise
ECP	Estratégia de Combate à Pobreza
FLEC	Frente de Libertação do Estado de Cabinda
FMI	Fonds Monétaire International
FNLA	Frente Nacional de Libertação de Angola
FOCAC	Forum on China-Africa Cooperation
INE	Instituto Nacional de Estatistica
J.C.	Jésus Christ
MIREX	Ministério das Relações Exteriores
MONUA	Missão das Nações Unidas em Angola
MPLA	Mouvement Populaire pour la Libération de l'Angola
MST	Maladies Sexuellement Transmissibles
NEPAD	Nouvelle Alliance pour le Développement de l'Afrique
OIT	Organisation Internationale du Travail
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
ONU	Organisation de Nations Unies
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
PIB	Produit Intérieur Brut
PSI	Population International Services
SADC	Communauté de Développement de l'Afrique Australe
SIDA	Syndrome d'Immunodéficience Acquise
UA	Union Africaine
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNITA	Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola
USD	Dollar Américain
VIH	Virus de l'Immunodéficience Humaine

TABLE DES FIGURES

N°	Description	Page
Figure n° 1	Carte de L'Afrique	52
Figure n° 2	Division politique et administrative de L'Angola	55
Figure n° 3	Carte ethnolinguistique de l'Angola	58
Figure n° 4	Carte de la province de Luanda	59

TABLE DES IMAGES

N°	Description	Page
Image n° 1	Ventes dans les rues de Luanda	100
Image n° 2	La reine Nginga Mbandi	140
Image n° 3	La reine Nhakatolo Tchisengu	141
Image n° 4	La reine Nhakatolo Tchisengu Chilombo	142
Image n° 5	La reine Nhakatolo Tchisengu Chilombo (2)	143
Image n° 6	La reine Kalinasho Ka Ndwenda	144
Image n° 7	Femme Prostituée dans une rue à Luanda	164
Image n° 8	Femmes « Zunga dans les rues de Luanda »	297

RESUME

Cette thèse intitulée : « Devenir femme prostituée : une question de survie ? Approche sociologique de la prostitution à Luanda (Angola) », s'intéresse aux raisons qui conduisent certaines femmes à la prostitution à Luanda, et de comprendre également celles qui les poussent à y rester. Du point de vue méthodologique, ce travail de thèse est réalisé essentiellement par entretiens semi-directifs auprès des femmes prostituées. Les résultats de cette recherche montrent une diversité de facteurs qui les ont poussés à la prostitution. Mais la principale raison de l'entrée et du maintien dans la prostitution n'est autre que la pauvreté. Ajoutés à cela, un parcours difficile, avec des ruptures successives du point de vue familial, social, et culturel. Face à un contexte de survie, lié à leur situation difficile, la seule alternative pour subvenir à leur besoin aurait été la prostitution. Notre thèse montre, le monde de la violence dans lequel naviguent ces femmes. En effet, considérées, comme déviantes, étiquetées, violentées, les femmes prostituées subissent la loi des clients et des proxénètes. Face, à ces deux protagonistes, et la personne prostituée, circule l'argent, symbole de la puissance et de la virilité, qui permet d'acheter les corps des femmes comme une marchandise. Notre thèse révèle la face cachée de cette activité, où la femme en tant qu'être humain disparaît, devient une chose, une marchandise, qui finalement n'existera qu'en devenant « la pute, la putain » pour assouvir les désirs des clients.

Mots-clés : Prostitution. Proxénètes. Clients. Déviance. Carrière. Stigmate. Exclusion. Pauvreté.

SUMMARY

This thesis entitled: "Becoming a female prostitute: a question of survival? A sociological approach to prostitution in Luanda (Angola)", is interested in the reasons that guides some women to prostitution in Luanda, and also to understand those that push them to stay there. From a methodological point of view, this thesis work is carried out mainly through semi-directive interviews with prostituted women. The results of this research show a diversity of factors that pushed them into prostitution. But the main reason for entering and remaining in prostitution is poverty. Added to this, a difficult path, with successive breaks from the family, social and cultural point of view. Faced with a context of survival, linked to their difficult situation, the only alternative to provide for their needs would have been prostitution. Our thesis shows the world of violence in which these women navigate. Indeed, considered as deviant, labeled, violated, the prostituted women undergo the law of the customers and the pimps. In front of these two protagonists, and the prostitute, money circulates, symbol of power and virility, which allows to buy women's bodies as a commodity. Our thesis reveals the hidden face of this activity, where the woman as a human being disappears, becomes a thing, a commodity, which finally will exist only by becoming "the whore, the whore" to satisfy the desires of the customers.

Keywords : Prostitution. Pimps. Clients. Deviance. Career. Stigma. Exclusion. Poverty.

TABLE DE MATIERES

PROBLEMATIQUE ET CONSTRUCTION DE L'OBJET 12

PREMIERE PARTIE - L'ANGOLA : APPROCHE SOCIO-HISTORIQUE ET ECONOMIQUE

CHAPITRE 1

De la colonisation à l'indépendance : retour sur l'histoire de l'Angola 51

Histoire de L'Angola 51

L'Angola et la colonisation 60

De la Guerre de l'indépendance à nos jours 70

CHAPITRE 2

L'Angola dans la tourmente de la crise économique 83

L'Angola et ces richesses 83

La crise économique 87

Les conséquences de la crise économique 98

DEUXIÈME PARTIE - DE LA PROSTITUITION EN GENERAL À LA PROSTITUTION À LUANDA

CHAPITRE 1

Prostitution et rapports sociaux de sexes 104

Brève histoire de la prostitution 104

Rapports sociaux de sexe entre les hommes et les femmes 108

Prostitution. De quoi parle-t-on ? 115

CHAPITRE 2

La Place de la Femme dans la Société Angolaise 132

Contexte générale de la femme en Angola 132

Fonction Sociale de la femme en Angola 134

Les femmes dans les structures du pouvoir 138

CHAPITRE 3

La prostitution en Angola 163

Contexte 163

Les causes de la prostitution en Angola 165

Types de prostitution en Angola 171

TROISIÈME PARTIE - LA PROSTITUTION FACE À LA REALITÉ EMPIRIQUE

CHAPITRE 1

Approche Méthodologique 178

Objectifs de la recherche 178

La méthode 180

Techniques de collecte de données 185

Échantillon 189

Recherche de terrain 190

Analyse des risques 194

Chapitre 2

Profils sociologiques et trajectoires sociales des personnes prostituées. 196

Caractéristiques sociodémographiques 196

Situation familiale 199

Scolarisation 201

La famille et la construction de l'identité 202

L'argent de la prostitution 214

CHAPITRE 3

Du début de la vie sexuelle à l'entrée dans la prostitution 218

Le premier rapport sexuel 218

L'expérience professionnelle des femmes 225

L'activité prostitutionnelle : de l'inconnu à la réalité 228

Du trottoir au lit, les discours sur la première expérience 234

La peur ; les expériences douloureuses 235

Adoption de nouveaux comportements 239

CHAPITRE 4

Les conséquences de la prostitution : Quelles perspectives ? 246

Les violences : agressions physiques, verbales, peur et le mépris 246

Les arrestations arbitraires et les disparitions 249

Les maladies sexuellement transmissibles 252

Les grossesses non désirées, les avortements et les infertilités 254

Proxénétisme, pauvreté et exclusion 261

Perspectives d'accompagnement social dans la voix des femmes interviewées 279

CHAPITRE 285

Les politiques de protection sociale de filles et de femmes en Angola.....285

Quelques textes juridiques sur les droits de la femme en Angola..... 285

Plans et stratégies pour soutenir les filles et les femmes en Angola..... 287

La protection sociale en Angola..... 288

CONCLUSION GENERALE.....300

PROBLEMATIQUE ET CONSTRUCTION DE L'OBJET

Les pauvres comprennent parfaitement que, dans un contexte comme le nôtre, les plus fragiles n'ont qu'à se lamenter ; les plus forts doivent recommencer toute leur vie... la question est : jusqu'à quand ?

Sérgio Kalundungo[1]

Personne ne peut faire du mal à l'autre sans se faire du mal. C'est ça que les clients ne comprennent pas !

Clarice[2]

Introduction

Toutes les sociétés sont pleines de sujets dont elles parlent. En Angola, la situation n'est pas différente. Dans les médias, les académies, les réseaux sociaux et d'autres espaces de réflexion, il est courant de débat sur l'éducation, la santé, la justice, la politique, etc. Nous entendons souvent parler de la pauvreté, de la délinquance, de la corruption, de la criminalité et d'autres problèmes sociaux qui affectent la société.

Cependant, il y a des problématiques qui sont ignorées, cachées ou même évitées, comme la prostitution, alors qu'elles font partie de la vie quotidienne de nombreuses familles et sont à la vue de tous. L'une d'elles est précisément la prostitution, objet de notre thèse.

Face à cette réalité, que devons-nous faire ? Se taire et prétendre qu'on ne les voit pas? Qu'ils ne nous affectent pas ? Rester indifférents aux conséquences auxquelles leurs acteurs sont soumis, comme si nous ne faisions pas partie de la même société ? En tant que membres de cette société, nous sommes préoccupés par les problèmes sociaux, nous réfléchissons à leurs causes profondes et nous cherchons des solutions possibles pour ceux qui en sont affectés.

[1] Il est membre de l'OPSA (Observatoire politique et social de l'Angola)
[2] Nom fictif attribuée à une femme prostituée de 46 ans, interviewée dans le cadre de cette recherche.

Nous pensons qu'il est important et nécessaire de déconstruire et de reconstruire certaines idées, afin de créer de nouvelles façons de penser, de traiter et d'agir face à ces phénomènes, en tenant compte des nouvelles dynamiques sociales de notre société.

Par conséquent, même si les discussions sur la prostitution sont taboues, nous avons eu l'audace de réfléchir à ce qui est une activité pratiquée par de nombreuses femmes.

Cette thèse a pour thème : *Devenir femme prostituée : une question de survie ? Approche sociologique de la prostitution à Luanda, en Angola*.

Depuis les années quatre-vingt-dix, la prostitution a des contours jamais vu auparavant en Angola, et plus précisément dans les grands centres urbains. Le phénomène est devenu plus visible, et touche des couches de la population auparavant protégée : comme les enfants. Par exemple, dans la zone de Ilha de Luanda, la prostitution est plus subtile. Certaines personnalités s'y adonnent à cœur joie avec des filles de moins de vingt-cinq ans (considérées dans le jargon du pays, deuxième bureau). Ces jeunes filles pour l'essentiel provenant des zones pauvres de Luanda, viennent rêver, parce qu'on y trouve des restaurants et des bars fréquentés par les étrangers et les personnalités angolaises.

Même si cette problématique est complexe dans son approche, il s'avère que, comme dans la plupart des sociétés africaines, elle est, encore aujourd'hui un tabou. Par conséquent, au-delà des aspects sociologiques, juridiques, anthropologiques, économiques, physiques, psychiques, psychologiques et d'autres qui entourent la prostitution, en parler dans la réalité Angolaise, implique de prendre également en compte les questions culturelles qui influencent grandement la manière d'être et d'agir des individus.

Notre intérêt sur cet objet de recherche a commencé en 2009, lors d'un stage de six mois. Ce stage a été un véritable catalyseur dans la compréhension de ce phénomène. Des entretiens exploratoires auprès des femmes prostituées ont montré entre-autre que :

a) Elles sont devenues prostituées du fait de l'influence de leurs amies avec lesquelles, elles partagent leur vie.

b) Elles avaient régulièrement subi des actes de violence de la part de leurs familles, de leurs clients et de la police.

c) Avant la prostitution, beaucoup d'entre elles avaient une autre source de revenus ; elles travaillaient au noir comme marchandes ambulantes ou femmes de ménage.

Ces constatations nous ont amenés à plusieurs questionnements :

- ✓ La pauvreté contribue-t-elle de manière significative à l'entrée dans la prostitution ?
- ✓ Que pensent-elles de la vente de leurs corps?
- ✓ Est-ce qu'elles se considèrent comme des prostituées?
- ✓ Pourquoi n'abandonnent-elles pas la prostitution?
- ✓ Ces femmes on-t-elles eu des rencontres dans leurs parcours qui les ont poussés à la prostitution?
- ✓ Les familles ont-t-elles connaissance des activités de leurs filles?

La question centrale de notre recherche est la suivante : **Comment peut-on expliquer les raisons qui conduisent les jeunes femmes à l'activité prostitutionnelle à Luanda?**

L'objectif général de cette recherche est de ***connaître les raisons qui conduisent les femmes à la prostitution à Luanda*** **ainsi que celles qui les poussent à poursuivre.**

Afin de satisfaire à l'objectif général, nous avons défini des objectifs spécifiques suivants :

1. Identifier les facteurs qui conduisent l'entrée des femmes dans la prostitution.
2. Comprendre comment elles perçoivent la stigmatisation sociale qui entoure la prostitution.

3. Savoir si ces femmes appartiennent à des groupes de travail gérés par un tiers ou si elles sont autonomes dans la gestion de leurs ressources matérielles et financières.
4. Interroger ces femmes sur les alternatives à la sortie de la prostitution.

Pour conduire ce travail, nous avons posé deux hypothèses principales :

1. ***L'absence familiale dans l'accompagnement dès l'enfance, est un élément catalyseur des toutes formes de déviances notamment la prostitution.***

La famille étant le noyau de la société, elle joue en rôle important dans la construction identitaire. Par contre, s'elle ne joue pas correctement son rôle et s'éloigne de ses membres, ces risquent d'être fragiles comme certaines femmes prostituées. Ainsi, elles peuvent entraver leur socialisation[3].

2. ***La mauvaise redistribution des richesses ainsi que l'inexistence des politiques sociales efficaces contre la pauvreté, conduisent à l´exclusion sociale de beaucoup de personnes poussant beaucoup des jeunes femmes à se prostituer.***

Le manque d'emplois, l'augmentation du coût de vie, le consumérisme et le désir d'avoir un mode de vie au-delà de ce que l'on peut avoir, conduisent certaines femmes, qui se trouvent dans des conditions de pauvreté et de chômage, parce qu'elles n'ont pas les conditions de base sur le marché du travail, à se prostituer pour gagner de l'argent, et avoir un statut leur permettant de satisfaire leurs besoins et

[3] Le terme socialisation, utilisé dans ce texte signifie « le processus selon lequel l'individu apprend à s'ajuster au groupe par l'acquisition d'un comportement social que le groupe approuve ». (une definition de *A dictionary of the Social Sciences*, ed. Julius GOULD and William L. KOLB, The Free Press of Glencoe, N.Y., 1964).
La socialisation c'est le fait que chaque individu assimile, à partir de sa naissance et durant toute sa vie, les normes et les valeurs de la société dans laquelle il est inséré ainsi que ses modèles. La socialisation est l'incorporation des différents modes de penser, d'agir et de sentir du groupe dans lequel l'individu est intégré. Dans ce processus, la famille apparaît comme un intermédiaire entre l'individu et le groupe ; elle est la première phase du processus qui conduit l'individu au groupe en lui inculquant des modèles sociaux par lesquels les individus s'insèrent dans leurs groupes.

leurs ambitions économiques et sociales. L'absence de politiques en matière d'éducation, de santé, de logement, de transport et de tous les services sociaux rend ces femmes encore plus vulnérables à l'existence d'un marché prostitutionnel.

Dans cette thèse nous voulons comprendre, les raisons qui conduisent ces femmes à l'activité prostitutionnelle ; il s'agit de saisir le sens qu'elles donnent à cette activité. Pour mieux comprendre la problématique de la prostitution, nous nous appuyons sur les auteurs tels que Mathieu (2015) La sociologie de la prostitution; Legardinier et Bouamama (2005) Les clients de la prostitution; Pheterson (2011) Le prisme de la prostitution; Ouvrard (2000) La prostitution, analyse juridique et choix de politique criminelle, Jovelin (2011) De la prostitution au clients de la prostitution ; Souza (2009)[4] Prostituição juvenil feminina, a escolha, as experiências e as ambiguidades do fazer programas ; Martins (2010)[5] Jovens mulheres vitimadas. Abuso sexual, sofrimento e resilicência, entre autres qui ont déjà réfléchi sur la thématique.

Approche méthodologique

Du point de vue méthodologique, notre travail de thèse est réalisé essentiellement par entretiens semi-directifs. Notre échantillon est composé de trente femmes prostituées rencontrées à Luanda. Cette section est largement développée dans la troisième partie.

La prostitution en Angola : de quoi parle-t-on ?

La prostitution étant un sujet rarement abordé dans la société angolaise, notre défi était encore plus grand parce la plupart de nos sources d'informations, sont écrites en autres langues : français ou anglais, alors que nous sommes lusophones. Cela rend notre travail très difficile et a entraîné une sous exploitation des

[4] La prostitution féminine juvénile, le choix, les expériences et les ambiguïtés de faire de la prostitution. (*Traduction libre*)
[5] Les jeunes femmes victimes. Abus sexuels, souffrance et résilience. (*Traduction libre*)

informations que nous avions à notre disposition. En tout cas, nous avons essayé de faire tous les efforts possibles pour mener à bien notre travail de recherche.

La problématique de la prostitution s'est intensifiée ces dernières années. Actuellement les médias publient régulièrement, des reportages sur celle-ci et des ouvrages paraissent en sociologie aussi bien qu'en droit sur le sujet, ainsi que le souligne Mathieu (2007), « *…le phénomène réel est éclipsé au bénéfice d'une représentation essentialiste et figée, sa complexité est escamotée par un flot de simplifications définitives, ses logiques et ses modes de fonctionnement sont ignorés au profit d'un fond commun de stéréotypes glanés çà et là dans la littérature, le cinéma ou les reportages sensationnalistes de journalistes pressés* ».

La prostitution est souvent définie comme englobant toutes les pratiques sexuelles instrumentalisées par lesquelles les êtres humains, en échange de quelque avantage matériel, mettent à disposition leur corps pour le plaisir sexuel d'une autre personne. Dans cette définition, la prostitution met l'accent sur la personne prostituée ; celle qui vend son corps en échange d'une récompense alors qu'elle est un système dans lequel on retrouve plusieurs intervenants : la personne prostituée, le client et le proxénète.

Legardinier (2005) considère que la personne prostituée est *« écrasée sous le poids d'un terme chargé de mépris, et enfermée tout entière dans son acte, alors que la violence du mot « pute » est une bombe qui lui explose au visage, le client n'est affecté en rien… ».* Comme les personnes prostituées sont en général des femmes, la prostitution est couramment analysée comme un miroir des rôles sexuels où la sexualité masculine est présentée en termes de besoins et même de droits et la sexualité féminine illusoire et à disposition.

La prostitution, c'est plutôt le fait de proposer ou de rechercher un acte sexuel contre rémunération. M. Roger Dufour-Gompers[6] la définit comme le *« fait d'accepter ou de proposer… des relations de plaisir sexuel pour de l'argent ou des avantages sans qu'il y ait de relation affective comme composante essentielle »*.

Cette définition se rapproche de celle de Lucille Ouvrard (2000), puisque dans cette définition, le client comme la prostituée sont visés par les termes « proposer » ou « accepter ». Le fait prostitutionnel se matérialise par la rencontre entre ces deux

[6] Lucile Ouvrard, *Prostitution, analyse juridique et choix de politique criminelle*, page 17

personnes, sachant que ce processus peut inclure d'autres acteurs tel que le proxénète.

La manière de comprendre ce phénomène dépend dans quelle approche, on se situe. En effet, si la prostituée est estimée comme étant à l'origine de la prostitution, elle est celle qui propose et le client accepte. En revanche, si elle est perçue comme supportant sa condition ou comme une victime, c'est alors le client qui propose et elle se contente d'accepter, ce qui est en pratique souvent le résultat de la contrainte qu'elles subissent de la part des proxénètes.

L'acte prostitutionnel n'est pas une simple transaction sexe/argent, contrairement à ce que l'on pourrait croire, car une personne qui se donne pour de l'argent n'est pas nécessairement et intégralement une prostituée. Il existe d'autres pratiques payantes à des fins sexuelles, tels que la pédophilie ou encore dans le domaine traditionnel tel que l'alembamento[7] où les femmes sont évaluées et la dot donnée par l'homme va déterminer non seulement, son importance mais aussi les exigences de la famille par rapport à la satisfaction de ses besoins et aussi de ces « caprices ».

A notre avis, la prostitution est le fait pour une personne de « proposer » et à l'autre « d'accepter », contre rétribution, « librement et sans contrainte »[8], alors qu'elle ne dispose d'aucun autre moyen d'existence, des relations sexuelles, constantes et répétées à tout venant et à la première réquisition, sans choisir ni refuser son partenaire ; son objet essentiel étant le profit et non le plaisir. Ce défaut de moyen d'existence justifie son activité, qui oscille aujourd'hui encore entre la reconnaissance d'une certaine utilité sociale et la réprobation.

---

[7] Alembamento (le dote) est une cérémonie traditionnelle angolaise dans laquelle un prétendant demande à la famille d'épouser leur fille. Cette cérémonie, consiste en l'accomplissement de rituels comme la remise d'une lettre de demande au mariage, l'offre de biens matériels et d'argent à la famille de la femme. Dans certaines régions, la valeur pécuniaire est symbolique, mais dans d'autres, elle détermine la considération que l'homme a pour la femme et pour sa famille. Dans la plupart des familles, cette cérémonie est plus importante que le mariage civil ou religieux. Les membres de deux familles se réunissent au domicile des parents de la femme. Les aînés de deux familles sont flattés d'en faire partie parce qu'ils en sont les hôtes. Considérés comme les plus expérimentés dans le mariage et les connaisseurs des prétendants, ce sont eux qui mènent l'acte ; leur présence est un symbole d'engagement familial. C'est une alliance entre les deux familles. Il y a donc des aspects économiques, sociaux, culturels et religieux à prendre en considération.

[8] Il s'agit d'une liberté relative car, comme nous l'avons déjà remarqué, les personnes prostituées subissent des contraintes de la part des proxénètes quand ils existent ; donc, nous interprétons cette liberté comme une « acceptation » de sa condition ; comme la reconnaissance, pour soi, de son rôle. Par ailleurs, la situation d'extrême pauvreté constitue une forme de contrainte amenant certaines femmes à la prostitution.

En réfléchissant sur les différents concepts de la prostitution, Jovelin (2011) considère qu'il est « *difficile de comprendre la prostitution sans la remplacer dans un cadre global, celui de la domination du groupe des hommes sur celui des femmes : sur les sexes, le corps et sur les êtres humains dans leur ensemble »*

Martins (2010), citant Araujo, considère que la violence ne peut être caractérisée uniquement par une agression physique, mas également par des *« violences sexuelles et psychologiques, notamment des agressions verbales et des humiliations qui affectent l'estime de soi et la capacité réactive de la personne concernée ».*

Toutefois, que la prostitution soit reconnue ou non, il n'en est pas moins vrai qu'elle existe toujours.

En Angola, la prostitution est une des conséquences des contacts culturels et de la mondialisation. C'est un phénomène d'origine essentiellement européenne, exacerbé en raison des inégalités sociales (riches, pauvres, colonisateurs, colonisés…). Il n'est pas facile d'en parler dans le contexte angolais, car celle-ci se caractérise par des faits qui ont marqué l'histoire du pays.

Kuhelamina (2000) considère que la prostitution est une constante depuis la période coloniale. À cette époque, la prostitution se produisait seulement parmi les étrangers, généralement des colons qui se livraient à des rapports sexuels avec des femmes noires dans les bordels.

Dans les sociétés traditionnelles la prostitution n'existait pas, car le système social admettait la polygamie, et la cohésion du groupe familial protégeait tous ses membres. La famille était une unité de production, et ses membres étaient éduqués depuis l'enfance dans l'idée de constituer une famille, de la respecter et de lui donner les moyens de subsister. La société façonnait les comportements et aidait le noyau familial dans ce travail.

Le traitement des questions relatives à la sexualité, au sein des familles angolaises, a toujours été un point sensible. Elle était considérée comme un sujet délicat, soumis à certaines limites dictées par la société. En accord avec les coutumes, la sexualité était abordée avec sérieux et respect, et l'apprentissage des questions relatives au sexe respectait certains rites socioculturels qui variaient d'une

communauté à l'autre. La grande force de la société résidait dans la tradition et la structure familiale.

La configuration actuelle du phénomène de la prostitution a commencé en 1992, avec l'arrivée en masse d'étrangers dans le pays, comme par exemple les contingents militaires de la MONUA. Comme le rapporte Kuhelamina (2000), « les soldats de la MONUA ont été les grands clients des jeunes filles » et « … ont eu une influence sur l'augmentation de la prostitution infantile ». Les salaires élevés de ces derniers, ainsi que la séparation avec leurs familles, ont accéléré et rendu visible ce phénomène qui existait depuis l'entrée des colons en Angola, mais à des taux inférieurs. Un autre élément souligné par cet auteur, est le comportement des soldats angolais, qui avaient des rapports avec des femmes en échange de faveurs et de privilèges et/ou de biens matériels tels que les aliments et les vêtements.

Le développement de la consommation, ainsi que le faible pouvoir d'achat de la plupart des citoyens ont contribué à cette augmentation. Le manque d'instruction et de qualification professionnelle, l'insuffisance d'emplois, ont encore favorisé ce processus. Si la prostitution a augmenté, elle est toujours vécue comme une activité négative au sein de la société.

A Luanda, le phénomène de la prostitution n'a pas connu une évolution historique différente de celle de la majorité des autres provinces du pays. Bien qu'elle soit apparue plus visible qu'ailleurs, c'est précisément au début des années quatre-vingt-dix, que la prostitution a commencé à redoubler d'intensité. Luanda a toujours été la province qui, durant cette période, a reçu le plus grand nombre d'étrangers et d'Angolais déplacés du fait de la guerre.

La prostitution à Luanda a évolué au fil des années, et revêtu plusieurs formes. On trouve, en effet, des types de prostitution qui n'existaient pas auparavant, telles que la prostitution de luxe. La prostitution n'affecte pas seulement les personnes dans le besoin mais aussi des femmes qui, bien qu'ayant un emploi ou autre occupation ainsi qu'un salaire reconnu comme élevé sur le marché du travail, la pratiquent afin d'augmenter leurs revenus.

La théorie sociologique de la déviance : une théorie explicative du phénomène prostitutionnel

Dans notre thèse nous avons adopté la sociologie interactionniste (La théorie sociologique de la déviance : une théorie explicative du phénomène prostitutionnel), en tant qu'approche théorique, parce que nous nous sommes intéressés au sens que les individus donnent à ce qu'ils font. La théorie de la déviance, et principalement le concept de carrière nous ont paru féconds pour nous éclairer quant à l'entrée dans la prostitution et en sortir à cause du stigmate qui leur colle à la peau.

Il convient de noter que le terme « déviant » génère une interprétation douteuse une fois que les déviants peuvent être considérés ceux qui élaborent et respectent certaines règles que ceux qui ne les respectent pas, telles que démontrées par Goffman :

> *« S'il doit y avoir un champ d'investigation appelé comportement déviant, ce sont ses déviants sociaux, tels que définis ici, qui devraient vraisemblablement en constituer le noyau. Les prostituées, les drogués, les délinquants, les criminels, les musiciens de jazz, les bohémiens, les gitans, les parasites, les vagabonds, les gigolos, les concertistes, les joueurs, les voyous de plage, les homosexuels et le mendiant impénitent de la ville seraient inclus. Ce sont les personnes considérées comme engagées dans une sorte de déni collectif de l'ordre social. Ils sont perçus comme incapables d'utiliser les possibilités de progrès disponibles selon les différentes modalités approuvées par la société ; ils font preuve d'un manque de respect évident envers leurs supérieurs ; ils manquent de moralité ; ils représentent des défauts dans les schémas de motivation de la société » (*Alves, 2012)

Pour Laurent Mucchielli (2014)[9], pour que la déviance existe comme question sociale, elle suppose trois éléments : une norme, une transgression de cette norme et une réaction sociale à la transgression ou à la norme. L'auteur considère aussi que chacun de ces éléments constitue un domaine de recherche sociologique. La constante évolution historique des normes déterminera, selon lui, les contours de la

[9] Laurent Mucchielli, « Déviance », *Sociologie*. Les 100 mots de la sociologie, 2014. Disponible sur: http://journals.openedition.org/sociologie/2469

déviance. Ce sont ces évolutions qui font objet de confits entre groupes sociaux, groupes politiques, intérêts commerciaux.

Il est intéressant de noter que si la prostitution est considérée comme un acte déviant, Renan Springer de Freitas, en analysant le processus de négociation de l'identité de la pute, conclut que "les prostituées élaborent des conceptions de la société en attribuant le charisme ou la déviation aux autres et non à elles-mêmes. Pour certaines prostituées, la déviation se situe au niveau des femmes qui exercent des relations de promiscuité ou moralement reprochables sans recevoir de compensation financière" (Alves, 2012).

Il n'existe pas de déviance en soi, mais plutôt une relation entre des acteurs (individus, groupes) qui accusent les autres de ne pas respecter ce comportement, les limites et les valeurs socialement imposées. Il s'agit donc d'une confrontation entre l'accusé et les accusateurs.

Pour Becker,

> « *Dans la mesure où la vision sensée de la déviation et les théories scientifiques qui partent de leurs prémisses supposent que les actes qui transgressent les règles sont intrinsèquement déviants et prennent donc comme certain les situations et les processus de jugement, elles peuvent laisser de côté une variable importante. Si les scientifiques ignorent le caractère variable du processus de jugement, ils peuvent, par cette omission, limiter les types de théories qui peuvent être développées et le type de compréhension qui peut être atteint* ».

Pour parler des déviations, il est nécessaire de mentionner que toutes les sociétés recherchent des formes d'organisation qui permettent une saine coexistence sociale. Ces règles, instituées ou non, sont apprises et intériorisées par les membres d'un certain groupe ; mais elles ne sont pas toujours respectées.

Dans "Outsider", Becker déclare que,

> « *Quand un individu est supposé avoir transgressée une norme en vigueur, il faut qu'il soit perçu comme un type particulier d'individu, auquel on ne peut faire confiance pour vivre selon les normes sur lesquelles s'accorde le groupe. Cet individu est considéré comme étranger au groupe* ».

Cependant, l'auteur attire l'attention sur la double signification du terme "*outsider*", puisque "*être un outsider*" à une règle est une question de points de vue ; en d'autres termes, « l'individu qui est ainsi étiqueté comme étranger peut voir les choses autrement ». Car, « il peut qu'il n'accepte pas la norme selon laquelle, on le juge ou qu'il dénie à ceux qui le jugent la compétence ou la légitimité pour le faire. Il en découle un deuxième sens du terme : le transgresseur peut estimer que ses juges sont étrangers à son univers ».

Il existe une variété de normes : elles peuvent être édictées formellement par la loi, dans ce cas les forces de police de l'état peuvent être employés pour les faire respecter ; dans d'autres cas, elles représentent des accords informels, établis de fraiche date ou revêtus de l'âge et de la tradition ; des sanctions informelles de diverses sortes sont utilisés pour faire respecter ce type de normes. Becker (1991) rappelle aussi que, « la tâche de faire respecter les normes peut incomber à un corps spécialisé, comme la police ou la commission déontologique d'une association professionnelle ; mais cette tâche peut ainsi être l'affaire de tous et chacun, ou du moins de tous les membres du groupe auxquelles les normes sont censées s'appliquer ». Outre cette multiplicité de normes et la manière dont elles peuvent être appliquées, le degré de gravité de ces normes est également variable et Becker (1991) nous apporte un exemple très clair à cet égard :

> *Le degré auquel l'individu est étranger… varie d'un cas à l'autre. De celui que commet une infraction de la circulation ou de celui qui a un peu trop bu dans la soirée, nous pensons que c'est un individu pas très diffèrent des autres, et nous traitons sa transgression avec tolérance. Mais nous estimons que le voleur est déjà moins semblable à nous et nous le punissons sévèrement. Quant aux crimes tels que le meurtre, le viol ou la séduction, ils caractérisent à nos yeux leurs auteurs comme véritables étrangers à la collectivité*.

De même, il souligne que :

> *Certains transgresseurs ne pensent pas avoir été injustement jugés. Celui qui enfreint les règles de la circulation admet en général les règles qu'il a violées. Les alcooliques ont souvent une attitude ambivalente : tantôt ils reconnaissent*

> *que l'ivresse chronique est néfaste. Certains déviants enfin, dont les homosexuels et les toxicodépendants sont bons exemples, élaborent quant a eu une idéologie systématique expliquant pourquoi ils sont dans le vrai et pourquoi ceux qui les désapprouvent et les punissent ont tort*. (P. 27)

Les premiers chercheurs sur les comportements déviants s'étaient basés sur des idées de sens commun qui croyait qu'il y avait quelque chose de substantiellement déviant, de qualitativement distinct, dans les actes qui transgressent – ou semblent transgresser – les normes sociales. Ces recherches, dit Becker, ont aussi emprunté au sens commun le présupposé selon lequel la réalisation d'un acte déviant découle nécessairement de certaines caractéristiques de son auteur, qui rendent la réalisation de cet acte nécessaire ou inévitable. Ces chercheurs ne mettent généralement pas en question la qualification de « déviant » attribuée à des actes ou à des individus particuliers, mais ils la prennent au contraire comme une donnée. Ils admettent par-là les valeurs du groupe qui prononce ce jugement.

> *Il est facile d'observer que ce ne sont pas les mêmes actions que les différents groupes qualifient des déviantes. Ceci devrait attirer notre attention sur la possibilité que les phénomènes de déviance lient étroitement la personne qui émet le jugement de déviance, le processus qui aboutit à ce jugement et la situation dans laquelle il est produit. Dans la mesure où les théories scientifiques, à l'instar des conceptions de la déviance propre au sens commun qui leur servent de point de départ admettent que les actes sont substantiellement déviants et tiennent ainsi pour négligeables les propriétés des conditions et des processus du jugement, elles peuvent être conduites à exclure une véritable importance. Par le fait même qu'ils méconnaissent le caractère véritable du processus de jugement, les chercheurs risquent de restreindre la gamme de théories envisageable ainsi que le type de d'intelligibilité proposé*. (Becker, p. 28)

La difficulté de trouver une définition consensuelle de la déviance est clairement visible si l'on tient compte des différents aspects qui ont été pris comme point de départ à cette fin. D'une part, il faut tenir compte du fait que tout ce qu'un

groupe considère comme une déviation ne l'est pas pour tous les autres ; d'autre part, tout ce qui est considéré comme une déviation ne le sera pas à l'avenir.

La définition statistique (Becker) définit la déviance comme « *ce qui s'écarte par trop de la moyenne* ». Selon cette conception, on peut décrire comme déviant tout ce qui diffère de ce qui est plus commun. Cette définition semble très limitée et imprudente. En l'utilisant, on peut tomber dans quelque chose de très simpliste. Par exemple, avec cette définition on peut dire que, en Angola, toutes les filles qu'ont des enfants, sont déviant puisque la plupart ne les a pas. Backer attire l'attention sur ce genre de généralisations :

> *« Ainsi formulée, la conception statistique semble naïve et même triviale. Elle a toutefois le mérite de simplifier le problème en écartant les nombreuses questions de valeurs qui surgissent généralement quand on étudie la nature de la déviance : pour estimer un cas particulier, il suffira de calculer la distance à la moyenne du comportement concerné*… »

Si un enquêteur utilise une telle définition, il rapportera un peu de tout : des filles forcées au mariage, des filles violées, celles qui ont choisi la grossesse, celles qui sont tombées enceintes lors d'une rencontre… Ce mélange contient des individus habituellement tenus pour déviant et d'autres qui n'ont pas transgressé la moindre norme... La définition statistique de la déviance est trop éloignée de l'idée de transgression qui est à l'origine de l'étude scientifique des déviances (Idem).

La conception de déviance basée sur une perspective médicale la définit comme « quelque chose d'essentiellement pathologique, qui révèle la présence d'un mal ». La discussion au tour de cette définition réside dans la perception de ce qui est considéré comme pathologique puisque,

> *« S'il y a peu de désaccords sur ce qui caractérise un organisme en bonne santé, il y en a en revanche beaucoup plus quand on utilise analogiquement la notion de pathologie pour décrire des types de comportements qui sont considérées comme déviants. Pour caractériser un comportement sain, il est en effet difficile de trouver une définition propre à satisfaire même un groupe fermé et restreint de psychiatres, et il est impossible d'en trouver une qui puisse être généralement acceptée, comme c'est le cas pour les critères de la sante de l'organisme »*. Becker (p. 29)

Présenter le comportement d'un homosexuel ou d'un toxicomane comme le résultat d'une maladie comme la malaria ou la tuberculose n'a guère de sens. En général, les partisans de ce concept considèrent que la déviation est le résultat d'une maladie mentale. Néanmoins, Becker considère que la maladie mentale ne ressemble à la maladie physique que par métaphore :

> *« En partant de faits tels que la syphilis, la tuberculose, la fièvre typhoïde, les cancers et les fractures, nous avons créé une classe appelée « maladie ». Tout d'abord cette classe se composait seulement de quelques éléments qui avaient en commun un trait indiquant un état de désordre structurel ou fonctionnel du corps humain en tant que machine physico-chimique ? Au fur et à mesure que le temps s'écoulait, on a ajouté à cette classe des éléments supplémentaires ? Toutefois, on ne les a pas ajoutés parce qu'ils étaient des troubles corporelles nouvellement découverts. L'intérêt et l'attention du médecin se sont écartés de ce critère et se sont centres sur l'incapacité et la souffrance choisis comme nouveaux critères de sélection. C'est ainsi que des faits tels que l'hystérie, l'hypocondrie, la névrose compulsive obsessionnelle et la dépression se sont ajoutées avec lenteur au début, à la catégorie « maladie ». Puis, avec un zèle croissant, les médecins, et en particulier les psychiatres se sont mis à qualifier de « maladie », c'est-à-dire bien sur « maladie mentale » tout ce en quoi ils pouvaient détecter un signe de « dysfonctionnement » par apport à n'importe quelle norme. Donc, l'agoraphobie est une maladie parce qu'on ne devrait pas craindre des espaces ouverts ; l'homosexualité est une maladie parce que l'hétérosexualité est la norme sociale ; le divorce est une maladie parce qu'il signe l'échec de mariage. Le crime, l'art, la politique de ceux dont on n'aime pas les opinions, la participation aux affaires sociales ou le retrait d'une telle participation - tous ces faits et beaucoup d'autres sont considérés, de nos jours, comme symptômes de maladie mentale*. (Becker, 1991, p. 30)

Becker (1991) considère de même que le concept médical est aussi limité que le concept statistique car « elle accepte le jugement profane sur ce qui est déviant et, par l'usage de l'analogie, en situe la source à l'intérieur de l'individu, ce qui empêche de voir le jugement lui-même comme une composante décisive du phénomène. Une

des conceptions de déviance utilisée en sociologie ce sont les notions de santé et de maladie empruntées à la médicine. Les chercheurs qui l'utilisent examinent la société, ou une partie d'elle à partir de l'analyse des processus qui contribuent à la stabilité sociale ou, au contraire, de ceux qui la menacent.

> *Ils qualifient de tels processus des déviants ou les définissent comme des symptômes de désorganisation sociale. Ils font une distinction entre les aspects d'une société qui, favorisant la stabilité, seraient « fonctionnels », et ceux qui, rompant la stabilité, seraient « dysfonctionnels* ». (Idem)

Ce concept qui, contrairement aux précédents, se concentre sur la société et non sur l'individu, a le grand mérite de suggérer des domaines de la société où peuvent exister des problèmes dont les individus n'ont peut-être pas conscience.

> « *Mais il est difficile en pratique qu'il ne le semble en théorie de déterminer ce qui est fonctionnel et ce qui est dysfonctionnel pour une société ou un groupe social. La définition, c'est-à-dire de l'intention ou du but d'un groupe et, par voie de conséquence, la définition des aspects qui favorisent ou qui entravent la réalisation de cette fonction, constituent très souvent une question de nature politique. Il y a, dans un groupe, des factions en désaccord qui manœuvrent pour faire prévaloir leur propre définition de la fonction. Ce qui est une fonction pour un groupe ou une organisation n'est pas inscrit dans leur nature, mais se décide dans un conflit de type politique. Si cela est vrai, il s'ensuit que la détermination des normes à respecter des comportements réputés déviants et des individus désignés comme une question de nature politique. La conception fonctionnelle de la déviance, qui en néglige l'aspect politique, limite donc notre compréhension du phénomène* ». (Becker, 1991)

La conception sociologique la plus relative définit la déviance « par défaut d'obéissance aux normes du groupe ». Cette définition semble plus réalisable car il ne serait pas difficile de vérifier si une norme décrite par un groupe a été ou non transgressée par un membre et que ce membre est considéré comme déviant. Néanmoins, Backer considère que :

> « *… elle ne parvient pas à donner une importance suffisant aux ambiguïtés qui surgissent quand il faut choisir les normes destinées à servir d'étalon pour mesurer le comportement et juger de sa déviance. Une société comporte plusieurs groupes, chacun avec son propre système de normes, et les individus appartiennent simultanément à plusieurs groupes. Une personne peut transgresser les normes d'un groupe par une action qui est conforme à celles d'un autre groupe… Ceux que proposent cette définition objecteront peut-être que, si l'ambigüité peut apparaitre au regard des normes qui sont très généralement reconnus par tous : dans ce cas il n'y aurait pas de difficultés. C'est là, bien sûr, une question de fait, qui doit être tranchée par la recherche empirique* ». (Idem)

Cette conception définit la déviance comme la transgression d'une norme acceptée d'un commun accord. Ce dernier est le concept qui correspond à notre recherche parce qu'il « *entreprend de caractériser ceux qui transgressent les normes et recherche dans la personnalité et dans les conditions de vie de ceux-ci les facteurs susceptibles de rendre compte de leur transgression. Cette démarche présuppose que ceux qui ont transgressé une norme constituent une catégorie homogène parce qu'ils ont commis le même acte déviant* ». Pourtant, Becker considère qu'elle « … *semble négliger le fait central en matière de déviance, à savoir que celle-ci est créé par la société*… »

> *« …les groupes sociaux créent la déviance en instituant des normes dont la transgression constitue la déviance, en appliquant ces normes à certains individus et en les étiquetant comme des déviant. De ce point de vue, la déviance n'est pas une qualité de l'acte commis par une personne, mais plutôt une conséquence de l'applications, par les autres, de normes et sanctions à un « transgresseur ». Le déviant est celui auquel cette étiquette a été appliqué avec succès et le comportement déviant est celui auquel la collectivité attache cette étiquette ».*

Ce qu'il y a en commun entre les individus considérés comme déviants est « *qu'ils partagent au moins cette qualification ainsi que l'expérience d'être étiquetés comme étranger au groupe* » Toutes les sociétés doivent s'organiser afin de vivre en communauté. Cela nécessite une réglementation généralement fixées qui permette à

chacun et a tous de vivre dans une société "saine". Par le biais de règles, normes, lois, consignes ou maximes, ils spécifient de façon plus au moins formelle, les obligations auxquelles les membres d'un regroupement humain doivent se soumettre pour que ce qu'ils font en présence d'autrui soit tenu pour correct ou approprié (Ogien, 2012).

Les actes qui enfreignent les règles de conduite d'une société sont considérés comme déviants (peuvent être des actes criminels ou des actes délictueux, selon le cas). Ainsi, le fait de résister ou d'enfreindre ces règles ou normes ne doit pas nécessairement être considéré comme un crime, car tout individu peut, à un moment donné de sa vie, adopter un comportement non conforme aux conduites normatives. Un exemple serait d'occuper l'espace réservé aux personnes âgées dans les transports publics et de les laisser debout ou de payer leurs achats à la boîte prioritaire pendant qu'une femme enceinte fait la queue.

Émile Durkheim considère que le crime est normal dans les collectivités humaines parce qu'une société sans crime, qui en serait exempte est tout à fait impossible ; il est un élément nécessaire de la vie sociale :

> *Faire du crime une maladie sociale, ce serait admettre que la maladie n'est pas quelque chose d'accidentel mais, au contraire, dérive, dans certains cas, de la constitution fondamentale de l'être vivant ; ce serait effacer toutes distinctions entre le physiologique et le pathologique. Sens doute, il peut se faire que le crime lui-même ait des formes anormales ; c'est ce qui arrive quand, par exemple, il atteint un taux exagéré. Il n'est pas douteux, en effet, que cet excès ne soit de nature morbide. Ce qui est normal, c'est simplement qu'il y ait une criminalité, pourvu que celle-ci atteigne et ne dépasse pas, pour chaque type social, un certain niveau qu'il est peut-être impossible de fixer … classer le crime parmi les phénomènes de sociologie normale, ce n'est pas seulement dire qu'il est un phénomène inévitable quoique regrettable, dû à l'incorrigible méchanceté des hommes ; c'est affirmer qu'il est un facteur de la santé publique, une partie intégrante de toute société saine.*

Pour Durkheim, plus que de savoir ce qu'est la déviation, ce qu'il faut, est d'analyser le rôle qu'elle joue dans la société. Elle contribue à l'évolution des phénomènes sociaux en faisant en sorte que la réflexion sur ceux-ci force le changement des normes, des règles.

Par exemple, grâce aux rébellions (qui sont un crime) engendrées par les prisonniers politiques en Angola dans les années 1960 et 1970, ainsi qu'à l'insurrection (un autre crime) des jeunes dans les rues des grandes villes, l'indépendance a été obtenue ; grâce aux actes de calomnie et aux attaques contre la réputation (autres crimes), les journalistes d'investigation ont révélé des schémas de corruption qui ont conduit à la lutte contre la corruption dans les institutions publiques et privées.

Bien que tous deux aient été jugés (certains condamnés et d'autres acquittés), leurs actions ont contribué à changer le comportement de toute la société en répudiant la colonisation (qui pendant des siècles a été acceptée comme normale) et en faisant tout pour maintenir la liberté ; il y a eu un changement ou on a commencé à ne pas tolérer et par conséquent à dénoncer publiquement les actes de corruption.

Ils existent plusieurs théories qui expliquent les causes de la déviance :

L'individu

L'idée de « mauvaise nature » largement diffusée par le sens commun offre, selon Albert Ogien (2012), une explication commode a ces inconduites. C'est également celle que l'on retrouve dans les conceptions défendues par le déterminisme biologique qui, en affirmant le caractère irrémédiablement nuisible du délinquant, engage la criminologie sur les voies de l'eugénisme. Pour certains chercheurs, finir avec le crime commanderait « *d'éliminer ceux dont la science peut prédire qu'ils ne pourront jamais s'adapter aux exigences de la vie en société* ».

Le développent de la génétique, permet de donner des atours modernes à cet argument en attirant toujours les critiques cassantes de savants soucieux de dévoiler l'imposture qui consiste à faire croire à la possibilité d'une telle détection prédictive. (Ogien, op. cit.)

> *Les progrès de la connaissance du psychisme humain – psychologie clinique, psychanalyse, psychiatrie de l'enfant, etc. – ont, lentement fait évoluer le partage entre ce qu'il faut abandonner à l'inné et ce qui est acquise. L'émergence et le succès, au début du XX siècle, des thèses développementalistes ont contribué à discréditer les implacables propositions du déterminisme. C'est ainsi que l'adulte a pu être conçu comme le produit*

> *des expériences vécus au cours de sa petite enfance. Une voix nouvelle s'est alors ouverte à la prévention du crime : à la correction brutale des conduites délinquantes ou déviantes se sont substituées des démarches thérapeutiques fondées sur la découverte de troubles précoces de la construction de la personnalité.*

Les partisans de cette théorie estiment que certains individus posséderaient un « potentiel de délinquance supérieur aux autres » et qu'ils acquièrent précocement :

> *… Il existerait une catégorie 'individus dont la constitution bio-psychologique les prédisposerait à s'embarquer dans la déviance… l'origine de cette disposition est à rechercher dans les faits que certains parents se montrent incapables d'éduquer correctement leurs enfants, soit par défaillance (divorce, séparation, etc.), soit par incompétence (violence, manque d'affection, tec.). Tôt constituée dans le for intérieur d'une structure psychique, la personnalité du criminel n'a plus ensuite qu'à s'affirmer progressivement au cours des évènements de la vie*. (Ogien, 2012)

Des variables telles que la construction physique, l'intelligence, la structure de la personnalité, le tempérament, l'origine et rapports familiaux, l'histoire scolaire, les loisirs et habitudes sont regroupés dans de tables sociales de prédiction qui permettrait de prévoir l'avenir délinquant d'un enfant. Les résultats des études utilisant ces variables servent à prévenir cette issue.

Cette construction méthodologique a été critiquée pour ne pas répondre à certaines questions. Gluek (1964) estime que :

> *Non-socialisé, non-dressé, non-éduqué, l'enfant recourt, dans ces premières tentatives d'expression de soi et de formation de l'ego, au mensonge, à la ruse, au subterfuge, à la colère, à la haine, au vol, à l'agression, à l'attaque et à d'autres formes de comportement associal. Ce qu'il est contraint d'apprendre dans son affrontement précoce avec le monde adulte, et afin de développer sa personnalité et gagner l'affection et le sentiment de sécurité et d'appropriation qu'elle procure, n'est pas un comportement non-conforme d'égoïsme et de délinquance, mais un comportement conventionnelle*

d'altruisme et de non-délinquance ; ce n'est pas l'expression des instincts et désirs asociaux ou antisociaux, mas la manière de maîtriser ces tendances primitives de façon suffisante pour gagner l'amour et l'approbation de ses parents.

Le milieu

Pour comprendre le passage à l'acte délinquant la prise en compte du milieu dans lequel vit l'individu est un facteur explicatif non négligeable. Ainsi dans nos sociétés, il y a des zones qui produisent plus de délinquants que d'autres.

La société

Ici se pose la question de la mauvaise administration. Si les individus passent à l'acte parce qu'il y aurait une érosion de l'autorité. Il faut qu'il ait une autorité forte pour canaliser les mauvais penchants. La référence est faite ici, au sentiment d'impunité qui règnerait dans une société donnée. On demande donc l'application des lois de manière ferme.

La Structure Sociale

Nous vivons dans des sociétés hiérarchisées, où il y a une différence de statuts. La délinquance serait favorisée par la mauvaise distribution des richesses. Les inégalités socio-économiques sont responsables de la montée d'une certaine délinquance.

Partant des analyses d'Albert Ogien, les théories compréhensives de l'école de Chicago, expliquent les raisons qui ordonnent le déroulement d'une activité sociale. Elles sont très importantes pour expliquer les raisons qui poussent ces femmes à entrer dans la prostitution, le sens qu'elles donnent à leur action et à celle des autres notamment leurs clients, ainsi que le cadre dans lequel, elles exercent l'activité prostitutionnelle. Nous retiendrons ici, quatre théories qui nous paraissent plus cohérentes : la théorie de la désorganisation (Thomas), La théorie de l'anomie (Merton), la théorie de l'association différentielle (Sutherland) et la théorie de la stigmatisation (Becker, Goffman).

La théorie de la désorganisation (William Thomas)

Pour Thomas la famille et la communauté sont considérées comme les groupes qui façonnent les attitudes d'un individu. Ils constituent un ensemble harmonieux, qui permet la constitution identitaire. La désorganisation qui affecte ces groupes induisent amènent les individus à se débrouiller. La déviance naît selon Thomas du changement social provoqué par la société environnante. Nous verrons, comment le changement de la ville de Luanda, a laissé le peuple à l'abandon, le poussant à la débrouillardise. La prostitution serait l'une de conséquences, du chamboulement de la société angolaise.

La théorie de l'anomie (Robert King Merton)

Selon Merton, dans la société, il y a deux éléments confondus, les objectifs que la société fixe à ses membres et les moyens pour atteindre ses objectifs. L'anomie, c'est la disjonction entre ces deux éléments. Ceux qui n'arrivent pas atteindre les objectifs, parce qu'ils en ont pas les moyens, passent par des moyens détournés pour casser le plafond de verre qu'ils pensent infranchissables. Dans les discours des femmes rencontrées nous avons vu, les rêves non réalisés, et cela les a poussés à l'activité prostitutionnelle.

L'association différentielle (Edwin Sutherland)

Edwin Sutherland, a proposé la première théorie de l'apprentissage en 1939. Il souligne que « le goût de l'infraction n'est inné, ni ne résulte de dispositions psychologiques acquises. Selon Sutherland le comportement criminel (prostitutionnel) est appris dans l'interaction avec d'autres personnes dans un processus de communication. C'est une théorie qui s'inscrit dans une perspective d'interactions. Les discours de ces femmes montrent que « la première fois lorsque certaines d'entre-elles ont commencé c'était avec des amis etc. ».

Enfin comme l'a souligné Sutherland : « *pour comprendre, ce qui qu'un individu devient déviant, il faut saisir les conditions pratiques faisant qu'il est plus exposé à des conceptions défavorables à la loi qu'à celles qui lui sont favorables* »

(Ogien, p. 67). L'analyse du milieu dans lequel vivent ces femmes, montrent parfois, des environnements défavorables à l'interprétation de la Loi, même si certaines se retrouvent souvent dans certaines églises, qu'on peut également qualifier des déviantes.

La théorie de la stigmatisation (Becker, Goffman)

Pour analyser les interactions sociales, nous nous appuierons sur l'option théorique d'Erving Goffman (1975), qu'il définit comme « *les influences réciproques que les partenaires exercent sur leurs actions respectives* », il montre que « *la vie sociale faite d'une infinité de rites d'interactions, est mise en scène comme une représentation théâtrale … on joue des rôles pour devenir des personnages* ». Dans la scène, « *l'acteur est l'individu lui-même qui se met en scène quotidiennement et le personnage est l'image qu'il veut que les autres se fassent de lui-même* ». Donc, « *chacun utilise des techniques des représentations comme la façade, c'est-à-dire, tout l'appareillage mis en œuvre, consciemment ou non, pour donner une certaine image de soi si possible la plus positive* ».

Celle nous permet de comprendre comment les individus se présentent devant les autres et quelle est la justification de ces actions, ce qui nous aidera à comprendre la dynamique des interactions dans le domaine de la prostitution.

L'auteur va appliquer les principes de l'interactionnisme symbolique pour analyser les relations face-à-face, « *y compris celles qui apparaissent habituellement aux yeux de la recherche scientifique comme banales ou mineures* ».

Si l'on considère les interactions sociales à partir de la métaphore de la représentation théâtrale d'Erving Goffman (1975), les rues de Luanda sont considérées comme la scène où se déroulent les interactions, ainsi que les actrices et les acteurs sociaux, les femmes qui se prostituent, leurs clients et les proxénètes qui se produisent dans cet environnement, et le public qui regarde la scène qui est jouée par tous ceux qui la regardent.

Dans ce processus d'interaction, c'est là que les stigmates apparaissent. Le terme de stigmate ainsi que ses synonymes dissimulent deux points de vue : l'individu stigmatisé suppose-t-il que sa différence est déjà connue ou visible sur place (Individu discrédité), ou bien il pense qu'elle n'est pas ni connue ni immédiatement perceptible par les personnes présentes (Individu discréditable).

Pour Goffman (1975) il y existe trois types de stigmates :

> *« …les monstruosités du corps, les diverses difformités ; ensuite les tares de caractères qui, aux yeux d'autrui prennent l'aspect d'un manque de volonté, de passions irrépressibles ou antinaturelles des croyances égarées et rigides, de malhonnête, et dont on infère l'existence chez l'individu parce qu'il est ou a été, par exemple mentalement dérangé, emprisonné, drogué, alcoolique, homosexuel, chômeur, suicidaire ou d'extrême-gauche ; et finalement les stigmates tribaux que sont la race, la nationalité et la religion, qui peuvent se transmettre de génération en génération et contaminer également tous les membres d'une famille »* (Goffman 1975, p.14) .

L'auteur souligne avoir dans tous les cas de stigmate, les mêmes traits sociologiques. La stigmatisation chasse les individus ; elle annule la possibilité pour l'individu d'étendre son réseau de relations car les individus qui souffrent de stigmatisation sont considérés comme des "*personnes anormales* » ou des êtres « *pas tout à fait humains*" selon les mots de Goffman. Pour lui, « *un individu qui aurait pu aisément se faire admettre dans le cercle des rapports sociaux ordinaires possède une caractéristique telle qu'elle peut s'imposer à l'attention de ceux d'entre nous qui le rencontrent, et nous détourner de lui, détruisant ainsi les droits qu'il a vis-à-vis de nous du fait de ses autres attributs* ».

Ces attitudes prises pour ceux, à qui Goffman traite de « *normaux* », en face d'une personne affligée d'un stigmate, « *est la façon dont nous agissons envers elle* ». En général on pense « *qu'une personne ayant un stigmate n'est pas tout à fait un être humain* » et pour cette raison on pratique « *toute sorte de discrimination par lesquelles nous réduisons efficacement, même si c'est souvent inconsciemment, les chances de cette personne* ».

Ainsi, on cherche d'expliquer son infériorité et de justifier qu'elle représente un danger ; « *on crée une théorie, une idéologie du stigmate, qui sert aussi parfois à rationaliser une animosité fondée sur d'autres différences…* » (idem) et constamment on emploie des termes désignant spécifiquement un stigmate tels que putain, femme facile, vicieuse, dans le cas de la prostitution, par exemple.

Pour Lilian Mathieu la stigmatisation de la prostitution en tant que problème social résulte d'une « *croisade morale* » contribuant à la construction d'une identité

dégradée des prostituées. A l'instar de Goffman, il considère le stigmate comme « *un attribut qui jette un profond discrédit* » alors, les personnes qui pratiquent des activités jugées déviantes, évitent les interactions au sein desquelles la révélation de cette activité peut lui porter préjudice, favorisant ainsi l'entre soi et l'isolement social. Pour lui, « *la prostitution existe avant tout, sociologiquement parlant, comme un stigmate particulier qui a été appliqué à une personne au point qu'elle se reconnaît dans cette catégorie, en intériorise les attentes de rôle et adapte sa conduite en conséquence* » et que cette catégorisation dépendra de l'encadrement social et juridique que ce soit, « *le prohibitionnisme qui interdit la prostitution, le réglementarisme qui, en lui-même définissant un cadre légal, lui accorde une forme de reconnaissance, et l'abolitionnisme qui entend faire disparaitre une activité jugée intrinsèquement oppressive* »

Alves (2012) estime qu'il est important de tenir compte de la "définition de la situation" qui, selon Willian Thomas (1932, p.79), "avant tout acte de conduite autodéterminée, il y a toujours une étape d'examen et de délibération que l'on peut appeler une situation". Adriana Braga et Edison Gastaldo, cités par l'auteur, lors de la discussion de cette définition, donnent cette définition de la situation :

> *La notion de « définition d'une situation » est relativement simple, mais elle décrit une étape fondamentale de la vie en société : toute action en société est précédée d'une définition par chaque individu impliqué, à partir de laquelle une ligne d'action à suivre sera choisie parmi les possibilités disponibles. La formulation classique de ce principe serait connue sous le nom de "théorème de Thomas", de 1928 : "Si les gens définissent une situation comme réelle, elle sera réelle dans ses conséquences"* (Alves, p.24).

Il est possible de percevoir combien l'interaction est précédée d'une connaissance de soi et d'une préparation à la "rencontre" ; c'est toujours une curiosité des deux parties de fournir et de recevoir des informations sur l'autre et ce sont ces informations qui définiront l'interaction.

Goffman définit la situation de cette manière :

> *Les informations sur l'individu servent à définir la situation, permettant aux autres de savoir à l'avance ce qu'il attendra d'eux et ce qu'ils peuvent attendre*

> *de lui. Lorsqu'un individu passe avant les autres, ses actions influenceront la définition de la situation qui se présentera. Parfois, il agira de manière totalement calculée, s'exprimant d'une certaine manière uniquement pour donner aux autres le genre d'impression qui les conduira probablement à une réponse spécifique qu'il lui intéresse obtenir* (Alves, p.24).

Néanmoins, la situation ne se déroulera pas toujours comme prévu initialement au moment de l'interaction et des changements se produiront.

> *Étant donné que l'individu projette effectivement une définition de la situation lorsqu'il s'agit de la présence d'autrui, on peut supposer que pendant l'interaction, il se produira des faits qui contrediront, discréditeront ou, en tout cas, mettront en doute cette projection. Lorsque ces faits troublants se produisent, l'interaction elle-même peut en souffrir, une interruption déroutante et embarrassante. Certaines des hypothèses sur lesquelles les réactions des participants étaient fondées deviennent insoutenables et les participants se retrouvent impliqués dans une interaction pour laquelle la situation avait été mal définie et n'est plus définie* (Idem).

Ce concept nous aide à comprendre comment les femmes prostituées définissent la situation lorsqu'elles interagissent avec leurs clients, et avec leurs collègues, et donc à comprendre quelles attitudes sont adoptées dans des situations qui peuvent confirmer ou contredire la définition initiale.

Erving Goffman comprend l'interaction comme étant ce qui se produit face à face et la définit comme étant, « *l'influence réciproque des individus sur l'acier de l'autre lorsqu'ils sont en présence physique et immédiate* ». Une interaction peut être définie comme « *toute interaction qui se produit à tout moment, lorsque, dans un groupe d'individus, l'un est en présence immédiate de l'autre* ».

Dans ce concept, nous pouvons voir comment les actions réalisées par les uns influencent les autres et vice versa. Les actions qu'Alves appelle performances, se comprenant comme "toute l'activité d'un certain participant, à une occasion donnée, qui sert à influencer, de quelque manière que ce soit, l'un des participants" nous permettent de comprendre la façon dont les femmes prostituées s'habillent, les gestes qu'elles utilisent pour communiquer, la posture qu'elles adoptent, les mots utilisés lors de l'interaction avec les clients.

Goffman définit la représentation comme "toute l'activité d'un individu qui se déroule dans une période caractérisée par sa présence continue devant un groupe particulier d'observateurs et qui a une influence sur eux". Elle implique donc l'existence d'un public, d'observateurs.

Alves considère que pour comprendre la représentation, il est nécessaire de tenir compte de « la façade », qui pour Goffman « *est la partie de la performance de l'individu, qui fonctionne régulièrement de manière générale et fixe, afin de définir la situation pour ceux qui observent la présentation* ». La façade est « *donc l'équipement expressif de type standardisé utilisé intentionnellement ou inconsciemment par l'individu lors de sa présentation* ».

Compris comme un outil utilisé par les individus pendant la représentation, la façade fonctionne, y compris dans le cas de la prostitution, au même temps comme un "*scenario*", qui comprend le mobilier, la décoration, les couleurs des lumières, et comme une "façade personnelle" qui peut être les fonctions ou la catégorie, les vêtements, l'âge, le sexe, la taille, l'apparence, les attitudes, les modèles de langage, les expressions du visage, l'intonation, les gestes du corps, les mimiques et autres ; Goffman (in Alves, p.26).

En ce qui concerne la performance, nous cherchons à comprendre dans cette recherche, quels sont les soins corporels bénéficient les prostituées, le choix de leurs vêtements, leurs expressions et leurs gestes devant les clients.

La logique de l'interaction dans la perspective dramaturgique de Goffman peut être illustrée, comme le montre Alves 2012, p.27, dans le passage suivant de l'auteur:

> *« L'activité orientée vers les tâches de travail devient une activité orientée vers la communication ; la façade derrière laquelle la pratique est présentée servira à d'autres pratiques un peu différentes et donc peut ne pas être parfaitement adaptée à l'une d'entre elles en particulier ; la maîtrise de soi est dépassée afin de maintenir un consensus actif ; une impression idéalisée est offerte en accentuant certains faits et en en cachant d'autres ; l'acteur maintient la cohérence expressive en prenant plus de soin de se prémunir contre les désaccords minimaux que le public pourrait imaginer compte tenu de l'objectif manifesté dans l'intention. Toutes ces caractéristiques générales des représentations peuvent être considérées comme des cohérences*

> *d'interaction, qui agissent sur l'individu et transforment ses activités en représentations. Au lieu de se contenter d'exercer ses activités et de donner libre cours à ses sentiments, il exprimera l'accomplissement de sa tâche et transmettra ses sentiments d'une manière acceptable. En général, la représentation d'une activité sera donc différente de l'activité elle-même et la représentera donc inévitablement de manière erronée ».*

L'analyse de tous ces éléments nous permet d'avoir une vision de la manière dont l'interaction se déroule dans ce « fait social » qu'est la prostitution. Nous avons analysé les actions individuelles de manière isolée et aussi celles du groupe dans lequel elles sont insérées dans une perspective interactionniste. En effet, *« les individus agissent en fonctions du sens qu'ils donnent au chose », c'est-à-dire qu'on « ne perçoit pas la réalité telle qu'elle est mais au travers des représentations que l'on s'en fait » et « ces représentations se construisent au coure d'interactions quotidiennes » est pour cela « il faut appréhender la nature de leurs interactions quotidiennes*… » (Idem).

Pour qu'il y ait représentation, il faut qu'il y ait une équipe composée de membres qui interagissent. Alves considère que "*ces membres doivent coopérer devant un public pour se produire*". En ce qui concerne la prostitution, les relations de dépendance, de réciprocité et de familiarité sont des aspects qui, selon nous, méritent notre réflexion. À cet égard, Goffman (dans Alves) comprend qui "*examiner comment les interactions sociales se produisent... implique l'analyse d'une représentation effectuée par une équipe dans laquelle quelqu'un a le droit de diriger et de contrôler le développement de l'action*":

> *Si le public a besoin d'un metteur en scène, il le considère probablement comme plus responsable que les autres acteurs du succès de la représentation. Il répondra probablement à cette responsabilité en imposant aux acteurs des exigences dramatiques qu'ils ne feraient pas eux-mêmes* (Goffman, in Alves, p. 28).

Comme sur scène, dans la prostitution, il y a la "région des coulisses", comme l'appelle Alves:

> *Une région de coulisses peut être définie comme le lieu, par rapport à un spectacle, où l'impression encouragée par la mise en scène est connue pour être contredite comme une chose naturelle. Les fonctions caractéristiques de ces lieux sont sans aucun doute nombreuses. C'est là que se fabrique laborieusement la capacité d'une représentation à exprimer quelque chose qui la dépasse. C'est là que les illusions et les expressions sont ouvertement construites. Ici, les supports scéniques et les éléments de la façade personnelle peuvent être conservés, dans une sorte de grappe de répertoires entiers d'actions et de personnages* (Goffman, in Alves, p.29).

Comme nous l'avons déjà mentionné, Goffman élabore sa théorie en analysant l'interaction entre les personnes stigmatisées et celles qu'il considère "normales" et l'identité que les premières cherchent à dissimuler en raison de la stigmatisation dont elles sont victimes. Ainsi, il présente trois moments qui sont importants pour la compréhension du thermes « stigma ».

Dans le premier, l'auteur révèle que dans la Grèce antique, certains individus étaient marqués sur le corps avec des coupures ou avec du feu pour montrer qu'ils représentaient un mal pour la société, ce qui les faisait éviter dans différentes relations sociales. Ainsi, les Grecs avaient employé le mot pour "se référer aux signes corporels avec lesquels on cherche à montrer quelque chose d'extraordinaire ou de mauvais sur le statut moral de ceux qui les présentent".

L'auteur invoque ensuite l'ère chrétienne, et ces marques prennent un sens métaphorique où elles représenteraient d'une part la grâce divine manifestée à travers la peau, et d'autre part seraient une référence médicale indiquant des signes de troubles physiques.

Aujourd'hui, le terme "stigmate" s'applique davantage ... au malheur lui-même qu'à ses preuves corporelles ... aux types de malheurs qui suscitent l'inquiétude.

Pour décrire les conditions structurelles du mot, il parle de la manière dont la société contemporaine crée les mécanismes permettant de catégoriser les individus :

> *Les environnements sociaux établissent les catégories de personnes susceptibles de s'y trouver. Les routines de relations sociales dans les environnements établis nous permettent d'avoir une relation avec "d'autres personnes" prévue sans attention ou réflexion particulière. Ensuite, lorsqu'un étranger nous est présenté, les premiers aspects nous permettent de prévoir*

> *sa catégorie et ses attributs, son "identité sociale" - pour utiliser un terme plus approprié que "statut social", puisqu'il comprend des attributs tels que l'honnêteté, ainsi que des attributs structurels tels que "l'occupation".* (Goffman, in Alves, p. 30)

La théorie sur la stigmatisation est très importante car, grâce à ses concepts, nous pouvons comprendre comment la prostitution, par exemple, oriente le regard des secteurs d'une société stigmatisant. Lors de l'interaction avec ces femmes, on a parfois tendance à s'appuyer principalement sur des idées préconçues concernant cette activité et à les transformer en attentes.

Cette attitude signifie que ces prostituées stigmatisées sont considérées comme "*une espèce moins désirable*" et "*nous ne les considérons plus comme des créature commune et totales et les réduisons à une des personnes abîmées et diminuées*". Une telle caractéristique est un stigmate, surtout lorsque son effet discrédité est trop important... et constitue un décalage entre l'identité sociale virtuelle et l'identité sociale réelle. (Alves, 2012)

C'est pourquoi nous considérons qu'il est important de comprendre comment la stigmatisation dont souffrent des femmes prostituées interfèrent dans leurs interactions, puisque cette condition les force à ne pas pouvoir entrer dans certains espaces, qu'ils soient publics ou privés, où elle n'est pas la bienvenue à cause de ces idées préjugées.

Il existe trois types de stigmatisation, selon Goffman, et ils correspondent clairement à ceux dont souffrent les femmes prostituées :

> *En premier lieu, il y a les abominations du corps - les différentes difformités physiques. En deuxième lieu, il y a les défauts du caractère individuel, perçus comme une volonté faible, des passions tyranniques ou contre nature, des croyances fausses et rigides, la malhonnêteté, qui sont déduits du péché, la dépendance, l'alcoolisme, l'homosexualité, le chômage, les tentatives de suicide et un comportement politique radical. Enfin, il y a les stigmates tribaux de la race, de la nation et de la religion, qui peuvent être transmis de génération en génération* (in Alves, p. 31).

Ainsi, Alves comprend qu'il est important de comprendre dans quelle mesure les femmes prostituées omettent, dans certaines interactions, cette activité, afin d'essayer de minimiser ou même d'éviter la stigmatisation dont elles souffrent.

> *Il existe des stigmates importants, tels que les prostituées, les homosexuels, les mendiants et les toxicomanes, qui obligent l'individu à être soigneusement réservé par rapport à son défaut avec une classe de personnes, la police, tout en s'exposant systématiquement aux autres classes, c'est-à-dire les clients, les complices, les contacts, les receveurs d'objets volés, etc.*

Lorsqu'une femme prostituée est stigmatisée, c'est parce que l'acte de prostitution est considéré ou compris par la société dans laquelle elle est insérée comme une déviation. Comme les normes sont construites par le groupe social, il définit celles qui sont considérées comme "normales" et tous les individus qui ne s'y conforment pas sont étiquetés comme déviants.

Goffman a indiqué les moyens de faire face à la stigmatisation, l'un d'eux étant la (*discraditable stigma*). La stigmatisation associée à la prostitution repose en grande partie sur la norme selon laquelle le contact sexuel n'a sa place que dans une relation stable, de préférence dans le mariage. Les porteurs de caractéristiques estimées sont toujours attentifs et proactifs face aux réactions attendues des autres et adaptent leur comportement au jour le jour. La détérioration de leur (*spoiled identity*) se manifeste par une action défensive et une réduction de l'estime de soi.

En ce qui concerne la prostitution, les femmes font généralement référence à la stigmatisation comme l'un des aspects les plus désagréables de leur activité et en même temps comme justification de leur salaire, si ceux-ci sont élevés.

La stigmatisation touche également, bien que plus légèrement, d'autres personnes qui ont une relation avec la prostituée comme les enfants, le partenaire, les parents, les frères et sœurs, les amis et même les professionnels qui travaillent éventuellement avec elle comme les travailleurs sociaux, chauffeur de taxi, médecin, chauffeur de taxi ou barman qui n'échappent pas à ce que Goffman appelle (*Stigma Contamination*).

Même les scientifiques intéressés par la recherche sur la prostitution ne trouvent pas le prestige mérité, comme le démontre Schouten (2005) lorsqu'elle rappelle le cas de Promilla Kopur, une sociologue et féministe indienne, cible de

diffamation après une étude qu'elle a menée sur les « call girl » de Bombay en 1970 et publié dans son ouvrage. Son travail a été confisqué par les tribunaux et libéré des années plus tard en tant que préciosité scientifique. Ainsi, l'auteur indique que,

> *Pour limiter les conséquences négatives tant en termes de stigmatisation que sur le plan juridique, les prostituées déclarent, en règle générale, qu'elles exercent une autre profession. Quand elles ne le cachent pas... elles optent pour une terminologie de camouflage, comme "travail de nuit". Quand elles ne le cachent pas... elles optent pour une terminologie de camouflage, comme Travail de nuit. Mais il y a des femmes qui ne se soumettent pas à une probable stigmatisation et, parmi elles, il y a celles qui se font appeler "putes" ou "prostituées" dans une action délibérée de provoquer la perplexité de la société « normale ». D'autres femmes préfèrent le terme de travailleur du sexe, indiquant ainsi que ce qu'elles font est en fait du travail. La référence à la sexualité vise également à réconforter les autres avec la réalité et à mettre fin à l'hypocrisie.*

Ensuite, nous nous concentrerons sur un autre élément indéniable, le rôle que joue l'argent dans l'interaction. Dans le sens attribué à la prostituée, il est très lourd qu'elle implique une transaction, une sérénité matérielle ou financière à la sexualité, ce qui n'est pas bien accepté. Appadurai (1988) et Bloch et Perry ont souligné le poids des valeurs de chaque société et groupe dans la définition des produits qui peuvent devenir des marchandises sans signification, la sexualité étant l'une des plus problématiques (Schouten, 2005).

Dans la *Philosophie des Geldes* (1900), Georg Simmel avait déjà indiqué les effets négatifs que l'argent. Les transactions monétaires ont donné plus de liberté aux gens mais, d'autre part, elles ont entraîné une dépersonnalisation des relations, une situation qui, selon l'auteur, est inacceptable dans le cadre des relations entre hommes et femmes, surtout en ce qui concerne la sexualité.

La prostitution est souvent considérée comme une activité marchande. Le rejet de ce type d’activités humaines ne se limite pas à la prostitution. Adam Smith comparait la performance des chanteurs d'opéra à la prostitution, en se référant à l'usage public qu'ils faisaient de leur corps (idem). L'auteur rappelle que dans la Grèce antique, les hommes libres étaient sensuels s'ils travaillaient pour un salaire,

même si cela s'est produit plus tard avec l'aristocratie en Angleterre. Des vestiges de cette idée subsistent dans le sport moderne, par exemple dans le rugby britannique, lorsqu'à la fin du XIXe siècle, certains joueurs, issus de milieux privilégiés, ont voulu recevoir un salaire. Les enfants des classes supérieures - qui n'avaient pas besoin de ce salaire - on trouve qu'il s'agissait d'une dégénérescence de leur sport, et ils invoquent dans ce contexte le terme de "prostitution".

Pour ce qui est de notre sujet, si un acte est qualifié de déviant dès lors, qu'on transgresse une norme, ce qui se joue dans cette théorie, c'est l'étiquette qui colle à la peau du déviant. Or, ces déviants étant porteurs d'un stigmate, il leur ait difficile de retrouver une vie normale. C'est justement cette tare qui lui est jetée à la figure, qui le poussera de plus en plus dans une carrière déviante. L'image négative que renvoie l'activité prostitutionnelle dans un pays comme l'Angola, où la sexualité elle-même est tabou, fait que ces femmes sont enfermées dans une situation où elles ont des difficultés à s'en sortir.

Le concept de carrière : un concept explicatif de l'entrée et de maintien dans la prostitution

Le concept de Carrière originairement utilisé dans le domaine professionnel (carrière professionnelle), « renvoie à la suite des passages d'une position à une autre accompli par un travailleur dans le système professionnel… dans le sens des successions de postes occupés mais aussi à l'idée d'ascension sociale c'est-à-dire faire carrière… cette notion désigne les facteurs dont dépend la mobilité… aussi bien les faits objectifs révèlent de la structure sociale que les changements dans les perspectives, les motivations et les désirs de l'individu ». Cette notion a été étendu, par les sociologues proches de l'interactionnisme, le sens que, tout le monde a une carrière. Becker considère qu'on peut transporter ce modèle pour étudier les carrières déviantes.

Dans son ouvrage « Outsiders » Becker analyse les trois étapes d'une carrière déviance que sont :

1. La transgression d'une norme

C'est-à-dire un acte non conforme à un système particulier de normes qui en soit ne suffit pas à enter dans la carrière déviante. L'idée que tous les comportements déviants sont motivés est présentée par l'auteur de la manière suivante :

> *" On croit que la personne qui commet un acte déviant, même pour la première fois (et peut-être spécialement quand c'est la première fois), le fait intentionnellement. L'intention peut ne pas être entièrement consciente, mais il doit y avoir une force motivante à l'arrière-plan… De tels actes reposent sur l'ignorance soit de l'existence de la norme, soit du fait que celles-ci s'appliquent à ce cas ou à cette personne en particulier ».*

Dans le cas contraire, où il y a une conscience dans la réalisation d'actes déviants, l'auteur considère que « la différence fondamentale entre les déviants et non-déviant réside dans la nature de leurs motivations ».

> *Les théories psychologiques trouvent la cause de motivations et des actes déviants dans l'expérience individuelle précoce, qui engendre des besoins inconscients que l'individu doit satisfaire pour maintenir son équilibre. Les théories sociologiques cherchent dans la société des sources de tension socialement structurées : ceux qui occupent des positions sociales soumises à des exigences contradictoires sont tentes de résoudre ce problème par des moyens illégitimes.* La théorie de l'anomie de Merton en ait un exemple.

2. L'engagement

Ensuite, il faut attendre le moment de la désignation publique pour savoir si l'individu est prêt à s'engager davantage. Dans le cas de ces personnes à qui Becker appelle des personnes « normales » l'engagement « *se trouve progressivement impliqué dans les institutions et les conduites conventionnelles* ». Le terme engagement renvoie,

> *Au processus par lequel divers types d'intérêts sont progressivement investis dans l'adoption de certaines lignes de conduite avec lesquelles ils ne semblent pas avoir de rapports directs. Par suite des actions qu'il a accomplies dans le passé ou du fonctionnement ordinaire de différents mécanismes institutionnels, l'individu estime qu'il doit adopter certaines lignes de conduite, faute de quoi nombre de ses activités se verraient indirectement compromises.*

Dans le cas du délinquant, il ne se sent pas responsable de respecter les normes. C'est ce que suggèrent Sykes et Matza, cités par l'auteur « … *les délinquants éprouvent de fortes tentations de respecter la loi … en composant des techniques de neutralisation… des justifications de la déviance*… ».

3. Entrée dans un groupe déviant organisé

La dernière étape consiste à l'adhésion à un groupe déviant organisé qui permet de justifier son engagement dans la carrière déviante.

> Les membres d'un groupe déviant organisés ont évidemment une chose un commun : leur déviance. C'est elle que leur donne le sentiment d'avoir un destin commun, d'être embarqués sur le même bateau. La conscience de partager un même destin et de rencontrer les mêmes problèmes engendre une sous-culture déviante, c'est-à-dire un ensemble d'idées et de points de vue sur le monde social et sur la manière de s'y adapter, ainsi qu'un ensemble d'activités routinières fondées sur ces points de vue. L'appartenance à un tel groupe cristallise une identité déviante.

Erving Goffman propose également « *de prendre en considération la dimension morale de la carrière ; autrement dit, les cycles des modifications qui interviennent dans la personnalité du fait de cette carrière et aux modifications du système de représentation par lesquelles l'individu prend conscience de lui-même et appréhender les autres* » et marque donc, « *une évolution significative qui a des effets concrets sur la personnalité mais aussi sur la manière de percevoir, d'appréhender le monde* » (Roating 2012). L'auteur affirme que,

> L'analyse de la carrière comme processus diachronique se centre sur la manière dont les acteurs anticipent les changements, les préparent, font face aux difficultés, interprètent leurs échecs ou réussites. Everett Hughes écrit : « Subjectivement, une carrière est une perspective en évolution au cours de laquelle une personne *voit* sa vie comme un ensemble et *interprète* ses attributs, ses actions et les choses qui lui arrivent.

Il reprend ces réflexions en précisant que :

> « *Détournée, la notion de carrière permet d'identifier « les cycles des modifications » qui structurent les représentations que l'individu se fait de lui-même selon les perceptions et les jugements le concernant et qu'il pense émaner des acteurs avec lesquels il entre en interaction. Ainsi les images instituées de soi et des autres sont-elles dépendantes des relations sociales au sein desquelles se joue et se rejoue continûment la définition de « l'identité » et du « destin social » de l'individu* ».

Pour clarifier cette notion, l'auteur cite les travaux d'Erving Goffman dans *condition sociale des malades mentaux, Asiles (1961)* qui accordent une place conséquente aux interactions en fonction desquelles les rapports au monde social sont déterminés et néanmoins interchangeables, où il décompose la carrière du malade mental en deux étapes : la phase pré-hospitalière » et « la phase hospitalière :

> *« Le premier temps revient sur « les contingences de la carrière », c'est-à-dire la pluralité des mécanismes qui conduisent à l'internement et en particulier le rôle décisif tenu par « le proche-parent ». Le second temps est étendu au processus d'hospitalisation ou de socialisation de l'individu à l'institution et ses acteurs. Il a pour effets principaux la hiérarchisation des règles et des pratiques qui l'organisent et la remise en cause des schèmes de perceptions antérieurs. Partant, l'analyse de la carrière « morale » du malade mental réside dans la mise au jour du va-et-vient entre les représentations individuelles et collectives, entre l'acteur et le système qui l'entoure ».*

Anthony Giddens définit la déviation comme le non-respect d'un ensemble de règles qui sont acceptées par un nombre important des personnes dans une société.

Certains théoriciens soutiennent que les différents comportements considérés comme déviants le sont par convention ou en "étiquetant" ceux qui ont la légitimité de la morale normative d'une société. Giddens (2008) explique que la "théorie de l'étiquetage" est basée sur le principe qu'il n'y a pas d'actions intrinsèquement criminelles, elles sont déterminées comme telles par ceux qui ont le pouvoir d'étiqueter, ceux qui ont le pouvoir de créer des lois, les tribunaux et les institutions correctionnelles.

Le principal argument qui s'oppose à la théorie de l'étiquetage est qu'il existe effectivement des actes qui sont naturellement criminels, comme le meurtre ou l'agression. Mais nous devons nous rappeler que ces mêmes pratiques qui seraient considérées comme naturellement criminelles dans des contextes différents sont considérées comme légitimes ; comme à la guerre, où tuer le soldat ennemi est un acte accepté, ou même le vol à la recherche de nourriture dans une situation désespérée due à la faim ou à l'extrême pauvreté, peut être justifiable aux yeux de beaucoup.

Il est un fait que la criminalité et la délinquance, avec la violence, sont l'un des principaux problèmes de notre société actuelle. Cependant, il n'existe pas d'explications simples ni de compréhension unique de ses causes. La diversité des motivations abordées par les études sociologiques permet de mieux comprendre ce comportement complexe.

Nous avons adopté la théorie sociologique de la déviance comme fil conducteur de cette recherche doctorale parce qu’elle aborde un certain nombre de théories explicatives pouvant expliquer les raisons qui conduisent les personnes prostituées à entrer dans cette activité. Le concept de carrière est là, pour montrer, comme nous le verrons dans nos analyses, comment les femmes prostituées sont rentrées par paliers successifs, comme les fumeurs de marijuana dans le monde de la prostitution.

Annonce du plan

Notre thèse démarre avec la problématisation et la construction de l'objet où nous énonçons le sujet de la recherche, présentons ses objectifs ainsi que la théorie qui guide cette recherche.

Cette thèse est divisée en trois parties :

Dans la première nous présentons brièvement l'historique de l'Angola. Elle comporte deux chapitres. Le premier chapitre s'intéresse de la colonisation, jusqu'à l'indépendance, le second se réfère à la crise économique et ses conséquences en Angola.

La deuxième partie couvre les aspects théoriques et comporte trois chapitres : dans le premier, nous réfléchissons aux rapports sociaux des sexes entre les hommes et les femmes. Le deuxième est consacré aux différentes théories sur la prostitution. Le troisième chapitre traite de la place des femmes en Angola et leur rôle dans la société.

La troisième partie est celle où nous présentons les résultats de notre recherche empirique. Elle comprend cinq chapitres : dans le premier, nous présentons la méthodologie utilisée. Le deuxième chapitre traite du profil social et des trajectoires sociales des femmes interrogées. Dans le troisième chapitre nous nous intéressons à l'initiation de la vie sexuelles des femmes à leur entrée dans la prostitution. Ensuite, le quatrième chapitre traite des conséquences de la prostitution dans la vie des personnes interrogées ainsi que de leurs aspirations. Enfin le cinquième chapitre présente les politiques de la protection sociale de femmes en Angola. Notre thèse se termine par une conclusion générale.

PREMIERE PARTIE

L'ANGOLA : APPROCHE SOCIO-HISTORIQUE ET ECONOMIQUE

CHAPITRE 1

De la colonisation à l'indépendance : retour sur l'histoire de l'Angola

L'Angola, avec les frontières que l'on connaît aujourd'hui, est le résultat du partage de l'Afrique fait lors de la conférence de Berlin en 1884. Ce nouveau partage, qui ne respectait pas l'organisation sociale préexistante, continue à avoir un impact sur la vie quotidienne des citoyens d'un point de vue politique, économique, social et culturel.

Parler de l'histoire de l'Angola implique de parler de la colonisation et de son impact sur l'émergence des problèmes que la société a rencontrés et rencontre encore.

Dans ce chapitre, nous allons, l'histoire du pays où se déroule notre thèse.

Histoire de L'Angola

L'Angola, comme les autres anciennes colonies africaines, a eu une évolution historique qui a accompagné la présence de ces ex-colonisateurs. Nous pensons qu'il est fondamental de faire une référence à l'histoire depuis la période coloniale, parce que celle-ci a une grande influence sur la situation sociale, géographique, politique et culturelle d'aujourd'hui, puisque c'est après les premiers contacts avec l'occident que s'est constitué l'Angola que nous connaissons aujourd'hui avec toutes les conséquences sur la structure sociale qui existait auparavant, et des phénomènes sociaux qui en découlent.

Il est donc juste de dire que nous ne pouvons pas parler de prostitution sans nous situer historiquement, politiquement et géographiquement et percevoir comment ces éléments ont influencé l'émergence et l'évolution de ce phénomène en Angola.

La République d'Angola, en portugais « República de Angola », est un pays situé à la charnière de l'Afrique Centrale et de l'Afrique Australe. Ouvert sur l'océan Atlantique à l'ouest, le pays est limité au nord par la République du Congo Brazzaville et la République démocratique du Congo, à l'est par la Zambie, et au sud par la République de la Namibie.

Figure n° 1 **Carte de l'Afrique**



Source : https://www.axl.cefan.ulaval.ca/afrique/Angola.htm

Matta cit. Samba (2018) souligne que l'Angola est un nom qui a son origine du mot "Ngola" qui était le nom d'un ancien responsable (Ancien Roi, qui s'appelait Ngola Kiluanje) du royaume du Ndongo qui se situait entre Anzele, Ambaca et Pungo Andongo, dans les actuelles provinces de Bengo, Kwanza Norte, Kwanza sul et Malange. Le même auteur explique que le nom Angola peut également avoir son

origine de mot "Ngolo" qui signifie force, dans la langue nationale du peuple Ambundo, le Kimbundo.

Par sa superficie, l'Angola est le septième pays d'Afrique. En effet, il s'étend sur 1 246 700 Kilomètres carrés, soit quatorze fois l'étendue du Portugal (y compris l'enclave de Cabinda, séparée du reste du pays, située au nord de l'embouchure de fleuve Zaïre).

L'Angola est considéré comme un pays riche, mais complètement dépendant du pétrole, dont le prix a baissé pendant la crise économique et s'est aggravée avec la pandémie de covid-19. L'économie s'est affaiblie avec l'impact de la maladie et compte tenu des mesures de prévention prises par le gouvernement dans 18 provinces, 162 municipalités et 559 communes du pays, le défi est que ces mesures bénéficient aux 25 789 024[10] habitants, dont 13 289 983 sont des femmes, représentant 52% de la population totale du pays. (INE, 2016, P.27)

Selon la projection statistique de l'Institut National des Statistiques (2020), l'Angola a atteint un total de 30.127.674 habitants en 2020 ; plus de la moitié de ce nombre 15. 959. 494, ou plus précisément 52%, sont des femmes. Elles constituent la majorité de la population. En ce qui concerne la répartition géographique de la population féminine, la même source montre que 62,4% de la population féminine vit dans les zones urbaines, tandis que 37,6% dans les zones rurales, le pays comptant beaucoup plus de localités dans ces dernières (25 289) que dans les zones urbaines (2 352). Le taux de fécondité varie en fonction des caractéristiques des femmes, généralement liées au niveau d'études et au lieu de résidence. Le recensement de 2014 présente un taux de fécondité plus élevé dans les zones rurales (8,2) et chez les femmes sans éducation (7,8) et plus faible chez les femmes vivant dans les zones urbaines (5,3).

Bien que les taux de fécondité soient plus faibles dans les zones urbaines, ils incluent exactement les femmes qui se livrent à la prostitution parce que la plupart d'entre elles sont en âge de procréer, selon l'enquête à Indicateurs Multiples sur la Santé (MIMS) 2015-2016, parce qu'elles ont entre 25 et 29 ans. L'enquête sur les Indicateurs Multiples sur la Santé (MIMS) 2015-2016 montre qu'entre 15 et 29 ans, on observe une tendance à des taux de natalité élevés pour 1 000 femmes, qui

[10] Ces chiffres correspondent aux résultats du recensement de 2014, mais les projections montrent une croissance significative pour les années 2020 et 2021 comme nous le verrons.

commencent à diminuer à partir de 30 ans, pour atteindre des valeurs plus faibles dans la tranche d'âge des 45 et 49 ans. Cela signifie que beaucoup de ces femmes peuvent avoir des enfants plus jeunes et être les seules responsables de leur famille.

En ce qui concerne les responsabilités familiales, Samba (2018), parle de 21% des ménages à Luanda qui sont dirigés par des femmes. Pour Samba, sur le nombre total de femmes qui ont un conjoint, 53,4 % n'ont aucune activité rémunérée. En d'autres termes, un grand nombre de femmes sont chargées de subvenir aux besoins de la famille, même lorsqu'elles ont un partenaire. On peut en déduire que les femmes ont une plus grande responsabilité pour garantir les conditions de vie minimales de leur famille, surtout à ce stade où le covid-19 impose des contraintes majeures.

D'autres données considérées comme importantes pour cette recherche sont liées à la pauvreté et ont été publiées par Afro-Barómetro (2020). Selon cette étude, en Angola, 35 % de la population vit dans une pauvreté extrême, 34 % dans une pauvreté modérée, 23 % dans une pauvreté faible et 7 % appartiennent à la classe supérieure. Par conséquent, il ne serait pas surprenant de comprendre que les femmes, en particulier celles en âge de procréer et de produire, font partie des personnes les plus pauvres en Angola, si l'on considère les indicateurs de cette étude qui en souligne encore la pertinence.

Le baromètre afro (2020) considère que 36% de la population est souvent ou toujours privée de salaire ou de revenu, 34% était souvent ou toujours privée d'eau potable, 32% était souvent ou toujours privée de soins médicaux et 21% était souvent ou toujours privée de nourriture, entre autres indicateurs. S'il est vrai que les femmes sont encore aujourd'hui réservées et chargées de s'occuper du foyer et des membres les plus faibles de la famille, ces privations les affecteront également et l'impact sur elles sera par conséquent ressenti par les autres membres de la famille.

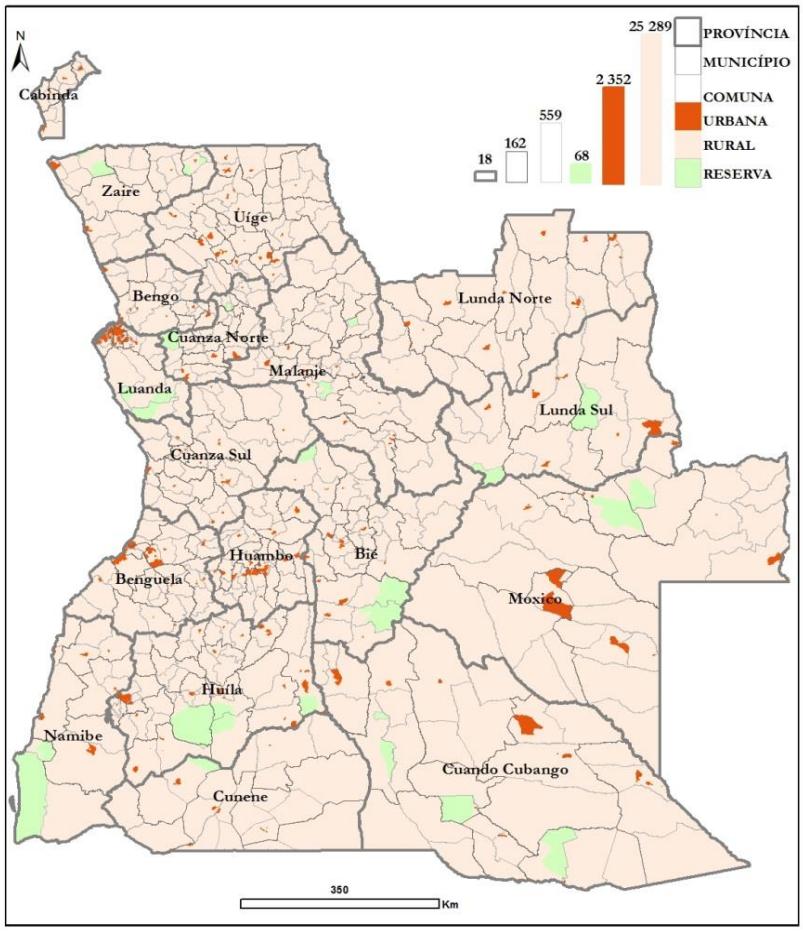
Les approches préliminaires et exploratoires indiquent que la prostitution est une activité principalement exercée par des femmes, du moins la plus visible, et nous amènent également à penser que cette activité résulte de la pauvreté. Cependant, les programmes d'aide sociale de l'État ne sont pas directement liés à cette frange de la population (comme le programme de lutte contre la pauvreté, le programme de prévention et de lutte contre les maladies sexuellement

transmissibles, le programme de prévention et de lutte contre les plus de 19 ans, entre autres), mais se limitent aux questions de santé sexuelle, plus précisément à la prévention des maladies sexuellement transmissibles telles que le VIH/sida. Les difficultés rencontrées par ces femmes incluent également des besoins économiques, sociaux et émotionnels, entre autres.

Elle est caractérisée par sa jeunesse, puisque la moitié de la population est âgée de moins de quinze ans.

Selon la même source, au niveau administrative, l'Angola dont la capitale est Luanda, est divisé en dix-huit provinces : (Bengo, Benguela, Bié, Cabinda, Kuando Kubango, Kuanza Norte, Kuanza Sul, Cunene, Huambo, Huila, Luanda, Lunda Norte, Lunda Sul, Malange, Moxico, Namibe, Uíge et Zaïre), 162 districts et 599 communes.

Figure n° 2 **Division politique et administrative de L'Angola**



Source : INE 2014, p. 27

Les indicateurs d'emploi et de chômage 2018 / 2019 publiés par l'Institut national des statistiques (INE) montrent que, pour la période en question, le pourcentage de personnes économiquement actives dans des activités informelles en Angola était de 72,6 %, le chiffre le plus élevé parmi les personnes âgées de 25 à 64 ans. (INE, 2019, P.12)

C'est dans ce contexte que, de mars 2018 à février 2019, la population au chômage, âgée de 15 ans et plus, étant estimée à 3 583 143 personnes, dont 1 557 394 hommes et 2 005 749 femmes. Le taux de chômage du pays au cours de la période de référence était de 28,8%, soit 26,6% pour les hommes et 30,9% pour les femmes. Le taux de chômage dans la zone urbaine de 36,5 %, est plus de deux fois plus élevé que dans la zone rurale, avec 16,2 % (INE, 2019).

Elle est caractérisée par sa jeunesse, puisque la moitié de la population est âgée de moins de quinze ans.

Par son étendue, l'Angola est le deuxième pays lusophone après le Brésil et par sa population, le troisième après le Brésil et le Mozambique. Le pays occupe un territoire assurant la transition entre l'Afrique francophone au nord et l'Afrique anglophone au sud.

Au niveau socio culturel, il existe plusieurs groupes ethniques en Angola. Certains sont plus importants que d'autres, selon le nombre de membres ou selon l'extension du territoire qu'ils occupent. La quasi-totalité de la population angolaise est constituée des Bantous[11], peuple qui occupe exclusivement toute l'Afrique au sud de l'équateur. Ils sont divisés en trois grands groupes : les Bantous Orientaux, les Bantous Méridionaux et les Bantous occidentaux, groupe, dont font partie les bantous angolais.

Jose Redinha[12] (1970) dans son ouvrage « Distribuição étnica da província de Angola » présente onze groupes principaux : les Bakongos, les Mbundus, les Lunda-Kioko, les Ovimbundus, les Ganguela, les Nhaneka-Humbi, les Ambo, les Hereros, les Ochindonga.

[11] Bantous de Ba-ntu, que signifie personne, c'est un ensemble de peuples plus ou moins différents et qui sont ainsi désignés parce qu'ils ont en commun l'origine de leur langue. Selon Jose Redinha, le terme Bantu a été introduit en 1862 (Pag. 5).
[12] José Redinha est un ethnographe angolais.

Il classifie comme plus importants les quatre groupes suivants :

- ✓ Les Ovimbundu, situés dans le Centre-Sud, parlent l'umbundu et constituent le groupe le plus nombreux ;
- ✓ Les Mbundus, situés dans le centre-nord, qui parlent le kimbundu;
- ✓ Les Bakongos situés au nord-ouest, qui parlent le Kikongo ;
- ✓ Les Lunda-kioko, situés à l'est, qui parlent le tchokwe.

A côté des Bantous, on trouve des peuples non Bantous d'origine Khoisane, issus des Boschimans et des Hottentots, les premiers habitants du territoire angolais. Cependant, récemment de Pedro Maria (2015) cit. Samba (2018), a séparé le groupe Khoisan en deux : les Khoi et les San. Ces groupes, sont dispersés irrégulièrement dans les secteurs ethnolinguistiques du sud du pays (voir la carte). Ils se trouvent près des frontières Zambienne et Namibienne. On les recense également en Zambie, en Namibie, au Botswana et en Afrique du Sud. Les non Bantous sont des peuples nomades.

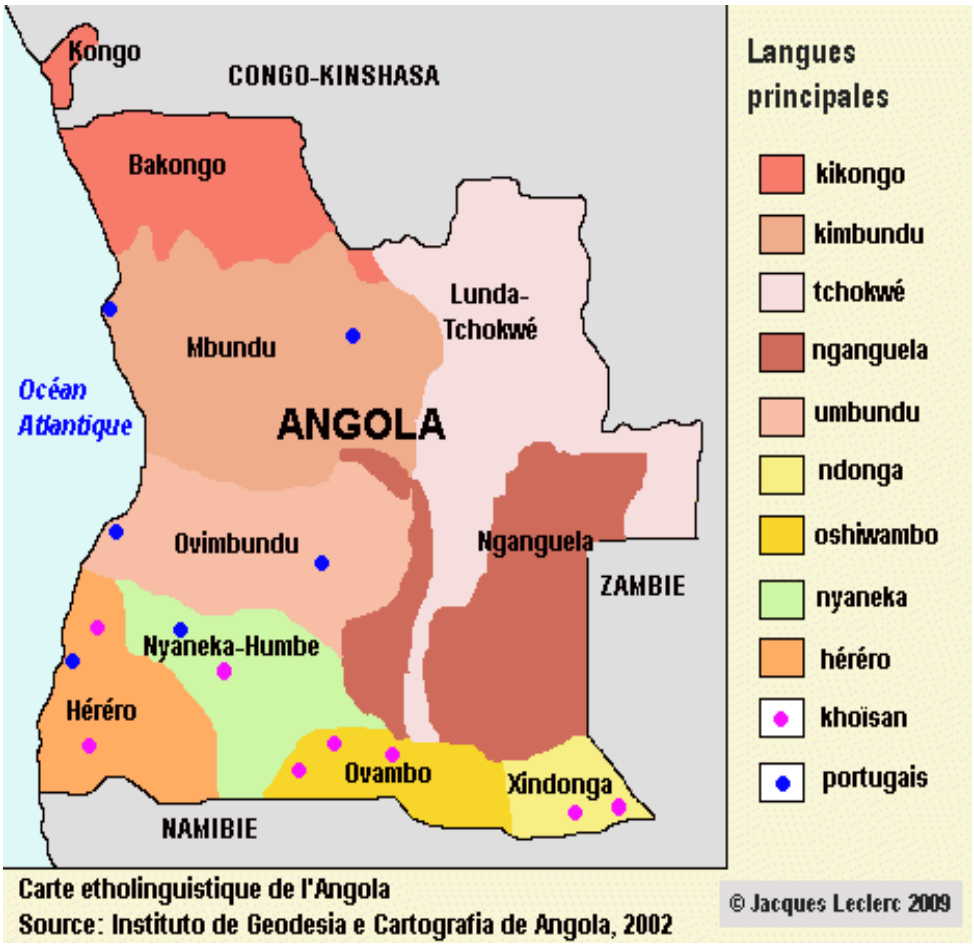
Chaque groupe est formé par plusieurs sous-groupes, qui ont en commun une similitude de langue ; en général, les membres des différents sous-groupes d'un même groupe se comprennent entre eux.

Le portugais est demeuré la langue officielle de l'Angola après l'indépendance. Jusqu'à 1975, il était la langue maternelle des Blancs uniquement, et seule une minorité de Noirs parlait comme seconde langue. Aujourd'hui la situation a changé, et il y a en Angola des millions de ce qu'on appelle des « mauvais locuteurs » portugais dans les grands centres urbains, où se croisent des gens de toutes origines ethniques rescapés de la guerre, lesquels non seulement parlent portugais, mais transforment aussi leurs enfants en locuteurs ayant le portugais comme langue maternelle.

Nous pouvons encore aujourd'hui constater que dans les zones rurales, le portugais ne s'est pas autant implanté, parce que les langues bantoues sont restées très vivantes, comme en font foi les émissions radiodiffusées dans les principales langues nationales. Néanmoins, là aussi, comme partout en Angola, le portugais

s'est développé en tant que langue véhiculaire au détriment de l'umbundu, du kimbundu, du kikongo, du kioko et toutes les autres langues vernaculaires.

Figure n° 3 **Carte ethnolinguistique de l'Angola**



Cette situation a de grandes implications au niveau de l'éducation familiale parce que toute la formation se fait dans cette langue, ce qui peut vider progressivement le peu qui a été préservé en particulier les dialectes.

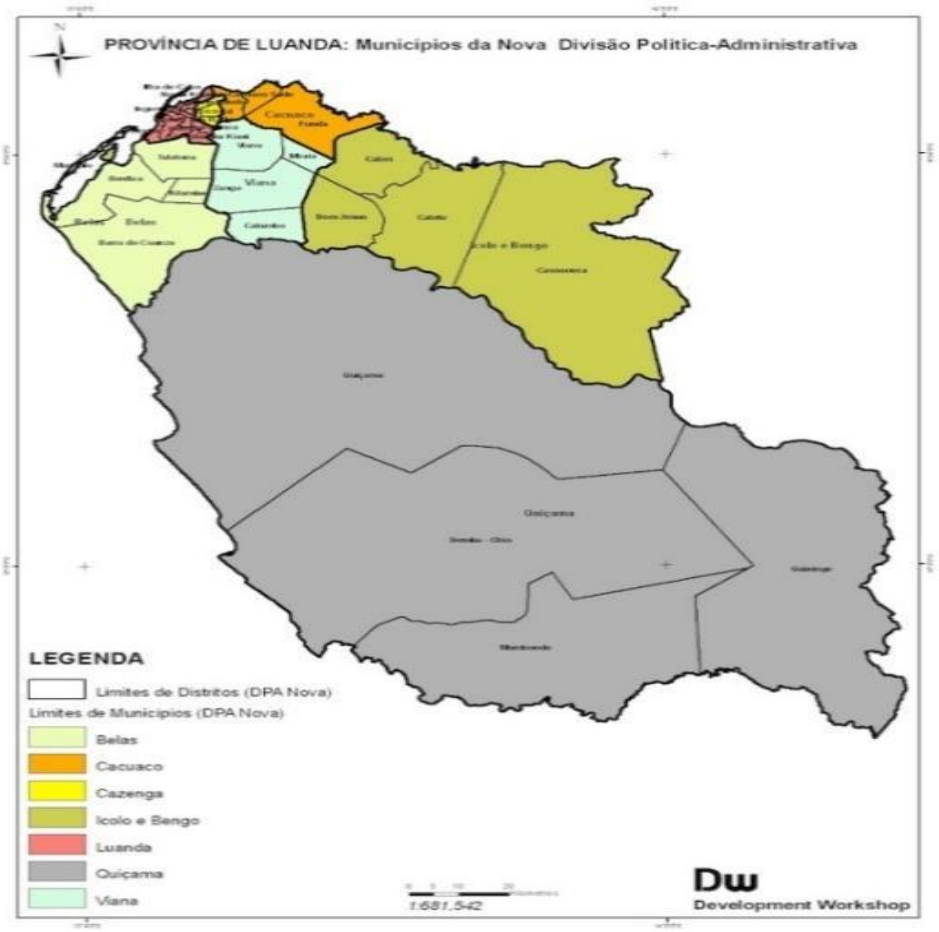
Depuis plusieurs années, on discute de l'insertion des langues nationales dans les programmes scolaires. La complexité de la société angolaise entrave toutefois la réalisation de cette intention. Il y a même eu plusieurs tentatives, mais elles ont échoué.

L'Institut national des statistiques (INE), estime qu'en 2021, la population angolaise atteindra environ 32 175 553 habitants, dont 8 896 385 à Luanda, la

capitale, répartis dans ces neuf municipalités : Luanda avec 2 194 747 habitants ; Viana avec 1 605 291 habitants ; Cacuaco avec 1 070 147 habitants ; Kilamba Kiaxi avec 950 000 habitants ; Cazenga avec 892 401 habitants ; Belas avec 739 660 habitants ; Talatona avec 335 449 habitants ; Icolo et Bengo avec 81 1444 habitants et Quissama avec 26 546 habitants.

Située dans le nord-ouest du pays, Luanda se développe à une vitesse incontrôlable depuis ces deux dernières décennies : des quartiers désordonnés, sans électricité, sans eau, sans écoles ni hôpitaux et sans installations sanitaires de base.

Figure n° 4 **Carte de la province de Luanda**



Source : DW (Développement Workshop)

En conséquence de l'absence de l'État, on constate l'émergence et/ou l'aggravement de divers problèmes sociaux, surtout dans les quartiers périphériques,

tels que la criminalité et la délinquance juvénile, la prostitution, l'analphabétisme, la faim, les maladies résultant du manque d'hygiène comme la malaria et la diarrhée, etc.

Si nous regardons la carte ci-dessus, nous remarquerons que plus la municipalité est petite et plus elle est proche de la capitale provinciale, plus elle est peuplée. Cela reflète la concentration des biens et des services. Ainsi, ceux qui sont moins en mesure d'y accéder sont plus éloignés d'eux.

Les quartiers où la recherche a été menée sont situés dans la municipalité de Belas, qui borde au nord la municipalité de Luanda (capitale de la province). Bien qu'elle soit la plus grande en taille, la municipalité de Quiçama est la moins peuplée de Luanda. En effet, elle comprend une zone agricole, une zone de pêche et un parc touristique (le parc de Quiçama). Est l'une des municipalités qui a connu récemment une croissance démographique importante.

L'Angola et la colonisation

C'est au XVème siècle, et plus précisément en 1482, que le portugais Diego Cão atteignit le Cap du Loup à l'embouchure du Zaïre (fleuve Kongo), où il découvrit deux royaumes : le Loango sur la rive droite et le Kongo sur la rive gauche ; ce dernier était une civilisation puissante, bien établie de part et d'autre du fleuve. Sa capitale était Mbanza-Kongo (le fort de Congo).

Les historiens nous apprennent que le Royaume de Loango avait pour suzerain celui du Kongo et que le roi de Loango avait obligation d'épouser une princesse congolaise Moser (1966, p. 11).

Cette époque était l'âge d'or de l'Afrique, selon l'histoire. Pour Froebenius in Moser (1966),

> « …les révélations des navigateurs du XVème au XVIIème siècle fournissent la preuve certaine que l'Afrique « nègre » qui s'étendait au sud de la zone désertique du Sahara était encore en plein épanouissement, dans tout l'éclat de civilisations harmonieuses et bien formées. Cette floraison, les conquistadores européens l'anéantissaient à mesure qu'ils progressaient ».

Lors de son deuxième voyage en Angola en 1485, Diogo Cão rencontra un fils du fondateur de la dynastie congolaise Nimi à Lukeni, nommé aussi Nkouvou, et l'envoie au Portugal. Ce sont les divers voyages des rois et des dignitaires de la cour, qui développèrent les échanges, et, pour les portugais, permirent de préparer des guides et des interprètes en vue de la pénétration commerciale, militaire et missionnaire Dias (1934, p. 12).

Le royaume, gouverné par le mani-kongo (roi) depuis la capitale Mbanza-Kongo, au nord de l'Angola actuel, prospérait grâce au commerce avec les populations de l'intérieur du pays, échangeant outils et armes contre de l'ivoire. Les Portugais furent bien accueillis par le souverain Nzinga Nkuwu. L'auteur souligne aussi la présence des prêtres Jésuites dans la même période dans le royaume. Ils avaient pour mission d'évangéliser la population d'origine, ils le faisaient dans la langue kimbundu. Quelques années plus tard, plus précisément en 1491, les missionnaires portugais réussirent à alphabétiser et à convertir au catholicisme le mani-kongo. La capitale du royaume changea de nom et devint São Salvador (nom portugais).

Après la mort de Nzinga Nkuwu en 1507, les Portugais modifièrent leurs relations et finirent par administrer totalement le royaume. Mais, désireux de s'approprier les mines d'or et de se procurer des esclaves, les commerçants européens utilisèrent la manière forte. Un des seigneurs, ou Sovas (dénomination dans la langue locale), entre lesquels était divisé le pays, battit tous ses voisins avec l'aide des portugais. Il forma, grâce à ses conquêtes, un royaume indépendant qu'il appellera de son nom Angola.

Commence alors une dépendance éphémère, les portugais, manifestant leurs prétentions sur la zone côtière. La première capitale angolaise fut San Salvador, qui porta tout d'abord le nom de Mbali qui signifie « tribunal » dans la langue kimbundu. Mais plus tard, en 1576, les portugais choisirent Luanda, où, ils possédaient des prisons pour garder les esclaves jusqu'à leur embarquement[13]. Ils organisaient à

[13] Le lieu de départ des esclaves est devenu un musée : le musée de l'esclavage. Fondé en 1977, il est géré par l'Institut national du patrimoine culturel de l'Angola. Il occupe les anciennes installations de la chapelle "Casa Grande". Le lieu est connu pour être l'endroit où les esclaves étaient baptisés avant d'embarquer sur les navires négriers qui les transportaient vers les colonies. Le lieu a été récemment rénové et ouvert au public à la fin de 2018.

partir de leurs établissements angolais, une de leur principale place, d'approvisionnement en esclaves, à destination de l'Amérique latine).

Ferreira[14] (2010) souligne qu'au cours de la période de l'esclavage l'Angola, aurait perdu plus de 10 millions de personnes, en majorité de jeunes enfants, qui ont dû subir les mauvais traitements qui leur ont été infligés par les portugais. Nombreux ont péri lors des guerres de kuata kuata[15]. Plusieurs historiens sont convaincus que l'esclavage aurait contribué au lancement des conditions de sous-développement de l'Afrique Rodney (1972 ; Inikori (1999), tandis que, pour l'Europe, les avantages d'un tel trafic sont la consolidation du capitalisme balbutiant et l'encouragement du développement de sa révolution industrielle. (Idem)

L'Angola fut le premier pays africain à connaître le colonialisme européen étant donné, que les Bakongos et les Ambundus furent les premiers à maintenir le contact avec les Européens Samba (2018, p. 28). Les Portugais s'installèrent sur la région côtière, entraînant dans les villes un certain métissage de la population. Le pays devint un vaste territoire de chasse aux esclaves à destination du Brésil et de Cuba pendant cinq siècles. La traite des esclaves se développa avec la complicité de certaines ethnies, les portugais continuant à susciter des rivalités entre les unes et les autres.

Selon Moser (1966), l'église porte une part de responsabilité dans le marché des esclaves qu'elle a souvent cautionné. Jusqu'à 1870, on voyait « le révérend Tucker, sur un siège de marbre sur lequel l'évêque s'asseyait pour baptiser les cargaisons des pauvres malheureux pendant qu'ils ramaient le long du bateau ».

Le commerce d'esclaves fut interdit en 1836, mais la traite se poursuivit tardivement dans les colonies portugaises, au moins jusqu'en 1878, date à laquelle l'esclavage fut officiellement aboli (la France, pour sa part, abolit l'esclavage en 1848).

La Déclaration universelle des droits de l'homme stipule, dans son article 4 que, *"nul ne peut être tenu en esclavage ni en servitude ; l'esclavage et la traite des esclaves, sont interdits sous toutes leurs formes".*

---

[14] Ferreira Aurora, Memoria do trafico de escravos em Angola, disponible sur : www.buala.org/pt/a-ler/memoria-do-trafico-de-escravos-em-angola

[15] Il s'agit des conflits entre tribus impliquant les tribus employées par les Européens de capturer des personnes d'autres tribus pour les soumettre à l'esclavage.

Cependant, l'esclavage reste un problème grave et non résolu en Afrique, en Asie, dans les Amériques et en Europe (même si ce n'est pas dans le même format que l'époque des colonies) comme nous les démontrent plusieurs sources tels que les médias ou des recherches scientifiques.

La conquête du reste de l'Angola fut lente ; ce n'est qu'en 1920 que les campagnes militaires purent imposer la paix. Quelques années plus tard le pays devient une province portugaise, statut que le Portugal revendiquait depuis son arrivé. Pour Droz (2010),

> Un peu partout, une administration coloniale s'est mis en place, moins improvisé et mieux formée qu'auparavant que, par-delà la diversité des systèmes officiellement adoptés - administration directe ou indirecte, assimilation ou association - recourait en fait à des pratiques voisines : respect global des coutumes, domestication des chefferies réduites a un rôle subsidiaire de l'autorité coloniale, ségrégation de fait des communautés européennes et africaines, mise en valeur subordonnée aux intérêts des colonats et des métropoles.

À la fin du XIXe siècle, les Portugais commencent à développer l'intérieur du pays, c'est-à-dire à s'approprier les richesses naturelles. Ils construisent un chemin de fer vers l'intérieur du pays, et développent la culture du café, du sucre, l'horticulture et l'extraction du fer et de diamants. Ces matières premières exportées par les ports côtiers, alimentent l'industrie portugaise à des prix imbattables. L'extraction du pétrole commence en 1954.

En tant que province portugaise, l'Angola est soumis au système colonial. Moser (1966) nous présente quatre caractéristiques de la colonisation portugaise :

1) L'usage systématique du travail forcé

Selon la loi organique des provinces portugaises d'outre-mer on distingue, en pratique quatre catégories de travail :

a) Le travail correctionnel, appliqué par les établissements pénitentiaires et qui avait pour objectif la création d'une plus grande ségrégation et une plus forte intimidation.

b) Le travail obligatoire qui pouvait être imposé par les autorités lorsque le nombre de travailleurs volontaires destiné à l'entretien des routes et des ponts n'était pas suffisant.

c) Le travail forcé ou « contratados » qui consistait à recruter hommes, femmes et enfants dans les villages par les soins de surveillants africains, les « regedores » et à les livrer aux colons concessionnaires se servant de cette main d'œuvre aux travaux des plantations de café et cacao. On travaillait en moyenne quatorze heures par jour et le salaire n'atteignait qu'une valeur de 30 dollars[16] (soit environ 20 euros) par an dont on retenait une partie pour l'impôt fixé par l'autorité chargée du paiement.

d) Le travail volontaire qui était la seule façon d'éviter le travail obligatoire et permettre de rester dans son propre village ou sa propre région. Les employeurs profitaient de ce type de travail pour appliquer des salaires encore plus bas que pour le travail forcé.

2) La politique d'assimilation et de peuplement de la colonie.

Selon Salazar, le « Portugal est un État unitaire, pluri continental et multiracial, fondé sur l'égalité raciale » (Brochure « l'Angola multiracial », in Moser (P. 29). On justifie cette politique en considérant que les provinces d'outre-mer faisaient partie intégrante de la métropole ; en effet, elles devaient être solidaires entre elles. La solidarité, selon la loi organique, « …implique spécialement l'obligation de contribuer d'une manière adéquate à l'intégrité et à la défense de toute la nation et de contribuer à l'obtention des objectifs de la politique nationale définie, dans l'intérêt commun par les organes de la souveraineté » (Idem).

Au nom de l'unité nationale, Salazar appliquait une politique d'assimilation qui semblait libérale, juste, et même généreuse. La réalité était bien différente, on

[16] Chiffres publiés en 1960 basés sur l'année de 1958, in Moser, page 23

assistait à une forme de rapport régi, surtout, par des principes d'exploitation économique ; certains emplois subalternes et pénibles étaient réservés aux catégories spécifiques de la population.

Les portugais installaient en Angola, comme dans toutes les provinces d'outre-mer, le régime de l'indigénat. Celui-ci consistait à diviser les individus en catégories. Il existait trois groupes en Angola :

a) Les civilizados (civilisés)

Groupe constitué par les blancs, les portugais et ceux qui avaient tous les privilèges. Ils occupaient les meilleures positions dans l'administration coloniale et dominaient le secteur du commerce.

b) Les assimilados[17] (évolués/assimilés)

Regroupant les métis et quelques noirs qui avaient accès à l'instruction (en portugais), les critères pour y accéder étaient sélectionnés par les membres du gouvernement portugais. Cependant, en Angola, il était nécessaire de savoir lire et écrire le portugais, même si de nombreux blancs étaient analphabètes à l'époque, Nzau[18] (2015). Dans son opinion au « Jornal de Angola »,

> « … la condition d'assimilation est l'obtention d'un certificat ou d'un permis, passé par les administrateurs des circonscriptions ou des conseils. Cependant, pour pouvoir prétendre à une telle classification, il fallait être âgé de 18 ans, démontrer qu'on savait lire, écrire et parler couramment le

[17] Pour être assimilée, l'Africain doit parler le portugais, avoir renoncé à ses coutumes tribales et avoir fait preuve de loyalisme envers la nation portugaise clause qui permet d'écarter tout suspect (Droz, 2010, p. 271)

[18] En ce qui concerne l'accès à l'éducation, le diplôme législatif n ° 238 du 17 mai 1930 établit les principales différences entre l'éducation autochtone : "élever progressivement de la vie sauvage à la vie civilisée les populations autochtones des provinces d'outre-mer" ; tandis que tandis que l'enseignement primaire pour les non-autochtones "visait à donner aux enfants les instruments de base de toutes les connaissances et les bases d'une culture générale, les préparant à la vie sociale". Jornal de Angola de 26 de Março de 2015, Definição dos assimilados, Rubrica Opinião.

> portugais, être salarié, manger, s'habiller et avoir la même religion que les Portugais, maintenir un niveau de vie considéré 'normal' et des coutumes similaires au mode de vie européen et ne pas avoir aucun passage policier ».

Comme, on peut l'imaginer, les portugais ont imposé des critères qui ne permettaient pas un accès facile aux populations noires, de sorte que, peu d'entre elles avaient un tel privilège. Au milieu des années cinquante, les assimilados représentent à peine 1% de la population noires en raison de conditions drastiques exigées, Droz (2010).

c) Les indigenas (Indigène)

Groupe constitué par la grande majorité de la population ; une partie de ce groupe était contraint aux travaux forcés, à l'interdiction de circuler la nuit, séquestré et soumis à un ensemble de mesures répressives telles que les châtiments corporels dans certains cas. « De l'éducation au travail, en passant par l'application de la justice, le service militaire, les impôts, tout était réglementé par des institutions distinctes… » (Neto, 1997).

Le livret indigène obligatoire a été créé en 1926, année où le statut politique, social et criminel des peuples autochtones de l'Angola et du Mozambique était défini comme « un peuple autochtone de race noire ou de leur descendance qui, par son illustration et ses coutumes, ne le distinguait pas du commun de cette race (Idem). Nous pouvons voir, à travers cette définition, combien les populations autochtones étaient infériorisées. Dans leurs cartes d'identités, elles étaient comparées à des animaux. On les représentait par la gravure d'un enfant avec une queue.

Ce système perdura jusqu'en 1954, puis fut largement allégé. Il fut définitivement aboli en 1962 (Droz, 2010).

3) L’influence des missions

L’église est sans aucun doute l'un des principaux émissaires de la colonisation en Afrique en général et en Angola en particulier.

> Le christianisme a d'abord cherché à réconforter les faibles, les exclus, comme l'a décrit Hoornaert (2003, p. 91) : "Le christianisme antique n'est en aucun cas un mouvement sécularisé. Dans le monde obscur dans lequel vit l’esclave, la religion est la seule lumière, la dernière tranchée de la lutte, le dernier coin de l’identité " Eduardo (2016)

La première église à arriver en Angola au XVe siècle était la religion catholique et elle s’est installée au nord du pays. Elle a eu une grande influence sur la transformation sociale de l'époque et encore aujourd'hui on peut sentir les traces de ce passage.

La preuve en est que la plupart de familles à Luanda ainsi que leurs descendants ont perdu les coutumes traditionnelles, y compris l'utilisation de la langue kimbundu dans leur vie quotidienne, ce qui a eu pour conséquence, à notre avis, la réduction du nombre de locuteurs de cette langue.

En revanche, « … les missions protestantes sont d’implantation plus tardive… leur pénétration et relativement modeste… » Droz (2006). Elles ont occupé le centre du pays et ont privilégié le renforcement et la préservation de la culture locale, y compris les langues.

L’Église a joué un rôle important pendant la colonisation parce qu’elle a été un moyen d’entrer dans les pays africains. En utilisant le prétexte d’apporter sa caution morale, elle a apporté son concours précieux à l’œuvre colonisatrice.

Pour l’auteur, « *Officiellement reconnues et subventionnées, dotées d’un riche patrimoine foncier, les missions se sont vu assigner une fonction majeure, parfois proche du monopole, en matière d’enseignement, de formation professionnelle et d’action sanitaire* »

Toutefois, l'action de l'Église n'a pas toujours été négative ; elle a fait des efforts d'instruction, de scolarisation et d'aide médicale à destination des populations des plus petits villages, où l'action de l'État n'a jamais été présente et ou la majorité des familles n'avait pas les conditions matérielles et financières d'envoyer leurs enfants à l'école. Dans certaines villes du pays, de nos jours, il y a encore des écoles et des centres médicaux construits par les églises durant l'époque coloniale.

> « … les missions protestantes ont réalisé une œuvre éducative remarquable par la multiplication d'écoles rurales et professionnelles. La traduction de la Bible en langue vernaculaire, en affermissant leurs structures et en les faisant parfois accéder à l'écrit, a été un puissant outil d'acculturation. Moins frileuses que les missions catholiques, qui défendaient un savoir élémentaire à vocation essentiellement pratique, elles ont encouragé, à l'instar de la Church Missionary Society, la formation d'une élite occidentalisée qui trouvait dans les universités africaines, voir Britanniques ou Américaines les compléments d'une formation supérieure. (Idem)

L'auteur souligne également l'importance de la femme missionnaire dans ce processus en disant que, « … *les épouses des missionnaires protestants se sont dévouées à l'émancipation et à l'éducation des femmes indigènes* ».

Cette philosophie a contribué de manière très positive à l'amélioration des conditions d'hygiène et de santé, dans la mesure où, elle visait à favoriser la prévention contre les maladies. Les femmes ont appris à s'occuper de la nourriture et de l'hygiène en utilisant des ressources locales. Nous pensons que cette approche de l'église aux populations, en utilisant les langues locales et en valorisant les ressources locales ont favorisé la croissance des chrétiens pratiquants.

On peut aussi considérer que le mouvement de décolonisation, auquel l'Eglise a participé, à travers ses idées reprises dans les encycliques telles que rerum ecclesie de 1926, Fidei Dodum du 21 avril 1957, a changé l'image que l'on avait de l'Église en Afrique. A ce propos, Droz (2010) trouve que,

> « C'est en fait du Vatican que vas venir une prise de distance appelée à s'élargir. Déjà Léon XIII, conseillé par Mgr Lavigerie, archevêque d'Alger et fondateur des pères blancs, avait jeté les bases d'une théologie de la colonisation fondée sur l'égalité des races et le respect de la personne humaine. Une telle précaution était d'autant plus nécessaire que le colonialisme avait perdu de son esprit de croisade pour se charger de mobiles politiques et commerciaux auxquels l'Église entendait demeurer étrangère. »

Nous concluons que l'Église a joué un rôle important dans la colonisation et dans la décolonisation de l'Afrique. Elles, « … ont anticipés la décolonisation et l'ont accompagné. Elles ont fourni les instruments d'une critique rationnelle du colonialisme et contribué à maintenir le lien d'une continuité idéologique par-delà la rupture politique de l'indépendance ». (Idem)

L'église a d'un part contribué à la ségrégation des classes sociales créées pendant le régime colonial et d'autre part à la création d'une élite qui s'est battue pour l'indépendance tant désirée.

4) Les pressions économiques

La priorité de la colonisation portugaise a toujours été l'économie. Droz (2010) considère que « *Sur le continent africain, le boom économique des années cinquante, la transformation rapide des infrastructures, la suppression progressive du travail forcé ont accéléré la transformation du paysage social. La progression du travail salarié, la syndicalisation des ouvriers et des fonctionnaires, la promotion constante des classes moyennes urbaines sont autant des facteurs d'émancipation…* »

Pour Moser (1966), l'économie portugaise en Angola présente une caractéristique originale : il n'y a pas de « … restrictions légales d'aucune sorte pour les investissements de capitaux étrangers... Comme les capacités d'investissements portugais sont limitées, les capitaux étrangers sont majoritaires dans la plupart des entreprises aux noms bien portugais ». Cela continue à caractériser une bonne partie des entreprises Angolaises actuellement.

Avec les investissements chinois, l'accès à l'emploi pour les citoyens nationaux, même ceux qui n'ont pas besoin d'une grande professionnalisation, est conditionné par le fait que ces emplois sont occupés par des travailleurs chinois, ce qui empêche l'accès à l'emploi aux citoyens nationaux dans ces entreprises.

Même dans le cas où cela ne s'observe pas, malgré certaines exigences légales, les postes à responsabilités sont souvent occupés par des étrangers qui ne font que défendre les intérêts des employeurs au détriment de ceux des salariés. Donc, cette réalité constitue un obstacle à la réelle indépendance de la plupart des ex-colonies européennes.

De la Guerre de l'indépendance à nos jours

Le système d'invasion et d'assimilation coloniale en Angola a généré au fil du temps un mécontentement dans les colonies africaines et en Angola en particulier. L'exploitation des richesses et les conditions inégales des blancs et des noirs, entre assimilés et indigènes, auxquelles ils étaient soumis, ont conduit à une action de la part des citoyens angolais qui se sont trouvés lésés dans leur propre pays.

C'est ainsi que les mouvements de libération, impulsées par la fin de la Seconde Guerre mondiale avec la déclaration d'indépendance des colonies anglaises, françaises et belges, ont vu le jour. Cependant, la déclaration d'indépendance de l'Angola n'a pas garanti la paix et l'harmonie rêvées, car les mouvements qui ont lutté pour l'indépendance, n'étant pas unis, ont commencé à se battre entre eux dans une guerre fratricide qui a duré jusqu'en 2002.

Une présentation chronologique de la guerre en Angola,

> « …pourrait être divisée en trois blocs plus petits (1975-1991, 1992-1994 et 1998-2002) interrompus par de fragiles tentatives de paix, et le conflit a été marqué par son absurde ampleur et par les atrocités qui se sont produites au milieu des efforts de guerre. On a pu voir en Angola, par exemple, des partisans de dictatures sanglantes pour l'Afrique, des milliers de dollars d'artillerie et d'armes en complet abandon, des populations entières tuées dans les tirs croisés entre armées et/ou guérillas, des crises

> d'approvisionnement, et l'utilisation de plusieurs enfants comme enfants soldats par l'UNITA. Même avec les tentatives d'aide humanitaire, la situation des Angolais était une véritable calamité. » Nogueira (2019)

Ces petites interruptions qui ont eu lieu, ont fait en sorte que des tentatives successives d'accords ont été faites avec près de 27 ans plus tard, ce qui a conduit à faire taire les armes, comme nous le verrons.

La Guerre pour l'Indépendance

Si la fin de la seconde guerre mondiale en Europe a marqué le début des mouvements pour l'indépendance des colonies africaines, en Angola, la résistance contre l'occupation coloniale portugaise a débuté aux XIXème siècle avec, entre autres, la reine Njinga a Mbande et les mouvements nationalistes modernes se sont structurés dans les années cinquante.

Comme nous l'avons déjà dit, l'élite créée par les colons eux-mêmes, par leur politique d'assimilation, s'est ensuite organisée pour lutter contre le système colonial.

Pour Droz,

> " A peu près totalement abandonné aux missions catholiques, l'enseignement avait tardivement levé une mince élite de fonctionnaires te des métis relativement aisés dont les fils trouvèrent un complément de formation dans les universités de Lisbonne te de Coimbra. Ces étudiants africains purent ainsi s'engager dans un militarisme culturel (toléré) qui s'orienta, parfois à la faveur de l'exil, vers un radicalisme. Ainsi furent fondées les premiers partis nationalistes, évidemment clandestins... le Mouvement pour la libération de l'Angola moderniste et marxisant d'Agostino Neto et l'Union des peuples angolais UPA ainsi que l'Union nationale pour l'Independence Total de l'Angola (UNITA) les ethno-partis implantés en milieu rural."

Les trois premiers mouvements de libération en Angola, le Frente Nacional de Libertação de Angola (FNLA), apparu en 1954 ; le Movimento Popular de Libertação

de Angola (MPLA), apparu en 1956 et l'União Nacional para a Independência Total de Angola (UNITA), apparu en 1966, ont engendré une lutte armée contre les forces portugaises. Face au régime colonial, ces mouvements d'opposition grandissent et les citoyens s'organisent petit à petit.

Le FNLA, dont la base sociale était le Bakongo, avait des liens avec le régime du Zaïre, aujourd'hui République démocratique du Congo, pays limitrophe de l'Angola au nord, ainsi qu'avec le gouvernement américain.

Le MPLA, dont les racines sociales se situent entre les Ambundus et la population métisse, avait des liens avec les partis communistes au Portugal et le soutien de l'Union soviétique et de Cuba.

L'UNITA, enracinée parmi les Ovimbundus, avait le soutien de la Chine et de l'Afrique du Sud.

Avant même la création des mouvements de libérations coloniales, les angolais mènent un combat 1961 à Luanda pour revendiquer par la force l'Indépendance suite au mouvement de décolonisations des pays tels que le Congo-Kinshasa aujourd'hui République Démocratique du Congo et d'autres ex-colonies anglophones et francophones.

Le gouvernement portugais décide d'envoyer ses troupes sur place, alors qu'elles n'étaient ni préparées, ni motivées, ce qui a provoqué une aggravation des tensions internes qui a motivé des citoyens s'organiser et en conséquence de cela l'émergence des mouvements anticolonials.

La guerre anticoloniale a duré environ treize ans et sont terminées après la révolution des œillets "Revolução dos Cravos" du 25 avril 1974, une date déterminante pour l'avenir du Portugal et de l'Angola, quand un coup d'État a mis fin à la dictature au Portugal. Les nouveaux dirigeants portugais ont finalement décidé d'accorder l'indépendance aux pays sous leur domination. Cette révolution met provisoirement un terme à des guerres ruineuses et permet aux possessions portugaises d'accéder à l'Independence l'année suivante. Droz (2010).

Le 25 juillet 1974 est publiée la loi 7/74, que Spínola promulgue le même jour sans objection et qui clarifie la position du Portugal sur la décolonisation en envisageant expressément, *"le droit des peuples à l'autodétermination et*

l'indépendance des territoires d'outre-mer". Le lendemain, M. Spínola a prononcé un discours dans lequel il a déclaré : *"...nous sommes prêts à entamer le processus de transfert du pouvoir aux populations des territoires connus pour être adaptés à cet effet, à savoir la Guinée, l'Angola et le Mozambique".*

Cette scenario a forcé la fuite de la plupart des Portugais qui vivaient un Angola et qui sont retournés en catastrophe dans leur pays.

Il est important de souligner que ces personnes jouant un rôle important dans le pays, et qui leur retour au Portugal a contribué à l'effondrement de l'industrie, de l'agriculture et du commerce angolais.

Des négociations avec les différents partis au conflit pour obtenir un cessez-le-feu ont été nécessaires pour atteindre cet objectif. Ces négociations ont été menées séparément entre le Portugal et les trois mouvements de libération.

Pour Marques (2015), « *l'UNITA avait suspendu les guérillas dans la partie occidentale de Moxico, après que Savimbi eut rencontré le 28 avril le père Antonio de Araujo Oliveira de la mission de Sao Pedro et Sao Paulo, à qui le chef de l'UNITA avait envoyé une lettre contenant les conditions d'une rencontre avec des représentants portugais* ». A l'époque fixé dans l'Est et le Sud-Est du pays, ce mouvement de libération, était "*sans être reconnu par les autres Mouvements qui l'accusaient d'avoir collaboré avec l'armée portugaise*", continuait-elle.

Pour les négociations avec le FNLA " *un problème délicat est apparu, car les promesses que le général Spinola aurait fait lors de la réunion du Sal… devaient être vérifiées, rectifiées et faites par écrit. L'accord a été conclu ... par une délégation à Kinshasa ...* " Coutinho (2019).

Rappelons que le FNLA avait le soutien de Mobutu et que c'est lui qui a participé à la réunion de Sal avec Spinola, dont beaucoup d'historiens affirment qu'il n'existe aucun document écrit à ce sujet. C'était le seul accord signé en dehors de l'Angola parce *"... qu'on ne pouvait parler aux représentants du FNLA que par un intermédiaire, parce qu'ils ne se sentaient pas en sécurité en Angola et voulaient toujours que les conversations aient lieu à Kinshasa, où ils se sentaient chez eux"*. (Idem)

Bien que cela n'ait pas été facile non plus, l'accord de cessez-le-feu avec le MPLA a eu lieu à Cazombo, dans la province de Moxico.

Une fois les accords conclus, les conditions ont été créées pour trouver des solutions pour la construction d'un pays indépendant.

Le Portugal a reconnu le pouvoir des trois mouvements angolais en 1975, avec le MPLA à la tête du mouvement et les autres partis. Ainsi, António Agostinho Neto, est devenu le président de la république d'Angola en proclament l'indépendance à Luanda le 11 novembre 1975.

L'Angola est donc la dernière colonie portugaise en Afrique à obtenir son indépendance, avec l'acceptation du régime colonial, lors des accords d'Alvor[19], du transfert du pouvoir aux angolais. Un gouvernement d'union nationale composé de membres des trois mouvements de libération est créé à la chute du régime salazariste (1974) au Portugal (Samba, 2018, p.31).

Les accords d'Alvor ont été d'une grande importance car ils ont permis, selon Coutinho (2019) :

- De démontrer que le problème de la décolonisation devait être résolu directement entre le Portugal et les mouvements de libération des anciennes colonies, sans ingérence étrangère.
- Pour démontrer, dans le cas de l'Angola, que le Portugal avait cette capacité et pouvait le faire même sur le territoire portugais.
- Amener les trois mouvements à la déclaration de l'indépendance de l'Angola, devrait être établie avec les frontières de l'époque coloniale, c'est-à-dire en supprimant complètement l'idée de la séparation, ou indépendance séparée avec le Cabinda.
- Fixer une date ferme pour l'indépendance de l'Angola, qui serait internationalement reconnue.

Elle poursuit en disant que les accords, "… contiennent également les règles pour la formation et le fonctionnement d'un gouvernement de transition, ainsi que d'autres dispositions mineures, qui pour la plupart n'ont jamais été respectées. Mais

[19] Les accords d'Alvor ont été signés entre les représentants du gouvernement portugais, et les trois mouvements de libération, à savoir le MPLA, l'UNITA et la FNLA.

en réalité, seuls ceux qui ne connaissaient pas l'environnement angolais et les mouvements de libération eux-mêmes pouvaient croire que ce gouvernement aurait une chance de réussir".

Après l'accord d'Alvor, les forces conjointes du Mouvement Populaire pour la Libération de l'Angola (MPLA), du Front National pour la Libération de l'Angola (FNLA) et de l'Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola (UNITA) ont créé un gouvernement de transition qui à moins d'un an, s'est désintégré et, avec l'aide de l'URSS et de l'armée cubaine, le MPLA a pris le contrôle d'une grande partie de l'Angola.

Cependant, en période de guerre froide, un pays africain indépendant, c'est surtout un pays pris en otage par les deux grandes superpuissances et leurs alliés. Le MPLA, au pouvoir, va se trouver soutenu par des troupes venues de Cuba, allié de l'URSS, et une guérilla menée par l'UNITA alors que le mouvement armé de Jonas Savimbi, sera soutenu par l'Afrique du Sud et les États-Unis. Les deux commencent à s'affronter dans un combat qui a fait plusieurs victimes. Le chaos est installé et on assiste à une guerre civile qui durera environ vingt-sept ans.

La guerre civile ; une guerre fratricide

Cependant, l'indépendance du Portugal, après treize ans de rébellion, aboutit à une guerre civile. Le pays s'enfonça aussitôt dans une guerre civile ethnique, le tout dans un contexte d'affrontements entre bloc occidental et bloc communiste ; comme nous l'avons déjà dit, d'une part, les partisans du MPLA, les métis et les citadins dirigé à l'époque par le chef charismatique Agostino Neto (1975 à 1979) et soutenus par l'ex-URSS et le Cuba, et d'autre part, l'UNITA, un mouvement regroupant surtout les Ovimbundus et appuyé par les Occidentaux (États-Unis et Royaume-Uni) et l'Afrique du Sud.

Les mois qui ont suivi ont été marqués par des conflits entre le MPLA, alors commandé par Antonio Agostinho Neto, et l'UNITA, commandée par Jonas Malheiro Savimbi.

Pour Nogueira (2019),

> « Avec le développement de la première année de guerre, les entités qui formaient les batailles ont commencé à mieux se délimiter, ce qui a permis de construire deux camps belligérants. D'un côté, associé à Cuba, au Congo et aux intérêts soviétiques, se trouve le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), un groupe révolutionnaire marxiste-léniniste qui, en 2002, a gagné la guerre et a pris le contrôle du gouvernement du pays. D'autre part, nous voyons la participation du Front National de Libération de l'Angola (FNLA), associé aux Etats-Unis, à l'Afrique du Sud et au bloc occidental, de l'Union Nationale pour la Libération Totale de l'Angola (UNITA), alliée à la Chine, au Zaïre et plus liée au Tiers Monde, et du Front de Libération de l'Enclave du Cabinda (FLEC), un groupe séparatiste, aligné contre le bloc communiste soviétique. »

Au cours des années 1990, les forces armées cubaines, qui soutenaient le MPLA, ont quitté l'Angola grâce à la médiation du Portugal, de l'ancienne Union soviétique, des États-Unis et de l'ONU. La guerre civile se poursuivit jusqu'en 1991, quand l'UNITA fut obligée d'accepter les négociations parce qu'elle avait perdu ses alliés. Un accord de paix fut signé en 1991 à Estoril (Portugal) entre le MPLA et l'UNITA, tandis que les casques bleus de l'ONU intervenaient pour faire respecter le cessez-le-feu.

Il est important de rappeler que, l'Angola étant un pays riche en ressources naturelles, de nombreux intérêts étaient en jeu tant dans la poursuite de la guerre, qui facilitait la vente d'armes aux pays producteurs, que pour la paix aux pays auxquels les riches s'intéressaient. À cet égard, Nogueira (2019) affirme que :

> « Le processus pour mettre fin à cette guerre a été long et compliqué. Certaines phases sont délimitées et des mouvements sont observables dans le développement de la paix dans le pays. Le début de la fin viendra peut-être avec le départ de toutes les troupes étrangères du pays en 1989. Ainsi, l'élément d'influence des intérêts internationaux se dissout dans le puzzle de la guerre. L'Angola est un pays riche en diamants et en pétrole, ce qui amène

> les États-Unis et l'URSS (puissances internationales), la Chine, le Zaïre, le Congo et l'Afrique du Sud (exportateurs de pétrole et de diamants) à influencer la guerre en fonction de leurs propres intérêts. »

Après la mort de Neto, José Eduardo Dos Santos prend le pouvoir de MPLA.

Depuis la signature de l'accord de Bicesse, le 31 Mai 1991, signé par Jonas Savimbi et José Eduardo dos Santos, qui a marqué les premières élections démocratiques en Angola en 1992, d'autres accords ont été signés jusqu'à la fin de la guerre civile.

Il convient de noter que les accords signés ont conduit à la réalisation des premières élections législatives et présidentielles et la mise en place d'un système multipartite (Samba 2018). Il a permis une tentative d'une interruption et la restructuration d'un système démocratique de choix politiques et le FNLA et l'UNITA se sont réformés pour devenir partis politiques pour la compétition électorale.

Cependant, le résultat des élections de 1992 étant contesté par l'UNITA, la guerre civile reprit, des millions de citoyens quittèrent le pays et se réfugièrent majoritairement dans les pays frontaliers.

Le protocole de Lusaka a été signé dans la capitale de la République de Zambie le 20 novembre 1994. L'État angolais a signé par l'intermédiaire du Ministre des Relations Extérieures de l'époque, Venâncio de Moura, et l'UNITA par son Secrétaire Général de l'époque, Eugénio Ngolo Manuvakola. Ce traité prévoyait la démobilisation des troupes du MPLA et de l'UNITA, à savoir les FAPLA et les FALA, respectivement.

Ce processus devait être mené à bien conformément à l'accord dans un délai de 4 ans. Ce protocole était une tentative d'accord sur ce qui n'avait pas été réalisé après les Accords de Bicesse il a créé le Gouvernement d'Unité et de Réconciliation Nationale en Angola, une unité institutionnelle qui mettait sur un pied d'égalité les forces politiques qui formaient le Parlement comme le premier accord le stipulait.

Néanmoins, la guerre reprit entre l'armée gouvernementale et l'UNITA en 1998, ce qui empêcha l'organisation des élections présidentielles et législatives et

conduisit le président Eduardo dos Santos à s'attribuer les pleins pouvoirs, ainsi que l'extension du mandat du parlement pendant plus de seize ans.

La dernière phase de la guerre en Angola, qui s'est déroulée entre 1998 à 2002, est marquée par le conflit pour le gouvernement entre l'UNITA et le MPLA, ce dernier accumulant de plus en plus le pouvoir de victoire et de domination de la population générale. En 2002, comme dernière résolution de guerre, le 22 février, les militants du MPLA ont réussi à tuer Jonas Savimbi, le leader et principal stratège militaire du bloc adverse. Déjà affaiblie par les années de guerre, l'UNITA se rend et, le 4 avril 2002, la fin de la guerre civile est déclarée.

Le même jour, le Memorandum d'Accord de Luena a été signé. Celui-ci prévoyait la concrétisation des engagements et obligations pris auparavant à Lusaka. Ce mémorandum a été signé par le chef d'état-major adjoint des forces armées angolaises de l'époque, Geraldo Sachipengo Nunda, et le chef du haut commandement des FALA, General Abreu Muengo Ukuachiteembo "Kamorteiro".

Le pays est parvenu à la paix, mais a entamé un difficile processus de reconstruction après 27 ans de conflit civil. Finalement, l'Angola, a tourné la page de l'une des guerres civiles les plus meurtrières de l'après-décolonisation en Afrique.

De la fin de la guerre civile à nos jours

Aujourd'hui, sur la scène internationale, l'Angola promeut la paix, en utilisant la voie diplomatique au lieu de la guerre, et il existe une ample programmation de la modernité, du progrès et de la richesse, bien que la réalité soit encore très dure et que la corruption implique le gouvernement.

La fin du silence des armes en Angola a mis en lumière les dommages que la guerre a causés pendant près de trois décennies, soulevant ainsi les défis de la reconstruction du pays à la fois en termes d'infrastructures mais surtout d'un point de vue humain.

Au niveau politique, de nouvelles élections ont eu lieu en 2008, en 2012 où José Eduardo dos Santos a été confirmé la présidence de la république. En 2017, des nouvelles élections qui ont amené au pouvoir le nouveau président, João Manuel Lourenço après 37 ans de présidence de son prédécesseur. Toutes ces élections ont

été contestées par les partis de l'opposition et par la société civile, mais il n'y a pas eu des tensions.

Néanmoins, les effets de la guerre continuent d'être visibles dans le quotidien des populations : stagnation de l'économie pendant de longues périodes, la destruction d'infrastructures sociales et économiques (Samba 2018).

Selon un rapport de l'INE, la guère a provoqué une détresse humaine avec plus d'un millions et demi des morts, quatre millions et demi de déplacés internes et de réfugiés dans des pays voisins telle que la République Démocratique du Congo, la Zambie, le Congo Brazzaville et la Namibie pour assurer leur survie, sans compter les orphelins, les veuves, les personnes handicapées, plusieurs millions de chômeurs, des villages entiers détruits ou dépeuplés et des exilés de force.

Le pays a beaucoup souffert à tous les niveaux de la vie sociale, et en 1996, le gouvernement a mis en place une stratégie de lutte contre la pauvreté (estratégia de combate à pobreza). Le but était de créer un système de gestion décentralisé pour pouvoir répondre aux besoins des populations de manière rapide et efficace. Cependant, toutes les tentatives de mise en œuvre du programme ont échoué, non seulement en raison du manque de conditions pour sa mise en œuvre, mais également en raison du manque de qualification des autorités locales dans la plupart des municipalités en zones périurbaines et rurales.

Aujourd'hui, avec presque 30 millions d'habitants, 70% de la population est constituée par des enfants, des adolescents et de jeunes, dont l'âge moyen de la population est de 21 ans, conséquence de taux de natalité élevé qui est de 5.7 enfants/femme en moyenne (INE, 2016).

La proportion de la population urbaine est de 63%, tandis que la population rurale est de 37%, ce qui est à l'opposé de la répartition de la population au début des années 1990. La croissance démographique dans les grandes villes ne s'est pas accompagnée de programmes d'urbanisation, ce qui a entraîné l'apparition d'autres problèmes, en particulier ceux qui concernent les jeunes en général et les femmes en particulier.

Selon les résultats d'un sondage, parmi la population en 2014 : l'espérance de vie des angolais est de 60.2 ans.

Au niveau de l'éducation, la même source estime le taux d'analphabétisme est de 41,7%. La plupart de ces personnes se trouvent dans les zones rurales.

Le pays est riche en pétrole et autres ressources naturelles mais, la gestion est mauvaise, et la population n'en bénéficie pas. Au niveau individuel et familial, la population souffre de graves problèmes sanitaires et psychologiques, d'une pauvreté extrême, d'une inégalité croissante dans la répartition des revenus.

La succession des périodes de conflits armés que le pays a vécu est considérée comme le facteur déterminant de la pauvreté, de la destruction des infrastructures, du flux migratoire en direction des centres urbains, d'une augmentation du chômage dans les zones urbaines, du dépeuplement des zones rurales. Ces effets se sont révélés désastreux pour le développement socio-économique du Pays. Par ailleurs la guerre n'est pas un facteur isolé, pour expliquer la pauvreté des populations, mais l'entrée dans un nouveau système d'économie de marché l'est tout autant.

A l'élaboration de la stratégie de combat à la pauvreté, au niveau du marché de l'emploi, il existe un taux de chômage qui se situe entre 46 % et 48 % à Luanda ; les statistiques démontraient que les chefs des familles pauvres qui travaillent dans le marché informel seraient de 87 % des femmes et 75 % d'hommes. En 2002, 75 % de la population vivait avec moins de 1,68 dollar américain par jour et en 2005, l'Angola occupait la 162eme place sur 177 parmi les pays au niveau de l'indice de développement humain.

Le gouvernement Angolais prétendait tout au long de cette décennie réduire substantiellement l'incidence de la pauvreté en se fixant un but en concordance avec les compromis de L'Organisations des Nations Unies pour les Objectifs du millénaire (Objectivos do milénio), et le programme du NEPAD et SADC, une réduction à 50 % de la proportion de la population vivant avec moins d'un dollar par jour jusqu'en 2015, objectif non atteint.

En Angola, le manque des données démographiques est l'une des difficultés pour la planification, la gestion de suivi et l'évaluation des politiques socio-économiques aggravées par l'absence d'une institution chargée de superviser et de contrôler les actions de l'État, comme cela devrait être le cas du parlement par exemple.

Après la guerre de 1992, les rapports des Nations Unis à l'époque estimaient qu'environ quatre millions des personnes se trouvaient déplacées et plus d'un demi-million des réfugiés dans les pays voisins. De plus, la guerre et le Sida ont grièvement affectés les populations angolaises en raison de leur impact en termes de mortalité.

Comme on peut s'y attendre, la corruption est en train de gangrener l'État, alors que le pouvoir est confronté à la plus grave crise économique et sociale de son histoire.

D'après un rapport de la Banque mondiale datant de 2018 le revenu par tête d'habitant est passé de 3810 dollars en 2017, à 2910 dollars en 2018, et il a peut-être encore considérablement régressé durant la pandémie.

Le deuxième pays producteur de pétrole de l'Afrique équatoriale a rejoint ainsi le groupe des pays les plus pauvres du continent. L'Angola manque presque de tout : d'eau potable, de nourriture, de logements, d'écoles, de médicaments, de transports, de services publics, etc. ; on y compte plus de trois millions de personnes déplacées.

Luanda en particulier était une ville surpeuplée avec un nombre d'habitants bien supérieur à sa capacité, car, comme on peut l'imaginer, cette croissance ne s'est pas accompagnée d'un développement des infrastructures sociales (logements, écoles, hôpitaux, routes et autres) pour accueillir les milliers de réfugiés de guerre qui arrivaient à tout moment et de divers endroits pour recommencer leur vie. Il convient de noter que cet exode vers Luanda s'est poursuivi pendant de nombreuses années après la fin de la guerre car à cette époque, et pourquoi pas dire à ce jour pour certains cas, de nombreuses régions étaient complètement dévastées (maisons, écoles et hôpitaux détruits, champs avec mines, etc.) et n'offraient pas les conditions de vie minimales.

En conséquence, Luanda voit les cas de criminalité, de prostitution et d'alcoolisme augmenter, de nombreux enfants et adultes se sont retrouvées dans les rues pour demander l'aumône, une situation que l'État n'a pas pu résoudre même avec le soutien, à l'époque, de nombreuses organisations internationales qui sont venues au secours des populations dans le besoin.

Malgré ce scénario nous savons que, le pays réuni toutes les conditions pour sa reconstruction car il est riche et ses ressources humaines peuvent donner l'espoir de vivre dans un pays meilleur.

Étant riche en pétrole et avec l'essor de ce produit sur le marché international, très vite, du moins à Luanda, une croissance des infrastructures a commencé à changer la ville. Par conséquent, cet investissement dans les infrastructures n'a rien fait pour améliorer les conditions de vie de la population, comme nous le verrons dans le chapitre suivant.

Conclusion du chapitre

Dans ce chapitre « de la colonisation à l'indépendance », nous avons commencé par aborder l'histoire de l'Angola pour situer le pays dans lequel se déroule notre recherche. Nous avons vu que la colonisation de l'Angola a débuté très tôt, nous avons montré l'influence des missions religieuses dans l'assimilation du peuple angolais.

La guerre d'indépendance a été un fort moment de résistance, par contre, les guerres fratricides des mouvements nationalistes angolais, après la guerre d'indépendance, ont complètement ruiné le pays. L'Angola deuxième producteur de pétrole de l'Afrique équatorienne a rejoint le pays les plus pauvres du continent africain, parce que son économie est pratiquement en récession comme nous le verrons dans le prochain chapitre.

CHAPITRE 2

L'Angola dans la tourmente de la crise économique

La guerre civile, qui a dévasté le pays pendant des décennies, a affecté l'économie et, malgré ses ressources économiques et humaines, il est parmi le pays le plus pauvres du monde. Malgré cela, entre la fin de la guerre en 2002 et 2013, l'Angola a connu des taux de croissance importants grâce principalement aux exportations de pétrole et au moment favorable que le produit a connu à cette époque, avec le prix du baril dépassant les 100 dollars.

Néanmoins, à partir de 2014, le pays a commencé à connaître une crise économique jamais vue auparavant. La plupart des discours officiels et même dans certains espaces universitaires, il est courant de justifier cette situation par le faible prix du pétrole sur le marché international.

Si nous regardons les pays non producteurs de pétrole, nous verrons que ce produit n'est pas le seul qui peut contribuer à la stabilité économique.

Nous allons donc dans ce chapitre réfléchir sur l'instabilité économique en Angola et sur les effets drastiques dans la société, et en particulier les personnes prostituées.

L'Angola et ces richesses

L'Angola est un pays connu pour être riche en produits minéraux tels que le pétrole, les diamants, l'or, l'uranium. Ses ressources sont donc immenses et vont des minéraux aux produits agricoles et aux zones touristiques.

Autrefois, la production de café était la principale culture, mais le coton. On peut y ajouter le conflit armé les champs ont été réhabilités pour cultiver les mêmes produits (la patate douce, le riz, le cacao, la bananes de table, la canne à sucre, le

maïs, les haricots, le sisal, l'huile de coco, l'huile de palme et les arachides) qui sont abondants en Angola, même s'ils n'atteignaient pas le niveau où ils se trouvaient.

En ce qui concerne l'élevage, les plus grands troupeaux sont les bovins, les chèvres et les porcs. Comme nous l'avons dit, toute cette capacité de production commence à se rétablir après la période de guerre civile avec beaucoup d'efforts, car la crise économique ne contribue pas à la disponibilité des investissements nécessaires et suffisants dans la région.

Le pays possède une faune (c'est le seul pays au monde où l'on trouve l'antilope de sable géante) et une flore presque vierge dont l'exploitation contribuerait au tourisme. Riche en rivières, montagnes, dunes, plaines et beaux déserts, elle possède un climat tropical qui permet le développement de diverses activités tout au long de l'année.

Avec onze groupes ethnolinguistiques principaux et d'autres sous-groupes, le pays présente une diversité culturelle, avec des langues, usages et des coutumes différents qui représentent sa plus grande richesse.

Sa faune et sa flore sont extraordinaires, pratiquement vierges et constituent un appel au tourisme dans le pays. En Angola, on peut contempler la beauté des « acacias rubras » à Benguela, être enchanté par la résistance de la « Welwishia Mirabilis », une plante qui n'existe qu'en Angola, dans le désert de Namibe, admirer la beauté de la « Palanca Negra Gigante », symbole du pays, à Malanje où l'on peut encore admirer les belles chutes de l’eau à Kalandula, on peut aussi profiter et se perdre dans les denses forêts du Maiombe à Cabinda, plonger dans les eaux chaudes du Huambo, escalader la colline de Leba à Namibe ou simplement visiter les parcs de Quissama à Luanda, entre autres.

L’Angola dispose d’un fort potentiel économique qui attise les désirs des grandes puissances et des filières des affairistes. Tout d’’abord, le pétrole qui constitue le secteur de pointe de l’économie angolaise, représente près de 90% de ses exportations. Le pays est doté de plus de 15% des réserves pétrolières africaines (Hugon, 2017).

Ensuite, arrive l’extraction du diamant qui constitue le deuxième produit d’exportation. Néanmoins, cette ressource n'a jamais été bien exploitée et gérée par

l'État. Pendant des décennies, il constituait la propriété privée d'une élite qui s'appropriait de vastes terres pour leur propre richesse.

De plus, au lieu d'offrir aux jeunes des possibilités d'emploi, ils ont choisi les expatriés, en particulier les citoyens des pays frontaliers qui ont ensuite profité à faire la contrebande de ce produit sur le marché noir et à faire rentrer au pays un nombre incontrôlable des personnes (des amis et voire même des familles entières), qui ont envahi ce territoire d'une manière désordonnée, rendant son contrôle plus difficile.

L'Angola est le deuxième pays producteur de pétrole en Afrique sub-saharienne derrière le Nigeria et fournit près de 6% de l'approvisionnement mondial.

Le pays est considéré comme une grande puissance militaire et politique en Afrique subsaharienne, à côté de l'Afrique du Sud et du Nigeria, car il dispose d'une armée bien équipée et organisée et une influence politique au sein des organisations régionales et de l'union africaine (UA) Hugon (2017).

Malgré toutes ses richesses et sa puissance, les conditions socioéconomiques des citoyens ne permettent pas au pays d'évoluer dans le rang des pays des Nations Unies ; les indicateurs du développement humain, qui évaluent les conditions de vie des populations, sont parmi les plus faibles au monde. Non seulement l'Angola est un pays sous développé, mais il continue de stagner au niveau social. Par exemple, on niveau de l'éducation, malgré les avancées reconnues, elles ne sont toujours pas significatives dans l'amélioration des conditions de vie des populations.

Pour Samba (2018), *« Grâce aux efforts déployés par le gouvernement au cours des dernières années, de nombreuses infrastructures éducatives ravagées par la guerre ont été récupérées dans la plus grande partie du pays*… »

L'auteur considère aussi qu'il y a eu également *… la construction de nouvelles écoles, amélioration des salaires et des conditions de travail des enseignants. ».* Malgré cela, la qualité de l'éducation en Angola est très faible. Les préoccupations actuelles incluent une mauvaise préparation des enseignants ainsi que leur insuffisance à répondre aux besoins de l'ensemble du territoire.

La réforme du système éducatif, approuvée par la loi 13/01 du 31 décembre (2001), prévoit la formation de citoyens motivés et capables d'intervenir activement et

efficacement dans la réalité qui les entoure. Néanmoins, elle est très contestée car, dans sa forme, elle réduit considérablement le nombre d'enseignants dans l'éducation de base, obligeant ainsi des enseignants non préparés à enseigner des matières en dehors de leur formation, ce qui ne conduit pas à l'amélioration de la qualité de l'enseignement.

Cependant, nous ne pouvons pas manquer de considérer que la qualité de l'éducation est fondamentale afin que le processus éducatif puisse transformer la réalité de chaque individu en particulier et de la société en général.

Un autre élément à prendre en compte est le nombre d'enfants non scolarisés chaque année, soit par manque d'écoles ou d'enseignants ou par manque de conditions matérielles et financières. De nombreuses familles vivent dans des conditions précaires et ne peuvent pas supporter les coûts matériels et financiers de leurs enfants. Pour remédier à cette situation, il n'existe aucun programme d'aide sociale, en particulier dans l'éducation de base, où l'enseignement est gratuit.

À cela s'ajoutent le taux élevé d'échecs et d'abandons scolaires qui contribue à l'augmentation substantielle du nombre d'enfants de rue.

En ce qui concerne la santé, la réalité n'est pas différente des autres domaines. Des investissements dans les infrastructures et les équipements ont été réalisés ces dernières années. Cependant, la qualité des services reste très précaire. En raison du dysfonctionnement du système national de santé, les grands hôpitaux sont surpeuplés, parce qu'y sont soignées les maladies qui pourraient être soignées dans les centres médicaux.

Les dispensaires qui auraient dû empêcher les maladies graves et qui devraient traiter des maladies nécessitant un traitement non spécialisé, ne fonctionnent pas dans de bonnes conditions. Ils manquent de ressources de base telles que les médicaments, le matériel consomptible et même de ressources humaines (médecins, ouvriers, techniciens de laboratoire, pharmacie, etc.)

En conséquence, les maladies telles que la diarrhée et le paludisme, qui pourraient être prévenues, continuent de tuer des populations parce qu'elles atteignent les hôpitaux spécialisés dans des états très graves.

Au niveau économique, l'Angola est un pays riche en ressources naturelles, comme nous l'avons déjà dit. Néanmoins, la répartition des richesses est mauvaise. Cela se traduit par l'existence d'une petite élite composée de personnes excessivement riches alors que la majorité de la population est pauvre.

D'ailleurs la fille de l'ancien président, Isabel dos Santos[20] a déjà été élue la femme la plus riche d'Afrique. La même année, des milliers de personnes à Luanda ont perdu la vie à cause d'une épidémie de fièvre jaune parce qu'il y avait un manque de médecins et de médicaments dans les hôpitaux publics et privés. En outre, les prix pratiqués dans ces établissements, sont tellement chers que la plupart des personnes n'arrivent pas à payer.

Dans la province de Cunene, au sud du pays, les personnes et les bétails meurent de soif à cause de la sécheresse. De l'autre côté de la frontière, la Namibie voisine, bénéficie de l'énergie et de l'eau produites en Angola.

Il y a un secteur qui produit des marchandises, essentiellement pour la consommation interne ; il inclut l'alimentation, par exemple, les vêtements, les matériaux de construction, etc.

A côté de ces trois secteurs, le secteur de production des matières premières, le secteur d'importation et le secteur de consommation, Il y a aussi le secteur de l'agriculture de subsistance et l'élevage des animaux pour l'autoconsommation.

La crise économique

L'économie angolaise, comme un peu partout dans le monde, a évolué tout au long de ces dernières années. Cette évolution a eu une grande influence sur le quotidien des populations et a bouleversé, non seulement leur pouvoir d'achat, mais aussi leur emploi, etc.

La crise politique en Angola, est venue aggraver la crise économique. La guerre, et les politiques économiques mises en place par le gouvernement angolais, ont conduit à l'augmentation du déficit public, à la diminution de la production de marchandises et de services, à l'augmentation de l'importation de produits finis et à

[20] Il s'agit d'une femme d'affaires angolaise, fille de l'ancien président de la république angolaise.

l'augmentation du chômage. En outre, il y a un manque de stabilité du marché des changes et une augmentation des prix aveugles.

Considéré comme un pays en voie de développement, Guerra (1979), dans son ouvrage, Angola, « Estrutura económica e classes sociais », présente les caractéristiques économiques du pays de la manière suivante :

- ✓ Toutes les activités économiques dépendent de la production des matières premières destinées à l'exportation ;
- ✓ Pour produire, on importe des équipements lourds en provenance des pays industriels auxquels on exporte ces matières premières ;
- ✓ Les profits générés par les capitaux étrangers sont exportés et ne reviennent jamais vers les territoires d'où ils sont générés.

Les pays sous-développés présentent ces caractéristiques parce que les nations européennes ont introduit dans ces régions, « qui avaient des relations de productions précapitalistes », des structures capitalistes lourdes qui ont dominé leur vie économique, sociale et politique Cette introduction, en général, a aggravé les problèmes existant dans ces pays.

Selon Guerra (1979, p.18), « …l'entrée dans des structures économiques fragiles des grands consortiums capitalistes provoque des déséquilibres difficiles à corriger, comme l'énorme augmentation de la différence de niveaux de vie entre des groupes différents de la population et l'augmentation accélérée du chômage… »

Donc, la grande contradiction entre le secteur capitaliste et le secteur traditionnel des pays sous-développés, la principale responsable des caractéristiques sociales de ces pays, selon l'auteur, sont les suivantes :

- ✓ La mauvaise distribution du revenu national, qui fait que la plupart des habitants n'ont pas les moyens de vivre dignement
- ✓ Peu d'infrastructures économiques, comme les voies de communication, les moyens de transport, les sources d'énergie, les provisions d'eau, les écoles, les hôpitaux ;
- ✓ Bas niveau de formation, peu de personnel qualifié ;
- ✓ Chômage croissant

- ✓ Analphabétisme, taux de natalité élevé, etc.

Toutes ces caractéristiques sont liées au fait que la plus grande partie du revenu national n'est pas destinée à la consommation interne, mais à l'exportation en direction des pays capitalistes.

On peut conclure que la caractéristique fondamentale des pays sous-développés, et donc de l'Angola, est la subordination de leurs économies à l'économie des pays développés, une subordination qui en bloque le développement et en fixe les limites et la direction, selon, naturellement, les intérêts des pays développés. Alors, cette réalité amène ces pays à ne pas être capables d'avoir un développement social équivalent à son développement économique.

Nous ne pouvons pas parler de la crise économique sans rappeler qu'elle est, en réalité, le résultat du processus de mondialisation où les pays sont de plus en plus connectés et interdépendants. Ce processus, qui vise à réduire ou à "éliminer" les frontières économiques, comporte des aspects positifs et négatifs.

Samba (2017) affirme que, les conglomérats internationaux progressent dans les secteurs financier et productif. On cherche à éliminer les frontières commerciales afin de conduire l'économie mondiale à une plus grande ouverture vers un marché unique et un modèle unique pour l'organisation politique du monde.

Trovão, cité par l'auteur montre que lorsqu'ils s'installent dans des pays en voie de développement tels que l'Angola, *« … grâce à une main-d'œuvre bon marché fournie par les pays du tiers monde, à une réduction de la pression fiscale et à de nouveaux marchés de consommation, tout cela permet la circulation de l'argent à travers le monde… »* au moment où les populations sont abandonnées à elles-mêmes.

Pour lui, le concept de mondialisation, bien que certains auteurs le confondent avec la globalisation et le considèrent comme un mythe et que d'autres prétendent être une réalité concrète, il est en fait, « … *un processus qui cherche à imposer, dans toutes les régions du monde, un modèle unique de développement fondé sur le capital et le marché. D'autre part, elle cherche à changer complètement le contexte*

politique, à transformer les conditions et les conséquences, ainsi qu'à élargir les horizons d'action. »

Il faut aussi souligner que la globalisation ne concerne pas que les questions économiques comme, on peut le constater dans les travaux de Samba (2017, p. 29) :

> « … la mondialisation ne doit pas être assimilée exclusivement à un phénomène économique ou à un processus unique, mais à un mélange complexe de processus souvent contradictoires, générateurs de conflits et de nouvelles formes de stratification et de pouvoir, qui intervient fortement entre subjectivités et traditions, nécessitant une plus grande flexibilité une action face à une complexité et à une incertitude grandissantes, qui concerne non seulement la création de systèmes à grande échelle, mais aussi les changements de contextes locaux et même de personnes ayant une expérience sociale » ... « … modifient radicalement la contexte politique, transforment leurs conditions, conséquences et acteurs, augmentent les horizons d'action … »

La globalisation a aussi des points positifs. Parmi eux, on peut citer, par exemple, l'internationalisation de grandes entreprises multinationales qui peuvent contribuer à la création d'emplois et à la fourniture de services et de produits aux populations afin d'améliorer leurs conditions de vie.

Arruda cité par Samba (2017) affirme qu'elle permet, par exemple, l'union entre les travailleurs, permettant de *« … créer une base matérielle (syndicat) de manière à augmenter ensemble le potentiel de libération du travail humain en relation avec l'emploi salarié et leur valorisation en tant que pratique créative et communicative. »*

En ce qui concerne l'Angola, l'économie reste très dépendante des recettes pétrolières, comme nous y avons déjà fait référence. Pour cette raison, le pays a évidemment été durement touché par l'effondrement des cours du pétrole depuis 2009, fait qui a contribué à une forte dégradation de la situation économique pendant les dernières années.

Selon un rapport économique de la Confédération Suisse publié par l'ambassade de Suisse en Angola en 2010,

> « …l'Angola a connu une croissance économique unique en Afrique subsaharienne (elle se classe aujourd'hui au 3ème rang après l'Afrique du Sud et le Nigeria). La progression de son PIB réel a dépassé les 20% en 2007 pour retomber en 2008, à 15.8 %. L'économie angolaise devrait rebondir en 2010 et connaître une croissance de 7,5 % après avoir subi un fort ralentissement en 2009, marqué par une faible croissance de plus 0,5%. Cette chute brutale est le résultat de la baisse des cours du pétrole en 2009, laquelle a entraîné une diminution des réserves monétaires de l'ordre de 30% et une dévaluation de 25 % du kwanza, la monnaie nationale ».

Pour faire face à l'effondrement des recettes publiques et à un déséquilibre défavorable de ses comptes extérieurs, l'État angolais a décidé de puiser dans les réserves en devises, pour stabiliser la monnaie nationale, le kwanza (AOA), par rapport au dollar (USD), ce qui a provoqué une crise de liquidités jamais connue. Malgré cela, la construction monétaire et budgétaire devrait être tenue, ce qui a rendu la crise encore plus grave.

Dans le même rapport l'Angola s'est engagé en échange à « mener une politique de réformes économiques pour favoriser la croissance du secteur non pétrolier. Le programme est axé sur le renforcement de la gestion des finances publiques par le biais d'un Budget 2010 austère, et sur les orientations politiques précises relatives à la gestion monétaire ».

Les problèmes vécus face à la crise, montrent combien la diversification des sources de recettes reste le fondement de la stabilité macro-économique. Malgré la crise, depuis la fin de la guerre civile, en 2002, la reconstruction des infrastructures angolaises avance à un rythme impressionnant. Néanmoins, de nombreux projets s'avèrent de qualité médiocre. La corruption, les surfacturations, le manque de rigueur, d'efficacité et de qualité dans l'exécution des marchés publics siphonnent une proportion massive des ressources.

Cependant, en 2009, le « Fundo Soberano Angolano » a été créé en vue de renforcer l'économie du pays et de la mettre à l'abri de conjonctures internationales. Cependant, après une gestion catastrophique de José Filomeno de Sousa dos Santos indiquée par son père (fils de l'ancien président angolais José Eduardo dos Santos) au poste de Président du Conseil d'administration en 2012, on parle de plus d'un demi-milliard de dollars détournés, ce qui a conduit son président du conseil d'administration de l'époque à être accusé et arrêté par la police.

Cette somme, ainsi que d'autres détournements de fonds ont été commis à un moment où le pays traversait et traverse toujours une crise politique résultant des conflits internes du parti au pouvoir dus au transfert du pouvoir[21] et une crise financière résultant de la chute du prix du pétrole et de la baisse du PIB qui en a résulté.

Avec le boom pétrolier au niveau international, l'Angola a connu une croissance importante, en particulier dans le secteur pétrolier, les télécommunications et la construction civile. Cette réalité a accru la crédibilité des entreprises qui, conscientes du potentiel des jeunes formés au pays ainsi qu'à l'étranger, ont ouvert plusieurs postes de travail.

Ils ont contribué à stimuler l'économie grâce au pouvoir d'achat, notamment le "rêve d'accession à la propriété".

Effectivement, de nombreux jeunes ont pu, pour la première fois, accéder à un emploi formel, jugé stable. L'accès aux projets de logements et l'achat de voitures financées ont permis à de nombreux jeunes de voir leurs conditions de vie s'améliorer, ainsi que celui de leur famille.

Cette réalité n'a pas duré. Le prix du pétrole, qui dépend fortement de la demande internationale, a de nouveau baissé. Le pays, qui dépend de cette ressource pour son budget, se trouve une fois de plus confronté à une grande crise économique.

[21] Les dernières élections de 2017 ont été marquées par le départ du José Eduardo dos Santos du pouvoir qui a dirigé le pays pendant plus de 38 ans. Son départ n'a pas été aussi "paisible" que les médias essayaient de le faire croire. Il y a eu des conflits au sein du partie MPLA, dans le processus de succession, ce qui a été confirmé par la politique adoptée par l'actuel président de la république qu'est, d'une certaine façon, différente de celle mené par son antécesseur.

De nombreuses entreprises ont été forcées de fermer leurs portes et, par conséquent, de nombreux travailleurs, des jeunes en particulier, se sont retrouvés au chômage. Comme on peut l'imaginer, ils viennent rejoindre le nombre élevé de chômeurs et de travailleurs informels.

Il est également intéressant de réfléchir aux nouvelles stratégies adoptées par le gouvernement depuis fin 2018 en matière de lutte contre la corruption. Ainsi, plusieurs mécanismes ont été mis en place pour changer la situation du pays.

Pour mettre fin à l'exploitation illégale des diamants par exemple, "l'Operação transparência" a été lancée le 22 octobre 2018. Selon le journal de l'Angola l'opération "Transparence", en cours est

> « … un exercice légitime de la souveraineté de l'Angola, largement ancrée dans le droit international, qui est désormais invoquée en ce qui concerne les concepts fondamentaux d'exploitation des ressources minérales et les aspects techniques relatifs à la localisation et la distance des frontières angolaises ».

Cette opération a été très contestée en raison des excès de la police à l'encontre des ressortissants étrangers, pour la plupart originaires de la République démocratique du Congo, qui sont entrés illégalement dans le pays.

La partie orientale du pays, plus précisément les provinces diamantifères de Lunda Norte et de Lunda Sul, ont toujours encouragé la présence de mineurs illégaux qui, par des méthodes rudimentaires, exploitaient les diamants en Angola pour les vendre sur le marché noir. Compte tenu de la mauvaise gestion de l'État, la corruption a atteint des niveaux si alarmants que chacun a fait de ces terres, ce qu'il voulait sous le regard impuissant des organes de l'État.

Avec cette opération, l'État a expulsé un nombre important d'exploitants, qui, comme nous l'avons déjà dit, étaient pour la plupart congolais, et ce rapatriement ne s'est pas fait, comme nous l'avons souligné, de manière pacifique.

Bien que des preuves aient été présentées, notamment par les médias, l'état angolais nie ces accusations, même s'il a été contraint de se justifier devant les Nations Unies, dont il est membre.

La répression dans cette région ne s'est pas arrêtée là. Récemment, plus précisément le samedi, 30 Janvier 2021, un affrontement entre les forces armées angolaises et un groupe de jeunes manifestants, avec la participation du groupe « Protetorado Lunda Tchokwe[22] » considéré comme "rebelle par l'état" a entraîné la mort d'un nombre encore inconnu de jeunes et d'un autre de personnes disparues dans la ville minière de Cafunfo-Cuango à Lunda-Norte. L'État a justifié l'usage de la force en affirmant que les jeunes "attaquaient le pouvoir établi".

Il faut rappeler qu'une série de manifestations ont déjà eu lieu dans tout le pays depuis la dégradation des conditions de vie des populations à cause de la crise économique aggravée par les effets catastrophiques que la pandémie a révélés.

Une fois de plus, la société civile angolaise et la communauté internationale notamment l'Amnesty Internationale, ont réagi en exigeant de l'État des alternatives à l'utilisation d'une force disproportionnée et en demandant aux jeunes de choisir le dialogue dans la recherche de solutions aux problèmes auxquels ils sont confrontés.

Préoccupée par la situation, Muleya Mwananyanda, directrice adjointe d'Amnesty International pour l'Afrique australe, a déclaré dans un communiqué rendue publique qu'au moins dix personnes avaient trouvé la mort après l'intervention des forces angolaises dans la région. L'organisation internationale "peut confirmer que, depuis le 30 janvier, les forces de sécurité angolaises ont tué au moins dix personnes", écrit-elle dans le communiqué.

Un autre dispositif est "l'Operação resgate" qui, selon la Rfi[23], a pour objectif de "sauver l'autorité de l'État."

Cela signifie, entre autres, « la lutte contre la criminalité et l'immigration illégale, le renforcement de l'ordre public, la lutte contre le commerce illégal d'accessoires automobiles » ainsi que « la lutte contre les ventes de rue désordonnées ». (Idem)

---

[22] Le Movimento do Protectorado da Lunda Tchokwé (Mouvement du Protectorat de Lunda Tchokwé) est un groupe de citoyens naturels des provinces de Lundas du nord et du sud à l'est du pays qui demandent à l'État angolais de reconnaître l'autonomie des Lundas, comme le fait le FLEC (Frente para a Libertação do Estado de Cabinda) dans la province pétrolière du nord de l'Angola, Cabinda. Ces provinces, riches en diamants, sont parmi les plus pauvres d'Angola, car la richesse qui en est extraite ne sert pas à améliorer les conditions de vie des populations, mais bien le contraire ; elle est et a toujours été la cause de conflits pendant les années de guerre ou d'invasions sur des terres "privatisées" par des membres de l'élite angolaise.

[23] Disponible sur www.pt.rfi.fr/angola/20181030-operacao-resgate-lancada-em-angola

Il convient de noter que l'Angola, et plus précisément Luanda, avait besoin d'une profonde restructuration à ce niveau. Il y avait des vendeurs partout dans la ville, beaucoup vendant de la nourriture et des produits médicaux sans aucun soin ni hygiène.

Durant la période qui a suivi le lancement de l'opération « Resgate », nous avons assisté à des scènes incroyables : la fermeture des cantines, magasins, boulangeries, maisons vendant des pièces et 'fenêtres ouvertes, lieux de vente d'alcooliques ; des marchés vides, aux manques de taxis, des excès de la police nationale et des bureaux des impôts noirs de monde comme l'écrivait Nova Gazeta en 2018.

Si l'on part du constat que la majorité de la population angolaise se trouve dans le marché informel, on peut imaginer l'impact d'une telle opération, surtout à Luanda. Tous les vendeurs informels ont été contraints de se procurer des documents nécessaires pour procéder à la vente, qui n'est désormais autorisée que dans les lieux autorisés. Cette mesure est obligatoire pour tous types de travail informel.

L'un des principaux problèmes de l'Angola est le nombre élevé de citoyens sans acte de naissance, qui est le premier document de reconnaissance de la citoyenneté. La plupart des vendeurs informels sont dans cet état. De plus, les critères d'obtention de ces documents après l'âge de douze ans ne sont pas faciles.

Pendant les premiers jours de « l'operação resgate », les citoyens qui pouvaient régulariser leur situation se sont présentés aux postes d'enregistrement :

> « Les bureaux des impôts envahis par beaucoup de personnes, notamment à Viana et à Cacuaco. Les jours normaux, ils servent entre 300 et 400 personnes. Après l'opération, ces chiffres ont atteint 1 400 utilisateurs, c'est-à-dire qu'ils ont triplé. Ici, il peut s'agir de cartes de contribuable pour une activité commerciale et de licences. Pour obtenir une carte de vendeur, un candidat doit payer 1 700 kwanzas, remettre deux photos et une copie de la carte d'identité ».

Au niveau des marchés, certains sont désertes parce que les vendeurs ne veulent pas les occuper. Ces marchés étant loin de leur région d'origine et donc par conséquent loin également de leur clientèle. Par contre, il y a d'autres marchés, où il y a trop de monde et ils ne peuvent pas accueillir ceux qui ont été expulsés d'autres marchés, notamment du centre-ville. Ces opérations, qui, comme nous l'avons dit, sont nécessaires pour le pays, ont été menées, à notre avis, de manière précipitée, c'est-à-dire que d'autres alternatives auraient dû être pensées pour que l'impact sur la vie des citoyens ne soit pas si important.

Par exemple, le nombre de chômeurs a augmenté non seulement en raison de l'interdiction des ventes dans les rues, mais aussi en raison de petites entreprises établies irrégulièrement employant une jeune génération qui ont été obligées de fermer. En outre, il y a des citoyens qui ont dû quitter leurs sources de revenus dans les zones minières et frontalières et qui se sont précipités vers les grandes villes.

Tous ces dispositifs font partie d'une campagne nationale anti-corruption lancée depuis quelques années, premièrement par José Eduardo dos Santos où quelques hauts fonctionnaires ont été mis en accusation, sans que des mesures d'accompagnement profondes de réduction de la corruption n'aient été forcément prises. L'économie angolaise est restée largement aux mains d'une petite élite politique. Du point de vue de la consolidation des institutions et de l'amélioration dans la gouvernance, d'énormes efforts restent à faire.

Le nouveau Président, João Lourenço a fait de la lutte contre la corruption l'un de premiers objectifs de sa gouvernance. Un certain nombre de personnalités politiques, des forces armées, de la police nationale et des hauts cadres d'entreprises, ont été formellement accusés. Certains d'entre eux sont en prison alors que d'autres attendent leur jugement en liberté.

Plusieurs efforts antérieurs sont en cours pour rapatrier les capitaux qui ont été détournés illégalement du pays. Il s'agit de faire comprendre à tous les citoyens que la corruption commence par de petits gestes de la vie quotidienne et s'étend aux relations institutionnelles ; elle évolue ainsi vers les plus hautes instances du pouvoir.

L'Angola se retrouve aujourd'hui parmi les pays dits du tiers monde ou en voie de développement, malgré la croissance économique que le pays a connu après les guerres. Cette réalité explique en partie la situation d'exclusion des certaines

catégories dans la société et nous pensons que les femmes prostituées en font partie.

Sur le plan politique, la constitution angolaise a connu une modification en Janvier 2010. Aux termes des nouvelles dispositions, le Président de la République est désormais le chef de file du parti majoritaire issu des élections législatives. A notre avis, les chances d'une alternance politique ne se trouvent dès lors pas renforcées, faisant persister un facteur non négligeable antinomique d'une bonne gouvernance.

Finalement en 2018[24], au vu des difficultés financières que le pays traversait, le gouvernement angolais a demandé l'intervention du FMI (Fonds Monétaire International).

Les exigences formulées par le FMI pour répondre positivement à la demande de l'État angolais l'ont amené à prendre des mesures politiques, sociales et économiques telles que la lutte contre la corruption, le choix d'une gestion transparente, la limitation des dépenses, la réduction du nombre de prestataires de services publics et autres qui, ajoutées à la situation sociale déjà décadente résultant du budget "maigre", affecté par la chute des prix du pétrole, ont aggravé la situation sociale des familles angolaises.

Comme on peut l'imaginer, la lutte contre la corruption, dans un des pays en tête du classement des pays les plus corrompus, a contribué à l'augmentation à la fois de l'instabilité politique affectant directement l'élite[25] qui a dirigé le pays pendant plus de trois décennies, et économique, créant une incertitude pour les investisseurs nationaux et étrangers, réduisant ainsi l'employabilité des jeunes sur le marché formel et réduisant également l'offre de biens et des services à la population. Ce qui a eu un impact direct sur la situation sociale.

---

[24] En 2009 le pays avait déjà fait recours au FMI. Suite à un accord de confirmation destiné à soutenir la balance plus tard. Malgré cela, le pays avait une dette de 9 milliards de dollars et a rencontré des difficultés de remboursement.

[25] À titre d'exemple, nous pouvons citer le cas de l'ancien ministre des transports qui a été jugé et condamné ; le cas de Zenú dos Santos, ancien directeur du fonds souverain de l'Angola, fils d'Eduardo dos Santos qui a été arrêté et libéré après avoir restitué environ cinq cents millions de dollars à l'État ; le cas d'Isabel dos Santos, ancienne présidente du conseil d'administration de Sonangol et fille de l'ancien président, qui a été mise en place après une enquête menée par un consortium international de journalistes venus porter des accusations dans la populaire affaire de "Luanda leacks"

On se souvient que, depuis son indépendance, le pays est gouverné par le parti MPLA qui, après trois décennies, a finalement changé de président en 2017 : João Manuel Gonçalves Lourenço remplace José Eduardo dos Santos. Avec son accession au pouvoir, et compte tenu des promesses faites lors de sa campagne électorale visant à "lutter contre la corruption", les personnalités liées à l'ancienne direction, qui constitue la "petite élite" du pays, sont concernées par cette décision.

Les conséquences de la crise économique

La crise économique a eu un impact socio-économique majeur sur la société angolaise et, par conséquent, il y a eu un changement dans la vie quotidienne des citoyens qui ont été obligés de s'adapter aux restrictions imposées par la nouvelle réalité.

Entre les conséquences de la crise économique les plus visibles et ressenties à tous les niveaux, il convient de souligner les points suivants :

- ✓ L'augmentation de l'inflation et la conséquente dévaluation de la monnaie nationale par rapport à d'autres monnaies de référence telles que le dollar ou l'euro ;
- ✓ Le coût élevé de la vie, qui se traduit par une hausse des prix des biens (que sont en général importés) et des services ;
- ✓ La fermeture de nombreuses petites et moyennes entreprises et le licenciement de travailleurs qui en résulte ;
- ✓ La réduction du nombre de travailleurs dans les grandes entreprises et les multinationales, augmentant ainsi le nombre déjà élevé de chômeurs ;
- ✓ L'aggravation des problèmes sociaux tels que la violence domestique, l'alcoolisme, la fuite de la paternité, la prostitution, le phénomène des enfants des rues, les enfants en dehors du système scolaire, entre autres, tous aggravés également par l'émergence du covid-19

Pour l'État, qui a toujours été le plus grand client des entreprises privées en Angola, la crise économique le place comme un débiteur important car il eu a des

difficultés de paiement par des services fournis par des entreprises privées et certaines ont été forcées à mettre les clés sous les portes.

Il convient de noter qu'avec la fermeture des postes d'emplois, les travailleurs sans ressources ou ceux dont les ressources ont été réduites en raison de la dévaluation constante de la monnaie, sont contraints de ne remplir ni leurs responsabilités bancaires ni leurs responsabilités fiscales, ce qui augmente leur endettement et on assiste automatiquement à la diminution des prêts bancaires aux clients, ce qui réduit aussi l'activité économique.

Comme mentionné ci-dessus, le pays paie une dette résultant de la mauvaise gestion des ressources publiques pendant les années de prospérité de l'économie angolaise, durant lesquelles des millions ont été détournés par une petite élite. En plus, on vit une crise des changes et des importations de biens et de services par manque des devises, en raison des exigences d'une politique financière non respectée par l'État angolais auprès du FMI. Par conséquent il y a une augmentation de prix concernant principalement les produits importés et l'impact qui en résulte sur la fourniture de services qui deviennent aussi plus chers.

Pour ce faire, les impôts ont été augmentés en sacrifiant de plus en plus ceux qui parviennent encore à conserver leur emploi.

Dans ce contexte de crise économique et au vu de ses conséquences, il est facile d'imaginer que de nombreux problèmes sociaux vont surgir et que les problèmes existants vont s'aggraver. C'est donc le cas de la prostitution qui a connu une augmentation, dont on peut dire qu'elle est significative car elle est de plus en plus visible dans les rues de la ville de Luanda ; il suffit d'aller sur un marché et d'observer avec attention des jeunes filles en attente des clients.

Une situation qui n'est pas très explicite, mais qui commence déjà à se manifester dans les programmes de radio et de télévision, est la prostitution étudiante. Ce type de prostitution, qui est difficile à identifier, est dans la plupart des cas perçu, confondu ou désigné par d'autres pratiques sexuelles telles que les relations sexuelles occasionnelles ou la promiscuité alors qu'elles ont toutes les caractéristiques de la prostitution.

Il est clair que la crise économique a augmenté le nombre et les types de prostitution pratiquée à Luanda et elle a eu un impact sur les revenus des femmes

qui se prostituent car avec la rareté des devises étrangères, l'inflation, le chômage et la distanciation due à l'apparition de le Covid-19, ces femmes ont dû s'adapter à la réalité et ajuster les prix en fonction de l'offre.

Dans leur vie quotidienne, les travailleurs informels sont également une catégorie qui défie le coronavirus en se rassemblant dans les rues et sur les marchés sans respecter les mesures de sécurité, notamment l'utilisation de masques[26] et la distanciation sociale, qui sont les plus simples et les plus accessibles à la majorité de la population. D'autre part, ces populations ne trouvent pas d'alternatives de survie face à de telles mesures ; étant confinées, elles n'ont pas les moyens de satisfaire les besoins de nourriture, de santé, de logement et autres.

L'État, sans proposer d'alternatives sociales aux pauvres et aux chômeurs, utilise la force, mettant la police dans les rues pour les réprimer. Bien sûr, mis à part la révolte que ces actions provoquent, il n'y a aujourd'hui aucune solution.

Image n° 1 **Des soldats patrouillent dans les rues à Luanda, en état d'urgence et avec des restrictions de circulation et des mesures de distanciation sociale en place pour prévenir la propagation de la pandémie de Covid-19**



Source : AFP

[26] Parce qu'elles sont extrêmement coûteuses, la majorité de la population opte pour des masques en tissu, faits à la main et sans aucune efficacité prouvée. En raison de la chaleur excessive, leur utilisation constante est extrêmement inconfortable.

Dans nos observations hors du cadre de cette recherche, nous avons trouvé des jeunes qui se prostituaient pour une assiette de nourriture ou pour une boisson. Nous pensons que, bien que cette situation ne soit pas nouvelle, elle s'est détériorée en fonction de la situation économique que le pays a connu ces six dernières années et que le covid-19 n'a fait qu'empirer.

Cette réalité nous fait réfléchir sur le phénomène de la prostitution, qui se présente souvent comme une alternative pour de nombreuses adolescentes, jeunes et femmes surtout quand elles se retrouvent dans une condition vulnérable.

En l'absence d'outils publics opérationnels pour soutenir les personnes en situation de risque ou de fragilité, nous sommes préoccupés par les incertitudes causées par la situation actuelle à Luanda, en Angola et dans le monde entier, qui rendent difficile de penser à des améliorations dans un avenir proche.

Quant aux questions sociales, même aux moments les plus importants de l'économie angolaise, elles n'ont jamais reçu l'attention qu'elles méritaient de la part de l'État. Aujourd'hui, avec les problèmes financiers que le pays traverse, même en ayant amélioré le discours, en s'inquiétant de chercher à améliorer l'éducation, la santé et la protection sociale, le gouvernement n'a pas les moyens financiers pour aider les populations. Pour aggraver la situation, les institutions internationales qui, pendant des décennies, ont pris le relais de l'État dans ces secteurs, ont cessé leurs actions en Angola après la fin de la guerre, et les rares qui sont encore dans le pays, manquent également de financement.

Bien que peu visible et importante, la crise économique a apporté quelques effets positifs tels que l’attention vers la diversification de l'économie (exclusivement dépendante du pétrole et des diamants), notamment dans le domaine de l'agriculture et du tourisme.

Cette tendance est visible dans les changements d'habitudes des citoyens qui ont commencé à consommer et à valoriser les produits nationaux par rapport aux produits importés ; il est courant sur la plupart des marchés de commercialiser des fruits et légumes produits localement.

La préférence pour la cuisine locale (dans les zones urbaines pendant des décennies, il y avait une prédilection pour la cuisine méditerranéenne héritée de la colonisation) a augmenté de manière significative depuis que les produits nationaux

sont de plus en plus accessibles implantés par la production nationale tandis que les produits importés sont plus chers et parfois rares (entre 2018/2019, la farine de blé et le prix du pain, la base alimentaire de la population pauvre, a grimpé en flèche du jour au lendemain).

Un autre fait à mentionner est le choix croissant du tourisme local ; de nombreuses personnes préfèrent passer leurs vacances à visiter les divers lieux touristiques disséminés dans le pays, en investissant dans des voyages à l'étranger qui, très récemment, étaient le rêve de beaucoup. Il faut noter que la rareté de la monnaie et le prix élevé des billets, contribuent à ce changement.

Bien évidement la crise économique que connait l'Angola a un impact très négatif sur la population.

Conclusion du chapitre

Dans ce chapitre nous avons montré que l'Angola est un pays très riche avec une population pauvre. Malgré cette richesse, au-delà d'un fort potentiel économique reposant sur les matières premières dont le pétrole, le pays a connu des crises politiques et économiques qui ont aggravé la situation de la population. L'autre élément qui gangrène le pays est la corruption qui s'est institutionnalisée pendant plusieurs années ; le nouveau président de la république en a fait son cheval de bataille, mais nous verrons ce que l'avenir nous dira.

Quoi qu'il en soit, la crise économique a eu un impact négatif, notamment l'augmentation du phénomène prostitutionnel puisqu'elle a poussée beaucoup de jeunes filles à se débrouiller. L'une des solutions possibles, c'est la vente ambulante dans les rues et le commerce informel, où il y a de nombreuses contraintes, l'une des solutions faciles a été la prostitution.

DEUXIÈME PARTIE

DE LA PROSTITUITION EN GENERAL À LA PROSTITUTION À LUANDA

CHAPITRE 1

Prostitution et rapports sociaux de sexes

Dans ce chapitre nous aborderons les concepts qui nous aiderons à comprendre la prostitution, un phénomène qui se range parmi, ce qu'il est convenu d'appeler les problèmes sociaux. Bien que sa discussion ne soit pas assez large en Angola, nous devons reconnaître que de nombreux chercheurs se sont intéressés à discuter de ce sujet.

Pour éclairer ce phénomène, nous allons amorcer, l'histoire de la prostitution abordée à partir de certains auteurs que nous avons trouvés intéressants. Nous allons commencer par quelques éléments sur l'évolution socio historique du phénomène et suivre les différents positionnements par rapport à la prostitution.

Brève histoire de la prostitution

Le phénomène de la prostitution a évolué dans le temps et selon différents contextes, mas, la littérature consultée est unanime pour souligner que ce le phénomène existe avant Jésus Christ. Ce qui ressort également de ces documents, c'est que la prostitution a fait l'objet de traitements et de significations différents au fil du temps ; elle avait à la fois une signification religieuse et familiale.

Carole Wahnoun (2004) en parlant de l'histoire de la prostitution, montre qu'il y avait au moins deux types à l'origine de ce phénomène : la prostitution sacrée et la prostitution commerciale. Pour cet auteur la prostitution sacrée existait dans certaines sociétés en Inde, en Égypte et dans tout l'Orient « *liée à la notion d'hospitalité* ». Où « *les différentes femmes de la maison sont offerts aux hôtes de passage* ». L'auteur ajoute que « parfois l'hospitalité sexuelle implique un aspect religieux que les prêtres de certaines divinités organisent et dont ils bénéficient. » En même temps que la prostitution est sacralisée, les rituels qui s'y rapportent comprennent des orgies qui, en peu de temps, éloignent cette caractéristique du phénomène.

Emmanuel Jovelin (2011) explique à la fois « *religieuse et familial* ». Pour lui, « *Les cultes de la déesse amante qui étaient présents dans toutes les sociétés anciennes, avaient pour rite essentiel l'union sexuelle des hommes avec des prostituées sacrées, qui étaient des femmes (où des hommes castrés) au service de la déesse* », Tout cela montre le caractère soi-disant sacré de cette pratique.

Selon Wahnoun (2004), « *les sanctuaires s'enrichissaient grâce aux sommes payées par des fidèles désirant accomplir le rite, de mêmes que les chefs de famille rentabilisaient le prêt des femmes qui étaient leurs propriétés.* » (Jovelin, 2005)[27]

Ainsi, la prostitution deviendra de plus en plus un véritable commerce, une affaire à laquelle les responsables de l'État surtout au Moyen Orient ne laissaient pas échapper les revenus. Cette situation va désacraliser la prostitution et provoquer la répulsion de la société face à cette activité.

Ce que confirme Wahnoun (2004, p. 2),

> « L'évolution de la société, avec une religion de type magique devenant une religion spiritualiste, et la désacralisation de l'acte sexuel coïncident avec le passage de la prostitution de la prostitution sacrée à la prostitution profane. Devant l'importance de différentes formes de prostitution et réalisent les profits qu'elle pouvait représenter… » (Wahnoun 2004)

À la naissance de la société moderne, à Athènes, s'instituent les premières maisons closes officielles, qui donnèrent naissance à la prostitution légale et réglementée, source de revenus pour la commune et l'État.

Athènes invente une forme d'échange de rapport sexuels contre certains avantages financiers. Le rôle de l'épouse est réduit à celui de da reproduction et de l'éducation des enfants ; elle doit s'occuper des enfants et des membres les plus faibles de la famille, tels que les personnes âgées, les malades et les handicapés.

La prostitution devient si envahissante que Solon[28] la réglemente en fondant des institutions étatiques pour la classe inférieure où les femmes prostituées sont

[27] Pour plus d'information consulter la revue pensée plurielle, n° 9

[28] Solon était un homme d'État grec, philosophe et poète qui avait initié la réforme des structures politiques, sociales et économiques à Athènes.

logées et enfermées. Là, elles sont contrôlées et aux prix pratiqués, des taxes sont établies pour être versées à l'État.

Lorsqu'on parle des origines de la prostitution, on cite Rome comme étant le lieu où il n'y avait pas de prostitution sacrée parce que, là, le mariage avait déjà été institué dans l'Antiquité et était considéré comme le fondement de la société.

Mas en 180 avant J. C., le Romain Marcus prend la décision d'effectuer la première mise en garde des prostituées, il a instauré un fichage qui frappait les prostituées d'infamie. Tout au long des siècles, les autorités romaines oscillent entre répression et aménagement de la prostitution.

Au moyen âge, certaines femmes étaient enfermées dans le bordeaux (Legardinier, 2004, p.4) à cause du régime prohibitionniste influencé par l'église, qui considérait les acteurs du processus (prostituées, clients et proxénètes) de prostitution comme des criminels, pendant le règne de Louis XIV. Cette attitude, du pouvoir et de l'église s'explique par l'apparition de la syphilis à la fin du XVème début XVIème (Ouvrard, 2000).

En France, le préfet Lenoir, chargé par Louis XIV de réglementer la prostitution qui s'étale jusqu'au cœur de Paris, crée la police des Mœurs et l'obligation de la visite sanitaire. Le réglementarisme fait son apparition avec le proxénétisme légal et la répression s'abat sur les femmes « insoumises ». Napoléon poursuit cette politique et les maisons closes se multiplient. Dans son obsession carcérale et sanitaire, le XIXème siècle condamne les prostituées à trois réclusions : le bordel, l'hôpital et la prison, au nom des prétendus besoins de la population masculine et du devoir de protéger les soldats et les pères de famille de la syphilis.

Welzer-Lang et all (1993) affirment que dans ce système, on tolère et on règlemente la prostitution, on contrôle, on concentre les maisons spécialisées (maisons closes ; éros center), on fait de la surveillance sociale et sanitaire et la prostitution est vue comme une « activité normal » ou plutôt comme un « mal nécessaire ».

Les pouvoirs publics mettent en place un système réglementariste pour empêcher que la prostitution ne soit pas trop visible. Dans ce système, les autorités exercent un contrôle à travers la police des mœurs. Toutes les fraudes à la règle étaient sanctionnées allant d'une amande à des peines de prison (Ouvrard, 2000).

En 1946, la France ferme ses maisons closes. En 1960, elle ratifie la convention Internationale du 2 Décembre 1949 contre la traite des êtres humains et l'exploitation de la prostitution d'autrui, affirmant sa volonté de ne plus réglementer l'exercice d'une activité considérée comme « incompatible avec la dignité et la valeur de la personne humaine ».

Dans les années 1990, les instances internationales, et notamment l'Organisation des Nations Unies, l'ONU, ont abandonné la lutte contre la prostitution au profit d'une idéologie de libéralisation du système prostitutionnel à l'échelle mondiale et d'une politique limitée à la traite et à la prostitution enfantine. Texte fondateur de l'abolitionnisme, la convention de l'ONU pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui (1949), est peu à peu tombée dans l'oubli. En 1995, la Conférence de Beijing sur les femmes a fait entrer dans les textes la notion de « prostitution forcée », légitimant *de facto* une prostitution « libre ». En 1998, l'Organisation Internationale du Travail (OIT) appelait à la reconnaissance économique de l'industrie de sexe. En 1999, elle reconnaissait comme travail la prostitution dans le texte de la convention sur les formes intolérables de travail pour les enfants. En 2000, le rapport sur les violences faites aux femmes à la commission des Droits de l'homme de l'ONU officialisait également le métier en proposant d'exclure de la définition des trafics les professionnelles du sexe migrantes illégales.

L'Afrique paie un lourd tribut à la prostitution et à la traite, soit à l'intérieur du continent africain, soit vers le reste du monde. Selon l'ONU, 500 000 jeunes nigérianes se trouveraient aujourd'hui dans l'industrie du sexe d'Europe et d'Asie. La majorité d'entre elles seraient mineures, et plutôt issues de familles nombreuses et défavorisées. Beaucoup sont intimidées par les menaces lors de pratiques vaudou et ne parlent pas. Sur place, la prostitution organisée augmente, notamment en Afrique orientale et australe : des fillettes de 12 ou 13 ans font l'objet de trafics. La prostitution sévit dans les camps de réfugiés, les armées, les camps de prostituées sont indissociables de ceux des certains travailleurs des mines du Mozambique, du Lesotho, du Congo…

Le tourisme sexuel s'est répandu dans de nombreuses régions et se diversifie en fonction de la situation politique et des guerres : il a explosé à l'ouest, sur les côtes du Maroc et de Mauritanie, à l'est sur celles du Kenya et de Madagascar et

pourrait connaitre un prochain développement en Afrique du Sud, à la suite de la légalisation de la prostitution. Quant au sida, il a pris la dimension d'une tragédie, aggravée par les relations sexuelles sans l'usage du préservatif imposé par certains clients.

En même temps, en Afrique de l'Ouest, on trouve les *femmes libres* autoproclamées, ces femmes qui disent fièrement que c'est grâce à la prostitution qu'elles ne dépendent de personne. Pour Grace et Gonçalves (2015), elles ont comme équivalent les *free woman* d'Afrique de l'Est. Pour les auteurs, la plupart des prostituées africaines se considèrent comme des entrepreneurs et à ce titre disent accepter les risques inhérents à leur activité, parmi lesquels les maladies sexuellement transmissibles... discours similaire à celui des prostituées caribéennes interrogées par Paul (1997) (Idem).

Rapports sociaux de sexe entre les hommes et les femmes

Lorsque on parle de sexualité, la première idée est la question génitale. Effectivement la rencontre sexuelle est décrite comme étant l'un des ressorts cruciaux de la société. Cependant, ce que l'on peut comprendre par sexualité dépend ou varie en fonction de facteurs sociaux et religieux de qui rend difficile sa définition.

Dans le monde chrétien, la sexualité n'est légitime que dans le mariage (Jaspard, 2005). Il est encore courant aujourd'hui de trouver des individus appartenant à des groupes religieux où les expériences sexuelles ne peuvent avoir lieu qu'après l'accomplissement du sacrement du mariage.

Toutefois, ces exigences sont plus fortes pour les femmes dont la virginité est imposée par des normes strictes généralement communes au groupe auquel elles appartiennent. Les actes d'initiation, le contrôle par les femmes âgées du groupe, font d'elle quelqu'un qui ne doit pas transgresser les normes pour arriver "pur et immaculé" au mariage. La sexualité préconjugale aux femmes et donc interdite. Au contraire, ces exigences ne sont pas imposées au même degré aux hommes ou aux jeunes garçons car ils peuvent contrôler leurs pulsions sexuelles.

Les transgressions des hommes sont plus tolérées et souvent même exaltées. Pour Gail Pheterson (2001),

> Ce qui devient transgressive dans une société traditionnelle n'est pas tant que l'homme utilise à son gré le sexe des femmes. La structure sociale intègre en effet facilement le rôle de mari, d'amant ou de client ; bien que prohibant l'adultère, l'inceste et le proxénétisme. Les femmes doivent dans ces cadres être au service des hommes (ce qui signifie que les services sexuels en échange d'argent sont tolérés). En revanche, la transgression s'opère dès que les femmes revendiquent explicitement le droit de demander de l'argent ou refuser de servir (p.12).

La femme ne peut donc revendiquer aucune autonomie sur sa sexualité. Elle est contrainte de s'inscrire dans les limites fixées par la société, sinon elle sera considérée comme hors normes et donc comme une personne déviante. Le comportement autonome d'une femme peut lui coûter le retrait social, la stigmatisation ou même la répression.

Acte sexuel contrainte à la procréation, la masturbation, par exemple, est considérée par les premières théologiens comme un péché contre nature et les confesseurs provient des pénitences pour ceux qui s'y adonnent, mais légères et adaptes au statut, à l'âge et au sexe (Jaspard, 2005).

Bien qu'il s'agisse d'un acte intime et privé, l'individu ayant ces croyances, même dans l'espace privé, est amené à se comporter d'une manière qui semble se faire dans l'espace public.

Dans certaines communautés traditionnelles angolaises, le mariage n'est reconnu qu'après que la femme ait prouvé qu'elle peut avoir des enfants. Par exemple Carlos, originaire de Mbanza Congo, nous a confié qu'il était marié par l'église et par le civil mais seulement six ans plus tard, sa femme a commencé à utiliser son nom de marié parce qu'elle avait des difficultés à tomber enceinte. Il a ajouté que le mariage n'était pas dissous parce qu'ils vivaient à Luanda ce qui n'arriverait pas s'ils continuaient au village où le contrôle social et le respect au règles culturelles et traditionnelles est plus fort.

La sexualité est fruit d'une lente mais croissante autonomisation que, grâce aux méthodes anti contraceptives, elle se distingue progressivement de la procréation puis de la conjugalité. Bien que ce soit à petite échelle, les femmes jouissent d'une plus grande liberté et d'une plus grande autonomie, tant en matière de procréation que de satisfaction de leurs désirs sexuels. Dans le contexte spécifique de l'Angola, les questions culturelles et le manque d'information placent encore de nombreuses femmes loin de cette réalité, car elles sont encore réfractaires aux valeurs morales qui ne les placent que comme génitrices.

Il est très fréquent que les hommes justifient leur comportement sexuel par des "pulsions, des problèmes hormonaux et autres", ce qui est clairement contredit par le psychiatre Philippe Brenot[29] qui considère ne pas exister d'état de nature dans la sexualité humaine. L'agression sexuelle est un crime motivé par un désir de contrôle et de domination plutôt que par une pulsion sexuelle incontrôlable.

La sexualité est une construction sociale. Ce sont donc les rapports sociaux de sexes, marqués par la domination masculine, qui déterminent ce qui est considéré comme normal et souvent interprété comme naturel, comme les fameux besoins sexuels irrépressibles que les prostituées seraient chargées s'assouvir c'est-à-dire, qu'elle est considérée comme tel selon le sens que la société lui donne.

Plusieurs études neurologiques ont montré qu'il n'y a pas d'instinct sexuel ; il faut un bain social, un apprentissage avec toutes les étapes. Le reflexe érectile des hommes n'a rien à voir avec l'amour, ni même avec le désir.

A l'être humain sont reconnus quatre besoins physiologiques fondamentaux qui sont la faim, la soif, la défécation et le sommeil. Confondre le désir, l'érection et l'amour c'est uniquement une confusion.

Alors, le sexe n'est nullement un besoin biologique. Le manque n'engendrera ni la maladie ni la mort ; juste la frustration car pour les hommes le sexe a surtout une importante fonction identitaire.

Il est intéressant de noter que pour les hommes, le nombre de partenaires avec lesquelles ils ont eu une réaction sexuelle est important ; plus ils sont grands,

[29] Théories et engagements, les intellectuel-le-s face à la prostitution. Extrait de « Existe-t-il un besoin sexuel ? » In Prostitution, les nouveaux enjeux de la prévention : clients, sexisme, pornographie, actes du colloque, Mouvement du Nid, Nanterre. Disponible sur : https://mouvementdunid.org

plus ils se sentent fiers ; c'est une façon de montrer à quel point ils sont virils. Au contraire, une femme qui suppose avoir eu plusieurs partenaires est connotée négativement.

Il est intéressant de noter que pour les hommes, le nombre de partenaires avec lesquelles ils ont eu une réaction sexuelle est important ; plus ils sont grands, plus ils se sentent fiers ; c'est une façon de montrer à quel point ils sont virils. Au contraire, une femme qui suppose avoir eu plusieurs partenaires est connotée négativement. Selon la société dans laquelle l'individu est incertain, cela peut faire toute la différence dans la façon dont la sexualité est vécue, car les conséquences sont également diverses. On peut donc affirmer qu'un concept de sexualité consensuelle est un défi théorique très complexe. Cela dépend et varie en fonction du temps et de l'espace.

R. Courtois (2007) considère que la sexualité est en partie régie par la communauté et étroitement lié à la socialisation de l'individu... mais elle est aussi une donnée intime, psychoaffective, et corporelle de l'individu. Le chercheur est également impacté par les concepts de la sexualité car il devra chercher, en fonction des modèles de champs d'étude considérés et de savoirs interrogées.

Dans son article "Conceptions et définitions de la sexualité : les différents approches", l'auteur présente la sexualité d'une perspective biologique et phylogénétique[30] et autre psychologique, anthropologique et sociologique.

La sexualité est expliquée d'un point de vue biologique comme désignant les fonctions de différentiation sexuelle et de reproduction. La sexualité est considérée comme une fonction parmi les autres tels que la soif, le sommeil, la faim, c'est-à-dire, ce sont bien des nécessités qu'il faut satisfaire mais elles n'apparaissent pas parmi les besoins vitaux. Cette perspective ne tient pas compte des aspects sociaux qui interfèrent avec le processus de la sexualité ce qui en fait un point de vue est très réducteur

Le besoin d'approcher l'autre est naturel ; c'est un acte instinctif qui a pour but ultime la reproduction de l'espèce pour sa continuité. Cependant, ce besoin de

[30] Le terme provient de phylogénèse qui est l'évolution des espèces ; le mot est donc employé pour décrire un phénomène relatif à l'évolution des espèces. Exemple : La classification phylogénétique permet de comprendre l'évolution des espèces les unes par rapport aux autres. Disponible sur : https://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/phylogenetique/

"rencontrer l'autre", que permet aussi, les bases d'un développement culturelle et social et, entre autres, le développement du langage (Courtois 2007). La rencontre et le désir sont au centre de l'expérience humaine. Si dans la première perspective on met l'accent sur les facteurs biologiques, hormonaux et nerveux de la sexualité ; à ce qui concerne à la deuxième perspective, il souligne les aspects sociaux, environnementaux et d'apprentissage qu'il a résumé comme « Sexualité / Culture ou Sexualité / Social ».

Sur le point de vue de psychologique, la sexualité est définie comme l'ensemble des phénomènes sexuels ou liés au sexe que l'on peut observer dans le monde de vivants ; est l'ensemble de diverses modalités de la satisfaction sexuelle.

La définition anthropologique de la sexualité, présenté par l'auteur, engage la question de la filiation centrale dans la loi symbolique qui gère les comportements sexuels. Ainsi, le mariage se révèle être une régulation sociale de la sexualité humaine parce qu'il engendre en lui-même des significations qui vont régir le comportement sexuel, qui est naturel, biologique relatif è l'instinct sexuel et la façon dont elle doit être satisfaite, selon les règles sociales imposées par la société. Il implique par exemple, l'inscription des descendants au sein d'un système de parenté. La prohibition de l'inceste figure universellement comme le point de rencontre sexuel et du social et Claude Lévi-Strauss a voulu y voir le moment décisif du passage de la nature à la culture.

Un autre clivage apparait dans la disjonction entre les pratiques sexuelles et les pratiques amoureuses. Cette séparation reposerait sur une constante anthropologique qui se retrouve dans dichotomie entre la satisfaction d'un besoin charnel « but » et le désir d'épanouissement à la fois « physique » et « affectif » et, au-delà, entre « le plaisir de bas étage » et « l'amour noble » Courtois (2007, p. 616). Ainsi, toute rencontres sexuelles ayant lieu en dehors des normes considérées comme "normales" serait sujette à répulsion. Dans les sociétés plus traditionnelles et "conservatrices", l'homosexualité ou des pratiques telles que la masturbation en sont des exemples.

La sexualité est indissociable du désir que préside à la rencontre. Le désir et le plaisir individuel s'inscrivent dans des *scénarii* sexuels. Elle est le rapport entre la nature et la culture ou le biologique et le spirituel. (Idem)

Le postulat de Michel Bozon sur la sociologie de la sexualité et souligne qui la sexualité n'est pas donnée :

> « Il n'existe pas dans l'espèce humaine de sexualité naturelle. Aucun contact sexuel, aussi simple soit-il, n'est imaginable hors de cadres mentaux, des cadres interpersonnels et des cadres historico-culturels qui en construisent la possibilité. La transgression éventuelle n'implique pas l'ignorance de ces cadres ; elle révèle seulement une manière particulière d'en user ».

Actes, relations et significations sexuelles sont le fruit d'une construction et de transformations sociales. Ce sont des actes sexuels, qui donnent un sens au sexuel. La sexualité doit donc être pensée sur une échelle plus large, sociohistorique liée à l'organisation sociale de l'individu et la plus intime lié à son désir et son plaisir.

La sexualité ne peut être comprise que dans un contexte spécifique car elle implique la conjonction de facteurs à la fois biologiques, effectifs, psychologiques, culturels, spirituels et sociaux. Selon le temps et l'espace, une de ces dimensions peut se démarquer plus que les autres, ce qui rend la connaissance de la réalité importante pour percevoir la sexualité.

En Angola, malgré une timide ouverture dans les espaces urbains, les réflexions et le débat sur la sexualité sont encore un tabou, surtout dans le milieu familial. Pourtant, il est clair que l'imposition de règles qui placent les femmes dans une situation de subordination les réduit à de simples instruments de reproduction ou de satisfaction sexuelle des hommes, comme cela se produit dans certains groupes où, dans le processus d'initiation, les filles apprennent même à servir leur futur mari sexuellement sans condition et, dans les cas les plus extrêmes, sont soumises à l'incision du clitoris, qui représente le plaisir féminin.

Ainsi, les aspects culturels et spirituels se recoupent avec les aspects juridiques dans un pays démocratique et légal. Les femmes ne trouvent pas de soutien lorsqu'elles ne sont pas d'accord avec certaines pratiques et ce qui reste comme solution c'est se conformer à la situation.

C'est pourquoi, en ce qui concerne la prostitution, la réflexion sur "la rencontre" est fondamentale pour percevoir cette activité dans le contexte angolais

car elle résulte à la fois de la représentation sociale sur la sexualité féminine et principalement du rapport de domination de l'homme sur la femme.

Ce qui nous semble intéressant, c'est l'élaboration sociologique de la sexualité. Pour Calvez (2005), cette élaboration,

> « S'opère dans le déplacement de cet objet social à un objet sociologique. Les auteurs de l'analyse du comportement sexuel… soulignent clairement la nécessité de ce passage dans la présentation des principes qui ont guidé leur enquête… il est donc important de développer une connaissance épidémiologique … ainsi que celle des modalités et facteurs liées aux différents types d'activité sexuelle, qui relèvent d'une approche sociologique et psychologique ».

La réflexion sur la prostitution dans cette perspective est pour nous très intéressante car nous permet d'analyser l'interaction dans le groupe, c'est-à-dire les transactions, les échange, la domination ; action avec d'autres donc, les actions réciproques entre individus dans lesquelles ils s'influencent réciproquement tenant en compte qui, ces actions se déroulent dans un environnement social où l'individu fait partie ; il est dans un réseau qui l'oriente et règlemente cette structure des relations dans laquelle s'insèrent les actions de l'individu

Il est important de noter que la reconnaissance des femmes en tant qu'êtres humains est arrivée très tard dans le monde. La femme est restée sous l'autorité de l'homme pendant longtemps. En Angola, il n'en a pas été autrement ; au contraire, à cette situation il s'est ajouté les questions religieuses qui se sont posées peu avant la colonisation, qui se sont ajoutées aux questions culturelles. Avec l'émergence de l'ONU en 1945, qui a affirmé l'égalité entre les hommes et les femmes, l'espace des femmes dans la société commence à être repensé de façon timide, ce qui est encore un défi pour les sociétés d'aujourd'hui.

Prostitution. De quoi parle-t-on ?

La prostitution se trouve parmi les sujets qui ont attiré la curiosité de nombreux chercheurs dans les champs des sciences sociales. Bien que plusieurs études aient déjà été réalisées, il y a eu et il y a encore des approches différentes dans les différentes recherches. Notre intérêt en tant que chercheurs est d'orienter notre approche dans une perspective sociologique, même si, dans les définitions et les concepts présents dans ce travail, nous en trouvons d'autres.

Tabet (2004) nous rappelle combien la question de la prostitution est complexe parce que s'y croisent non seulement des considérations économiques, sociales, politiques, mais aussi de classe, de race, de domination et de genre. Pour cette raison, il est nécessaire de s'interroger sur sa définition. Elle a été définie par Violaine Vanoyeke, qui s'est intéressé à la prostitution à l'époque de l'antiquité comme « le fait de livrer son corps aux plaisir sexuels pour de l'argent et en faire un métier ».

Alves (2012) fait une révision littéraire pour situer la genèse de la discussion sur la prostitution dans les sciences sociales. Selon l'auteur, au départ, il y avait une vision de la femme prostituée comme défavorisée et sur qui retombe un fardeau d'exclusion car elle a été responsable de ne pas avoir obtenu une meilleure position sociale. A cette époque, la prostitution n'était pas stigmatisée, il n'y avait donc aucun reproche moral à cet acte Simmel (1982). Cela était dû au fait qu'il n'existait pas à l'époque "*d'économie monétaire établie… dès que l'argent est devenu la mesure de toutes les autres choses, tout ce qui était équivalent a été dévalué*" On constate que, si l'argent n'assume pas sa fonction capitaliste, la cessation du bien personnel en échange de celui-ci est moins dégradante, ce qui fait que "*la dignité des femmes qui se prostituent n'est pas remise en cause*" (Alves, 2012).

En France, le débat sur la prostitution dans une perspective féministe commence avec Simone de Beauvoir en 1949, qui a affirmé que le mariage était immédiatement lié à la prostitution et que l'homme force sa femme à la chasteté, par prudence, mais que non satisfait du régime qui lui est imposé, il se tourne vers la prostituée. Elle considère qu'en ce qui concerne l'aspect économique, la vie de la prostituée est semblable à celle de la femme mariée, en affirmant qu'il y a ceux qui se vendent pour le mariage et ceux qui se vendent pour la prostitution, et que la

différence serait dans le prix et la durée du contrat. Dans les deux cas, l'acte sexuel est perçu comme un service : la femme mariée serait engagée à vie par un homme seul tandis que la prostituée a plusieurs clients qui la paient... (Alves, 2012)

Quant aux expériences lusophones, le Brésil possède un acquis important en matière d'étude sur la prostitution en sciences sociales, contrairement à l'Angola où la production scientifique est déficiente et par rapport à la prostitution pratiquement inexistante.

Alves (2012) considère que les études sur la prostitution au Brésil ont commencé dans les années 1960 et qu'à l'époque, ces études avaient un caractère moraliste et s'attachaient à présenter la prostitution comme un problème social. L'auteur affirme que "*sans aucun doute, le lecteur de l'époque peut identifier dans ces images de fantômes masculins projetées sur l'objet que les hommes craignaient le plus - la sexualité féminine* et qu'était …*courant pour les auteurs d'adjectiver ces femmes comme étant déviantes*".

Cette perspective déviante, largement diffusée par les médias, est perçue comme pathologique. Il n'est donc pas surprenant que l'accent soit mis sur l'identification de la pathologie et son traitement ou plus simplement faire un diagnostic de la maladie et la guérir. L 'accent est mis sur l'identification de la manière dont les problèmes de la société ont été abordés, en partant du binôme déviant et normal.

Cependant, des études comme "A família da prostituta" de Jeferson Bacelar (1982)[31] qui a étudié la façon dont les relations familiales se produisent dans un groupe social qui, au départ, avait de déviations fondamentales considérées pour la société en sont un exemple. Il se demandait comment, dans une "société d'hommes", une famille peut-elle être dirigée par une femme ? et, comme dans une société de "sexe légitime", une famille peut-elle être construite par une prostituée ?

L'évolution théorique évolue jusqu'à ce qui on commence à utiliser les modèles d'interaction que révèlent la réalité impérieuse de cet univers et non comme un problème social un utilisant l'observation participante. Dans "A difícil vida fácil : a prostituta e sua condição", Aparecida Moraes (1995)[32] est partie de l'hypothèse que

[31] La famille de la prostituée (Traduction libre)
[32] La difficile vie facile : la prostituée et sa condition. (Traduction libre)

la prostituée ne devrait pas être considérée uniquement comme une victime mais aussi sur ses luttes pour renforcer l'estime de soi, surmonter les préjugés et améliorer les espaces dans lesquels elles vivaient. (Alves, 2012, p.22).

Plus récemment, dans les années 2000, une orientation vers la recherche anthropologique est apparue avec l'utilisation privilégié de l'observation participante dans les études sur la prostitution, donnant ainsi, l'accent non seulement sur la littérature, mais aussi sur la dynamique d'interaction et de socialisation établie dans les systèmes de prostitution.

On peut ainsi affirmer que depuis, la problématisation de la prostitution a connu une intensification. Actuellement les médias publient régulièrement, des reportages sur la prostitution et des ouvrages paraissent en sociologie aussi bien qu'en droit sur la prostitution, mais comme le souligne Lilian Mathieu (2007),

> « … le phénomène réel est éclipsé au bénéfice d'une représentation essentialiste et figée, sa complexité est escamotée par un flot de simplifications définitives, ses logiques et ses modes de fonctionnement sont ignorés au profit d'un fond commun de stéréotypes glanés çà et dans la littérature, le cinéma ou les reportages sensationnalistes de journalistes pressés ».

Pour Pheterson (2001), la catégorie prostituée est davantage nourrie des représentations symboliques et légales de la mauvaise femme, la putain, que des caractéristiques objectives de ces personnes.

Le philosophe André Comte-Sponville[33] affirme que c'est n'es pas le sexe, le plaisir ou la liberté qui font problème dans la prostitution mas l'argent, la violence, le trafic d'êtres humains… et parfois l'esclavage.

> …combattre la prostitution et le proxénétisme par respect au plaisir et par respect de la liberté. D'abord par respect du plaisir parce que se prostituer, c'est faire l'amour non pour le plaisir ou par amour, mas pour l'argent. C'est

[33] Extrait d'une communication au colloque de l'Unesco « Peuple de l'âbibe » du 16 Mai 2001. Disponible sur : https://mouvementdunid.org

> donc instrumentaliser le sexe, que ce soit volontairement ou sous la contrainte. C'est traiter le plaisir comme moyen, non comme une fin. C'est soumettre le désir à l'argent ou à la misère, disons au marché, et c'est en quoi la prostitution, si elle ne l'a pas attendue pour exister, dit malgré tout quelque chose d'essentiel sur notre société : à savoir qu'elle est une société marchande pour le meilleur comme pour le pire – et bien sur la prostitution fait partie du pire – une société qui aime moins le plaisir que l'argent, moins l'amour que le profit, moins les individus – hommes ou femmes – que les clients… moins le citoyens que les consommateurs.

Au "mot prostitution", qui au sens strict indique « la fourniture de services sexuels contre une compensation matérielle ou financière », diverses connotations négatives sont associées. Parlant de la « prostitution féminine, l'État et la politique », Maria Johana Shouten (2005), considère que "la prostituée" et ses multiples synonymes sont des désignations vipérines pour une femme, alors que pour un homme - "son of bitch" ou "fils de pute", trompant l'activité supposée de sa mère - est une insulte commune grave. On voit ici comment la signification stigmatisant de ce mot affecte ou peut affecter les individus en fonction de la place où ils se retrouvent : être une prostituée ou être une mère.

S'il y avait initialement un consensus dans la compréhension de la prostitution, en tant qu'expression du patriarcat qui fait des femmes de victime, cette idée perd son action protagoniste à partir de la deuxième vague du féminisme, lorsque les débat sur la thématique conduit à des positions différenciées.

On voit ensuite apparaître le féminisme radical, le socialisme marxiste, le socialisme libéral et le féminisme poststructuraliste et d'autres courantes auxquels correspondent différentes interprétations de la prostitution mas c'est entre le féminisme radical et le féminisme libéral que les débat sur la prostitution se s'intensifient et deviennent divergents, en considérant d'une part la prostitution comme un crime, Barry (1995) ; Dworkin (1981) ; Farley (2005) ; Jeffreys (1997) ; Mackinon (1987) ou par opposition à la considérer comme une œuvre choisie rationnellement qui peut réussir, Chapkis (1997) Delacoste et Alexender (1998) ; MecLeod (1982) ; Nagle (1997) ; Pheterson (1989) ; Marta Graça et Manuela Gonçalves, (2015).

La pluralité féministe émerge des explications des fondements de l'oppression des femmes et de ses recommandations pour le changement. Cette situation est ancrée dans la différenciation des sexes, qui est à son tour la principale forme de signification des formes de pouvoir et, est principalement due au contrôle universel des hommes sur le corps et la sexualité féminine.

Graça et Gonçalves (2015) montrent des exemples de ces divergences :

> ... de manière synthétique, pour les radicaux, l'oppression est liée au patriarcat, au sexisme, à la violence des hommes contre les femmes et, dans un autre cas, au racisme et à l'impérialisme. Les socialistes marxistes attribuent déjà l'oppression aux rapports de classe, aux rapports du capital avec le prolétariat, y compris le travail domestique (Frye, 2005) ; pour les féministes libérales, l'oppression est l'absence d'égalité des droits ; et les féministes poststructuralistes adoptent le concept de Foucaut (1985, 1990, 2008) tel que structuré par la connaissance dans les discours de pratique sociale (p. 138).

Emmanuel Jovelin (2011) présente ces approches concernant la pratique de la prostitution en deux catégories : d'un côté on considère la prostitution comme un choix librement exercé ; et de l'autre ou elle est vue comme le résultat d'une violence contre les femmes en dénonçant cette dimension fondamentale de l'oppression des femmes.

Dans la première approche, les féministes libérales voient l'entrée dans la prostitution comme un choix « libre et rationnel et la prostituée comme une autonome maitresse de son destin » (Jovelin, 2011, p. 76). Les femmes peuvent, donc disposer librement de leur corps car la prostitution est perçue comme un choix voulu et consenti. La prostitution est considérée comme un métier comme un autre.

En ce qui concerne la victimisation des femmes, Stephanie Pryen (1999) « refuse de réduire la prostitution au rapport de domination des hommes sur les femmes, et d'enfermer les prostituées dans un statut de victimes passives, sens prendre en compte le sens que ces personnes donnent à leur activité ».

La deuxième approche présentée par l'auteur considère la prostitution comme « une violence à l'égard des femmes et constitue une exploitation non seulement des femmes prostituées mais de l'ensemble des femmes présentées comme une marchandise » ; il y a donc « une appropriation de la sexualité des femmes par des hommes ». Comme nous l'avons déjà présenté, c'est la position des féministes radicales. Les femmes sont « définies comme des objets sexuels destinés à répondre aux besoins des hommes, en tant qu'épouses ou comme prostituées ».

A son tour, Graça et Gonçalves (2015) affirment que la discussion autour de la prostitution est présente dans deux discours générant deux paradigmes.

Le premier est le paradigme de l'oppression, défendu par le mouvement féministe radical qui considère la prostitution comme un crime, puisqu'il vise l'exploitation de l'être humain et constitue une forme de violence contre les femmes et renforce le patriarcat et par conséquent l'inégalité de pouvoir entre les sexes. Les partisans de ce paradigme se concentrent sur les femmes prostituées et luttent pour éradiquer cette activité.

Quant à la recherche circonscrite dans ce paradigme, elle tend à percevoir les femmes comme des victimes, des survivantes ou des personnes en voie de guérison, et à suivre les aspects négatifs de l'activité. Les critiques formulées à l'égard du paradigme de l'oppression portent sur le fait qu'il n'offre pas aux praticiens de cette activité la possibilité de l'exercer de manière informée et libre.

Le deuxième paradigme est celui de l'autonomisation, défendu par le féminisme dit activiste (libéral) qui, dans la ligne existentialiste de Simone de Beauvoir, considère la prostitution comme un travail comme un autre et peut être une option libre et réussie pour ceux qui veulent le faire (Graça et Gonçalves, 2015, p.549).

Les critiques formulées aux recherches à l'égard du paradigme de l'autonomisation portent sur le fait qu'elles se concentrent principalement sur des configurations positives, laissant de côté d'autres situations qui, une fois négligées, n'offrent pas une conception approfondie de la prostitution.

On remarque donc que, les deux paradigmes sont unidirectionnels car ils ignorent la complexité et la diversité implicite de la prostitution. Cependant, nous trouvons que ces différences féministes jouent un rôle fondamental dans la

compréhension du phénomène de la prostitution soit comme une construction sociale, soit pour l'analyse des micros-pouvoirs dans la production du discours que dans les représentations sociales qui informent et s'inspirent du sens commun et peuvent avoir d'impact sur les changements dans les pratiques institutionnelles, politiques et sociales.

L'acte de prostitution, pour les femmes, peut se référer à un comportement ou à un mode de vie qui peut dépasser ces paramètres dans le domaine sexuel en premier lieu, mais peut aussi aller au-delà.

Il est courant, dans le sens commun, d'entendre certains hommes dire que "*toutes les femmes sont des putains*" ; c'est une expression désobligeante pour les proches, en particulier le mari, qui peut amener les hommes à contrôler les femmes.

Ainsi, le terme de prostituée porte en lui un stigmate qui, consciemment ou inconsciemment, affecte la femme, simplement parce qu'elle est une femme. L'utilisation de vêtements courts ou décolletés peut-être, dans certains milieux, un motif à connotation sexuelle ; la femme est étiquetée comme quelqu'un présumé de réaliser l'activité prostitutionnelle. La possession d'une voiture de luxe, la promotion dans l'entreprise, bref, tout ce qu'une femme réalise est minimisé et considéré comme le résultat de la "vente" de son corps. La femme cesse d'exister comme un être complet ; avec des capacités, des ambitions, de l'intelligence, etc.

À cet égard, Schouten (2005) affirme que,

> ...prostituée est le terme qui désigne une femme qui n'obéit pas, ou ne semble pas obéir, à certaines normes imposées par le système patriarcal. Ce terme désigne également, parfois, ceux qui disposent d'une certaine forme d'autonomie. C'est le destin, en Argentine à la fin du XIXe siècle, de téléphonistes et des femmes de ménage ainsi que des femmes ouvrières des usines à Naples et dans d'autres parties de l'Europe - toutes des femmes qui, pour des raisons économiques ou par goût, ont travaillé en dehors du foyer au lieu de jouer simplement le rôle de domestiques, comme était espéré dans leur milieu social. Les femmes qui ont gagné un peu de liberté, hors du contrôle des hommes, ont dû et doivent payer pour cela avec une qualification qui implique une grave transgression. En Inde, le terme *randiranda* - "celle qui se prostituait autrefois" - est appliqué aux veuves de la caste des brahmanes,

> faisant allusion à une mauvaise conduite présumée dans la vie antérieure, pour laquelle elles ont été punies de la mort de leur mari. La détermination du *randiranda* aggrave les hostilités que subissent généralement les veuves indiennes.

Selon Fabrega-Martinez et Benedetti (2000), le terme de prostitution passe d'un nom à un adjectif, ajoutant à l'identité de la femme qui se prostitue une condition d'immoralité et de stigmatisation sociale.

Définir la prostitution comme une prestation de faveurs sexuelles en échange d'argent, la prostitution comme englobe toutes les pratiques sexuelles instrumentalisées par lesquelles les êtres humains, en échange de quelque avantage matériel, mettent à disposition leur corps pour le plaisir sexuel d'une autre personne.

La plupart de définitions de la prostitution mettent l'accent sur un seul acteur ; la personne qui vend son corps en échange d'une récompense. Cependant, la prostitution c'est un système où l'on retrouve plusieurs intervenants à côté de la personne prostitué comme les clients et les proxénètes.

Sur ce sujet, Claudine Legardinier (2002) considère que la personne prostituée est « écrasée sous le poids d'un terme chargé de mépris, et enfermée tout entière dans son acte, alors que la violence du mot « pute » est une bombe qui lui explose au visage, le client n'est affecté en rien… »

Mathieu (2015) souligne bien la difficulté de toute tentative de définition de la prostitution. Pour lui, « … on peut tenter de se doter de critères objectifs pour distinguer la « vraie » prostitution des phénomènes plus ambigus. Ainsi,

> Accumuler les critères supplémentaires, tels que la régularité, la notoriété, l'absence du choix ou l'absence du plaisir invoquées par les spécialistes du XIX siècle (Corbin,1978) se heurte aux mêmes impasses en négligeant l'existence d'une prostitution occasionnelle, la sélection de leur clientèle qu'opèrent les prostituées et le fait que certains s'abandonnent parfois au plaisir avec leurs clients séduisants. Surtout, on doit s'intégrer, en paraphrasant ce que disait Boltanski des cadres (1982), qu'il y a des prostituées plus prostituées que d'autres, autrement dit des images

> prédominantes de ce qui sont et que font « les vraie prostituées » (la femme présente sur le trottoir plutôt que le garçon qui racole dans les saunas gais, par exemple) qui tendent à en faire méconnaitre des formes moins visibles ou moins notoires ».

Comme les personnes prostituées sont en général des femmes, la prostitution est couramment analysée comme un miroir des rôles sexuels où la sexualité masculine est présentée en termes de besoins et même de droits et la sexualité féminine illusoire et à disposition. Il est donc possible de voir comment le rôle protagoniste des femmes est quelque chose d'impensable quand on parle de la sexualité ; la possibilité du désir sexuel de la femme est simplement ignorée et la reproduction de ces idées dans la vie quotidienne a des conséquences sur les relations affectives et s'étend à la prostitution.

La prostitution est souvent considérée comme « le plus vieux métier du monde » et liée aux femmes. Décrire la prostitution en tant que métier, implique qu'elle puisse permettre à la personne qui s'y livre de subvenir à ses besoins. Lucile Ouvrard (2000), nous montre que cette conception implique une certaine prudence parce que :

1. **Le terme « métier » renvoie facilement à celui de travail** - Le travail doit offrir à ceux qui l'effectuent une reconnaissance d'utilité sociale, dans le cadre de la division sociale du travail. En outre, elle doit permettre la liberté de choix, en plus de garantir la sécurité (physique, psychologique) et la régularité du salaire, dans les limites de la légalité. Avoir un emploi signifie vendre sa force de travail physique ou intellectuelle (ou du moins ce qu'elle devrait être) - ce qui n'inclut pas la vente de son propre corps - contre rémunération. Il s'agit donc d'un droit garanti à la personne qui l'exécute.

2. **Il n'est pas certain que la personne prostituée subvienne à ses besoins, quand l'argent provenant de la prostitution bénéficie largement aux proxénètes** - L'exécution d'un travail doit répondre aux besoins du travailleur et de sa famille. Lorsque le résultat d'un travail est matériellement ou

financièrement inversé par un tiers, dans ce cas à une personne qui n'est pas à la charge du travailleur, cela constitue d'autres pratiques condamnables et parfois punissables par la loi, comme le vol, l'exploitation par le travail, l'esclavage, comme cela se produit dans la prostitution avec des proxénètes.

3. **L'existence de la prostitution n'est pas conditionnée par l'habitude** - La prostitution est généralement le résultat de processus dans lesquels les femmes tombent dans certains pièges qui les obligent à rester, généralement contre leur volonté. Si la plupart des personnes qui se prostituent prétendent vouloir sortir de la prostitution, c'est parce que personne ne veut s'y habituer ; personne ne s'habitue à être une prostituée. Avec le travail, il y a toutes les chances que vous n'aimiez pas cela au début, mais que vous l'aimiez et que vous vous y habituiez. Le travail doit être conditionné par la nécessité de satisfaire des besoins; cela ne signifie pas que toute activité est acceptée pour justifier cette satisfaction. Il faut tenir compte de la condition humaine avant tout. Tout travail doit être effectué dans le respect de la dignité humaine, de la protection de la vie, en évitant d'exposer les travailleurs à toute forme d'humiliation.

Historiquement, il y a eu d'autres métiers, comme la chasse ou l'agriculture qui sont anciens ; ainsi, accepter que la prostitution soit le plus vieux métier du monde, nous forcerait à la mettre au même niveau, et à considérer qu'elle a été le « premier moyen qu'ait trouvé l'être humain pour subvenir à ses besoins » (idem).

Quant à la prostitution de rue, qui fait sujet de notre recherche, elle ne se diffère pas fondamentalement, comme le souligne Pryen (1999), des autres. L'auteur insiste sur les compétences et les savoir-faire qui nécessiterait le rapport au client, ou le repérage d'éventuels clients à problèmes face auxquelles, il faut de la psychologie.

Cependant, les connaissances psychologiques ne suffisent pas pour se maintenir dans l'univers de la prostitution, même si elles ne sont pas acquises par un processus de connaissance structuré. En outre, il existe d'autres éléments indispensables à la compréhension de la prostitution, comme l'a bien montré Jovelin

(2012), pour qui on ne peut pas considérer que cela comme une compétence car une telle approche oublierait « qu'il s'agit là d'une activité de survie qui s'exerce dans un contexte de misère » … les difficultés qu'elles subissent sont de tous ordre : « en termes de droits les personnes prostituées ne peuvent prétendre, à une couverture sociale, leur activité n'étant pas reconnue, ce qui semble illogique étant donné qu'elles sont soumises à une taxation » réduire donc la prostitution à un choix individuel serait « ignorer les éléments sociaux, politiques et économiques qui conduisent certaines femmes à la prostitution. Pour l'auteur,

> « Le milieu de la prostitution et un univers violent, où le danger est omniprésent dans le lieu désert où les attendent les clients. L'insécurité y règne constamment, les possibilités d'aide en cas d'agression y sont réduites. Le climat le plus froid et le plus violent semble être celui de la rue, ou les prostituées « sur le trottoir » sont à perpétuelle compétition avec leurs « collègues », et insécurisées par la dangerosité du milieu. Une fois entrées dans ce milieu, elles sont enfermées dans un isolement social important, renforcé par un sentiment de honte ».

Paola Tabet définit la prostitution comme des relations sexuelles entre hommes et femmes impliquant une transaction économique. Pour elle, le travail sexuel est un continuum qui va des différents échanges à court terme de sexe contre des biens et services divers facilités, jusqu'à des relations de longue durée dans lesquelles le sexe est échangé en association avec des services domestiques et reproductifs, comme le mariage.

« *La différence entre mariage et prostitution correspond à la différence entre appropriations privé et publique des femmes. Si les lois matrimoniales codifient la possession d'une femme (ou du plaisir) par un homme, les lois et les coutumes sur la prostitution codifient la manière dont un État, ou une société règlementent et punissent les femmes qualifiées des mauvais genres, te aujourd'hui les clients et les proxénètes, mais tout dépend des sociétés. Finalement les lois sue les prostitutions et celles du mariage ont tendance à renforcer plus qu'à empêcher les contraintes discriminatoires que subissent les femmes* » (Jovelin 2012). D'ailleurs les lois de la prostitution ne condamnent ni la discrimination, ni les services mais plutôt les

initiatives économiques et géographiques des femmes et leurs associées comme le souligne Petherson (2001).

La prostitution c'est plutôt le fait de proposer ou de rechercher un acte sexuel contre rémunération. M. Roger Dufour-Gompers[34] la définit comme le *« fait d'accepter ou de proposer… des relations de plaisir sexuel pour de l'argent ou des avantages sans qu'il y ait de relation affective comme composante essentielle »*.

Cette définition se rapproche davantage à ce que nous considérons comme étant la prostitution, car comme l'explique Lucile Ouvrard, dans cette définition, le client comme la personne prostituée sont visés par les termes « proposer » ou « accepter ». Le fait prostitutionnel se matérialise par la rencontre entre ces deux personnes, sachant que ce processus peut inclure d'autres acteurs tels que le proxénète, par exemple. Alors, tout dépend de la façon dont s'effectue l'approche ; si la prostituée est estimée comme étant à l'origine de la prostitution, elle est celle qui propose et le client accepte. En revanche, si elle est perçue comme supportant sa condition ou comme une victime, c'est alors le client qui propose et elle se contente d'accepter, ce qui est en pratique souvent le résultat de la contrainte qu'elles subissent de la part des proxénètes.

L'acte prostitutionnel n'est pas une simple transaction sexe / argent, contrairement à ce que l'on pourrait croire, car une personne qui se donne pour de l'argent n'est pas nécessairement et intégralement une prostituée.

A notre avis, la prostitution est le fait pour une personne de « proposer » et de l'autre « d'accepter », contre rétribution, « librement et sans contrainte »[35], alors qu'elle ne dispose d'aucun autre moyen d'existence, des relations sexuelles, constantes et répétées avec tout venant et à la première réquisition, sans choisir ni refuser son partenaire ; son objet essentiel étant le profit et non le plaisir. Ce défaut de moyen d'existence justifie son activité, qui oscille aujourd'hui encore entre la reconnaissance d'une certaine utilité sociale et la réprobation, comme nous allons voir un peu plus tard.

---

[34] Lucile Ouvrard, *Prostitution, analyse juridique et choix de politique criminelle*, page 17

[35] Il s'agit d'une liberté relative car, comme nous l'avons déjà remarqué, les personnes prostituées subissent des contraintes de la part des proxénètes quand ils existent ; donc, nous interprétons cette liberté comme une « acceptation » de sa condition ; comme la reconnaissance, pour soi, de son rôle. Par ailleurs, la situation d'extrême pauvreté constitue une forme de contrainte amenant certaines femmes à la prostitution

Toutefois, que la prostitution soit reconnue ou non, il n'en est pas moins vrai qu'elle existe toujours, et que la personne prostituée est exclue et considérée comme une mal-aimée. Il suffit de voir comment elles sont traitées dans les rues, tant par la société que par les institutions. La prostitution n'apparaît guère dans les programmes gouvernementaux comme une question qui mérite une quelconque attention. Tout le monde le condamne, mais rien n'est fait pour comprendre le phénomène et chercher des alternatives à celui-ci. Les personnes prostituées font partie de la population "invisible", au même titre que les alcooliques, les pauvres, les personnes âgées entre autres ; personnes que l'on croise quotidiennement mais auxquelles on ne prête aucune attention.

En ce qui concerne les législations sur la prostitution, ils existent trois différents régimes et chaque pays qui les adopte essaye de trouver une justification pertinente, selon ses intérêts sociaux, politiques et économiques. Il y en a aussi certains qui n'ont aucun positionnement sur la prostitution, comme le cas de l'Angola.

Il faut souligner que le choix des systèmes juridiques de la prostitution (soit l'abolitionnisme, le réglementarisme ou encore le prohibitionnisme) est déterminé par les approches que nous avons développées plus haut.

L'abolitionnisme est le régime que conçoit la prostitution comme une forme d'exploitation et une atteinte à la dignité humaine qui doit être abolie.

C'est un régime juridique né à la fin de XIX siècle, qui vise la non réglementation de la prostitution. Il réprime le proxénétisme, le recrutement et met l'accent sur la prévention de la prostitution et la réinsertion de la personne prostituée, considérée comme victime non-punissable. Les proxénètes sont considérés comme des criminels. Les clients peuvent être sanctionnés au titre de corrupteurs.

Les pays abolitionnistes refusent toute réglementation, laquelle ne peut que cautionner l'existence de la prostitution ; ils soutiennent l'abolitionnisme envisageant la disparition progressive de la prostitution.

C'est le système choisi par la France, qui a fermé les maisons closes en 1946. La France, fait partie des pays qui ont ratifié la convention de l'ONU pour la répression de la traite des êtres humains et l'exploitation de la prostitution d'autrui. Selon le Mouvement du Nid : « si l'abolitionnisme constitue une véritable avancée en comparaison du réglementarisme qui encourage l'existence de la prostitution, et du

prohibitionnisme qui la repousse dans la clandestinité, il reste critiquable pour ses incohérences : prostitution libre mais punissable dans les faits, prostituées victimes mais soumises aux mesures policières » (*Prostitution, 100 mots pour comprendre,* page. 11).

Un deuxième courant, c'est celui des défenseurs de la prostitution, le réglementarisme. Ils ont une conception du phénomène plus libéral ; leur discours s'inscrit dans une perspective à la fois anticapitaliste, antiautoritaire et opposée à l'ordre moral.

Pour les réglementaristes, la prostitution est une activité professionnelle normale. Les défenseurs de ce courant considèrent la prostitution comme un échange économico-sexuel ; les prostituées ne vendent pas leur corps, mais un service sexuel. La prohibition de l'activité prostitutionnelle relèverait donc d'un puritanisme sexuel. Selon eux, la prostitution doit être conçue comme un rapport économique d'exploitation, comme toute autre activité auxquelles sont soumis les travailleurs dans le système capitaliste. Par conséquent, les prostituées, doivent s'organiser en syndicats et obtenir un statut protecteur en matière du droit du travail. L'objectif, est l'organisation de maisons de prostituées autogérées.

Le réglementarisme c'est un régime qui légalise la prostitution ; il la considère comme un véritable service public qu'il convient d'organiser et de contrôler.

Dans des états qui ont installé des systèmes juridiques qui autorisent et organisent le système, des maisons closes sont ouvertes, les personnes prostituées ont des contrats de travail, sont enregistrées et contrôlées sur les registres policiers et elles subissent une surveillance médicale obligatoire. Les proxénètes deviennent de respectables hommes d'affaires.

La violence ne serait pas inhérente à la prostitution, mais serait le résultat des législations qui la rendent clandestine, comme les lois contre le racolage passif ou contre l'immigration.

Les pays qui adoptent ce système justifient leur choix par leur volonté d'améliorer la situation sociale et sanitaire des personnes prostituées, ils affirment lutter contre les réseaux de traite des êtres humains et l'exploitation de la prostitution des enfants, protéger les personnes prostituées, garantir l'ordre public et le contrôle sanitaire.

C'est le régime choisi entre autres par les Pays Bas, l'Allemagne, et l'Autriche. Selon un article de la Fondation Schelles intitulé « l'échec du réglementarisme », « … les Pays-Bas font aujourd'hui le constat de son échec. Certes, l'activité rapporte environ un milliard d'euros par an en impôts à l'état néerlandais, mais cet enrichissement s'accompagne d'une explosion de la prostitution et du tourisme sexuel : on comptait 2 500 personnes prostituées aux Pays-Bas en 1981, elles étaient 30 000 en 1999, et Amsterdam est devenu la première destination du tourisme sexuel en Europe ».[36] Pour le Mouvement du Nid, en réalité, il fait le jeu, « des exploitants, et donc du proxénétisme »

Le prohibitionnisme est un régime juridique qui interdit la prostitution. Tous les acteurs du système prostitutionnel, proxénète, client, et prostituée tombent sous le coup de la loi. Il tend à faire de toutes les formes de prostitution des infractions pénales (pas seulement la prostitution forcée et la prostitution de mineurs), mais c'est généralement la personne prostituée, et non le client, qui est poursuivie en justice. La prostitution est donc poussée vers la clandestinité et devient une activité criminelle, avec tous les désavantages que cela entraîne.

Dans ces pays, les prostitué(e)s sont particulièrement vulnérables, rarement indépendantes et risquent, par exemple, de subir des pressions pour pratiquer des relations sexuelles non protégées – ce qui relève bien entendu d'un problème de santé publique, particulièrement à l'époque du VIH/SIDA. L'ONU a élaboré une approche « fondée sur les droits », que l'Organisation Mondiale de la Santé[37] met en œuvre dans les pays prohibitionnistes, et qui reposent sur trois piliers :

1. Réduire la vulnérabilité, élargir les choix et faire face aux problèmes liés au VIH et au travail sexuel ;
2. Consolider les services sociaux et de santé et surmonter les obstacles pour y accéder dans le cadre du travail sexuel ;
3. Promouvoir la participation et l'autonomisation de la communauté des travailleurs sexuels.

[36] www.fondationschelles.com
[37] Assemblé parlementaire, *Prostitution, quelle attitude adopter ?* Doc 11352 de 9 Juillet 2007, p. 10

Cependant, ce sont surtout les personnes prostituées qui sont pénalisées, parce que « … ce régime est incapable de régler le problème de la prostitution et qu'il aboutit en réalité au développement des réseaux clandestins » (*Prostitution, 100 mots pour comprendre, p. 52)*.

Le prohibitionnisme c'est le système choisi entre autres par les États Unis d'Amérique et l'Ukraine.

L'ANRS (Association Nationale de Réadaptation Sociale) analyse le parcours qui mène à la prostitution à partir d'une grille d'évaluation qui englobe trois facteurs :

- Les facteurs de base liés au terrain potentiel comme les accidents biographiques traumatiques, les maltraitances, la disqualification sociale des référents adultes, la fragilité psychologique, les carences affectives et l'isolement social.
- Les facteurs médians : la rencontre directe avec la prostitution. Elle peut se faire par l'intermédiaire d'une personne ou d'un événement, par exemple, un emploi de serveuse qui se révèle être un poste d'entraineuse.
- Les facteurs facilitant qui sont les ruptures sociales, familiales ou territoriales, l'errance relationnelle (multiplication des partenaires) ou urbaine (personnes qui vivent entre les hébergements d'urgence, les cages d'escaliers, la rue…), l'absence d'alternative économique, de travail, de suivi social, les problèmes de santé ou de dépendance (drogue, alcool), la fréquentation de groupes à risque.

Un seul facteur ne suffit pas, et tous ne mènent pas au trottoir, mais la conjonction de ces trois facteurs est fréquente chez les personnes prostituées.

Conclusion du Chapitre

Ce chapitre sur la sociologie de la prostitution vient de traiter de manière brève l'histoire de la prostitution dans un premier temps et ensuite des rapports sociaux de sexe en montrant que les transgressions des hommes sont tolérées ; par contre, les femmes sont toujours traitées comme des « putains » dès lors qu'elles transgressent les normes établies les plus souvent par les hommes.

Nous avons montré que la sexualité est une construction sociale, et que les rapports sociaux de sexe sont marqués par la domination masculine. Nous avons enfin abordé les différentes approches de la prostitution pour montrer les discussions contradictoires autour de cette problématique.

Avant d'aborder plus loin la prostitution en Angola, au regard de ce que nous venons de voir, nous allons étudier dans le chapitre suivant la place de la femme en Angola.

CHAPITRE 2

La Place de la Femme dans la Société Angolaise

Les femmes angolaises ont toujours joué un rôle important dans le développement du pays. Considérée comme "femme au foyer", comme "protectrice du foyer" ou dans sa projection hors de l'espace familial, la femme a toujours revendiqué une plus grande place face aux "blocages" socioculturels et historiques, politiques et anthropologiques qui l'ont toujours placée dans une situation de "subalternité" devant les hommes.

Dans ce chapitre, nous présenterons la situation des femmes en Angola, en présentant également quelques-unes qui se sont distinguées dans la société.

Contexte générale de la femme en Angola

Les femmes constituent la majorité de la population en Angola. Les données sont en constante évolution depuis le dernier sondage en 2014, lorsqu'on 2014 selon lequel il y avait 13 289 982 femmes en Angola. Actuellement, ce chiffre est monté à 15 959 494 soit 52% de la population totale angolaise, selon les estimations l'Institut National de Statistique (2020)[38].

Quant à la répartition géographique de la population féminine, la même source montre que 62,4% de la population féminine vit dans l'espace urbain tandis que 37,6% vit dans l'espace rural, le pays ayant beaucoup plus de localités dans ce dernier, (25.289) par rapport à l'urbain (2.352).

Le taux de fécondité varie en fonction des caractéristiques des femmes telles que leur niveau d'éducation et leur lieu de résidence. Il est le plus élevé dans les zones rurales (8,2) et chez les femmes sans aucun niveau d'éducation (7,8) et le plus faible chez les femmes vivant dans les zones urbaines (5,3).

[38] Ces estimations sont faites par l'INE a partir du ressencement de 2014

L'âge de fécondité se situe entre 25 et 29 ans, selon le « Inquérito de Indicadores Múltiplos de Saúde » (IIMS) 2015-2016. La même source montre qu'entre 15 et 29 ans, "*on observe une tendance à maintenir des taux de natalité élevés pour 1000 femmes, qui commencent à diminuer à partir de 30 ans, pour atteindre des valeurs plus faibles dans la tranche d'âge des 45-49 ans*".

Selon Samba (2018), 21% des ménages à Luanda sont dirigés par des femmes ; dans 53,4% de ces ménages, seule la femme a une activité rémunérée ; son conjoint ne travaille pas. En d'autres termes, un grand nombre de femmes sont chargées de subvenir aux besoins de leur famille, même lorsqu'elles ont un partenaire.

En effet, nous pouvons également mettre à bien la situation des femmes au regard du développement économique.

Afro-Barometro, un consortium de recherche scientifique, les montrent en juin 2020 que 35 % de la population vit dans une pauvreté extrême, 34 % dans une pauvreté modérée, 23 % dans une pauvreté faible et 7 % sans pauvreté.

Or les femmes sont parmi les personnes les plus pauvres en Angola, si l'on considère les indicateurs utilisés par cette institution dans son étude. Selon eux, 36% de la population étaient souvent soit privées de salaire ou de ses revenus, 34% était souvent ou toujours privées d'eau potable, 32% de soins médicaux, 21% de nourriture. Si les femmes se voient encore confier la responsabilité de s'occuper du foyer et des membres les plus faibles de la famille, c'est aussi à elles que ces privations frapperont en premier.

Ces données peuvent nous aider à comprendre comment, dans les espaces urbains, il existe une grande concentration d'individus et comment leurs demandes de services de base tels que l'éducation, la santé, le logement, l'assainissement etc… sont des défis quotidiens pour les autorités publiques et leurs partenaires.

Structurellement, parmi les différents défis auxquels les femmes angolaises sont confrontées, il y a la lutte pour l'égalité des sexes. Elles n’ont pas encore les mêmes chances que les hommes, car ces dernières sont mieux formées. Il est davantage courant de constater que, des possibilités de travail ou de formation sont offertes aux hommes alors que les femmes se voient refuser les tâches domestiques et le travail. C'est pourquoi les programmes destinés à soutenir leur développement

ne correspondent pas à leurs besoins car elles n'occupent pas de place prépondérante dans les espaces de décision et de pouvoir.

Fonction Sociale de la femme en Angola

Quand nous parlons de la femme angolaise, nous ne pouvons pas manquer de faire référence à tout un ensemble de facteurs historiques, économiques, culturels et sociaux qui entourent sa vie.

La division du travail par sexe obéit à une rigueur traditionnelle chez les peuples bantous qui attribuent à chacun ses occupations et des emplois. Selon Altuna (2014),

> "Cette division se retrouve déjà dans les sociétés économiques les plus rudimentaires et elle est universelle dans le temps et l'espace. Elle n'obéit donc ni à l'arbitraire ni aux caprices, encore moins aux institutions fortuites" et ajoute "... Les facteurs économiques et les exigences de la vie, dans les états culturels primaires, ont déterminé cette séparation".

L'homme, considéré comme plus fort et courageux, se voit confier des tâches plus exigeantes physiquement, comme la chasse, le défrichement et la guerre. Il est également le soutien et le chef de la famille ; c'est à lui de prendre les décisions concernant les situations familiales, en relation avec ses membres.

Le pastoralisme, qui nécessite souvent de longs trajets et des changements constants en fonction de l'approvisionnement alimentaire pour les animaux, est également un métier attribué à l'homme.

Altuna (2014) considère qu'avec cette mobilité masculine, "... la femme a toujours trouvé un champ d'activité plus restreint en raison des grossesses fréquentes et de la prise en charge de ses enfants. Elle devait rester à la maison et s'occuper des travaux qui étaient appropriés à la situation et complémentaires au travail de l'homme qui avait toujours besoin d'un foyer pour se reposer".

L'explication biologique est également utilisée pour expliquer la division du travail selon le sexe. Voyons ce que dit Altuna (2014) :

> "Chez les Bantous, le facteur biologique influence sans aucun doute cette division. L'impureté des femmes à certaines époques a entraîné une impureté générale et permanente, a créé certains tabous qui les éloignent des contacts divers et limite leur activité, tant dans le domaine religieux que profane. La femme doit éviter certains travaux, afin de ne pas les souiller par son impureté".

Ces idées sont toujours un obstacle au développement et à la promotion des femmes non seulement dans les zones rurales, mais aussi dans les zones urbaines, bien que dans ces dernières, cela se fasse de manière camouflée en raison non seulement des luttes que les femmes mènent pour leur émancipation, mais aussi des politiques qui favorisent l'égalité les femmes et des hommes.

La femme se voit attribuer les responsabilités de femme au foyer, de mère, d'épouse et d'agricultrice ; des fonctions[39] que ne nécessitent pas tout une grande mobilité ou une grande "force physique".

Avec l'évolution de l'agriculture, l'utilisation des animaux a contribué à ce que l'homme soit également responsable de cette tâche, comme le dit Altuna (2014) :

> "L'homme a commencé à utiliser des animaux domestiques pour les travaux agricoles. Une charrue est apparue ; dans les tribus qui l'utilisent, comme les Ovimbundus d'Angola, ce travail est devenu masculin. Ce phénomène, comme celui du pastoralisme, signifie que les hommes ont pris en charge les animaux de taille en écho à leur métier de chasseur, lorsque ces animaux étaient sauvages".

En fait, dans la culture Bantou, la femme occupe une place spécifique et honorable de par sa vocation pour la maternité. Pour Altuna (2014),

[39] Les sociétés bantoues ont des groupes avec une matrice matriarcale et d'autres avec une matrice patriarcale, ces derniers constituant la majorité des groupes.

> "… les enfants et l'agriculture lui accordent aussi du prestige ainsi qu'une situation familiale et sociale favorable. La femme bantoue surpasse l'homme, « le père » dans le sacré puisqu'elle s'enracine dans la fécondité totale, cosmique. Elle révèle et met en évidence cette fécondité et la vie communicable, du fait que celle-ci germe en son sein, et les forces invisibles la transforment en un laboratoire sacré où se réalise la communication essentielle avec ses descendants. La mère bantoue est digne de vénération".

La place habituelle de la femme est le foyer, mais celle-ci ne reste jamais cloitrée ; son statut juridique est favorable. Selon certaines cultures bantoues de matrice matriarcales, elle peut demander le divorce et faire valoir ses droits sur les enfants, posséder des objets personnels et garder une partie de la production agricole.

Dans les sociétés matriarcales, les femmes occupent une place prépondérante dans la mesure où elles sont considérées comme le garant de la continuité familiale et communautaire. Les lignées sont perpétuées par leur sang ; c'est à elles que les enfants appartiennent et c'est elle qui prend les principales décisions les concernant.

Pour perpétuer ces valeurs, il existe des rites d'initiation visant à inculquer aux filles leurs responsabilités sociales.

Pour Altuna (2014), "L'initiation du garçon et de la fille à la vie communautaire... en plus de se présenter comme les plus marquants de cette culture, ont une signification claire... " ils placent les jeunes dans la vie culturelle, sociale, politique et religieuse du groupe. Nous pouvons les considérer comme le fondement de la communauté, le soutien de la religion et la garantie de la continuité de la solidarité ". Pour lui, "La conscience que le Bantou à d'être une personne responsable dans le dynamisme humain-mystique, commence dès l'initiation".

L'importance accordée par les Bantous à l'initiation est grande. En effet, tout ce qui ne subissent pas les rites d'initiation, sont considérés comme étant "en dehors du contexte social" et peuvent même être exclus de la société parce qu'ils sont considérés comme incomplets, parce qu'ils ne connaissent pas les rites.

Selon Altuna (2014), les hommes non-initiés, "les femmes les rejettent... ils restent en dehors de la société des hommes... ils ne sont pas appréciés... ils sont incomplets... ils n'ont renaisses... ils n'ont pas légalisé leur virilité et ne sont pas émancipées".

Dans les communautés bantoues, les rites d'initiation des femmes n'impliquent aucune intervention physique, contrairement aux hommes qui subissent une circoncision. Pour les femmes, c'est un moment d'apprentissage qui, selon les groupes ethniques qui les pratiquent, peut durer jusqu'à une semaine.

Altuna (2014) considère que *"les rites d'initiation bantous sont mal connus, leur complexité n'était pas connue. L'homme noir garde dans le plus grand secret ce qu'il a vécu en eux"*.

En Angola, bien que les rites d'initiation des femmes n'aient pas beaucoup d'importance dans les sociétés matriarcales, où ils ont disparu ou ont été réduits à des symboles insignifiants, il est pratiqué chez les Ganguelas, les Tchokwe, les Nhaneka-Humbe (Efiko ou olufuko)[40] et les Ambo (Efundula)[41].

Lors de ces cérémonies, les filles doivent se présenter comme vierges ; la cérémonie est donc effectuée avant ou après la première menstruation. Si ce n'est pas le cas, elle et sa famille paieront une compensation, ce qui est une source de honte pour elle et sa mère. Cette situation est aggravée si la jeune fille semble enceinte avant la cérémonie de passage à l'âge adulte.

Pour Altuna, "l'initiation féminine conserve la même signification profonde dans tous les groupes... un rite de maturité, une dramatisation de la rupture avec l'influence et l'incorporation à l'âge adulte. La séparation est le symbole de la mort... et de la résurrection à une vie nouvelle et responsable".

Les rites d'initiation sont toujours liés aux mystères de la fertilité et de la naissance. Elles marquent donc la préparation au mariage. Elles représentent pour la communauté la préparation de la femme à assumer son rôle d'épouse et de mère.

---

[40] C'est le rituel de puberté, d'initiation féminine auquel sont soumises les filles de la communauté Vahanda en l'âge de puberté. C'est un mécanisme qui permet d'inculquer aux filles les connaissances du groupe et un moment sublime de révélation des attentes de la culture Handa concernant la performance des femmes dans la famille et dans le groupe (Melo, R. 2005 :13 in Parreira, Adriano. 2013 :152). L'Efuko est un cérémonial complexe et d'une importance énorme dans la structure socioculturelle de Handa. (Idem).

[41] C'est le rituel d'initiation féminin, au cours duquel les filles Kwanyamas portent la première coiffure "elende" puis " l'ematela". (Melo, R. 2005 :85 in Parreira, Adriano. 2013 :153).

Les femmes dans les structures du pouvoir

Avant la colonisation beaucoup de femmes étaient dans la sphère du pouvoir.

Beaucoup d'entre elles se sont distinguées en tant que monarques, politiciennes, activistes sociaux voire dans des espaces auparavant dominés par les hommes comme par exemple dans l'armé.

La colonisation a eu un impact sur le statut des femmes à tous les niveaux : culturel, social, politique et religieux. Au niveau socioculturel, les femmes ont commencé à revendiquer et à assumer des rôles auparavant réservés aux hommes et ont commencé à travailler en dehors du cercle familial. Au niveau religieux, l'église prêche l'égalité entre tous les enfants de Dieu, ce qui d'une certaine manière est un discours également soutenu au niveau politique, l'égalité entre les hommes et les femmes.

Cependant, ces conquêtes ne lui permettent toujours pas d'avoir l'espace mérité, surtout lorsqu'il s'agit de prendre des décisions qui lui sont favorables. D'une part, le faible nombre de femmes qui accèdent à ces espaces et, d'autre part, la culture machiste qui a toujours caractérisé la société et qui, malgré quelques réalisations, est encore bien en deçà de ce qui est souhaité.

Une analyse des meilleurs pays pour les femmes faites par le Global Gender Gap du forum économique mondial a placé l'Angola à la 125ème position sur 149 pays analysés en 2018. La même institution avait placé le pays en 117ème position en 2016 et en 123ème position en 2017.

Il est cependant important de dire que certaines femmes telles que Njinga Mbade (1583-1663), Deolinda Rodrigues (1939-1968) ou Anália de Vitória Pereira (1941-2009) entre autres se sont distinguées dans la société angolaise, servent d'exemple et d'encouragement aux nouvelles générations qui poursuivent leurs "luttes" pour affirmer leurs aspirations.

Les Reines d'Angola

L'importance des femmes en Angola est tout aussi visible dans leur présence en tant que souveraines qui se sont distinguées tant pendant la guerre coloniale que pendant la guerre d'indépendance.

Il est nécessaire de souligner, avant tout que, le pouvoir exercé par des rois et des reines en Angola n'est que traditionnel et non politique et se limite aux territoires qu'ils gouvernent. Toutefois, ce pouvoir, qui ne peut pas empiéter sur celui de l'état, est souvent en conflit avec des aspects juridiques. Par exemple, le roi de Bailundo Ekuikui III a été condamné en février à 8 ans de prison après avoir été accusé d'avoir participé à un assassinat à l'issue d'un procès traditionnel. La peine de mort en Angola est un crime, mais certains groupes y ont encore recours mais ne le rendent que rarement public ; en général, la société n'en a pas connaissance.

La reine Nginga a Mbande

Nous présentons ci-dessous quelques femmes qui se sont distinguées au cours de leur règne.

La reine Nginga a Mbande, une femme intrépide née au XVIe siècle, vers 1580, disent les sources, a combattu et remporté de nombreuses victoires pendant des années contre l'occupation portugaise.

Il est vrai qu'elle est considérée comme une grande diplomate ; c'est elle qui a négocié en 1622 avec le gouverneur portugais João Correia de Sousa afin d'établir la paix, l'amitié mutuelle et le respect de la souveraineté du royaume de Ndongo. Pour cela, les indigènes ont dû se convertir au christianisme. Grâce à son soutien, les Hollandais ont pu s'installer à Luanda entre 1641 et 1648.

Elle a accueilli et rendu la liberté aux milliers d'esclaves qui avaient fui leurs patrons et a été reconnu comme défenseur de la liberté et contre l'esclavage.

Image n° 2 **La Reine Njinga a Mbande**



Source : https://pt.wikipedia.org/wiki/Ana_de_Sousa

Les reines Nyakatolo

Nhakatolo est un titre donné aux souverains des peuples Luvales-Luenas lorsqu'elles prennent le pouvoir. Dans ce groupe, la ligne de succession est toujours féminine et matrilinéaire.

Selon le portal Angop (du 9 May 2012), la tombe de la première reine, Nhakatolo Ngambo, se trouve dans la municipalité de Nana-Kandundo, commune d'Alto-Zambeze, le sarcophage date de 1915. La reine est originaire de l'empire Lunda, qui, à travers les vicissitudes, a migré vers la rive gauche du fleuve Kuando, d'abord appelé Ngambo et a poursuivi les conquêtes de sa mère en protégeant son royaume contre la colonisation portugaise et anglaise de l'époque, ayant fixé définitivement son adresse dans la ville de Kavungo en 1892.

La même source dit qu'en raison de son amitié avec le gouvernement portugais, lorsque la question du partage des frontières entre le Portugal et l'Angleterre s'est posée, Nhakatolo a fait d'Alto-Zambeze une partie de l'Angola, où les Anglais voulaient à l'époque que la région fasse partie du royaume de Barotze.

Nhakatolo, est morte en 1915 et a « été enterrée avec les honneurs mérités, la noblesse de son sang et, la dignité et la fidélité de son règne, dans un mausolée dans la tradition des Luenas qui se sont élevés à l'ombre de Mussuhwa (Mulembera) à Nganda même (Embala) à Kavungo (Alto-Zambeze) », conclu l'Angop.

Une autre reine des Luvales-Luenas, Nyakatolo Tchissengo a commencé à régner à l'âge de 79 ans lorsque sa mère, la reine Nyacatolo Kutemba, est morte. Elle a été couronnée le 27 février 1957. En tant que reine, elle avait droit à de nombreux maris, mais n'avait que deux enfants.

Image n° 3 **La Reine Nyakatolo Tchissengo**



Source : http://ab4paginacultural.blogspot.com/2018/03/a-visita-da-rainha-nhakatolo.html

Son règne a été confronté aux colons portugais, mais elle est restée courageuse. Les Portugais avaient besoin de la main-d'œuvre elle a réfuté et conseillé aux gens de fuir et d'émigrer si nécessaire. Les Portugais sont rentrés en conflit (altercation) avec la reine qui n'a jamais été intimidée.

L'Angop souligne que la reine a vécu ses dernières années de vie à Luanda, capitale de l'Angola, et a été remplacée le 23 juillet 2004, 12 ans après sa mort, par sa petite-fille, la reine Lurdes Nyakatolo Tchilombo.

Née en 1937 à Kavungo, Moxico et décédé en Mai 2020, Nhakatolo Chilombo est la toute dernière reine des Lundas-Luenas. Elle a rapproché les peuples Luvales d'Angola et de la République de Zambie.

Image n° 4 **La Reine Nyakatolo Tchissengo Tchilombo**



Source : https://www.facebook.com/287891408478323/posts/294106241190173/

Il était courant de la voir dans les médias avec les autorités politiques et administratives locales et centrales, exposant les difficultés que les gens traversent et même présentant des propositions, en particulier celles qui touchent directement les personnes les plus vulnérables comme les enfants, les personnes âgées, les personnes handicapées et les femmes.

Image n° 5 **La reine Nyakatolo Tchissengo Tchilombo**



Source : Portal Angop, 23 juillet 2019. L'arrivée de la reine au festival international traditionnel

En plus de se battre pour la défense du peuple Luvale pendant la guerre fratricide, elle s'est engagée à préserver et à transmettre leur culture à travers la danse, la musique, les us et coutumes. Le Festival international de Luvale, par exemple, célébré depuis le XXe siècle, vise non seulement à promouvoir la culture mas également à rappeler les souvenirs des premières reines : Kavungo, Ngambo, Kutemba et Chissengo.

Elle a déjà été reçue par l'ancien président de la République José Eduardo dos Santos et plus récemment par Joao Manuel Lourenço.

La Reine Kaleinasho Ka Ndewenda

La Reine des Ovawambos / Kwanyamas est une autre figure qui fait partie de l'histoire de l'Angola.

Le 8 août 1838, le président de la République portugaise, le général Óscar de Fragoso Carmona, se rend en Angola. Il a été reçu par la reine Kaleinasho Ka Ndewenda, qui a refusé de s'habiller à l'occidentale, préférant s'habiller fièrement à la manière traditionnelle.

Image n° 6 **La Reine Kaleinasho Ka Ndewenda**



Source : Page Facebook de l'Ovawambo-kwanyamas. La Reine sortant de sa voiture

La reine Kaleinasho Ka Ndewenda, est la nièce du roi Mandume Ya Ndemufayo ; elle a eu une forte personnalité, des traits fins, un regard ironique et un

sourire mélancolique. Cependant, elle n'a jamais perdu la posture qui la caractérisait.

Lors d'une visite à Moçâmedes, la reine a emmené ses sujets de N'djiva, Namacunde, Naulila, Cuamatos et quarante chevaliers Kwanyamas.

Outre celles-ci, il y a des milliers d'autres reines en Angola qui, sans porter une couronne, se distinguent par leur détermination et leur courage et assument des responsabilités socialement « destinées aux hommes ». De nombreuses femmes se distinguent en tant que hauts fonctionnaires du gouvernement, des forces armées, de la police et dans des professions qui exigent du courage, de la force et de la détermination. Pourtant, elle est placée dans une situation de fragilité et doit travailler beaucoup plus dur qu'un homme pour obtenir une reconnaissance adéquate.

La Femme dans le Gouvernement et dans la Société Civile

Au niveau des partis politiques, beaucoup de femmes se distinguent. À l'Assemblée nationale, par exemple, sur les 220 membres, 82 sont des femmes.

Les deux principaux partis de l'Angola MPLA et UNITA ont récemment élu, et pour la première fois dans leurs histoires, des femmes comme vices-présidentes: Luisa Damião et Arlete Leona Chimbinda respectivement.

Avant ces deux femmes, Anália de Vitória Pereira, connue sous le nom de "Mama Coragem" ; elle a été la première et la seule femme angolaise à se présenter à une élection présidentielle ; les élections multipartites de 1992. Elle est co-fondatrice, avec son mari, du parti PLD (Partido Liberal Democrático), dont elle était présidente.

Les organisations de femmes au sein des partis politiques ont toujours joué un rôle majeur en ce qui concerne au les droits des femmes tant pendant la lutte anticoloniale que durant la lutte de libération nationale et encore aujourd’hui.

OMA - Organização da Mulher Angolana

L'OMA, Organisation des Femmes Angolaises est considéré par le MPLA, comme la plus grande organisation politique du parti. Fondée en 1962 en République démocratique du Congo par un groupe de femmes angolaises affectées au parti qui luttait alors pour l'indépendance de l'Angola, cette organisation de femmes propose de développer des actions de portée politique, économique, sociale et culturelle telles que "l'éducation à la citoyenneté, l'éducation à la santé, la lutte contre la pauvreté, l'analphabétisme, la violence, la solidarité, l'accompagnement social et juridique des victimes de violence"[42].

L'OMA est considérée comme une organisation de la société civile qui soutient l'égalité des droits fonciers. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), depuis 1999, l'Organisation donne la chance aux femmes angolaises de réaliser leurs projets et de jouer un rôle important, non seulement en tant que mères, mais aussi en tant que protagonistes dans le progrès de la société. Cette organisation est très active dans ses campagnes contre la violence faite aux femmes ainsi que dans toutes les activités concernant la sensibilisation des populations et des services ruraux des droits des femmes.

LIMA - Liga da Mulher Angolana

La LIMA, Ligue des femmes angolaises, est l'organisation féminine du parti UNITA.

Selon la page virtuelle de cette organisation[43], elle a été fondée le 18 juin 1972, sur les rives du fleuve Kutaho, à Massivi dans la province de Moxico, et a été ratifiée au 3e Congrès du Parti en 1973 par le président fondateur du parti, Jonas Malheiro Savimbi.

Pour eux "l'émergence de la LIMA a correspondu à l'impératif de la participation organisée des femmes angolaises dans la lutte pour la liberté", et "la

[42] História do MPLA. Disponible en www.MPLA.ao
[43] Liga da Mulher Angolana comemora 47 anos de luta, Disponible en www.unitaangola.com

femme affiliée à la LIMA a toujours été à ses côtés dans les différentes luttes pour l'autodétermination de l'Angola et de son peuple".

Quant à l'activisme social, des organisations de femmes commencent à émerger, composées de jeunes femmes, telles que l'ASSOGE et l'Onjango Feminista, etc.

ASSOGE - Associação Observatório de Políticas Públicas na Perspectiva de Género

L'Associação Observatório de Políticas Públicas na Perspectiva de Género en bref "Observatório de Género" (Association Observatoire des politiques publiques dans une perspective de genre), c'est une association civile, nationale, non partisane, laïque et sans but lucratif. Son objectif social est de plaider en faveur de politiques publiques enfaveur des femmes ainsi que de la promotion d'espaces où la participation des femmes, de différents niveaux et couches sociales, est reconnue et comprise comme une contribution valable au développement du pays.

Onjango Feminista

Fondé en juin 2016, l'organisation est, selon onjangofeminista.com, "un collectif féministe autonome d'activisme et d'éducation pour la réalisation des droits de l'homme pour toutes les femmes et les filles en Angola, qui plaide pour un programme féministe transformateur dans une perspective de justice sociale, de solidarité et de liberté".

Sa vision est "la construction d'une société plus juste pour les femmes, libre de toute forme d'oppression patriarcale" ... "dans une perspective politique de justice sociale...".

Selon la même source, sa mission consiste notamment à :

1. Politiser la lutte pour les droits des femmes et à remettre en question les structures qui maintiennent les femmes en état de soumission ;

2. A développer des mécanismes d'analyse et d'action pour mettre fin à toutes les formes d'oppression patriarcale en Angola ;
3. A créer et à revendiquer des espaces où les voix des femmes sont entendues ;
4. A apporter de la représentativité, à créer du leadership et de la liberté, et à plaider pour que les femmes soient des agents de changement dans les différentes questions qui affectent leur vie.

L'organisation intervient sur des sujets liés aux droits sexuels et reproductifs, à la violence contre les femmes et à la justice économique et sociale.

Une base de données de Genre et de Droit à la terre présenté par l'Organisation des Nations Unies par l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) révèle qu'en Angola il y a des organisations de la société civile qui soutiennent l'égalité des droits entre hommes et femmes.

Représentations des femmes dans les zones urbaines et rurales

L'urbanisation de la société africaine fait apparaitre de nouvelles visions de la femme ; associée à leur capacité à participer socialement et à générer des revenus. Ceci peut donner aux femmes un statut social, auparavant nié. Pourtant, résultant de l'influence culturelle ancestrale, il n'y a pas de véritable égalité des sexes ; chacun est conscient de son rôle, et la femme est vue comme « élément complémentaire » même dans les zones urbaines.

Dans les sociétés matriarcales rurales, dépendantes de l'agriculture pratiquée par les femmes, celles-ci ont un grand prestige. Étant responsables des finances de la famille, les femmes avaient le pouvoir économique et l'influence politique. Le colonialisme a causé la perte du statut de la femme, avec des répercutions qui se manifestent encore à l'heure actuelle. Beaucoup d'efforts ont été déployés pour rétablir ce statut, mais ceux-ci ne peuvent pas aboutir en raison du poids de la tradition et des stéréotypes qui laissent les femmes à l'arrière-plan.

L'introduction d'éléments liés à la colonisation, a eu pour conséquence de changer la culture traditionnelle africaine, et aujourd'hui, la mondialisation culturelle,

a accentué leur destruction. Ces changements ont affecté un certain nombre de domaines importants de la vie, même si la persistance des rituels d'initiation dans les zones rurales, a contribué à réaffirmer les valeurs culturelles traditionnelles, qui ont contribué à la préservation des caractéristiques essentielles des identités locales.

À l'époque coloniale de nombreux rituels ont été réprimés par la politique coloniale et l'Église catholique, pour détruire les cultures des communautés considérées comme « en retard » ou en raison d'une incompatibilité avec la morale chrétienne. Néanmoins, les rituels sont encore un phénomène culturel solide en milieu rural, fait qui contribue à la préservation des traditions, y compris les rites d'initiation qui permettent aux jeunes de deux sexes d'acquérir un statut d'adultes et de gagner le respect de la communauté. Ces rites sont de véritables « écoles de la vie », mais certaines pratiques qui, au regard des principes de respect de la dignité humaine et de l'égalité entre les êtres humains, peuvent être considérées comme indignes, méritent la critique et d'être interdites.

Si nous faisons une comparaison entre la représentation des femmes dans les zones urbaines et rurales, nous le constaterons :

Dans les zones Urbaines, il y a l'égalité des droits (au moins en termes juridiques), elle est active (entreprises) ; participante au revenu familial. Cela signifie que les valeurs culturelles libérales encouragent la liberté d'expression et l'affirmation des femmes. Le fait qu'il existe une législation favorise les femmes à revendiquer leurs droits et à se battre pour eux.

Les espaces urbaines ont favorisé progressivement l'abandon des rites, sous l'influence du style de vie urbain. Les femmes ont cessé de participer aux rites d'initiation et à d'autres cérémonies traditionnelles qui, sans nuire au côté positif, ont souvent porté atteinte à l'intention physique, morale et spirituelle des femmes, comme les mutilations génitales.

Même s'il y a encore des limitations, nous voyons un mouvement de reconnaissance de l'égalité des sexes et la dilution des rôles, en favorisant l'expression de l'égalité des sexes. Les femmes peuvent concourir, sur un pied d'égalité avec les hommes, pour des postes et des espaces de travail auparavant réservés aux hommes sans que cela ne soit perçu négativement.

L’éducation est un facteur qui permet la mobilité, l’affirmation de soi et l’émancipation sociale. Conscientes de ce fait et disposant de plus de possibilités, les femmes investissent de plus en plus dans la formation, même à l'âge adulte. Il est courant de voir un nombre considérable de femmes dans les programmes d'alphabétisation des adultes. Cela s'explique non seulement par le fait qu'elles sont les moins susceptibles d'aller à l'école lorsqu'elles sont enfants, mais aussi par leur ouverture d'esprit en démontrant publiquement leur faiblesse envers les hommes.

Cette réalité n'est cependant malheureusement pas une solution pour améliorer les conditions de vie des femmes dans les zones urbaines ; l’accès à l'école est plus facile, mais les difficultés économiques peuvent persister. Même si je regrette qu'il y ait plus de places de formation, tous ne peuvent pas y assister, soit à cause de la distance, soit par manque d'argent, de transport ou autre. Les conditions financières et matérielles de la famille dans ces domaines sont déterminantes pour la formation des femmes.

En travaillant, la femme peut avoir ses propres revenus et participer aux dépenses familiales. Ainsi, l'autonomie des femmes est possible en raison de leur contribution au revenu familial ; la femme est valorisée, acquiert des droits et gagne son espace social propre.

Dans les zones Rurales il existe encore la soumission au service de l'homme. La femme est réduite au rôle de mère ; de femme au foyer. Les valeurs culturelles traditionnelles limitent l'autonomie et l'importance sociale des femmes. Les rites de passage sont maintenus comme une façon de légitimer le rôle social des femmes dans la communauté

Il y a une claire différenciation des rôles sexuels, réservant aux femmes les tâches ménagères. L'instruction est considérée comme une perte de temps car elle est incompatible avec la tradition ; la place de la femme est à la maison, donc, elle n’a pas besoin d’instruction, au contraire de l’homme.

L’accès à l'école est difficile (distances, manque de ressources / équipement). Comme dans ces espaces, les services publics sont généralement inexistants, ceux qui existent sont éloignés et les familles n'ont pas toujours les ressources financières ou les moyens de transport pour y accéder. Cela limite l'accès aux femmes qui, considérées comme fragiles, finissent par ne pas bénéficier des services rares et

longs qui leur sont offerts. Ainsi, la dépendance de la femme renforce son statut et sa respectabilité, car la valeur des femmes est associée aux liens matrimoniaux, à la maternité et la famille

D'une manière générale, dans milieu urbain, les femmes trouvent les conditions d'affirmation et d'émancipation sociale, contrairement au milieu rural, dans lequel les femmes sont subordonnées à leur mari.

Dans les zones rurales, le statut de femme adulte est déterminé par le passage par des rites d'initiation ; elles sont préparées à assumer les rôles d'épouse et de mère, ainsi que de gestionnaires de la maison et de la vie familiale. Par conséquent, la construction sociale du genre féminin se réfère à des valeurs culturelles qui réduisent les femmes en tant qu'acteur social, car elles limitent leur participation sociale. La citoyenneté de la femme est limitée et celle-ci finit par ne pas avoir d'expression sociale.

Les inégalités de statut entre la femme et l'homme existent aussi bien en zone urbaine qu'en zone rurale, même si celles se manifestent différemment. En effet, dans les zones rurales le statut de la femme s'explique par le poids des traditions. En zone urbaine, la femme a également un statut inférieur à celui de l'homme, même si les raisons sont différentes (ici, elles sont plus liées à l'action de l'état). Malgré l'égalité de droits prévue par la loi l'homme a largement plus de pouvoir, plus d'opportunités, plus de reconnaissance par rapport à la femme, ce qui ne se justifie pas. Si dans la vie quotidienne la femme doit se battre encore plus pour trouver sa place, que dire du monde de la prostitution ? Un monde fermé, où la femme est vue comme un « produit » d'exploitation pour l'homme.

Exclusion sociale, pauvreté et prostitution

Le terme d'exclusion, au sens que lui donne la sociologie, est assez récent. Ce terme a commencé à trouver un usage social courant dans les années 1980 dans les sociétés post industrielles, en raison de la propagation de la pauvreté, et à cause des effets négatifs du développement technologique, menant à l'insécurité des groupes socioprofessionnels qui, auparavant, possédaient un emploi.

Étymologiquement, l'exclusion sociale est la marginalisation, la mise à l'écart d'une personne ou d'un groupe en raison d'un trop grand éloignement avec le mode de vie dominant dans la société. C'est un processus qui peut être volontaire ou subi. Il est utilisé pour décrire le retrait du réseau de relations auxquels sont soumis certains groupes sociaux, c'est-à-dire, la phase de marginalisation extrême, dans laquelle il y a des fractures successives dans la relation de l'individu avec le groupe.

Selon Carvalho[44] le processus de marginalisation dans lequel les individus sont socialement exclus, concerne la privation des droits du citoyen, par exemple, droit au libre choix des gouvernants, a une identité collective, difficultés à établir des liens sociaux, et difficultés dans l'accès aux biens socialement souhaitables.

L'exclusion est souvent consécutive à une perte d'emploi, au surendettement, à la perte d'un logement ; etc., et se traduit par une grande pauvreté, par une rupture plus ou moins brutale avec les réseaux sociaux, avec la vie sociale en général et elle est vécue comme une perte d'identité. Elle n'est généralement ni véritablement dégagée, ni socialement admise ; elle constitue un processus plus ou moins brutal de rupture parfois progressive des liens sociaux.

La définition de l'exclusion de façon autonome, est complexe. Nous pouvons voir cette complexité dans l'emploi des plusieurs termes utilisés par les auteurs pour la décrire : « désaffiliation…disqualification, déclassement… »[45]. Pour cette raison, il est nécessaire de préciser l'espace de référence qui provoque le rejet, et les multiples façons dont se produit cette exclusion car ces « hésitations de la terminologie traduisent l'incertitude des sociologues devant une réalité difficile à cerner, même si le terme, dans le langage courant, est progressivement synonyme de pauvreté »[46].

L'exclusion sociale est un phénomène social qui existe dans toutes les sociétés parce qu'il n'a pas été possible, depuis que l'humanité existe, de construire une société qui soit inclusive de manière compétente. Cependant, ils cherchent tous des stratégies pour qu'une partie importante de la population ait accès à la jouissance des droits et à l'accomplissement des devoirs sociaux.

---

[44] CARVALHO, Paulo de. *Exclusão Social em Angola, o caso dos deficientes físicos de luanda,* Edições de Angola, 1 edição, Luanda, 2008, pag. 35
[45] ETIENNE Jean, *Dictionnaire de sociologie*, Hatier, Paris, 2004, page 185
[46] Idem

À cette fin, des auteurs tels que Serge Paugam, Robert Castel et Vincent de Gaulejac se sont attachés à comprendre ce phénomène qui touche les personnes, les familles et les groupes les plus vulnérables, comme c'est le cas des personnes qui pratiquent la prostitution.

Les concepts de « désaffiliation » selon Robert Castel, de « disqualification sociale », selon Serge Paugam, ou encore de « désinsertion sociale » selon Vincent de Gaulejac, montrent mieux comment de plus en plus de personnes, qui se trouvent en situation de grande vulnérabilité sociale, finissent par se trouver dans la situation de « déclassées » ou « disqualifiées » en tant que membres de leurs catégories initiales d'appartenance.

Ces concepts nous aident à réfléchir sur les trajectoires des femmes prostituées et à comprendre comment elles sont entrées dans un processus qui les a amenées à la perte des liens sociaux.

Les personnes exclues sont souvent désintégrées car elles n'ont aucun lien au niveau institutionnel. Cette fragilisation entraîne des risques de désocialisation qui les pousse à l'isolement, sauf (ce qui est rare) quand elles peuvent compter sur l'aide de la charité, de la philanthropie ou encore de l'action sociale des organisations de la société civile. Leur situation ne leur permet pas de bénéficier des aides sociales de l'état (souvent sont des personnes sens papier ; qu'aux yeux de l'état, elles n'existent pas), qui n'a pas une politique d'action sociale qui bénéficiant à tous les citoyens, comme le cas de L'Angola. Les projets d'aide en direction de ce groupe ciblé sont effectués par des organisations philanthropiques étrangères qui ne peuvent pas offrir ces aides à toutes les personnes qui le nécessitent. Néanmoins, selon les femmes que nous avons interviewées, elles se considèrent elles-mêmes comme des assistées, ce qui les pousse à s'enfermer dans un système de dépendance vis à vis de leurs proxénètes.

La plupart de ces personnes renonce volontairement à l'assistance, et ce pour plusieurs raisons : pour ne pas être identifiées, ne pas être stigmatisées, par honte, par orgueil, etc., ou bien involontairement parce qu'elles sont obligées de vivre dans la clandestinité[47], ce que brise les liens sociaux selon la définition de Serge Paugam.

[47] Il y a plusieurs femmes prostituées qui viennent des pays voisins, particulièrement de la République Démocratique du Congo qui ne possèdent pas de titre de séjour.

Durkheim affirme que ce qui fait le lien dans la société moderne c'est la solidarité organique, où l'individu s'inscrit dans une complémentarité des fonctions qui lui confère une position sociale précise susceptible de lui apporter une protection et le sentiment d'être utile. La prostitution, étant une situation réprouvée, en particulier en Angola, elle ne peut donc pas, être considérée comme utile, car elle est socialement condamnée et n'est pas juridiquement réglementée ; elle ne donne droit à aucune protection.

Les liens sociaux jouent un rôle de protection et de reconnaissance des individus. Le lien de citoyenneté repose sur le principe de l'appartenance à une nation qui reconnait à ses membres des droits et des devoirs. Dans les sociétés démocratiques, les citoyens sont égaux en droits.

Dans les sociétés africaines en général et celle de l'Angola en particulier, la famille[48] a toujours joué un rôle particulièrement important dans la socialisation des individus. Nous avons évoqué le rôle fondamental du lien de filiation qui constitue notre premier rapport social au monde et qui joue, tout au long de la vie, un rôle de « protection rapprochée ». Depuis quelques années, société angolaise connait des transformations qui se traduisent par une augmentation du nombre de familles de personnes divorcées, recomposées, et beaucoup d'entre eux, incapables de s'adapter au nouveau format, finissent par devenir des lieux de conflit et d'instabilité plutôt que de consensus.

Les différentes perspectives de l'exclusion sociale sont utilisées pour comprendre les situations sociales des grandes villes telles que la criminalité, délinquance, etc. L'attention portée par les sociologues sur le phénomène au cours des années, contribue à changer les politiques d'action sociale pour réduire les différentes formes d'inégalité, y compris l'inégalité des revenus.

Le concept de « désaffiliation », de Robert Castel, est un concept essentiel pour la compréhension des mécanismes d'exclusion. C'est en 1995 que *Robert Castel* a fait part de ses réflexions dans son ouvrage *Les métamorphoses* de la *question sociale*. Il propose une approche de l'exclusion au travers de l'évolution du lien social. Selon lui, la désaffiliation est le dernier maillon d'un processus microsocial

[48] Quand nous parlons de la famille ici, nous nous référons à la famille élargie qui inclut non seulement les membres liés par les liens de sang, mais aussi par des liens de voisinage et d'appartenance à une même communauté.

de fragilisation où le désaffilié est en position d'éloignement du marché et d'isolement relationnel ; il est un « surnuméraire » socialement invalide : son statut négatif le stigmatise et le conduit progressivement à basculer dans « l'inexistence ».

Pour Robert Castel, l'exclusion renvoie à une situation limite, à une position extrême dans l'expérience de la pauvreté à la fois au niveau économique et relationnel et rend difficile l'accès à la protection sociale.

L'exclusion est, pour lui, considéré comme l'aboutissement d'un processus et non comme un état. Robert Castel utilise le terme de désaffiliation comme synonyme de l'exclusion et prend au fil du temps une distance avec la notion d'exclusion.

Plusieurs évolutions simultanées singularisent la situation contemporaine en Angola. Nous avons expliqué que nous assistons à la précarisation professionnelle, à la difficulté d'entrée sur le marché du travail et à un chômage structurel de la population active déstabilisant, fragilisant financièrement un nombre n'important de personnes et entraînant les générations suivantes dans la pauvreté et l'exclusion, l'augmentation du taux de divorces, la disparition de l'entraide et des solidarités primaires induisent une réduction de la sociabilité ; la chasse à la vente ambulante précarise beaucoup de jeunes à Luanda.

Si l'auteur réfléchit sur l'influence de la société salariale et de la régulation sociale, qui génèrent une « *dissociation du lien social* » c'est-à-dire, une invalidation sociale. Pour lui, aujourd'hui, « *le problème n'est pas seulement une question de ressources, ni même d'inégalités, (…), l'enjeu est bien la qualité du lien social et le risque de sa rupture* ». or en Afrique beaucoup de jeunes se retrouvent dans la rue.

L'auteur aborde la pauvreté comme une conséquence, à la jonction de deux versants :

- D'Intégration / non-intégration par le travail
- D'insertion / non-insertion dans une sociabilité socio-familiale.

La pauvreté apparaît comme la résultante d'une série de ruptures d'appartenances et d'échecs. L'auteur définit trois zones de l'espace social selon le degré de cohésion qu'elles assurent :

- La zone d'intégration signifie que l'on dispose des garanties d'un travail permanent et que l'on peut mobiliser des supports relationnels solides.
- La zone de vulnérabilité associe précarité du travail et fragilité relationnelle.
- La zone de désaffiliation conjugue absence de travail et isolement social.

Robert Castel appelle à prêter attention à la dynamique sociale, à procéder à une opération de déconstruction / reconstruction sémantique, à lier dialectiquement les situations extrêmes et les trajectoires qui y mènent. Il ajoute que ce que l'on entend aujourd'hui par « exclusion » ne correspond plus aux situations d'invalidation qui reposaient antérieurement sur une réglementation ou procédaient d'un ordre rituel. Nous avons désormais affaire à des processus de précarisation, de vulnérabilisassions, voire de marginalisation. Le risque de désaffiliation, encouru aujourd'hui n'est donc plus de nature juridique. Une logique sociale s'est substituée à une directive réglementaire (législative ou rituelle) la désaffiliation est l'étape ultime du processus de ce non-engagement social, une coupure par rapport aux régulations à travers lesquelles la vie sociale se reproduit et se conduit. Selon Robert Castel, c'est la montée de la vulnérabilité et l'accroissement des processus de décohésion sociale qui singularise notre modernité.

L'approche de Castel nous fait constater que quand l'individu perd ses attaches du point de vue social et économique, comme nous le verrons dans le troisième partie, le risque d'une désaffiliation augmente. Par exemple, le fait de ne pas avoir été scolarisé, et par conséquent de ne pas être qualifié, favorise les situations de chômage, réduit la sociabilité car l'individu rencontre un nombre moins important de personnes. La perte des relations professionnelles explique en grande partie l'isolement social et la fragilité dans laquelle vivent certaines personnes. Pour cet auteur, l'exclusion apparait comme « *l'absence d'inscription dans des structures qui portent du sens* ».

Une autre approche de l'exclusion sociale est présentée par Serge Paugam. Dans son approche, il s'intéresse surtout aux expériences vécues dans la relation d'assistance qui conduisent aux différentes phases d'exclusion du marché de l'emploi d'un nombre croissant d'individu.

Selon l'auteur, la disqualification sociale « *présente l'intérêt de mettre l'accent à la fois sur le caractère multidimensionnel, dynamique et évolutif de la pauvreté, et sur le statut social des pauvres pris en charge au titre de l'assistance* ». Il a souhaité étudier la différence entre l'exclusion et la disqualification sociale, autour des formes de la relation d'interdépendance entre une population désignée comme pauvre ou exclue, et le reste de la société.

Serge Paugam, analyse le processus de la « disqualification » qu'il définit comme « étant une épreuve avant tout, non pas seulement en raison de la faiblesse des revenus ou de l'absence de certains biens matériels, mais surtout en raison de la dégradation progressive qu'elle représente dans l'existence humaine ». La disqualification sociale renvoie par conséquent, au moins dans une certaine mesure, à la logique de la désignation et de l'étiquetage et de ses effets sur le plan identitaire. Dans son ouvrage, *La disqualification sociale*, Serge Paugam (2009) cite L.A Coser et précise que c'est « *le fait même d'être aidé ou assisté qui assigne les pauvres à une carrière spécifique, altère leur identité préalable et devient un stigmate marquant l'ensemble de leurs rapports avec autrui* ».

La disqualification sociale est une relation d'interdépendance entre les «pauvres » et le reste de la société qui génère une angoisse collective, car de plus en plus de personnes sont considérées comme appartenant à la catégorie des « pauvres » ou des « exclus », et beaucoup, dont la situation est instable, craignent de le devenir d'autant que les solidarités familiales et les possibilités de participation à l'économie informelle qui permettent d'amortir l'effet du chômage dans les régions moins développées, c'est le cas de l'Angola, se révèlent plus faibles et moins socialement organisées. Dans ces conditions, « la dépendance à l'égard des institutions d'action sociale est plus manifeste pour des franges nombreuses de la population »[49]. En Angola les institutions d'action Sociale sont défaillantes.

[49] Les enquêtes récentes confirment d'ailleurs que l'accès à l'emploi ne garantit pas toujours la sortie de la pauvreté et de la dépendance à l'égard des services sociaux, en raison notamment du caractère précaire de nombreux emplois proposés sur le marché. Serge Paugam, « Le Salarié de la précarité. Les nouvelles formes de l'intégration professionnelle », Paris, PUF, coll. « Le Lien social », 2000.

Cependant,

> « ... *le processus de disqualification sociale ne commence pas obligatoirement par l'expérience de chômage, mais que l'on peut trouver dans le monde du travail des situations de précarité comparables à l'expérience du chômage au sens de la crise identitaire et des affaiblissements des liens sociaux* ».[50]

Pour expliquer la trajectoire et les expériences des groupes socialement invalides, jusqu'à la détérioration des relations sociales, Serge Paugam propose trois typologies analytiques : les fragiles, les marginaux et les assistés.

Les fragiles rencontrent des difficultés liées à leur éloignement du marché, ou à leur difficulté d'accès à l'emploi. De cette inactivité partielle ou totale, ils ne tirent pas profit, tout en vivant l'incertitude et l'irrégularité des leurs revenus. La fragilité marque l'entrée dans ce processus, elle nécessite une socialisation, une acceptation du classement et, des négociations identitaires. Le fragile est confronté aux problèmes de « l'apprentissage de la disqualification sociale ».

Les marginaux, sont à la « limite de l'exclusion sociale »; ils n'ont ni statut, ni pouvoir; ils ont un rapport aléatoire à l'avenir et connaissent une extrême précarité économique et sociale, bien qu'ils soient socialement disqualifiés. Ils développent des stratégies de résistance au stigmate. (Idem)

Dans la disqualification sociale, Paugam développe l'idée que les assistés sont fabriqués par la société et par des institutions. Ils deviennent assistés parce qu'on les assiste. Les assistés perçoivent des revenus liés à la protection sociale ou à la solidarité nationale, soit en raison de leur handicap physique ou mental, soit en raison de leurs difficultés à subvenir à leurs besoins et à l'éducation et à l'entretien de leurs enfants.

Les liens sociaux relient donc, les individus entre eux et plus globalement à la société dans laquelle ils vivent, ils s'expriment au travers des différents statuts qui caractérisent chaque individu et dans la manière d'interpréter ses rôles sociaux.

---

[50] Paugam, La Disqualification Sociale, 2009, p. 16

Le sociologue Vincent de Gaulejac (2000), nous aide à comprendre l'exclusion social à partir de la « *désinsertion sociale* » pour qui, « *l'exclusion est aussi liée à une faille personnelle* ». Le chômage n'est pas le seul déclencheur du processus d'exclusion.

Il structure son propos autour des questions identitaires, des modes de subjectivation de l'invalidation sociale. C'est la dimension symbolique qui est mise en avant, le primat des conflits d'identité, la question des appartenances, c'est-à-dire, la gestion personnelle d'un processus de « *régression sociale, de désinsertion sociale* ». Dans son ouvrage, « *La lutte des places »* Vincent de Gaulejac et Isabel Taboada Léonetti (2000) ont analysé le phénomène de l'exclusion sociale par rapport aux destins individuels et repèrent les effets de la désinsertion sur l'identité des individus. Ils concluent que la désinsertion est un processus qui se fait en plusieurs étapes.[51] Selon eux, la désinsertion sociale est comme un processus d'exclusion sociale qui se manifeste par une triple rupture :

- D'ordre économique, qui est la conséquence de la perte d'emploi et marque une diminution des ressources ainsi qu'une modification du mode de consommation ;
- D'ordre social, qui est relatif à la désintégration des supports relationnels primaires horizontaux (familial, amical, associatifs) et verticaux (instances de socialisation, avec en premier lieu l'école).
- D'ordre symbolique, qui est la mesure de l'utilité sociale des individus ; elle fait référence aux exigences normatives et aux représentations collectives et la participation de l'individu à des activités socialement valorisées, son adhésion à des normes collectives et sa définition de soi.

Concernant les deux premières ruptures, l'analyse développée par Vincent de Gaulejac est similaire à celle de Robert Castel et de Serge Paugam.

La désinsertion est, en conséquence, un cumul de ces trois ruptures que fragilise l'individu ; le désintérêt subit l'ensemble des formes d'exclusion qui frappent le pauvre ou le chômeur de longue durée.

---

[51] V. de Gaulejac et I. Taboua - Leonetti : « *La lutte des places ».* Editions Desclée de Brouwer dans « collection sociologie clinique », Paris 2000.

Le désintérêt est sans emploi, ne dispose pas de revenu primaire (dimension économique), et il est socialement isolé en rupture d'appartenance (rupture relationnelle), il est aussi stigmatisé, et renvoyé à l'image d'un être inutile, voire nuisible (dimension symbolique).

La désinsertion touche à la fois la crédibilité du tissu social et le processus identitaire de la personne, elle amène à interroger les processus de désaffiliation sociale qui invalident des ensembles sociaux et les effets économiques, relationnels et symboliques qui atteignent l'individu désintérêt.

Dans son approche, Vincent de Gaulejac montre que la perte du lien social n'est pas nécessairement la perte des liens sociaux mais essentiellement la perte du lien identitaire : on ne sait plus qui on est, on ne croit plus que l'on puisse avoir une place dans la société.

L'exclusion sociale, au sens large, a toujours existé dans les groupements humains depuis les temps les plus anciens, elle s'exprimait, par exemple sous la forme de l'exil, de l'ostracisme athénien, de la proscription ou du bannissement à Rome et ailleurs, de la condition de paria dans la civilisation hindoue ou du ghetto depuis le Moyen Age.

En général, ces rejets consistaient à « séparer un individu ou un groupe de la communauté ordinaire, sauf dans le cas du paria qui naissait et demeurait un être rejeté, méprisé, et privé de tout contact avec les autres. Somme toute, la plupart des sociétés historiques ont établi une distinction entre les membres de plein droit et les membres ayant un statut à part. L'exclusion faisait alors partie de la normalité des sociétés, sans soulever de cas de conscience morale, politique, sinon qu'elle suscitait la miséricorde sous le signe de la vertu de charité ».[52]

Les formes les plus visibles du processus de l'exclusion résident dans le rejet à l'extérieur des normes définies par la société moderne qui sont la participation à la production et à la consommation des biens et des richesses. Les individus qui refusent de, ou sont incapables de participer au marché, sont automatiquement vus comme exclus. La pauvreté et le chômage sont considérés comme des processus

[52] XIBERRAS Martine. « Les théories de l'exclusion. Pour une construction de l'imaginaire de la déviance ». Paris, Méridiens Klincksieck 1993, *Op.cit*. Pag. 7

similaires de rejet, et l'exclusion qui en découle consiste donc bien en une rupture du lien économique qui attache fidèlement ou normativement les acteurs sociaux au modèle de la société.

D'autres formes de l'exclusion accentuent de la même façon un rejet, hors des autres représentations normatives de la société moderne. Il existe toute une série de normes ou de niveaux à atteindre, ce qui est considéré comme « bien », « beau », « convenable » ou « performant », en deçà desquels les individus ne semblent pas habilités à faire partie de la société.

Presque toutes les sphères de la société moderne semblent soumises à ces niveaux ou ces limites de la normalité qui définissent en retour, un échec à la norme. Les échecs à la normalité semblent constitutifs des processus d'exclusion. Par exemple, dans la sphère de l'éducation, il existe ainsi une définition rigoureuse du niveau scolaire à atteindre pour suivre l'itinéraire sans faute de la normalité. Dans la sphère plus privée des relations familiales et conjugales, il existe un seuil bien défini, qui permet de classer les individus dans l'ordre de la normalité ou de l'anormalité. Dans la sphère encore plus privée des relations de soi à soi, il existe aussi un niveau moyen requis de la réalisation de sa propre personnalité, de sa santé mentale comme de sa santé physique.

Enfin tout comme ces limites qui fixent la réussite ou l'échec scolaire, familial, conjugal, mental, ou somatique, il y a des limites plus matérialistes, les frontières qui fixent la définition de l'identité nationale.

Les personnes prostituées, par exemple, sont perçues comme se retrouvant en deçà de ces limites parce qu'elles vivent en général un ou plusieurs échecs : familial, scolaire, conjugal ou autre. Généralement ce sont des personnes qui ont rencontré des difficultés à se socialiser et qui échoué dans leur intégration. Être une prostituée, donne immédiatement une identité clairement définie. Elles sont des personnes pour lesquelles le processus d'exclusion est clairement visible.

Il est important de souligner que l'échec dans une sphère du social ne conduit pas nécessairement à l'exclusion. Cependant, il multiplie le risque d'un échec dans d'autres sphères, par contagion. Nous pouvons donc dire que, l'échec est vecteur d'échecs et ces cumuls peuvent demeurer par contre une cause certaine de l'exclusion sociale.

Dans le temps et dans l'espace, l'exclusion revêt de multiples aspects, elle obéit à des logiques très diverses: des individus et des groupes peuvent être exclus, rejetés, refoulés pour des raisons politiques (non-allégeance à un parti ou à une idéologie), religieuse (non appartenance à une confession dominante); ethnique (minorités stigmatisées ou opprimées), sexuelle (comportement ou étiquetage non-conforme), pour handicaps physique (invalidité) ou mental (folie, ou ce qui est perçu comme tel) et plus généralement pour déviance et marginalité.

Dans le cas de la prostitution, l'exclusion est favorisée, comme nous l'avons vu précédemment par le vécu et la vulnérabilité des prostituées, mais elle est aggravée par la déviance intrinsèque à l'activité.

Conclusion du chapitre

Ce chapitre sur les femmes en Angola montre que toutes les sociétés ont toujours réservé une place à part aux femmes. En Angola, c'est le groupe le plus pauvre et qui également a subi beaucoup d'injustices à travers les siècles. Dans certaines tribus, lors de cérémonies les filles devaient se présenter vierges sinon les parents étaient obligés de payer des amandes.

Si certaines femmes ont été reines, proches des structures de pouvoir dans une société d'hommes, il est difficile que la femme puisse accéder à une liberté totale ; les inégalités de statut entre les femmes et les hommes persistent. Certaines d'elles sont tellement pauvres, frappées par l'exclusion qu'elles finissent dans la prostitution, où la femme est vue comme un produit d'exploitation pour l'homme.

CHAPITRE 3

La prostitution en Angola

En Angola, et en particulier à Luanda, la prostitution atteint des niveaux de plus en plus alarmants et, bien qu'il n'existe aucune étude publiée sur ses taux, (les universités peuvent disposer de certaines informations résultant de travaux universitaires jamais publiés) cette croissance est visible dans les rues des grandes villes, surtout à Luanda.

A Luanda, il y a quelques années, la prostitution était abondante au centre de la ville, aujourd'hui, elle a migré vers les nouveaux quartiers résidentiels et vers la périphérie. Ce mouvement migratoire est le résultat d'un travail de démantèlement des focus de prostitution effectué par le gouvernement de la province de Luanda qui visait à "nettoyer la ville". Ainsi, les prostituées, les enfants des rues, les mendiants et les personnes handicapées qui "erraient" dans la ville pour demander l'aumône étaient obligés de quitter les lieux où ils menaient leurs actions.

Dans ce chapitre, nous présenterons quelques éléments qui nous aideront à comprendre l'évolution socio-historique de la prostitution en Angola.

Contexte

La prostitution en Angola, est une conséquence non seulement d'inégalités de sexes mais aussi de l'exclusion sociale. Néanmoins, nous ne pouvons pas penser ce phénomène, sans penser à la place due aux femmes dans la société angolaise. Nous pensons que la situation de fragilité vécue par la majorité des femmes dans la société Angolaise, n'est pas le résultat du hasard ; il y a, nettement, des rapports de force entre les sexes, influencés par des facteurs culturels qui placent la femme à l'arrière-plan.

Selon les lois dans les pays démocratiques, comme l'Angola, filles et garçons jouiraient des mêmes libertés et l'égalité serait acquise. En réalité, le sexisme

s’approprie encore du quotidien. Du sexisme "ordinaire" à la violence sexuelle, la palette est large.

La problématique de la prostitution est au cœur des relations entre hommes et femmes ; nous nous permettons de dire que la prostitution est un produit du sexisme. En même temps, elle est un de ses plus sûrs outils de promotion. Cette réalité renforce l’idée selon laquelle repose la prostitution : le corps de la femme peut être acheté et vendu pour le plaisir et le confort des hommes. La prostitution traduit une conception stéréotypée de l’image des deux sexes et de leurs rapports : l’homme disposant du pouvoir et la femme au service de l’homme, niant son propre plaisir, son désir, son intégrité, sa sexualité pour répondre aux besoins masculins.

Ceci explique en partie le fait que ce problème, qui touche les femmes sans voix, ne touche pas la sensibilité des autorités étatiques, sans doute parce que la plupart des politiques sont des hommes, qui se voilent la face ou du moins ne semblent pas considérer la pratique de la prostitution comme un problème.

Image n° 7 **Femme prostituée**



Source : Angola-online.net

En Angola, la prostitution est une des conséquences des contacts culturels et de la mondialisation. C'est un phénomène d'origine essentiellement européenne, exacerbé en raison des inégalités sociales (riches, pauvres, colonisateurs, colonisés…). Il n'est pas facile de parler de prostitution dans le contexte angolais, car celle-ci se caractérise par des faits qui ont marqué l'histoire du pays.

Les causes de la prostitution en Angola

Dans son ouvrage, « *As catorzinhas : um fenomeno social em Angola », (les jeunes filles de quatorze ans, un phénomène social, en Angola)*, Kuhelamina (2000), dit que la prostitution est une constante depuis la période coloniale. À ce stade, la prostitution se produisait seulement parmi les étrangers, généralement des colons qui se livraient à des rapports sexuels avec des femmes noires dans les bordels.

Les sources orales consultées dans le cadre de cette recherche sont unanimes pour affirmer qui à cette époque, ces femmes étaient rejetées tant par la société que par leurs familles. La plupart n'étaient pas mariées et quand elles tombaient enceintes, elles s'occupaient de leurs enfants seules car les colons avaient déjà en charge leurs familles qui été restées en Europe. En outre, le conditionnement social de cette époque, ne permettait pas à une femme noire d'épouser un blanc… les blancs avaient honte qu'on se moque d'eux, qu'on dise qu'ils ont des enfants métis et une « épouses de mœurs légères... ».

Les difficultés d'accès aux biens matériels, la désunion des familles, l'augmentation de la consommation et l'enseignement inadéquat sont, selon l'auteur mentionné ci-dessus les quatre facteurs qui ont amené la prostitution en Angola.

1. Les difficultés d'accès aux biens matériels

La pauvreté qui touche la majorité de la population, rend plus difficile l'accès aux biens matériels qui sont plus facilement à leur portée.

En conséquence, les jeunes choisissent souvent des comportements déviants qui mettent leur vie et celle de leurs proches en danger, comme la délinquance ou même la prostitution.

2. **La désunion des familles**

Les familles désunies et non structurées sont la cause de la vulnérabilité de nombreux individus, et la plus grande préoccupation des jeunes et des enfants.

Dans ce groupe, ce sont les femmes qui souffrent le plus car, comme nous l'avons déjà dit, une famille dirigée par une femme aura moins de stabilité financière pour répondre aux besoins de ses membres puisque, ce sont les femmes qui ont le moins de possibilités d'accéder au marché formel, ce sont elles qui ont des rémunérations plus basses et qui vont naturellement saturer le marché informel, déjà surchargé, avec tous les risques qu'il comporte.

Avouons-le, les familles angolaises sont généralement élargies et la rupture des liens sociaux a un impact, dans la plupart des cas, sur la rupture des liens économiques et affectifs.

Ainsi, la désunion familiale peut avoir des conséquences profondes sur la vie de deux ou plusieurs familles nucléaires (considérées dans ce contexte comme une partie seulement de la famille) tout en laissant beaucoup de leurs membres dans une situation de vulnérabilité.

3. **L’augmentation de la consommation**

Avec l'ouverture du commerce mondial, l'offre de produits et de services qui ne faisaient pas partie des habitudes ou des priorités des familles auparavant, tels que les télécommunications, l'électricité, par exemple, a augmenté.

La fourniture de ces biens et services et d'autres encore est devenue, au fil du temps, une partie des habitudes et des besoins quotidiens des individus, en particulier dans les zones urbaines, leur absence pouvant signifier la suppression

automatique du "modus vivendi" des personnes et, par conséquent, leur exclusion, voire leur auto-exclusion.

Dans les situations où les individus, ne se conforment pas à leur situation et veulent se sentir partie intégrante de la communauté, peuvent également recourir à la délinquance, à la prostitution et à d'autres comportements socialement reprochables pour obtenir ce dont ils ont besoin.

4. **L’enseignement inadéquat**

Le taux d'analphabétisme en Angola est encore très élevé et, comme nous l'avons déjà dit, il touche principalement les femmes. Culturellement, lorsque la famille choisit d'envoyer un de ses enfants à l'école, dans la plupart des cas, les garçons sont les premiers bénéficiaires.

Il existe également d'autres problèmes qui touchent les filles en âge scolaire, comme les grossesses précoces ou les grossesses non désirées, qui les obligent à rester à la maison et à perdre des mois, des années ou même à abandonner les études.

Un autre inconvénient concernant l’échec des femmes dans l’enseignement est le fait que les tâches ménagères leur sont attribuées à elles, ce qui les désavantagent par rapport aux garçons qui finissent par avoir beaucoup plus de temps à consacrer à leurs études. Cette réalité, qui conduit les filles et les femmes à être moins préparées à rivaliser au même niveau que les hommes sur le marché du travail, doit être prise en compte.

Dans les sociétés traditionnelles la prostitution n’existait pas car le système social admettait la polygamie, et la cohésion du groupe familial protégeait tous ses membres. La famille était une unité de production, et ses membres étaient éduqués depuis l’enfance dans l’idée de constituer une famille, de la respecter et de lui donner les moyens de subsister. La société façonnait les comportements et aidait le noyau familial dans ce travail.

Le traitement des questions relatives à la sexualité, au sein des familles angolaises, a toujours été un point sensible. Elle était considérée comme un sujet

délicat, soumis à certaines limites dictées par la société. En accord avec les coutumes, la sexualité était abordée sérieusement et avec respect, et l'apprentissage des questions relatives au sexe respectait certains rites socioculturels qui variaient d'une communauté à l'autre. La grande force de la société résidait dans la tradition et la structure familiale.

La configuration actuelle du phénomène de la prostitution a commencé en 1992, avec l'arrivée en masse d'étrangers dans le pays, comme par exemple les contingents militaires de la MONUA. Comme le rapporte Kuhelamina (2000), « les soldats de la MONUA ont été les grands clients des jeunes filles » et « … ont une influence sur l'augmentation de la prostitution infantile ».

Leurs salaires élevés, la séparation de leurs familles, ainsi que les réticences à vouloir avoir des relations durables en Angola, semble les avoir poussés à rechercher des prostituées et cette situation a rendu visible ce phénomène qui existait depuis l'entrée des colons en Angola, mais à des taux inférieurs. Un autre élément que celui souligné par cet auteur, est le comportement des soldats angolais, qui avaient des rapports avec des femmes en échange de faveurs et de privilèges et / ou de biens matériels tels qu'aliments et vêtements.

Le développement de la consommation, ainsi que le faible pouvoir d'achat de la plupart des Angolais ont contribué à cette augmentation. Le manque d'instruction et de qualification professionnelle, l'insuffisance des emplois, ont encore favorisé ce processus. Si la prostitution a augmenté, elle est toujours vécue comme une activité négative au sein de la société.

Le phénomène de la prostitution à Luanda a connu la même évolution historique de la majorité des autres provinces du pays. Bien qu'elle soit apparue toujours plus visible qu'ailleurs, c'est précisément à cette époque (à partir de 1992), qu'elle a commencé à redoubler d'intensité. Luanda a toujours été la province qui, durant cette période, a reçu le plus grand nombre d'étrangers et d'Angolais déplacés du fait de la guerre.

La prostitution à Luanda a évolué au fil des années, et revêtu plusieurs formes. On trouve, en effet, des types de prostitution qui n'existaient pas auparavant, telles que la prostitution de luxe.

La prostitution n'affecte que les personnes dans le besoin mais aussi des femmes qui, bien qu'ayant un emploi ou autre occupation ainsi qu'un salaire reconnu comme élevé sur le marché du travail, la pratiquent afin d'augmenter leurs revenus.

En plus des Angolais, il y a aussi des étrangers qui se prostituent à Luanda. Castilho, un agent de sécurité d'une boîte de nuit avec qui nous avons parlé nous l'a confirmé : *"J'ai vu des étrangers du Congo démocratique, des Chinois, des Sud-Africains ! »*

Avec l'émergence des réseaux sociaux, et l'accès à l'information par les médias, il est courant de voir et d'entendre parler de personnes célèbres (chanteurs, mannequins, politiciens, joueurs de football et autres) impliquées dans des scandales de prostitution, dont certains font l'objet d'enquêtes dans le pays comme c'est le cas de Miguel Catraio, ancien gouverneur de Luanda pour la sphère économique, de l'affaire "Jindungo" ou dans les réseaux internationaux de prostitution comme Bento Kangamba, un homme d'affaires controverse accusé par la justice brésilienne de trafic de femmes vers l'Angola à des fins de prostitution, ayant été innocenté en juin 2014 manque de preuves.

Nous retrouvons aussi des femmes mariées ou fiancées, ce qui est aussi une nouveauté dans la pratique prostitutionnelle en Angola. Francisca[53], une femme mariée de 45 ans, nous a avoué qu'elle est rentrée dans la prostitution parce que :

> *« … mon mari n'a pas assez d'argent pour répondre aux besoins de la maison, alors j'ai décidé de l'aider et ça, c'est le meilleur moyen que j'ai trouvé ! Il ne le sait pas ; il pense que je tresse mes clientes qui travaillent la journée et n'ont pas le temps d'aller au salon de coiffure… »*

Et elle continue,

> *« J'ai des clients fiables qui me paient bien ; ce sont toujours mes priorités ; je ne sers les autres que s'il me reste du temps. Tout ce que j'ai aujourd'hui, c'est grâce à la prostitution » !*

[53] Elle ne se prostitue plus souvent. Elle profite des moments où son mari militaire passe avec son autre femme. Le jour où nous l'avons trouvée, elle est allée "contrôler" les filles qui travaillent pour elle; c'est une proxénète.

Ces déclarations montrent combien, il est difficile de sortir de la prostitution une fois qu'on y est. Si l'on crée des habitudes et des styles de vie qui ne sont pas soutenus par les ressources obtenues en dehors de celui-ci, les chances que les femmes continuent ou retournent dans le système de la prostitution, même par d'autres moyens, comme notre interlocuteur, sont éminentes. À ce propos, elle nous a parlé des femmes qui ont quitté la prostitution après leur mariage et qui recrutent d'autres filles pour les remplacer chez leurs clients fidèles.

Cela montre que, si aucune mesure n'est prise pour interrompre cette chaîne, la prostitution devient un cercle vicieux où cette pratique sera reproduite entre femmes d'une même famille, d'un même quartier, d'un même groupe et/ou d'une même communauté.

Même si elle se présente à une plus petite échelle, il faut souligner également le cas d'hommes qui prêtent des services sexuels et se présentent publiquement comme des prostitués. Même si la prostitution masculine n'est pas au centre de notre travail de recherche, il est important de dire que ce phénomène, bien que nous n'en ayons pas d'information précise, est encore beaucoup plus récent et a un grand impact car c'est un grand indicateur des changements sociaux qui ont lieu dans la société angolaise en ce qui concerne le rapport de sexes.

Avec l'ouverture du pays à d'autres contextes et la consommation massive et accélérée d'informations, certains hommes dans des centres urbains se considèrent déjà comme, travesti, homosexuels ou transsexuels ou autre, notamment dans le milieu artistique. Bien qu'ils soient encore considérés comme étranges et "choquants" dans certains milieux, notamment les plus conservateurs comme l'église, les jeunes s'adaptent plus naturellement à la nouvelle réalité.

Dans les régions les plus reculées du pays, où les valeurs traditionnelles prédominent encore, il est impossible pour un homme de se montrer, de s'assumer comme un prostitué, un homosexuel. Dans les sociétés africaines l'homme a toujours géré ses relations sexuelles au sein de la famille et de la société. Il est à l'initiative de l'acte sexuel. De par son statut, il eût été impensable, il y a à peine quelques années, qu'un homme en arrive à être dans cette situation d'objet sexuel.

Types de prostitution en Angola

Selon nos observations, nous pouvons décrire deux formes de prostitution en Angola qui s'appliquent à Luanda : la prostitution sédentaire et la prostitution de luxe.

La première est la plus fréquente et là plus facilement identifiable. Cette forme englobe :

- La prostitution pratiquée dans les rues, en général la nuit le long des trottoirs ; la personne prostituée aborde ou est abordée par les clients qui la reconnaissent à la façon dont elles s'habillent : par leurs vêtements voyants et provoquant, et les signes qu'elles utilisent pour attirer l'attention des clients.
- La prostitution de rue, où des regroupements des femmes ou/et d'hommes se forment autour d'une table[54] les clients partagent des boissons alcooliques avec les prostituées. Ces rencontres se passent dans des endroits connus comme lieux de prostitution. La prise de contact se fait autour d'une table.
- La prostitution « fermée », qui se passe dans les bordels. C'est un type de prostitution cachée, car pendant la journée, ces endroits se transforment en petits bars, mais ils cachent la dure réalité des femmes qui y travaillent comme serveuses.
- La prostitution dans les bars, cafés et snacks, où on trouve des jeunes filles très bien habillées, à la mode, qui s'exposent aux clients, en général des hommes âgés et d'un certain pouvoir économique.

La prostitution de luxe est moins visible. Elle englobe :

- La prostitution dans les hôtels et les auberges. Nous la retrouvons dans les halls et les salons des nombreux lieux d'hébergement à Luanda. Ces prostituées sont souvent de connivence avec un ou plusieurs employés de ces endroits.

La prostitution en Angola est culturellement considérée comme une pratique négative. Les individus qui la pratiquent sont marqués au fer rouge, marginalisés et exclus de leur milieu social. En effet les personnes qui pratiquent la prostitution

[54] Ces endroits se trouvent surtout dans les zones périphériques de la ville, à ciel ouvert, et sont des véritables centres de consommation d'alcool et de drogue. Ils n'ouvrent que le soir.

n’officient pas toujours dans le même lieu ; elles se déplacent à la recherche d’endroits susceptibles de leur apporter des clients, de sécurité et l’anonymat.

Du point de vue juridique, la prostitution, n’est pas reconnue mas elle n’est pas interdite non plus. Lorsqu'elle est pratiquée par des adultes, elle n’est pas considérée comme un crime, toutefois elle est réprimée par la loi lorsqu’elle est pratiquée dans des lieux publics, sous prétexte qu’elle constitue un attentat à la pudeur.

Vue comme un sujet tabou dans la société angolaise, elle n’est pas abordée ouvertement ni par les familles ; ni par la société en général, même si l’on remarque quelques timides allusions faites par les médias. A la base d’un tel comportement se trouvent des facteurs sociaux, politiques et culturels qui ne facilitent pas un ample débat sur ce thème, même si les positionnements à son sujet sont différents. En Angola, dans la plupart des cas, les individus qui pratiquent la prostitution sont méprisés.

Il n'existe pas assez de données officielles sur le nombre de prostituées à Luanda ; cependant, il est très facile de constater, en regardant de plus près les rues de la ville, que de nombreuses femmes exercent cette activité.

Les données soumises par le sociologue angolais Paulo de Carvalho, estimaient qu’entre 2001 et 2002, on a assisté à un accroissement de la prostitution à Luanda de l’ordre de 36,4%. Dans la même période, le nombre de prostituées est passé de 2000 à 2500.

Les données présentées par l'Institut national de lutte contre le sida en Mai 2019 montrent que l'Angola enregistre chaque année 13 000 décès dus à la maladie et que 310 000 personnes vivent avec elle, dont 27 000 enfants, 190 000 femmes, dont 21 000 sont enceintes. Ce cadre nous inquiète car les femmes qui pratiquent la prostitution sont vulnérables à la contraction de cette maladie.

Un rapport du Journal d’Angola du 15 mai 2020 intitulé "les travailleurs du sexe essaient de faire des affaires dans l'état d'exception", même s'il n'indique pas le nombre total estimé de prostituées ce journal, parle d'une incidence du VIH/sida parmi les prostituées de 10,5%, dont environ 2,6% vivent avec une syphilis active. La même source a présenté et interviewé des femmes qui risquaient de se prostituer dans un état de calamité dû à la Covid-19.

Le marché informel a été, tout comme le marché formel, touché par les conséquences dévastatrices de la covid-19. La réduction du temps de travail pour faire face à la distance imposée par la pandémie entraîne une diminution des ressources déjà rares des familles. Dans le cas des femmes prostituées, cette distance, comme on peut l'imaginer, a profondément affecté leur activité. Malgré cela, elles insistent sur la prostitution, mettant en danger leur vie, celle de leurs clients et celle de leurs proches qui peuvent être contaminés par la maladie en cas d'infection de l'un d'entre eux, en plus du risque de toutes les autres maladies de transmission sexuelles que nous avons déjà mentionnées.

Cette situation montre combien la prostitution est une forme alternative de survie pour ces femmes, qui risquent leur vie et celle de ses proches pour assurer le minimum nécessaire à leur survie.

L'ONUSIDA en Angola a estimé dans un rapport publié en 2012 qu'il y avait 2,4 femmes infectées par chaque homme. Nous ne doutons pas que la vulnérabilité et le risque auxquels les femmes sont exposées trouvent leur fondement dans les relations inégales entre les sexes. En raison de la définition sociale des rôles sociaux, les femmes rencontrent des obstacles pour négocier tant dans la famille que dans l'espace public.

C'est pourquoi, pour nous, ce phénomène est un problème social qui devrait mériter l'attention de la société en raison de ses conséquences.

Il n'existe pas de programmes concrets destinés aux femmes qui se prostituent, notamment dans le domaine social ; les quelques interventions mentionnées sont liées à la santé, plus précisément à la lutte contre le sida, où les femmes qui se prostituent apparaissent toujours comme un "groupe à risque" ; comme un groupe vulnérable. Ainsi, ils en sont réduits à une sensibilisation à l'utilisation du préservatif pour réduire la contamination et prévenir les grossesses non désirées, soit dit en passant, est très importante.

Il nous semble que, les conséquences dévastatrices qu'il présente au niveau de la santé surtout, le risque omniprésent de contamination par le VIH/SIDA et autres maladies sexuellement transmissibles, qui, du fait de leur fréquence, constituent une atteinte à la vie humaine et à la dignité de l'être humain en général, et des gens qui

pratiquent la prostitution en particulier, de plus elles sont une entrave au développement socioéconomique de la communauté, de la famille et de l'individu.

Les conditions de propagation de l'épidémie se sont aggravées avec l'ouverture des frontières, la libre circulation des personnes sur le territoire national et à l'étranger, et particulièrement dans les zones frontalières.

Au niveau social, on constate un grand nombre de familles désagrégées souvent à cause de l'abus d'alcool et de drogues, ce qui amène à une négligence dans l'éducation des enfants qui se trouvent ainsi livrés aux tiers ou à eux-mêmes.

Les comportements des individus sont associés au contexte dans lequel ils vivent et à leurs motivations individuelles, entre autres.

Ainsi, nous pouvons affirmer que les femmes prostituées à Luanda sont exposées à un contexte de risque à différents niveaux en raison de leurs conditions de pauvreté, de leur faible niveau d'éducation et de leur accès à l'information les rend vulnérables et limite leur pleine réalisation, ce qui les pousse à s'engager dans cette pratique.

Les réseaux de sécurité formels sont inexistants et les informels sont fragiles. Le soutien familial et le soutien institutionnel sont fondamentaux pour que l'individu puisse maintenir son équilibre émotionnel et aussi pour qu'il puisse en retirer des valeurs sociales. En l'absence de ces institutions, qui forment le réseau de protection sociale, l'individu se sent plus fragile et plus vulnérable aux comportements à risque en raison aussi de sa vulnérabilité économique résultante de cette absence.

La structure de la famille en Angola s'est fortement fragilisée et l'on remarque une augmentation du nombre de familles monoparentales où la mère est le chef de famille, à la suite du décès de l'un des conjoints ou de la séparation du couple. Du point de vue des missions de la famille dans la construction de l'identité de l'individu, cette situation est préoccupante car elle est l'institution de base de toute société, et c'est dans son sein que les modèles de comportement sont donnés à l'enfant afin de faciliter son insertion sociale. C'est au sein de la famille que l'individu fait l'expérience du contact avec les autres.

Cette situation peut porter atteinte à la structure familiale car elle oblige la mère à travailler dehors pour subvenir aux besoins de ses enfants qu'elle abandonne

à leur sort et qui, tout petits, font l'expérience d'autres comportements appris dans la rue. Ces comportements sont réprouvés par la famille et la société, mais, par manque d'échanges entre les différents membres de la famille, ils ne sont découverts par les parents que lorsqu'ils ont des effets négatifs.

Toujours en relation avec le contexte, les influences sont tout aussi importantes dans l'adoption de comportements à risque par les individus et elles sont liées à la capacité que l'individu acquiert tout au long de sa vie de faire des choix.

Se trouvant dans un environnement où la prostitution est pratiquée, l'individu est exposé au risque d'adhérer à cette pratique principalement parce que ce sont des environnements associés à la violence, à la consommation de boissons alcoolisées, à la consommation et au trafic de drogue. Les fêtes, les discothèques et autres lieux de divertissement peuvent être des espaces d'exposition à la prostitution car les gens sont, la plupart du temps, plus désinhibés et ouverts au harcèlement.

Le manque de connaissances peut être à l'origine de l'exposition aux risques. Un élément que nous ne pouvons manquer de mentionner est l'influence des aspects culturels sur le comportement des individus. Il est courant, même aujourd'hui, de trouver des personnes qui, même ayant accès à l'information, ne croient pas à l'existence du VIH et du SIDA. Tant le manque de connaissances que la faible connaissance de cette maladie et d'autres de transmission sexuelle, contribuent à la vulnérabilité des individus face au risque et, par conséquent, à l'entrée dans la prostitution.

Le taux élevé de contamination par le VIH/SIDA génère des orphelins, d'une part, et provoque une augmentation du nombre d'enfants contaminés par le virus d'autre part. Beaucoup d'entre eux sont abandonnés par les familles elles-mêmes dès qu'elles prennent connaissance de leur contamination.

Par ailleurs, la vulnérabilité de la population angolaise face à l'épidémie du VIH/SIDA découle d'autres facteurs socio- économiques et culturels. Outre la moyenne d'âge très basse de la population, on peut également signaler le faible taux de développement humain reflété par un bas niveau de sécurité alimentaire, un niveau d'instruction très bas, un manque d'informations sur le SIDA et notamment sur ses modes de transmission, les conditions d'hygiène précaires, ainsi que les

difficultés d'accès aux services sanitaires, sans oublier des facteurs à caractère socio communautaires comme les us et coutumes ou les croyances.

Nous pensons qu'en tant que problème social, la prostitution en Angola et plus précisément à Luanda devrait être à l'ordre du jour à tous les niveaux car elle est en vue. Plus nous discuterons de ses causes et de ses conséquences, plus nous serons en mesure de comprendre le phénomène et de mettre en œuvre des programmes qui contribueront efficacement à la réduire.

Conclusion du chapitre

Dans ce chapitre nous venons de montrer qu'en Angola la prostitution est très ancienne et elle est associé à la colonisation, à l'importation de grandes entreprises et aux expatriées. A cela s'ajoute une société gangrenée par l'exclusion sociale, qui poussent certaines femmes à trouver dans la prostitution un moyen de subsistance.

TROISIÈME PARTIE

LA PROSTITUTION FACE À LA REALITÉ EMPIRIQUE

CHAPITRE 1

Approche Méthodologique

La méthodologie est un élément fondamental du processus de recherche car elle permet au chercheur de tracer les chemins qu'il suivra tout au long du processus. C'est à travers elle que les objectifs sont exposés, les instruments sont décrits, (comment les utiliser, quand les utiliser, où et avec qui le faire).

Ce processus aide le chercheur à ne pas se perdre pendant la recherche, lui sert de guide et empêche la dispersion.

Une thèse est un processus qui nous permet de découvrir quelque chose qui n'a pas encore été dit. Pour Eco (2016), ces découvertes, et concrètement pour les sciences humaines et sociales, elles ne doivent pas nécessairement être "révolutionnaires", elles peuvent être "modestes". Pour nous, une thèse qu'elle soit modeste ou révolutionnaire, elle doit respecter des directives méthodologiques afin de rester dans les paramètres scientifiques ; c'est exactement ce que nous avons cherché à faire.

Dans ce chapitre, nous présenterons le processus de construction, de planification et d'exécution de notre recherche.

Objectifs de la recherche

Cette étude s'intéresse à la prostitution à Luanda, et plus précisément aux femmes qui pratiquent cette activité de façon « ouverte » ou explicite dans les zones urbaines et périphériques de Luanda.

Pour récapituler certains éléments contenus dans l'introduction, nous avons expliqué que le thème de cette recherche est : **Devenir femmes prostituées : Une question de survie ? Approche sociologique de la prostitution en Angola.**

La question centrale de notre recherche est la suivante :

Comment peut-on expliquer les raisons qui conduisent les jeunes femmes à l'activité prostitutionnelle à Luanda ?

L'objectif général est de **connaître les raisons qui conduisent les femmes à la prostitution à Luanda.**

Les objectifs spécifiques sont :

1. Identifier les facteurs qui conduisent à l'entrée des femmes dans la prostitution.
2. Comprendre comment elles perçoivent la stigmatisation sociale qui entoure la prostitution.
3. Savoir si ces femmes appartiennent ou non à des groupes de travail gérés par un tiers ou si elles sont autonomes dans la gestion de leurs ressources matérielles et financières.
4. Interroger ces femmes sur les alternatives à la sortie de la prostitution.

Ce que nous voulions avec cette recherche, était de comprendre, le sens que les femmes en situation de prostitution donnent à cette activité et comment elles l'expliquent.

Nous partons des hypothèses suivantes :

La première est que : *L'absence familiale dans l'accompagnement dès l'enfance, est un élément catalyseur des toutes formes de déviances notamment la prostitution.*

La famille étant le noyau de la société, elle est très importante dans la construction intégrale de l'être humain. Quand elle ne joue pas correctement son rôle, ses membres s'éloignent, et ceux-ci peuvent être fragilisés par ce manque et ne plus pouvoir combler leurs besoins de manière indépendante. Si les difficultés rencontrées affectent fortement l'individu, que ce soit sur le plan affectif, social, ou

encore psychologique des difficultés peuvent survenir, ce qui peux rendre leur socialisation complexe[55].

Quant à la deuxième : *La mauvaise redistribution des richesses ainsi que l'inexistence de politiques sociales efficaces contre la pauvreté, conduisent à l´exclusion sociale de beaucoup de personnes et pousse beaucoup des jeunes femmes à se prostituer.*

Le manque d'emplois, l'augmentation du coût de la vie, le consumérisme et le désir d'avoir un mode de vie au-delà de ce que l'on peut avoir, conduisent certaines femmes, qui se trouvent dans des conditions de pauvreté et de chômage, parce qu'elles n'ont pas les conditions de base sur le marché du travail, à se prostituer pour gagner de l'argent, des biens et un statut leur permettant de satisfaire leurs besoins et leurs ambitions économiques et sociales. L'absence des services sociaux et des politiques publiques en matière d'éducation, de santé, de logement, de transport rend ces femmes encore plus vulnérables à l'existence d'un marché prostitutionnel.

La méthode

La méthode est le chemin à suivre dans la recherche. Eco (2016) définit la méthode comme « *un ensemble concerté d'opérations réalisées pour atteindre un ou plusieurs objectifs, un corps de principes qui régissent toute recherche organisée, un ensemble de normes qui permettent de sélectionner et de coordonner les techniques* ». Ce sont des procédures opératoires rigoureuses, bien déterminées, transmissibles, susceptibles d'être de nouveau appliquées aux phénomènes.

La référence méthodologique pour la réalisation de cette recherche est la méthode qualitative réalisée. Du point de vue théorique, nous avons privilégie la sociologie interactionniste, notamment la théorique sociologique de la déviance, se référant à Howard Becker et Erwing Goffman. Dans notre introduction et dans notre enquête de terrain, nous avons principalement décliné cette approche à travers des entretiens et les observations.

---

[55] Le terme socialisation, utilisé dans ce texte signifie « le processus selon lequel l'individu apprend à s'ajuster au groupe par l'acquisition d'un comportement social que le groupe approuve ». (une definition de *A dictionary of the Social Sciences*, ed. Julius GOULD and William L. KOLB, The Free Press of Glencoe, N.Y., 1964).
La socialisation c'est le fait que chaque individu assimile, à partir de sa naissance et durant toute sa vie, les normes et les valeurs de la société dans laquelle il est inséré ainsi que ses modèles. La socialisation est l'incorporation des différents modes de penser, d'agir et de sentir du groupe dans lequel l'individu est intégré. Dans ce processus, la famille apparaît comme un intermédiaire entre l'individu et le groupe ; elle est la première phase du processus qui conduit l'individu au groupe en lui inculquant des modèles sociaux par lesquels les individus s'insèrent dans leurs groupes.

Nous avons choisi de réaliser une étude ethnographique, afin d'identifier les dynamiques qui se produisent dans la trajectoire des femmes et dans l'univers de la prostitution. Ainsi, nous avons pu chercher à comprendre des relations qu'elles entretiennent dans le système prostitutionnel, les représentations qu'elles ont de cette activité et le sens qu'elles donnent à leurs interactions.

Consciente que ce groupe est l'objet de nombreux stéréotypes, nous avons pris le plus grand soin dans l'analyse des informations recueillies.

Pour analyser de telles dynamiques, nous nous appuyons sur Goffman (1991) qui présente la prostitution comme un espace "théâtre, un espace dramatique" où chacun joue son rôle dans un échange entre les acteurs.

Une autre contribution pour l'analyse de la prostitution vient de Simmel (2006). Il analyse la prostitution comme un échange qui ne se limite pas aux questions économiques, considérant que souvent l'argent n'est qu'un instrument de départ pour cette interaction et qu'il a donc un rôle symbolique.

Bien que les noms utilisés soient fictifs, les personnages de cette recherche sont réels.

La recherche qualitative

La méthode qualitative est essentiellement réalisée à travers l'utilisations des techniques d'observation et des entretiens, qui permettent des recherches approfondies.

Nous cherchons ce que les sujets pensent de ce thème ; ce n'est pas seulement la vision du chercheur, mais aussi ce que le sujet a à dire. Nous partons de la perspective selon laquelle que l'opinion du sujet est importante et pour cela le contact direct avec lui devient indispensable. Nous avons décidé de favoriser « l'utilisation d'une approche dans laquelle le contact entre le chercheur et le sujet s'avère nécessaire »[56]. Martinelli (1999). Nous pensons que pour connaitre les modes de vie, il est fondamental de connaitre les personnes.

[56] Martinelli Maria Lúcia, *Pesquisa qualitativa, um estigante desafio*, page 22

Dans une recherche qualitative, la priorité est de connaitre la réalité selon les représentations du sujet, notre objectif n'est pas d'étudier les faits majeurs, mais ceux qui sont directement liés à l'individu et qui ont une influence directe dans sa vie, tout en gardant à l'esprit qu'il fait partie d'une structure et donc, qu'il interprète les faits par rapport à son vécu. Ce qui nous intéresse le plus dans cette recherche est "d'expliquer en profondeur la signification et les caractéristiques du résultat des informations obtenues par les entretiens, sans mesure quantitative des caractéristiques ou des comportements (Oliveira 2016).

Pour Carlos et Ferreira (1998), la recherche qualitative part du principe selon lequel il existe une relation dynamique entre le monde réel et le sujet, une interdépendance réelle entre le sujet et l'objet, un lien indissociable entre le monde objectif et la subjectivité du sujet. Dans cette recherche, nous cherchons à obtenir des éléments subjectifs interprétés à partir des sensations et de la perception des femmes prostituées sur les éléments que nous voulons analyser.

Étant donné l'hétérogénéité de notre échantillon, nous avons dû élaborer les questions de manière à ce qu'elles soient compréhensibles par toutes les personnes interrogées, quel que soit leur niveau scolaire et socioculturel[57].

Étapes de la recherche

Réaliser cette thèse a exigé un travail réfléchi et structuré, dont l'accomplissement nous imposait à être très organisés et disciplinés. Nous avons suivi des directives méthodologiques parce que nous voulions donner, comme souligné ci-dessus, à notre travail la scientificité requise.

Ainsi, nous avons réalisé notre thèse en suivant les étapes méthodologiques ci-dessous :

[57] Grâce aux informations saisies par les médias, nous avons remarqué qu'il y avait des femmes étrangères à Luanda qui se prostituaient, surtout des Brésiliennes, des Sud-Africaines, des Chinoises et des Congolaises.

1. Entrer dans le contexte de la recherche grâce à des informations reçues de sources secondaires.

À travers la lecture de journaux, de reportages télévisés, de discussions sur les réseaux sociaux et en réalisant à quel point la prostitution était de plus en plus visible dans les rues de Luanda, nous avons entamé une recherche littéraire approfondie sur le sujet afin de mieux comprendre le problème du point de vue des auteurs qui s'y intéressent. Cette recherche nous a permis d'orienter nos questions et de préciser ce qui nous intéressait vraiment dans notre recherche.

2. Sélectionner et désigner le lieu où la recherche a été réalisée, facilitant le rapprochement avec l'objet de la recherche, assurant la qualité des sources et leur représentativité face à ce contexte spécifique.

Dans cette phase, nous avons fait des observations exploratoires "informelles" pour savoir dans quels endroits se concentraient un nombre important de femmes prostituées et quelle était leur fréquence : si elles exerçaient leur activité dans les mêmes endroits, à quelle heure, s'il y avait un responsable (proxénète) à qui il fallait demander la permission d'interroger les femmes, etc.

3. Déterminer, dans le but de mener une recherche la plus approfondie possible, sur quels sujets ou groupes de sujets la recherche peut être réalisée.

Après l'obtention d'informations nécessaires (des lieux et des moments de plus grande concentration de femmes prostituées, des lieux "plus sécurisés, avec de l'éclairage, plus proches des lieux de passage par exemple"), nous avons réalisé, que la zone de Morro Bento, située au sud de Luanda, concentrée un important nombre des prostituées surtout les weekends entre jeudi et samedi.

Étant un quartier qui concentre plusieurs hôtels, bars et restaurants, il fait à peine nuit et le mouvement des clients de ces établissements attire l'attention des

prostituées sur eux. Tous ces éléments réunis, nous avons décidé de mener nos recherches sur le terrain dans ce lieu.

4. Élaborer les outils de la recherche

Une grille d'entretien et une fiche d'observation ont été construites.

Les questions ont été élaborées à partir des objectifs spécifiques de la recherche. Ainsi, pour chaque objectif spécifique, il y avait deux ou plusieurs questions. En ce qui concerne la grille d'observation, en fonction des objectifs, nous avons également créé des indicateurs à observer en fonction des objectifs, ceci afin de ne pas s'écarter de nos objectifs.

5. Test préalable des outils

Afin de garantir la clarté des questions, une analyse préliminaire a été effectuée d'abord par le directeur de thèse, puis conjointement. Nous sommes ensuite allés sur le terrain où nous avons mené 7 entretiens exploratoires. Une fois que nous nous sommes assurés qu'il n'y avait aucune difficulté à comprendre les questions, nous avons planifié la collecte de données proprement dite.

6. Collecte proprement dite

La collecte de données a été effectuée entre Juillet 2019 et Février 2020 et les détails seront présentés plus tard lorsque nous parlerons de l'expérience sur le terrain.

7. Traitement et analyse des données collectées pour l'élaboration du travail, dont les résultats seront présentés dans le prochain chapitre.

En résumé, nous avons suivi les trois étapes distinguées par Fortin (2009) : en premier lieu, l'étape conceptuelle, puis l'étape méthodologiques et enfin en dernier lieu, l'étape empirique.

Du point de vue conceptuel, nous avons commencé par donner corps à l'idée d'une réflexion sur le problème de la prostitution féminine en Angola, dont la préoccupation, comme nous l'avons déjà mentionné dans l'introduction, est née de nos observations au cours de notre vie quotidienne d'étudiant et de professionnel.

Comme nous n'avions pas beaucoup de connaissances sur le sujet, nous avons décidé de faire une analyse documentaire pour voir ce qui avait déjà été écrit sur le sujet en Angola. À notre grande surprise, très peu de choses ont été réalisées en ce qui concerne la prostitution ; il s'agissait principalement d'articles de journaux ou de vidéos publiées sur internet, et peu de publications scientifiques ont été identifiées.

Fortin (2009) souligne l'importance de consulter des travaux antérieurs pour formuler un problème de recherche et étayer dans un cadre de référence approprié. Ainsi, avons ensuite choisi de faire une recherche littéraire plus approfondie et nous avons obtenu la littérature qui se trouve dans la bibliographie de cette thèse. Cette recherche plus approfondie, comme nous l'avons déjà dit, nous a permis de trouver de la littérature provenant d'autres contextes qui, à notre avis, pourrait nous aider à soutenir nos idées concernant les résultats trouvés au cours de notre recherche.

Techniques de collecte de données

Afin de s'accorder sur les outils de collecte de données et la méthodologie qualitative, nous avons opté pour l'utilisation d'interviews et d'observations. Ces deux instruments exigent, dans leur utilisation, l'insertion du chercheur dans l'univers quotidien des sujets de recherche.

Ainsi, en fonction des objectifs spécifiques de notre recherche, nous avons créé les grilles respectives (entretien et observation) pour recueillir les informations nécessaires à la compréhension de l'objet de notre recherche.

L'Observation

Selon Carlos et Ferreira (1998), observer, c'est sélectionner l'information pertinente, par le biais des organes sensoriels et en s'appuyant sur la théorie et la méthodologie scientifique, dans le but de décrire, d'interpréter et d'agir sur la réalité en question.

Nous avons utilisé l'observation pour comprendre comment se déroulent les rencontres, comment se font les contacts entre les femmes prostituées et leurs clients dans la rue, et quel type de relation existe entre eux. Cette observation était importante pour nous car elle nous a permis de comprendre au-delà de ce qui nous était raconté par les enquêtées.

L'observation a été utilisée car nous voulions dresser un portrait global du phénomène prostitutionnel à Luanda. Nous avons observé de manière prolongée[58] et nous ne sommes pas intervenus dans la manifestation du phénomène : c'est la manifestation spontanée des comportements qui nous intéressaient. Ainsi, nous avons pris des notes de façon chronologique et avec le plus de détails possibles, au moment de l'observation ou le plus tôt possible dès notre retour au domicile.

En conséquence, observer, c'est voir et non pas seulement regarder ; c'est écouter et non pas seulement entendre. Pour ce faire, il convient de développer une attitude d'observation consciente grâce à un entraînement à l'observation ; et ainsi savoir identifier les indices, les comparer avec l'expérience antérieure afin de les interpréter, et pouvoir prendre du recul par rapport à l'objet à observer, même s'il appartient à sa propre culture.

Nous avons utilisé la technique de l'observation non participante dans laquelle le chercheur peut choisir de ne pas s'intégrer au groupe ni de participer aux interactions des personnes qu'il observe. Il observe le groupe de l'extérieur.

Grâce à une grille d'observation, nous avons établi des indicateurs tels que le lieu de contact, le temps de contact, l'attitude du client, l'attitude de la femme prostituée, entre autres.

[58] Nos observations ont duré trois mois. Pendant les mois d'octobre, novembre et décembre 2019, nous sommes rendus au moins deux heures par semaine dans des zones considérées comme des foyers de prostitution.

Certains jours ont été exclusivement réservés à l'observation ; d'autres, aux entretiens. Mais cela n'a pas été facile, parce que les enquêtées étant en situation de travail, nous étions souvent interrompus par les passages des clients. Nous étions alors dans l'obligation d'attendre avant de poursuivre.

L'entretien

Le second outil méthodologique utilisé pour le recueil des données est l'entretien semi-directif.

L'entretien est un dialogue intentionnel entre deux personnes, avec un enchaînement de questions et de réponses dans le but d'atteindre les objectifs ; il permet le contact direct avec les sujets, et favorise les meilleures conditions pour vérifier la perception de ces sujets. Carlos et Ferreira (1998) soulignent que ce contact permet de suivre les expressions, qui peuvent contenir des pensées, pas toujours exprimées, mais démontrées par des gestes, le ton de la voix, un silence, qui facilitent l'interprétation de leur signification.

L'entretien permet d'avoir accès au point de vue des personnes, à leur expérience vécue, au sens qu'elles donnent à leurs actions. Le chercheur doit pouvoir se « … rendre compte des systèmes de représentations et des pratiques sociales des individus » Desanti et Cardon (2010).

Pour l'opérationnalisation de l'entretien, une grille contenant des questions ouvertes a été créée. Avec l'aide du directeur de thèse, un pré-test a été effectué pour analyser la clarté et la pertinence des questions.

Une fois la grille d'entretien approuvée, nous sommes partis sur le terrain entre Juillet 2019 et Février 2020 pour réaliser l'enquête proprement dite.

Au départ de notre travail, nous avions souhaité enregistrer tous les entretiens. Mais malheureusement, la situation était trop dangereuse et nos interviewées, elles-mêmes, nous ont conseillé de ne pas utiliser d'appareil électronique (téléphone, photo, vidéo), à cause de risque de vol ou même d'agression par des clients ou par des proxénètes.

Malgré cela, et même si certaines participantes ont refusé l'enregistrement, nous considérons comme positif le fait que la majorité ait autorisé l'enregistrement des entretiens.

Au cours des conversations, nous avons rencontré quelques difficultés que nous avons dû gérer : des interruptions d'entretiens, l'ingérence des clients dans les décisions des femmes de participer ou non à la recherche ou encore des difficultés de communication avec les femmes étrangères qui ne parlent pas ni le portugais, ni une autre langue que l'on maîtrise.

Au total, trente entretiens ont été réalisés. Parmi eux, 26 entretiens ont été enregistrés, mais deux enregistrements ont dû été écartés, parce que le bruit de la musique et des voitures dans la rue, ne permettait pas de bien entendre les réponses des enquêtées.

Comme vous pouvez l'imaginer, concernant les entretiens non enregistrés, nous avons dû mémoriser les réponses et nous concentrer pendant l'entretien afin de n'en manquer aucune information. Dans ce cas, nous avons pris des notes. Les entretiens ont été semi-directifs. Nous avons utilisé des questions ouvertes et semi-ouvertes. Ce type d'entretien n'amène pas forcément à suivre l'ordre des questions figurant sur la liste, puisque celles-ci s'inscrivent dans le fil de l'entretien. Le fait d'interroger la personne avec des questions ouvertes permet donc de réajuster l'entretien en fonction de son discours, et par conséquent de l'interroger sur des questions qui n'étaient pas envisagées ou à l'inverse de ne pas poser certaines questions qui étaient prévues, d'où la nécessité de bien connaître la grille d'entretien et de la mémoriser.

De cette manière l'interviewée ont pu répondre de manière libre et développer leurs idées. Cette technique est donc avantageuse, car elle permet d'approfondir et de développer la pensée de la personne sur certains points car il est possible de relancer l'entretien à tout moment sur des thèmes peu abordés ou peu clairs et ainsi, élargir l'information. Elle laisse une plus grande liberté d'expression à l'interviewée sur son vécu et ses ressentis sans orienter ses réponses.

Tous les entretiens ont été réalisés la nuit (entre 22h et 2h du matin) et le week-end (entre vendredi et dimanche) car c'est l'heure et les jours où se concentrent le plus grand nombre de femmes se prostituant.

Une fois les données recueillies, nous avons relu l'ensemble des entretiens et sélectionné celles dont les questions ont reçu des réponses complètes et nous avons ensuite procédé à leur transcription. Une grille d'analyse a été réalisée en tenant compte des catégories créées à partir des informations recueillies contenant fondamentalement deux parties : une première concerne la famille et l'autre la pratique de la prostitution.

Dans l'analyse qui concerne la famille, notre but est de voir si, dans les trajectoires de ces femmes, il y a eu une perte de lien avec leur famille ou leur groupe (au sens élargi, comme nous l'avons défini précédemment) dans l'enfance ou à l'adolescence, qui aurait perturbé leur socialisation.

Chaque entretien a duré en moyenne quarante-cinq minutes.

Échantillon

Au départ, nous avions prévu un échantillon de 30 femmes. À cette fin, nous avions prévu de réaliser une quarantaine d'interviews, en comptant déjà celles qui, pour une raison ou une autre, devraient être écartées.

En raison de l'aggravation des mesures restrictives due à la pandémie de Covid-19, il n'a pas été possible d'atteindre cet objectif. Ainsi, nous avons un échantillon composé de vingt-huit femmes.

Pour le constituer, nous avons déterminé les critères de sélections suivants :

a) Habiter à Luanda ;

b) Être du sexe féminin ;

c) Pratiquer la prostitution à Morro Bento

d) Pratiquer la prostitution dans un lieu public indentifiable tel que la rue, les maisons closes et les auberges.

e) Être disposée à participer à l'enquête

Toutes les femmes prostituées qui ne répondaient pas à ces critères ont été exclues de cette enquête.

Recherche de terrain

Pendant la recherche sur le terrain nous nous sommes placés face à la réalité de nos enquêtées.

Cela nous a posée de nombreux défis dans le processus de collecte d'informations auprès des répondantes. Sont ici inclues les questions éthiques, c'est-à-dire, selon Fortin (2009), le résultat d'exigences morales et qui peuvent entrer en conflit avec la rigueur de la recherche.

Ainsi, les codes éthiques sur la recherche avec des êtres humains imposent des limites aux chercheurs en ce qui concerne le respect de la personne et la protection de leur droit à la vie et à la dignité en tant qu'être humain.

La recherche avec des femmes prostituées étant une procédure que nous considérons comme impliquant des questions sensibles qui touchent à des aspects de la vie intime des femmes, nous avons été très soucieux et attentifs à ce que notre action soit circonscrite dans le cadre des directives méthodologiques scientifiquement acceptables, en ce qui concerne les questions éthiques.

En utilisant les lignes directrices présentées par Fortin (2009) qui cite certains droits fondamentaux des personnes à tenir un compte pendant la recherche, nous avons considéré les éléments suivants :

1. Le droit à l'autodétermination où nous avons valorisé et pris en compte la capacité de chaque femme à décider si elle souhaitait ou non participer à la recherche ; en fait, c'était l'un des critères d'exclusion. Chacune d'entre eux a été laissée libre d'accepter ou non ce qui signifie qu'aucune forme coercitive n'a été utilisée pour forcer la participation des femmes interrogées.

2. Le droit à la vie privée - Ici, nous avons considéré et respecté la profondeur des informations que chaque femme voulait nous donner. Sachant que le sujet en question était sensible, nous avons vu la nécessité de tenir compte du fait que les participants ne voulaient peut-

être pas partager avec nous des informations plus intimes et privées. Par conséquent, aucune forme de pression n'a été exercée pour que les femmes interrogées nous communiquent plus d'informations qu'elles n'en ont elles-mêmes décidé.

3. Le droit à l'anonymat et à la confidentialité - À cet égard, il a été considéré qu'aucun participant ne pouvait être reconnu par une personne ayant lu notre thèse. Afin de sauvegarder ce droit, tous les noms utilisés sont fictifs. Cela permet d'éviter tout lien entre les informations recueillies et nos sources.

Comme nous l'avons souligné, la problématique que nous nous proposons d'aborder ici, est un grand tabou dans la société angolaise. Les femmes impliquées dans la prostitution ont tendance à ne pas accepter de participer aux entretiens ; elles évitent de parler de cette activité de peur d'être jugées et étiquetées. Il n'a donc pas été facile de les approcher. Pour minimiser le risque de ce rejet, nous avons d'abord essayé de nous tourner vers deux organisations qui ont travaillé pendant des années sur cette question à Luanda : la PSI (population Service International)[59] et les sœurs Oblates[60].

Après plusieurs tentatives de contact avec les deux organisations, nous avons constaté que le PSI et les Sœurs Oblates ne figuraient pas aux adresses indiquées. Nous avons appris plus tard que ces derniers avaient quitté la province de Luanda pour s'installer dans la province de Benguela. Quant à la PSI, nous ne disposions d'aucune autre information.

[59] La PSI est une organisation non gouvernementale américaine qui travaille dans le domaine de la prévention sanitaire, et plus particulièrement sur la lutte contre le paludisme, la réduction des maladies diarrhéiques chez les enfants et la prévention du HIV/SIDA. C'est dans ce dernier domaine que l'organisation travaille avec les personnes prostituées en les encourageant à utiliser des méthodes préventives contre cette maladie et les autres maladies sexuellement transmissibles, notamment via l'utilisation de préservatifs pendant leurs rapports sexuels, et à réaliser régulièrement des tests de dépistage.

[60] Les Sœurs Oblates sont une congrégation religieuse catholique, qui travaille avec des femmes en situation à risque. En Angola, elles ont initialement travaillé à Luanda. Actuellement elles se trouvent à Benguela où elles s'occupent des femmes prostituées et de leurs enfants.

Nous nous sommes rendus préalablement à quelques reprises dans les lieux de prostitution connus, ce qui nous a permis d'en avoir une connaissance plus précise et, dans le cas de maisons closes, de chercher une référence (propriétaire du site, responsable du site, client fréquent) pour entrer plus facilement en contact avec les femmes. Ensuite, les entretiens ont été réalisés pendant les nuits et à l'aube.

Le droit à la protection contre l'inconfort et le préjudice ainsi que le droit à un traitement juste et équitable doit être faite avant, pendant et après la participation à une étude (Polit et Hungler, 1995 cit Fortin). Elle implique que le participant soit informé des objectifs de la recherche, de la durée de l'entretien et lui donne le droit de choisir de participer ou non à la recherche.

Dans le cadre de cette enquête, les femmes ont reçu un formulaire de consentement indiquant leur volonté et leur intérêt à participer. Avant de le signer, l'objectif de l'enquête a été expliqué à la participante ainsi que les procédures de l'entretien où le temps a été estimé et il lui a été demandé si elle serait autorisée ou non à l'enregistrer. Par conséquent, l'interview n'a été menée qu'avec des femmes qui ont répondu positivement.

Même si nous savions qu'il serait difficile d'aborder cette question, nous n'avions pas pris conscience de l'ampleur véritable du défi. Entrer dans le monde de la prostitution exige une véritable préparation. Il faut d'abord être conscient des risques que nous courions et relever les défis qui sont caractéristiques à ce milieu, surtout au niveau de la recherche de terrain, pratique rare en Angola.

Plusieurs difficultés ont été rencontrées pendant la recherche, mais elles n'ont pas constitué des obstacles suffisants pour nous arrêter, parce que notre volonté de mener à bien ce projet était bien plus grand et nous a aidé à surmonter ces difficultés

Nous n'avons pas obtenu le soutien que nous attendions de la part du PSI, ni celle de sœurs Oblates comme nous l'avons déjà expliqué. Cependant, cela ne nous a pas démotivées pour la poursuite de notre recherche. Nous exposons ici nos difficultés, pour que ceux qui entreprendront des recherches sur le sujet par la suite sachent à quoi s'attendre. Ils auront ainsi la possibilité de se préparer pour que leur travail soit moins difficile que le nôtre.

Tout d'abord, nous avons fait face aux difficultés d'un système très bureaucratique qui n'a pas facilité le contact avec les différentes institutions, et cette situation nous a posé des problèmes de gestion de temps, car nous avions tracé un calendrier d'activités, et son exécution dépendait de certaines réponses que nous n'avons finalement pas pu obtenir, en particulier de la part des institutions publiques qui ont perdu des lettres de demande d'audition ou de consultation de documents. Notre demande d'accompagnement pour la réalisation des enquêtes dans les rues et dans les maisons closes, n'a jamais reçu de réponse. Compte tenu de cette situation, nous avons été contraints de nous organiser de façon moins formelle.

Ensuite des questions financières et matérielles sont intervenues. Les prostituées qui participent souvent dans les enquêtes, sont habituées à recevoir un dédommagement pour le temps qu'elles mettent à la disposition des chercheurs. Les femmes prostituées ne fournissent pas d'information sans contrepartie, elles veulent être payées pour le temps qu'elles passent à parler et il n'est pas facile de trouver des arguments pour les convaincre du contraire. Pour des raisons éthiques, nous réfutons cette pratique car elle nous conduit à valoriser et à encourager cette pratique. Nous nous sommes trouvées à la fois désemparées et confrontées à un problème d'éthique, nous-mêmes, étant opposée à la prostitution, il nous semblait que payer pour avoir des informations s'apparentait à la prostitution, ou tout au moins à de la corruption. Cependant, nous devons reconnaître qu'il n'a pas été facile de convaincre les participants de nous fournir les informations contenues dans cette recherche.

Une autre difficulté a été d'aborder les femmes pour entamer le dialogue. Étant une femme, cela a posé des problèmes puis qu'elles ne s'arrêtent pas quand elles sont interpelées par une femme. Pour résoudre le problème, nous avons demandé à un homme de les interpeller pendant que nous espérions obtenir une réponse positive, et ainsi réaliser l'interview. Dès le premier contact avec une femme, celles-ci nous présentaient ensuite généralement à d'autres femmes.

Si nous ne les avions pas considérées comme des défis, ces difficultés auraient pu nous déstabiliser, voire même nous décourager, car cela n'a pas été facile de surmonter tous ces obstacles.

Analyse des risques

Nous devons dire ici que, pour prendre la décision d'exécuter cette recherche, nous avons dû tenir compte de certains facteurs internes et externes qui pouvaient constituer des obstacles. Lorsque nous parlons de facteurs internes, nous faisons référence à tous ceux qui nous sont intrinsèques en tant que chercheurs. En revanche, les facteurs externes renvoient à des facteurs qui échappent à notre contrôle.

Quant aux facteurs internes, il faudrait réfléchir au temps disponible pour la thèse, aux limites personnelles de la collecte d'informations sur le terrain et à la difficulté que nous rencontrons à propos de la maitrise de la langue française.

En tant qu'enseignante en temps plein, nous avons dû suspendre notre contrat au cours de la dernière année de notre thèse, afin de pouvoir nous consacrer exclusivement à celle-ci.

En ce qui concerne la collecte de données, nous avons choisi d'aller sur le terrain entre vingt-deux heures et deux heures du matin car c'est le moment où un grand nombre de femmes dans les rues se prostituent. Le risque que nous pourrions courir à cette période de la nuit est l'un des facteurs qui pèse lourdement sur notre décision de faire notre travail. Nous avons, donc choisi de nous faire accompagner par des membres de la famille du sexe masculin pour se sentir en sécurité.

Étant lusophones, nous sommes pleinement conscients de nos limites linguistiques et tout de même, nous nous sommes engagés à l'exigence de faire une thèse en français, en trois ans parce que nous reconnaissons combien l'apprentissage d'une langue étrangère, peut être important pour notre carrière professionnelle.

De plus, la rareté de littérature sur la prostitution en Angola est aussi un défi qui nous avons dû surmonter. Ainsi, nous avons choisi de nous appuyer aussi sur la littérature étrangère, notamment celle d'origine portugaise et brésilienne, dont la compréhension nous était plus facile.

Quant au facteur externe à souligner, nous sommes des boursiers et, à ce titre, nous avons dû nous adapter à ses conditions. Quant à la durée, nous avions trois ans pour réaliser notre thèse et, en alternance, ce qui signifie que nous devions

rester trois mois par an en France. Cependant, pour notre besoin de suivi, nous avons d'abord pensé que ce temps serait insuffisant. Nous avons décidé de nous plonger dans cette aventure après que notre directeur de thèse nous a informé de sa possibilité de venir en Angola une ou deux fois pendant cette période. L'encouragement inconditionnel de notre directeur de thèse ainsi que le soutien de la famille nous ont motivés à continuer dans ce travail de recherche.

Nous ne doutons pas que cette recherche est la plus grande aventure que nous ayons entreprise dans la recherche de la connaissance et que tous les défis que nous avons relevés ont servi à la concrétiser. Les résultats présentés dans le chapitre suivant sont l'aboutissement de cette expérience.

Conclusion du chapitre

Ce premier chapitre intitulé approche méthodologique, nous a permis d’expliquer la méthodologie utilisée, les objectifs de la recherche, les étapes de la recherche, le mode de recueil des données, ainsi que les difficultés rencontrées, dans non seulement dans l’accès au terrain mais également les conditions du déroulement de cette recherche qui n’ont pas été faciles.

Chapitre 2

Profils sociologiques et trajectoires sociales des personnes prostituées.

Pour effectuer l'analyse des données, nous nous sommes appuyés sur la technique d'analyse du contenu définie par Bardin (2011) comme “un ensemble d'outils méthodologiques en constante amélioration, qui s'appliquent à des discours (contenus et continents) extrêmement divers“.

Dans cette technique d’analyse, l’auteur présente essentiellement des étapes pratiques (elle considère que l'analyse du contenu est faite en pratique), à savoir : l'organisation des données, la codification, la catégorisation et le traitement, l'inférence et l'interprétation des résultats. Nous avons suivi ces étapes dans l'élaboration de cette analyse.

Dans ce chapitre, nous allons analyser et interpréter les données recueillies.

Lors de l'analyse du contenu des témoignages, nous avons relevé plusieurs aspects qui nous ont interpellés et que nous allons présenter ci-dessous, tels que l'éclatement de la famille et une enfance troublée ; l'adoption de nouveaux comportements ; la peur, la honte, la violence et le silence, les grossesses non désirées et les mensonges.

Dans ces mêmes déclarations, nous trouvons également beaucoup de force, de courage et de nombreux rêves ; des rêves d'une enfance non vécue ; le renouvellement des rêves, la renaissance dans l'avenir des enfants.

Caractéristiques sociodémographiques

Nous avons interrogé trente femmes âgées de 17 ans à 46 ans dont vingt-cinq enregistrées (vingt-huit sur ces trente entretiens étaient exploitables). Outre les citoyennes angolaises, des femmes d’origine étrangère ont également été interviewées. Elles provenaient de la Chine, de la République Démocratique du Congo et du Mozambique.

La plupart des personnes interviewées ont moins de 25 ans (18). Il est important de signaler que seulement deux (2) femmes ont déclaré avoir 17 ans, bien qu'apparemment d'autres personnes interrogées nous soient apparues comme des mineures ; c'est-à-dire qu'au cours de notre observation, nous avons constaté que beaucoup d'entre elles étaient en fait plus jeunes que l'âge qu'elles avaient déclaré.

Face à cette situation, elles montrent clairement une connaissance du fait qu'il est interdit aux mineurs de pratiquer la prostitution :

> *… pour travailler dans cet endroit, la femme doit avoir l'âge de la majorité, c'est la loi… je ne veux pas avoir des problèmes avec la police…* Maria (18 ans)
>
> *… je travaille ici depuis trois ans maintenant…Si j'étais mineure, la police m'aurait déjà sorti de là... Je ne porte pas ma carte d'identité ; ils peuvent me voler et me perdre.* Carla (22)
>
> *Le "garçon" proxénète qui "nous défend ici" est capable de savoir exactement quel est l'âge de chacune ; Il n'accepte pas les mineures ?* Joana (26)
>
> *… je n'ai pas besoin d'un document pour le prouver… les clients me connaissent depuis et en plus, on me demande jamais ma carte d'identité…* Pancha (26 ans)

Ces témoignages peuvent s'expliquer par le fait que les femmes et leurs « intermédiaires », comme on les appelle (qui sont en fait des gestionnaires de maisons closes clandestines, des proxénètes), sont conscients que les mineures, n'ont pas « le droit » de pratiquer la prostitution. Toutefois, il est possible que certaines femmes interrogées aient menti sur leur âge, craignant d'être exclues de cette activité mais aussi d'être interrogées par la police et envoyées dans des centres d'accueil tels que le "Kuzola"[61] ou le centre "Horizonte Azul"[62].

La majorité des femmes (dix-sept) ont déclaré avoir des enfants. Bien qu'aucune d'entre elles n'est supposée avoir des enfants avec des clients, l'étude a

[61] Le foyer accueille des enfants orphelins, abandonnés et en danger de zéro à seize ans.
[62] Le Centre accueille les enfants et les adolescentes abandonnés par leur famille et ceux qui se retrouvent dans une situation de prostitution dans les rues.

montré que certaines femmes ignoraient (ou prétendaient ignorer) la paternité de certains de leurs enfants, dont la parentalité est mise en doute à partir du moment où leurs conjoints avaient découvert que ces femmes étaient dans la prostitution.

Et même si, lorsque la question est posée directement, la personne interrogée nie avoir des enfants avec un client ; il est pourtant courant de répondre qu'elles connaîssent ou une collègue qui a des enfants avec un client mais le cachent car ils n'assument pas les enfants de femmes prostituées.

Voyons ce que dit Carla (22 ans) :

> *J'ai deux enfants mais le père du second n'a pas pris la relève parce que sa famille dit qu'il "ne lui ressemble pas" (il ne ressemble à personne dans la famille) ... Je connais beaucoup de filles qui ont des enfants avec un client...*

La crainte de parler de la véritable paternité des enfants est une difficulté manifeste d'être à la fois des mères d'être jugées d'irresponsabilité et pour leurs enfants c'est donc un moyen de préserver et de leurs protéger contre toute forme d'agression de préjugés, soit de la part de leurs propres familles et de la société en général qui ne voient pas cette réalité d'un bon œil. Les mères craignent que leurs enfants soient étiquetés et qualifiés de "fils ou filles des putes",[63] ce qui peut constituer un obstacle à leur développement psychologique et social.

Nous devons cependant reconnaître que, cette réalité a déjà été pire. De nos jours, on constate moins de préjugés, surtout dans les zones plus urbaines.

Quant à la résidence, il est intéressant de noter qu'aucune des femmes interrogées n'a déclaré vivre dans le même quartier que celui où elles ont été interrogées, c'est-à-dire qu'elles pratiquent toutes la prostitution loin de chez elles.

Les entretiens ont été réalisés au "Café da Vila do Gamek", au "Fininho" a « Kikagi », et les personnes interrogées ont déclaré vivre dans les quartiers de Golfe 2, Rocha Pinto, Maianga, Palanca, Fubu, entre autres, qui sont à plus de dix kilomètres du lieu de l'entretien.

---

[63] Pour plus d'information, voir Emmanuel Jovelin. Les enfants des prostituées ou des fils et filles de pute, Revue *Pensée Plurielle*, n°1/03/2005

Nous rappelons que tous les entretiens ont été réalisés sur le lieu où les femmes se prostituent, bien que nous nous soyons rendus disponibles pour les faire dans des endroits plus réservés et plus calmes, pour éviter à la fois le bruit et d'autres désordres courants dans les lieux de prostitution tels que le manque de sécurité et l'interférence des proxénètes et des clients.

Cette attitude montre que, malgré tout ce qu'on pense sur cette activité, pour ces femmes, le lieu de la prostitution est un espace où elles se sentent en sécurité ; où elles se sentent principalement protégées par d'autres femmes. Elles sont très méfiantes et associent toute approche de personnes étrangères à quelque chose de mauvais, même si elle est faite par une autre femme comme c'est notre cas.

Situation familiale

Lorsqu'on examine l'âge et l'état civil des femmes interrogées, on se rend compte que les deux sont strictement liés dans la mesure où plus l'âge est bas, plus la probabilité de ne pas assumer un foyer est grande. La majorité d'entre elles ayant entre 25-35 ans, elles continuent à vivre en compagnie de leurs proches ; les parents en premier lieu ou d'autres personnes, amies ou autres prostituées ou d'autres personnes encore proches.

Tableau n° 1 Répartition de l'échantillon en fonction de l'âge et de l'état civil

Âge	Situation familiale				TOTAL
	Célibataire	Marié/ En concubinat	Divorcé/ Séparé	Veuve	
Moins de 25 ans	3	0	0	0	3
Entre 25-35 ans	17	1	5	0	23
Plus de 35 ans	0	0	1	1	2
TOTAL	20	1	6	1	28

Cette situation s'explique par le fait que la plupart des familles angolaises, n'acceptent toujours pas qu'une femme, sans engagement matrimonial, quitte le foyer familial pour fonder le sien.

D'autre part, les femmes ne pensent guère à investir dans une maison puisque c'est une responsabilité attribuée aux hommes. Les cas de femmes qui le font sont rares, cela arrive généralement davantage aux femmes qui deviennent veuves très tôt, sans membres de la famille qui peuvent les aider et qui sont donc obligées de travailler pour loger leurs enfants.

Altuna (2014) affirme que dans la culture bantou, l'homme est considéré comme le plus puissant, donc il peut vivre seul parce qu'il est financièrement autonome, contrairement à une femme. Une femme est considérée fragile et aurait du mal à se défendre en cas d'agression, de coups et blessures ou d'autres malheurs ; ensuite parce qu'une femme dans ces conditions est mal vue par la société et étiquetée comme une "femme facile".

Ainsi, même lorsqu'une femme avec enfants veut être indépendante, elle a tendance à rester chez ses parents jusqu'à ce qu'un prétendant (père de ses enfants ou non) la prenne comme épouse.

Giffin (1991) considère que la définition sociale de la paternité comme un ensemble de droits et de devoirs ne s'est pas élargie, même face à la preuve scientifique du rôle biologique des hommes dans la reproduction et dans la constitution génétique des enfants... De même, la tendance mondiale à l'utilisation croissante de la contraception n'a pas favorisé une plus grande égalité des responsabilités des hommes et des femmes envers la progéniture. Étant donné le rôle réduit de l'homme dans la sphère sociale de la reproduction, c'est toujours à la femme de décider de poursuivre la grossesse et d'en assumer les conséquences.

Si l'on considère que presque toutes les femmes interrogées (vingt-trois) sont mères, et que dix-huit d'entre elles ont jusqu'à deux enfants, on constate que la charge de la famille peut être importante lorsque ces femmes n'ont pas de source de revenus propre ou lorsque les parents de leurs enfants ne contribuent pas financièrement aux dépenses de ces derniers, comme c'est le cas pour la plupart d'entre elles.

Scolarisation

La plupart des femmes interrogées n'ont jamais étudié ou n'ont que le niveau collège, comme le montre bien le tableau n° 2 ci-dessous, ce qui peut expliquer leurs difficultés à trouver un emploi stable, malgré le fait qu'elles aient déjà eu une expérience professionnelle dans l'économie informelle.

Dans leurs réponses, neuf femmes ont déclaré avoir abandonné leurs études par manque de moyens financiers dans la famille, cinq en raison de changements constants de résidence, une a déclaré avoir été expulsée de plusieurs écoles pour mauvais comportement, deux sont tombées enceintes et ont été obligées de changer de période de cours[64], ce qui ne leur a pas convenu. Les autres n'ont pas voulu répondre à cette question.

Cependant, le nombre et les raisons de l'abandon scolaire sont suffisants pour nous faire réfléchir sur l'importance du soutien familial et scolaire dans l'accompagnement des filles en âge scolaire. On constate que, même si la volonté de l'école existe, il est difficile pour l'institution de garder ces jeunes femmes, puisque certaines d'entre elles ne respectent pas les règles, préférant l'exclusion de l'école et la production d'un décrochage scolaire, comme l'affirment Molina & Kodato (2005).

Ainsi, on peut dire que le niveau scolaire de la plupart de ces femmes ne leur permet pas d'être compétitives sur le marché du travail formel qui est actuellement très exigeant en termes de diplôme universitaire et de spécialisation des professionnels.

Si l'on tient compte du fait que les spécialisations dans le système éducatif en Angola commencent dès le lycée, on constate que les chances de ces femmes d'entrer sur le marché du travail sont limitées, par rapport à celles qui terminent le lycée professionnel.

---

[64] Le système éducatif angolais empêche les jeunes filles enceintes de suivre des cours pendant la période normale. Ainsi, celles qui veulent poursuivre leurs études sont obligées de passer à la période nocturne réservée aux adultes. C'est en soi une raison pour laquelle de nombreux jeunes abandonnent les études, d'une part parce que cela constitue une forme d'exclusion et de stigmatisation, et d'autre part parce que toutes les régions de Luanda n'ont pas assez d'écoles, ce qui oblige beaucoup d'entre elles à parcourir plusieurs kilomètres entre leur domicile et l'école. Il s'agit d'un exercice difficile à réaliser pendant toute l'année scolaire le jour et la plupart du temps impossible la nuit.

Tableau n° 2 Répartition de l'échantillon en fonction de l'âge et du niveau scolaire

Âge	Niveau scolaire			TOTAL
	Collège	Lycée	Université	
Moins de 25 ans	3	0	0	3
Entre 25-35 ans	16	6	1	23
Plus de 35 ans	0	1	1	2
TOTAL	16	7	2	28

Notre échantillon est composé de très jeunes femmes, qui font partie du groupe des personnes économiquement actives. Avec des enfants, la possibilité de retourner à l'école, de devenir professionnelle et d'être compétitive sur le marché du travail est plus difficile, et la possibilité pour leurs enfants de faire face aux mêmes difficultés qu'elles, y compris la pauvreté, est grande.

Dans la société angolaise, où les femmes doivent manifestement rivaliser de façon disproportionnée avec les hommes, la formation et l'éducation sont fondamentales pour qu'elles soient compétitives sur le marché du travail. En tant que femmes, elles éprouvent déjà des difficultés à être admises à un poste où elles sont en concurrence avec les hommes.

Ces femmes étant en âge de procréer, et vu la fécondité et le taux de natalité de la femme angolaise, elles ne sont pas considérées comme productives et les rend encore moins employables en comparaison des hommes.

La famille et la construction de l'identité

La relation parentale nous semble être une catégorie importante à analyser car il est entendu que les choix dans les trajectoires des sujets peuvent aussi être liés à de possibles "échecs" et "succès" dans leur processus éducatif avec leurs proches dès l'enfance, surtout lorsque ceux-ci ont pour fonction de transmettre des valeurs, comme c'est le cas des parents ou d'autres adultes de la famille responsables de cette fonction.

Caractériser la relation entre ces femmes et leurs parents respectifs peut nous permettre de comprendre leur condition actuelle. Nous pensons qu'il est important de reprendre leurs expériences d'enfance afin de comprendre leurs trajectoires jusqu'au présent.

Lorsqu'elles répondaient à nos questions, nous avons remarqué dans leurs témoignages des souvenirs d'une enfance parfois tourmentée, qu'elles aimeraient bien oublier, mais qui les poursuit.

Nous leur avons demandé, avec qui elles avaient vécu pendant leur enfance et comment elles considèrent la relation qu'elles avaient et qu'elles ont avec leurs parents biologiques ou leurs parents adoptifs. Dans leurs réponses, on trouve entre autres des témoignages de violence familiale, la perte de parents, des problèmes d'alcoolisme.

Nous verrons ensuite comment ces idées prennent sens dans les déclarations de nos interlocutrices.

Perte de parents, être élevé par de tiers et l'expérience dans les rues

En ce qui concerne la relation parentale il y a, entre autres, trois éléments qui ressortent des témoignages : la perte de parents à l'enfance, être élevé par des tiers (une instabilité au niveau de lieu d'hébergement) et l'expérience de vivre dans la rue. Cette situation a laissé des traces :

> *J'ai perdu mes parents très tôt, donc je n'ai rien à dire… bien, j'ai vécu avec ma grand-mère jusqu'à sa mort ; j'avais onze ans. Après je suis partie chez ma tante. Quand elle est partie à Luanda avec son mari et ses enfants, elle a promis de venir me chercher à Lobito[65]; je suis restée chez la voisine car j'étais à l'école. Je faisais tout le travail à la maison, je ne pouvais plus aller à l'école… je restais à la maison avec les plus petits… un jour j'ai demandé à un camionneur de m'amener à Luanda ; pendant le voyage il m'a violée. J'ai perdu confiance aux gens… j'ai préféré rester dans la rue…* Mena (30 ans)

[65] Il s'agit de la capitale de la province de Benguela

> *Mes parents sont morts pendant la guerre quand j'étais petite. Je les ai vus se faire tuer, c'était en 2001 à Dalatando[66]; pendent plusieurs années ça m'a fait très mal. J'avais des cauchemars ; j'avais envie de tuer la personne qui a fait ça… je me rappelle bien … même aujourd'hui si je la retrouve je la reconnais… Après avoir vécue de maison en maison, j'ai préféré aller vivre dans la rue. A l'époque, j'y ai rencontré beaucoup d'enfants comme moi…* Carolina (26 ans)

Ce passage à la rue se produit, comme l'indique Rizzini (2003), dans un processus qui inclut, entre autres, la représentation que l'on a de cet espace. Pour les jeunes femmes en particulier, la rue est un territoire ambigu, où les dangers et l'éminence de la violence rivalisent avec l'exercice de la liberté souhaitée, imprégnant ces décisions d'incertitudes et d'obstacles. Mais la rue est en réalité un lieu de danger, d'insécurité, notamment pour les enfants sans défense qui risquent d'être exploités par des adultes qui veulent profiter de leur naïveté.

La rue apparaît également comme une justification pour échapper aux responsabilités familiales, lorsqu'elles considèrent avoir excessivement d'activités :

> *… je n'aimais pas cette situation, j'ai mis trop de temps pour quitter la maison où je vivais avec ma tante. Un jour elle m'a trop frappée car je n'aimais pas faire des tâches ménagères… ça me fatiguait beaucoup… on m'a amenée à l'hôpital car j'ai fait semblant d'avoir perdu connaissance (rires) et j'y suis restée deux jours ; quand on m'a libérée, je ne suis plus rentrée, donc je suis restée dans la rue …* Sofie (27 ans)

Souza (2009) considère que, dans le processus de socialisation féminine traditionnelle, il est de la responsabilité de la famille de placer les jeunes femmes dans des espaces réduits et dans des activités qui sont des symboles du féminin, comme les tâches domestiques, le soin des autres... En réaction à ce modèle, les jeunes femmes vivent l'ambiguïté de se conformer aux règles stipulées et de s'aventurer dans des chemins non prescrits, parmi lesquels la vie dans la rue.

---

[66] Il s'agit de la capitale de la province de Kwanza Norte

Les femmes interrogées reconnaissent actuellement que le choix de vivre dans la rue n'était pas une bonne option ; elles percevaient les règles imposées par les adultes à la maison de mauvais augure, trop directives, et elles pensaient qu'on leur demandait d'aider la famille dans les tâches ménagères, uniquement parce qu'elles n'étaient pas les enfants biologiques des personnes avec lesquelles elles vivent. On voit ici, qu'il y a un détournement de la réalité causé par ce manque des parents. Par ailleurs, la violence générée par la guerre continue, dix-huit ans après sa fin, a eu des conséquences dans la vie de ces femmes. Nombreux de ces orphelines ont été emmenées dans des foyers, d'autres prises en charge par des tiers. Cependant, il y a celles qui n'ont pas connu le même sort et qui sont restées dans la rue jusqu'à leur majorité.

La constitution angolaise dans l'article 35ème sur la famille, le mariage et filiation, dans son paragraphe 6ème prévoit que « *la protection des droits des enfants, à savoir leur éducation intégrale et harmonieuse, la protection de leur santé, de leurs conditions de vie et de leur éducation, constitue une priorité absolue pour la famille, l'État et la société* ». Mais en pratique, il arrive que la présence de l'État et de la société ne se fait pas sentir, surtout parmi les familles les plus pauvres.

Il convient de rappeler que l'absence paternelle est une réalité qui se reproduit dans la vie de ces femmes aujourd'hui - avec la circonstance aggravante que dans le cas de leurs enfants, leurs pères sont toujours vivants : elles revivent personnellement cette absence avec leur partenaire, et leurs enfants vivent la même expérience que leur mère lorsqu'elle était enfant. Pour cette raison, et comme nous le verrons plus tard, les femmes ont tendance à vouloir à tout prix offrir le meilleur à leurs enfants ; y compris en se prostituant.

La violence à l'enfance

La violence familiale apparait comme une situation vécue pendant l'enfance de certaines femmes interrogées. Près de la moitié des femmes interrogées (13) rapportent au moins un épisode d'agression verbale ou d'agression physique, agressions sexuelles au cours de leur vie, impliquant leurs parents ou un membre adulte de la famille.

Dans la culture angolaise il est presque « naturel » de taper les enfants quand ils font des bêtises ; en général, les parents ne sont pas violents envers leurs enfants, par contre ils sont très exigeants par rapport à l'éducation (des punitions en empêchant les enfants d'aller jouer, par exemple), chaque enfant doit être l'honneur de la famille, le modèle.

Cependant, lorsqu'il y a de la violence, l'agression au sein de la famille, la rue apparaît comme une des échappatoires. Maria (18 ans) nous décrit son expérience et on peut constater que quitter le foyer à cause des agressions subies pour vivre dans la rue ne lui a pas rendu la stabilité qu'elle cherchait :

> *…oui un jour, mon frère m'avait beaucoup frappée… J'ai quitté la maison pour rester dans la rue ; là j'ai rencontré quelques garçons qui abusaient de moi, avant de connaitre Joaquim* (nom fictif)*, un garçon qui a promis de se marier avec moi… j'étais tellement heureuse… très amoureuse de lui, tu sais. Et ben… je suis tombée enceinte à seulement trois mois de relation… j'avais quatorze ans à l'époque… plus tard j'ai découvert qu'il avait d'autres filles et d'autres enfants alors qu'il n'avait que 18 ans… il a commencé à me laisser seule avec ma fille… j'ai dû quitter la maison parce que je ne pouvais plus payer le loyer… (Maria, 18 ans)*

Dans la littérature, l'abus sexuel est abordé, par certains auteurs comme un événement traumatique qui conduit couramment à la prostitution. Ils le placent non comme un facteur isolé mais comme un élément parmi d'autres. Simon (1999) explique que, l'accent mis sur un facteur unique et exclusif est facilement incertain puisque l'abus ne serait pas une expérience partagée par toutes les jeunes femmes qui se consacrent à la prostitution ni qu'une telle expérience aurait la même signification pour toutes les femmes.

Pour des auteurs tels que Silva (1997), les limites de l'interaction entre le chercheur et les personnes faisant l'objet de la recherche sont des obstacles à l'obtention de données qui permettraient une telle association. Les abus sexuels sont des faits très sensible, surtout dans la vie des enfants et des jeunes. Dans la plupart des cas, les victimes ne se rendent guère compte qu'elles ont été victimes d'un abus.

Il est également peu probable qu'ils en parlent à cause de la honte. C'est pourquoi ils n'en prennent conscience que lorsqu'ils sont adultes et décident d'en parler. Dans certains pays, l'abus sexuel est un crime, mais il n'est guère punissable car il est souvent prescrit pour les raisons mentionnées ci-dessus.

Cependant, lorsque cet abus est sexuel et perpétré par son propre parent, il devient un inceste. L'inceste est considéré comme une pratique négative et, les relations sexuelles entre membres ayant une relation parentale ou affective ont été interdites. Les définitions de l'inceste incluent les relations sexuelles qui ont lieu entre des personnes qui sont liées, comme le père et la fille ou la mère et le fils, mais aussi les personnes qui pensent être liées.

Voyons le cas de Francisca (30 ans) :

> *J'avais une mauvaise relation avec mon père… depuis mes sept ou huit ans. Il abusé de moi depuis la mort de ma mère… comment ça s'est passé ? c'est gênant de dire ça... Je me souviens qu'il a commencé par me montrer son pénis et m'a demandé de le toucher ; je n'ai jamais eu autant de peur... Puis, il a commencé à insérer ses doigts gros et sales dans mon vagin...* (en pleurant) *... la première fois qu'il a introduit son pénis je crois que j'avais environ neuf ans... je lui ai demandé d'arrêter parce que ça faisait mal* (des signes de colère en serrant les dents) *... Je me suis demandé s'il était vraiment mon père ; un jour je lui ai dit que je le dirai à son actuelle compagne ; il m'a mise dehors et depuis ce jour-là, il dit que je ne suis pas sa fille… Il est mort à mes yeux ! (Francisca, 30 ans)*

Banchs (1994) affirme que "l'hétérogénéité de l'inceste réside, entre autres, dans le fait qu'une relation incestueuse n'implique pas toujours la sujétion d'une personne à une autre, c'est-à-dire que l'inceste n'est pas toujours synonyme d'abus sexuel. Cela signifie que l'inceste entre frères et sœurs d'âge similaire ne serait pas considéré comme un abus sexuel. Au contraire, affirme l'auteur, il ne faut pas exclure des relations incestueuses des personnes qui ne sont pas liées par le sang, car une relation sexuelle entre un beau-père et sa belle-fille ou une belle-mère et son beau-fils est aussi incestueuse que celle d'un père avec sa fille.

Dans notre recherche nous avons constaté qu'il y a de plus en plus de cas de parents qui sont vraiment violents envers leurs enfants, surtout ceux qui ont des problèmes d'alcoolisme, comme nous le verrons maintenant.

L'alcoolisme

Un autre aspect qui ressort de témoignages par rapport à leur enfance est celui de l'alcoolisme dans les familles :

> *Ma tante était souvent alcoolisée ; une fois elle m'a brutalement agressée avec une chaise ; mon oncle était en colère, parce qu'elle avait promis d'arrêter de boire… Ils discutaient dans le salon et mon oncle a décidé de nous emmener, mes cousins et moi, chez notre grand-mère... c'est une situation que je n'ai jamais oubliée. J'ai demandé à mon oncle de me conduire à la maison d'une autre tante, car elle était plus proche de chez nous !... Elle dit maintenant qu'elle buvait parce que son mari passait plus de temps chez l'autre femme et qu'elle devait s'occuper seule des enfants. Mais ce n'était pas notre faute, n'est-ce pas ? Nous étions des enfants et nous ne comprenions rien !* Ana (28 ans)

L'alcoolisme est un problème qui touche de nombreux individus dans la société. Ses conséquences sont néfastes non seulement pour l'individu, mais aussi pour la famille et la société. Considérée comme une maladie, elle est une cause de déstabilisation de nombreuses familles et les premières victimes sont généralement les plus petits membres de la famille qui sont souvent privés de l'affection, de la compagnie et des soins de leurs parents, oncles, grands-parents, frères et sœurs ou autres proches.

Avec le temps ça peut conduire la personne touchée à avoir moins des contacts, fréquenter des amis buveurs, créer des tensions et disputes avec son entourage, avoir des problèmes au travail, avoir des problèmes judiciaires et aussi des problèmes financiers.

L'abandon

Nous pouvons aussi percevoir, à partir des réponses de nos interviewées une sensation d'avoir été abandonnées par leurs parents durant leur enfance, sentiment qui le poursuit encore aujourd'hui.

La famille étant le premier et principal noyau de socialisation des individus, elle joue un rôle important dans la protection et l'éducation de ses membres, en particulier des enfants et des jeunes. A ce sujet, il est clair que les parents jouent un rôle prépondérant en ce que concerne la garde des enfants. Lorsque ce n'est pas le cas, les enfants perçoivent immédiatement l'absence des parents ou même d'un d'entre eux (le père ou la mère) comme un abandon, surtout lorsque les personnes qui « prennent leur place » ne montrent pas l'amour que l'on attend d'un parent. Pour un enfant, il est très difficile de faire face au manque d'affection comme nous pouvons le voir ci-dessous :

> *Je n'ai jamais eu de contacts avec eux, je préfère me dire qu'ils sont morts toute les deux, vous savez ?... J'avais seulement sept ans seulement quand on m'a annoncé la mort de ma mère, alors qu'elle était partie il y avait deux ans ; pour me protéger, ils ne m'ont rien dit et je ne suis pas allée à son enterrement. Elle était mariée à quelqu'un qui ne m'a pas accepté ; ma mère a dû choisir entre son mari et moi, on dit que j'avais deux ans à l'époque… alors, mon père… mon père, personne ne le connait… j'ai déjà demandé mais… personne ne me le dit… parfois je pense qu'il est vivant et qu'il ignore mon existence… ma vie serait différente, n'est-ce pas ? Au moins j'y crois…*
> Paula (32 ans)

Les hommes assument rarement la responsabilité d'élever les enfants en cas de décès d'une compagne ou de séparation du couple, surtout lorsque les enfants sont mineurs, et cela apparaît clairement dans le discours des femmes interrogées. Lorsqu'elles demandent la garde de leurs enfants, elles choisissent leurs sœurs, leurs tantes, leurs filles aines, leurs nièces ou aux leurs mères.

Altuna (2014) souligne qu'entre les peuples bantous, la figure féminine représente l'affection, la protection ; alors que la figure masculine est vue comme

source de force. C'est pourquoi, en général la garde des personnes vulnérables dans les familles leur est attribué.

Les hommes, non seulement refusent la garde de leurs enfants, mais ils se dérobent aussi à toute responsabilité en matière de garde d'enfants, ce qui est un crime selon la loi angolaise.

Cette comportement fait que, dans de nombreux cas, la femme se retrouve à élever seule ses enfants dans des conditions souvent difficiles, car dans le cas spécifique des centres urbains, la situation socio-économique est plus difficile, la vulnérabilité des femmes est plus importante que dans les zones rurales, ce qui peut les rendre incapables, malgré toute leur bonne volonté, de continuer à avoir la garde de leurs enfants, et donc de choisir de s'en séparer pour qu'elles soient pris en charge par des tiers, soit d'autres personnes (de la famille ou pas), lorsque celles-ci peuvent les aider, ou dans les cas les plus extrêmes, être placées dans les centres sociaux d'accueil.

Certaines personnes interrogées ont exprimé un sentiment d'abandon du fait qu'elles n'ont pas connu ou n'ont pas vécu avec leurs parents.

> *Je n'avais pas beaucoup de contacts avec eux, je n'ai pas connu ma mère ; mon père est mort quand j'étais petite. J'ai été élevé par ma grand-mère qui est également décédée. Depuis, aucun autre membre de ma famille m'a contactée.* Lourdes (31 ans)
>
> *Mon père est mort quand j'avais neuf ans ; je ne connais pas ma mère parce que ma grand-mère m'a reçu quand j'étais un bébé, vous savez ? J'ai essayé de la retrouver mais personne ne sait rien... Je pense toujours qu'ils me mentent...* Domingas, (32 ans)
>
> *Mon père m'a beaucoup maltraitée ; il m'a jetée dehors et il a dit que je n'étais pas sa fille.* Amelia (19 ans)
>
> *… mon père buvait trop, c'est comme si nous étions seuls à la maison, vous comprenez ? Quand il était à la maison, c'était la guerre,* yap*... mes frères et moi nous sommes enfuis de la maison pour rester dans la rue ... c'était mieux de rester là, tu sais ?!?* Cristina (25 ans)

> *Ma mère est déjà morte. Je m'entendais bien avec elle, mais c'était mon père qui n'avait pas une bonne relation avec moi...Quand j'étais petite, je pensais qu'il n'était pas mon vrai père.* Flávia (25 ans)

Quand nous leur avons demandés quelle a été leur réaction face au violences subies, les réponses ont été variées : il y a celles qui ont quitté leur maison, d'autres qui se sont rebellées contre de telles situations. Malgré cela, un nombre important d'interviewées (9 femmes) considèrent la violence comme normale ; pour elles, les parents ont une légitimité qui leur permet d'agresser physiquement leurs enfants, indépendamment de la violence de l'acte.

Certains témoignages montrent qu'elles s'accommodent de la situation et acceptent subir des actes de violence, qu'ils soient physiques, verbaux ou psychologiques.

> *En général, je réagissais normalement, je pleurais et après je m'endormais… je me suis fait gifler à plusieurs reprises. C'est normal, tous les enfants ont besoin d'être battus par leurs parents quand ils font des erreurs.* (Luisa, 30 ans)

Cette acceptation est prévisible dans ce contexte précis ; néanmoins, il est préoccupant car elles peuvent se conformer avec cette situation ; assimilation des comportements qu'elles trouvent normaux et peuvent reproduire ces actes de violence vis-à-vis de leurs propres enfants.

L'exploitation au niveau professionnel

L'exploitation au niveau professionnel est aussi visible dans les discours des femmes interrogées qui commencent à travailler très tôt. D'abord en effectuant des travaux domestiques au domicile de la famille et ensuite, dans certains cas, en aidant les adultes de la famille à vendre sur les marchés ou dans les rues, laissant en second lieu la scolarisation et les loisirs des enfants :

> *J'ai commencé à travailler tôt, j'étais vendeuse le matin, et l'après-midi j'allais à l'école, quand je ne pouvais pas tout vendre, ma mère se fâchait et me demandait de continuer à vendre. Quand je refusais, elle commençait à me battre et à crier sur moi ; elle était alcoolique. Un jour j'ai fui de la maison et je n'y suis plus jamais retournée. Ma mère s'est même excusée ; mais je savais qu'elle recommencerait. Elle est décédée il y a deux mois…* Sara (33 ans)

> *… J'ai commencé à travailler tôt ; j'allais vendre le matin et l'après-midi, j'allais à l'école et je revenais tard… J'ai arrêté d'étudier parce que c'était trop fatigant ; je dormais en classe, j'avais des mauvaises notes et on se moquait de moi !* Solange (29 ans)

Le manque de structures sociales et d'institutions de soutien aux familles empêche les familles de changer leur façon de s'occuper des enfants et des jeunes. Ainsi, en l'absence d'écoles, de terrains de jeux, d'espaces communs pour l'apprentissage et la formation professionnelle, les familles sont obligées de décider qui va à l'école et qui doit travailler. Dans cette décision, les filles sont toujours les plus vulnérables car culturellement, ce sont les garçons qui ont la priorité, ils sont considérés comme le futur soutien de famille et ils doivent avoir une éducation et une formation qui leur permettra d'accéder au marché du travail à l'avenir.

Cependant, la Constitution angolaise considère, dans son article 35, alinéa 3 que, les hommes et les femmes sont égaux devant la loi. L'alinéa 7 de ce même article prévoit que « *l'État, avec la collaboration de la famille et de la société, favorise le développement harmonieux et intégral de la jeunesse et des adolescents, ainsi que la création des conditions nécessaires à la réalisation de leurs droits politiques, économiques, sociaux et culturels, et stimule les organisations de jeunesse pour la poursuite de buts économiques, culturels, artistiques, récréatifs, sportifs, environnementaux, scientifiques, éducatifs, patriotiques et d'échanges internationaux de jeunes* ».

Il convient de noter que la législation angolaise interdit le travail des enfants, des jeunes et des adolescents en âge scolaire.

Les filles, lorsqu'elles sont élevées par des tiers (qui ne font pas partie de la famille), sont généralement traitées comme domestiques et garde d'enfants et des personnes âgées dans la famille, tandis que les personnes adultes, chargées de la

famille, travaillent en dehors du foyer. Les filles sont toujours considérées comme celles sur lesquelles l'investissement dans la formation serait un gaspillage puisqu'après le mariage, elles dépendront de leur mari. Leur responsabilité est donc d'apprendre à effectuer des tâches domestiques.

Cela se produit davantage dans les grandes villes où le concept de famille semble être réduit aux parents et aux enfants, contrairement au concept traditionnel qui est plus large et inclut les amis et les voisins. La famille est comprise comme un espace où il y a l'amour, le dialogue et la responsabilité.

Lorsque ces éléments sont inexistants, il est fréquent que les enfants se sentent mieux dans la rue où, avec le temps, ils acquièrent de nouveaux comportements, souvent déviants, comme la prostitution.

L'affection

Nous avons aussi trouvé des femmes qui ont déclaré avoir eu une « bonne relation »[67] avec leurs parents dans l'enfance. Elles ont décrit leurs parents comme étant des personnes très affectueuses. Dans ces cas, le fait que les parents leur donnaient des conseils, les laissaient libres de leurs choix est considéré comme "avoir une bonne relation". Il convient de noter que lorsqu'elles parlent de cette relation, elles la relient rarement à l'activité qu'elles exercent, disant même qu'à partir du moment où la famille en prendrait conscience, cela changerait complètement leur réaction à leur égard.

Voici quelques témoignages :

> *… ils m'ont conseillé. J'avais une bonne relation avec eux ; j'ai toujours été amie avec mes parents…*Carolina (25 ans)
>
> *Eh bien, je les ai toujours respectés ; c'est une relation respectueuse.* Maria João (33 ans)
>
> *J'ai de bonnes relations avec eux ; notre relation est très bonne, mais ils ne me donnent pas tout ce dont j'ai besoin... alors... ya!...* Carla (22 ans)

[67] On entend par "bonne relation" une coexistence saine entre parents et enfants où, malgré les difficultés, il y a dialogue, respect, responsabilité, soins des parents pour leurs enfants.

> *J'ai toujours eu une bonne relation avec eux, mais depuis que j'ai arrêté d'aller à l'école, les choses ont complètement changé... epah !* Sophie (27 ans)
>
> *J'ai une bonne relation avec mes parents mais... hummm, ils ne savent pas que je me trouve dans cette vie. Je suis sûr que s'ils le découvrent, tout changera.* Ana Maria (34 ans)
>
> *J'avais une bonne relation avec eux mais ils sont décédés tous les deux. Quand j'étais enfant, tout allait bien ; seulement plus tard, nous avons commencé à nous disputer beaucoup... ils étaient ennuyeux !* Amelia (19 ans)

Quel que soit leur âge, les femmes interrogées sont préoccupées par l'opinion de leurs parents ou d'autres membres adultes de leur famille ; cette institution reste, malgré tout, très importante que la plupart veulent la préserver. Comme nous le verrons plus loin, construire une famille est l'un des souhaits de beaucoup de ces femmes. Maintenir une image différente de leur réalité est une préoccupation constante.

L'argent de la prostitution

L'argent de la prostitution apparait dans le discours de certaines femmes comme la source principale de revenus pour répondre aux besoins de ces femmes ainsi que de leur famille ; elles l'utilisent aussi comme une justification de la qualité relationnelle avec les membres de la famille car, en plus d'être socialement actifs, elles sont économiquement utiles à la famille.

> *J'ai toujours eu de très bonnes relations avec eux ; jusqu'à présent, c'est le cas. Je m'occupe d'eux.* Celeste (42 ans)
>
> *… très bonnes ; parce que quand j'ai de l'argent, je le leur donne… Chaque fois que j'aide ma famille, je me sens utile ; avec mon argent, je peux les aider à acheter de la nourriture.* Cristina (25 ans)
>
> *J'étais très heureuse à côté de mes parents ; je suis la benjamine de ma famille. J'ai été tellement gâtée pour tout le monde. Mon père avait des grosses entreprises et c'est lui qu'aidait la famille entière ; pendant la guerre il*

> *a été arrêté… jusqu'au jour d'aujourd'hui je ne sais pas te dire où il est, ce qui lui est arrivé… ma mère a eu une paralysie cérébrale. Nous étions petits et donc, on a tout perdu, depuis, tout le monde nous a abandonné ; Il y a que nous (ses enfants) qui l'aidons…* Gloria (34 ans)

Les déclarations ci-dessus montrent que la « bonne relation » est liée à l'existence d'un dialogue entre les parents et les enfants, mais aussi leur participation matérielle et financière.

On peut également sentir la présence des conseils que les parents donnent à leurs enfants, ce qui montre leur préoccupation pour leurs filles.

Il faut également tenir compte du fait que certaines femmes interrogées ont leurs parents à charge et associent cela à une bonne relation. Il nous semble que pour ces parents, le fait d'être financièrement dépendants de leurs filles réduit leur autorité sur elles, même quand ils ont connaissance de l'activité prostitutionnelle de leurs filles. Cela peut limiter leur inquiétude quant à l'endroit d'où viennent les ressources qui soutiennent la famille.

Certaines femmes qui ont perdu précocement leurs géniteurs affirment qu'elles n'auraient peut-être pas commencé à se prostituer si elles avaient grandi avec leurs parents biologiques. Bien sûr, nous n'avons aucun moyen de le confirmer. Ce qui est certain, est que cette probabilité serait plus grande, même s'il y a des parents, comme le montre cette recherche, qui n'ont pas pu élever leurs propres enfants. Cependant, il y a une grande majorité de filles et de jeunes femmes qui sont élevées par d'autres et ne se prostituent pas.

Durkheim (cité par Ogien, 2012) affirmait que *« l'enfant en venant dans ce monde n'y apporte que sa nature d'enfant. Pour qu'il devienne un être humain à part entière, il faut que les adultes lui inculquent les règles de la vie collective. Il faut donc une autorité capable de guider les êtres humains, notamment l'enfant, dans la voie de la raison : il n'y a pas de forme de l'activité sociale qui ne puisse se passer d'une discipline morale qui lui soit propre… les intérêts de l'individu ne sont pas ceux du groupe auquel il appartient et souvent même, il y a entre les premiers et les seconds un véritable antagonisme… Ces intérêts, l'individu ne les perçoit que confusément, ou même presque pas du tout : il faut donc bien qu'il y ait une organisation qui les lui*

rappelle, qui l'oblige à les respecter, et cette organisation ne peut être qu'une discipline morale ». Selon Durkheim, « *sans autorité, l'individu n'aurait ni sens du devoir, ni même liberté, parce qu'autorité et discipline constituent l'essence de la société. Les femmes que nous avons interrogées n'ont pas bénéficié d'un cadre pouvant leur enseigner le sens de l'autorité et de la discipline dans la société* ».

Parmi les documents régissant les droits des enfants en Angola, il convient de citer la Constitution de la République, dont l'article 80° stipule ce qui suit :

1. *L'enfant a droit à une attention particulière de la part de la famille, de la société et de l'État, qui, en étroite coopération, assurent sa protection complète contre toutes les formes de négligence, de discrimination, d'oppression, d'exploitation et d'abus d'autorité, au sein de la famille et dans d'autres institutions.*
2. *Les politiques publiques dans les domaines de la famille, de l'éducation et de la santé doivent sauvegarder le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant comme moyen de garantir son plein développement physique, psychologique et culturel.*
3. *L'État assure une protection spéciale aux enfants orphelins, handicapés, abandonnés ou privés de quelque manière que ce soit d'un environnement familial normal.*
4. *L'État réglemente l'adoption des enfants, en favorisant leur intégration dans un environnement familial sain et en assurant leur plein développement.*
5. *Aux termes de la loi, le travail des mineurs d'âge scolaire est interdit.*

En termes juridiques et légales, il existe toute une série d'instruments pour la protection des enfants. La République d'Angola, en tant que pays membre des Nations unies, a ratifié des pactes et des conventions relatifs aux enfants. Les 11 engagements du millénaire sont un exemple des engagements pris en faveur de ceux-ci.

En ce qui concerne la prostitution, en plus de toute la législation en vigueur dans le pays, l'Angola a également ratifié, en 2005, le protocole étendant les mesures que les États membres doivent adopter afin de garantir la protection contre la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants.

Cependant, nous pensons que les programmes conçus pour répondre à ces promesses, s'avèrent comme des grands défis ; ils ne tiennent pas compte de la réalité de leurs bénéficiaires et pour cela ils n'atteignent pas ceux qui en ont vraiment le plus besoin.

Conclusion du chapitre

Dans ce chapitre nous avons analysé les caractéristiques socio démographiques des enquêtées, âgées de 17 à 38 ans, venant pour la plupart des familles déstructurées, elles ont subi des violences allant jusqu'aux viols. Nous avons remarqué qu'un certain nombre d'entre-elles avaient été abandonnées, elles ont manqué d'affection.

On peut voir que toutes les conditions étaient réunies afin que ces femmes se retrouvent dans une activité illicite. Tout cela nous amène à poursuivre nos analyses dans le chapitre suivant afin de comprendre l'entrée dans la prostitution, en se focalisant sur la trajectoire prostitutionnelle notamment du premier rapport sexuel à la carrière prostitutionnelle au sens de Howard Becker et Eving Goffman.

CHAPITRE 3

Du début de la vie sexuelle à l'entrée dans la prostitution

Les débats autour des questions sexuelles, l'accès à l'information sur la sexualité ainsi que l'ouverture à la discussion de ces questions sont, sans aucun doute, un moyen de responsabiliser les jeunes filles et les adolescentes quant à leurs choix. Malgré cela, l'accès insuffisant et inégal à l'information, rend les femmes vulnérables et les expose à un grand risque d'avoir une initiation sexuelle précoce, et les conséquences peuvent aller au-delà de leur sphère personnelle et familiale.

Dans ce chapitre, nous présenterons les représentations et les expériences que les personnes interrogées ont dès leurs premières expériences sexuelles aux premières rencontres avec la prostitution.

Le premier rapport sexuel

Le début de la vie sexuelle est une catégorie qui nous semble, très importante pour comprendre l'entrée de ces femmes dans la prostitution.

Nous avons demandé aux personnes interrogées avec qui elles avaient eu leur premier rapport sexuel. Ainsi, la recherche a démontré une socialisation précoce à la sexualité et des rapports sexuels impliquant des membres de leurs propres familles et des personnes proches de la famille, comme l'ont révélé les témoignages recueillis.

La plupart des femmes interrogées (sauf une qui a affirmé ne pas se rappeler) ont affirmé avoir eu le premier rapport sexuel avant l'entrée dans la prostitution, entre 11 ans et 12 ans.

Les oncles et les cousins, le sexe en famille

Les relations sexuelles entre membres de la famille proche, selon le cas, peuvent faire partie de l'inceste. Martins (2010) considère que, bien qu'elles aient des

origines et des objectifs différents, les conceptions de l'inceste comme abus et comme tabou sont actuellement liées, puisqu'elles s'articulent autour d'un même axe, qui est de freiner les relations sexuelles au sein de la famille, entre parents et enfants. Bien que la plupart des sociétés utilisent le concept d'inceste comme un tabou, de nombreuses théories tentent de l'expliquer sans parvenir à un consensus.

La première expérience sexuelle apparaît dans le discours des femmes prostituées comme ayant été avec une personne qui leur était très proche, comme nous le verrons dans ce chapitre

Voyons les témoignages suivants :

> *Nous vivions avec un oncle, le petit-frère de ma mère... il s'occupait de nous ; un jour, il y a une coupure d'électricité à la maison. Comme j'avais peur de dormir seule, il est venu nous tenir compagnie dans la chambre des filles. C'est là que tout s'est passé.* Sara (35 ans)
>
> *Avec un cousin, fils de la sœur de ma mère ; nous avons passé les vacances ensemble. Nous étions des enfants ; nous avions douze ans tous les deux. Cela a commencé comme une blague, mais cela a duré un certain temps jusqu'à ce que nous soyons pris dans ma chambre. C'est quelque chose qui me gêne encore aujourd'hui, même s'il est mort maintenant, parce que toute la famille est au courant.* Celeste (42 ans)
>
> *C'était avec mon cousin. Aujourd'hui, quand j'y pense…(silence) ça me gêne un peu car il est comme mon propre frère ; il est le fils de « mon grand-papa » !* Mena (30 ans)
>
> *C'était avec mon cousin.* Cristina (25 ans)
>
> *Avec mon demi-frère… ben... je voulais dire mon grand-frère. Puis j'ai été gênée et je ne voulais plus jamais le revoir, mas… il y a des rencontres de familles et forcement on se retrouve et on se retrouvera à vie… c'est quelque chose qui je suis obligé de vivre avec, mais sérieusement, c'est une bêtise qui je regrette tous les jours...* Flávia (25 ans)

Les sociétés s'autorégulent en fonction de leurs valeurs et de leurs intérêts, c'est-à-dire qu'il existe des contraintes internes et externes.

Dans les cultures de certains groupes socio-ethniques angolaises, l'âge n'est pas un facteur déterminant de la maturité sexuelle des femmes ; le développement des seins et l'apparition des premières menstruations, par exemple, sont considérées comme des indicateurs que la femme est prête à avoir des rapports sexuels et donc à procréer.

C'est la même raison qui est utilisée pour justifier les mariages précoces, souvent forcés, d'enfants et d'adolescents dans certaines communautés traditionnelles.

Si on prend les résultats de cette recherche, les relations sexuelles entre cousins semblent courantes ; le nombre important de femmes qui l'ont déclaré le confirme. Il s'agit généralement des membres de sexes opposés avec lesquels on vit et avec lesquels on découvre, il nous semble, les différences sexuelles et la sexualité.

Dans certains groupes, il était acceptable qu'un oncle ait les premiers rapports sexuels avec sa nièce car ils étaient considérés, et encore aujourd'hui, comme ceux qui "doivent certifier" que leurs nièces "sont sexuellement prêtes" à avoir leurs premiers rapports sexuels.

Bien que la recherche révèle ces résultats, il est clairement visible que ces concepts ne sont pas courants dans les zones urbaines, d'une part parce que les représentations sur les relations familiales changent et d'autre part car il y a un mélange où les familles ne vivent plus de façon aussi concentrée et aussi dans la promiscuité que dans les zones rurales et périphériques, comme nous l'avons déjà mentionné.

Malgré cela, dans une ville comme Luanda, ces comportements sont encore courants. La massification de l'information par les médias et l'accès aux réseaux sociaux rendent plus visibles et publics certains comportements sexuelles abusives voir même criminelles comme les cas de viols commis par des parents ou des personnes adultes (hommes) sur des enfants, ce qui nous amène à penser sur la possibilité que ces cas aient toujours existé et restés dans le cercle familial.

Ces résultats montrent donc que, malgré tous les efforts déployés pour protéger les enfants, tant par la promotion de l'éducation de base que par la

prévention de leurs droits, y compris l'éducation sexuelle qui est un grand tabou, il reste beaucoup à faire surtout à ce qui concerne l'inceste et le viol.

Ni l'anthropologie ni la psychanalyse n'ont jusqu'à présent réussi à expliquer ce qui a conduit les hommes préhistoriques à renoncer à des relations sexuelles avec certains membres du groupe familial, pas plus qu'elles n'ont pu expliquer de manière incontestable les motivations normatives qui se cachent derrière le tabou de l'inceste. Des ouvrages tels que ceux de Freud et de Lévi-Strauss ont éclairé la question sans toutefois parvenir à expliquer les raisons de ce tabou considéré comme universel.

Pour Lévi-Strauss, l'interdiction de l'inceste est une règle, c'est donc un produit de la nature... l'interdiction de l'inceste contient des aspects de l'être humain comme être biologique (produit de la nature) et comme être social (produit de la culture). Ces deux aspects justifient une telle ambiguïté que, d'une part, elle peut être souhaitée, donc naturelle, d'autre part, elle est interdite, donc culturelle, et cette ambiguïté génère des conflits existentiels. L'auteur estime que l'interdiction de l'inceste est le processus par lequel la nature et la culture s'articulent, permettant la naissance d'une nouvelle organisation. Ainsi, l'interdiction de l'inceste établie chez les personnes qui le désirent doit être soumise au social, prévalant dans cette perspective la primauté du collectif sur l'individuel, du social sur le naturel, du droit sur la discrétion (Martins, 2010).

Les amis et les petits amis

Les amis et les premiers petits amis sont cités par la plupart des femmes interrogées : comme étant les personnes avec lesquelles ont eu leur premier rapport sexuel :

> *… avec un camarade de classe à 11 ans, je pense.* Francisca (30 ans)
>
> *Avec mon ex-copain.* Paula (32 ans)
>
> *Avec mon mari ; il est resté en Chine. Il ne soupçonné pas que je suis dans cette vie !* Yakari. (35 ans)

> *J'ai eu mon premier rapport sexuel avec mon ex petit-ami. Je suis tombée enceinte de lui quand j'avais quatorze ans et nous avons emménagé ensemble obligés par nos parents... Nous nous sommes séparés après la mort de notre fils.* Lourdes (31 ans)

Dans certains témoignages, on voit qu'il y a des cas où le premier rapport sexuel a eu lieu pendant l'enfance. Amélia (19 ans) a affirmé ne pas s'en souvenir :

> *« … je ne m'en souviens pas ! »* « *… j'étais trop jeune ; un enfant je dirai* »

La détermination de l'âge idéal pour le début d'une vie sexuelle active est conditionnée par le temps et l'espace. L'article 24 de la Constitution angolaise stipule que l'âge de la majorité est atteint à 18 ans. Cependant, le droit de la famille stipule qu'avec le consentement des parents, les filles de quatorze ans et les fils de seize ans peuvent être émancipés et peuvent travailler ou se marier.

Si l'on compare la manière dont la sexualité est discutée et perçue par les jeunes français et par les jeunes angolais, on constate que les premiers ont un meilleur accès à l'information. C'est un sujet qu'ils commencent à aborder très tôt (dans la famille, à l'école, dans les médias), ce qui leur donne plus de confiance et de liberté et, par conséquent, il nous semble, plus responsabilité sur de leur vie sexuelle et affective. Au contraire, le manque d'information est le plus grand obstacle à cette autonomie. Dans les grandes villes, la situation évolue de façon timide. Bien que l'accès à Internet semble inverser cette réalité, le nombre de jeunes qui y ont accès est encore faible.

Le nombre excessif de filles et d'adolescentes enceintes et le nombre de décès de femmes pendant la grossesse et l'accouchement qui en résulte, dont les statistiques révèlent l'existence, a été l'une des raisons du débat sur l'inclusion de ce sujet dans l'éducation de base. Cependant, ces mêmes débats mettent sur la table la difficulté qu'ont les enseignants à discuter de la sexualité en classe en raison de questions culturelles puisqu'ils se sentent, dans la plupart des cas, gênés.

Une autre situation est que les parents ne comprennent pas le rôle de l'école ; lorsque les enfants parlent de la sexualité à la maison et disent qu'ils l'ont apprise à l'école, Ils réprimandent les enfants et reprochent à l'école de traiter des questions qu'ils considèrent comme "intimes" avec les enfants.

C'est une question qui devrait également être discutée à tous les niveaux (familial, académique, politique et autres) car il est nécessaire que les jeunes la traitent plus ouvertement.

Les proches de la famille

Des personnes proches de la famille sont également apparues dans les réponses des femmes interrogées. Les actes d'abus sexuels de mineurs, souvent commises par des adultes qui devraient les protéger, est une situation qui peut les mettre dans une situation de vulnérabilité à la fois à la survenue de grossesses non désirées et à la contamination par des maladies sexuellement transmissibles à un âge précoce.

Elles ont parlé d'amis de membres de leur propre famille ou de voisins :

> *Avec un ami de mes parents. Il était plus âgé, mais je l'aimais bien. Je n'avais que 14 ans mais j'ai toujours été comme ça* (elle est grande et grosse) *...* (rire)
> Maria Joao (33 ans)
>
> *Avec un voisin qui avait une femme et des enfants. Je l'aimais bien. Il m'a dit qu'il m'aimait bien et que nous allions nous marier ; il allait quitter sa femme...*
> Sophie (27 ans)

La sexualité est une construction sociale, c'est-à-dire, que la société est considérée comme telle selon le sens que le sens que leur membre lui donne. Ce sont les rapports sociaux de sexes, marqués par la domination masculine, qui déterminent ce qui est considéré comme normal et souvent interprété comme naturel, comme les fameux besoins sexuels irrépressibles que les prostituées seraient chargées s'assouvir.

La discussion sur l'initiation sexuelle des enfants et des jeunes femmes est un sujet tabou dans la plupart des familles angolaises, même les moins traditionnelles, alors que l'initiation sexuelle des hommes est plus ouvertement discutée.

L'expérience sexuelle dans l'enfance, soit avant l'âge de seize[68] ans, peut avoir de graves conséquences sur la vie des femmes qui, outre les risques de grossesses non désirées et de maladies sexuellement transmissibles, peuvent être forcées à se marier et à fonder une famille sans aucune préparation. Pour Jaspard (2005), l'acte sexuel sans visée reproductive, est considéré par les premiers théologiens comme un péché contre nature et les confesseurs concèdent des pénitences pour ceux qui s'y adonnent, mais légères et adaptes au statut, à l'âge et au sexe. Ces représentations peuvent avoir d'autres formes mais le même fond.

Selon Bozon, la sexualité n'est pas donnée. Aucun contact sexuel, aussi simple soit-il, n'est imaginable hors de cadres mentaux, des cadres interpersonnels et des cadres historico-culturels qui en construisent la possibilité. La transgression éventuelle n'implique pas l'ignorance de ces cadres ; elle révèle seulement une manière particulière d'en user.

En Angola par exemple, malgré les normes juridiques existantes, ce sont les coutumes qui régissent la plupart des familles en matière de sexualité et en cela, la femme est socialement protégée pour arriver "pure et sans souillure" au mariage, ou du moins pour avoir le moins d'expériences sexuelles possible avant celui-ci.

Les hommes, en revanche, sont encouragés à faire plusieurs expériences pour montrer leur "virilité". Ainsi, lorsqu'une femme a des expériences sexuelles "précoces", elle est stigmatisée et étiquetée comme une prostituée. Bien qu'il s'agisse d'un acte intime et privé, l'individu ayant ces croyances, même dans l'espace privé, est amené à se comporter d'une manière qui semble se faire dans l'espace public.

À aucun moment nous ne remettons en cause les valeurs culturelles qui sont constituées dans les coutumes, nous ne faisons que démontrer comment dans certains cas, les femmes sont victimes d'une construction de normes inégales.

[68] Nous prenons cet âge comme référence car il est, selon le code de la famille angolaise, le minimum possible pour le mariage des mineurs au cas où ils seraient émancipés par leurs parents.

L'expérience professionnelle des femmes

L'expérience professionnelle antérieure à la prostitution est très importante pour cette étude car elle nous aide à comprendre les raisons qui amènent les femmes à abandonner leur travail et à se tourner dans la prostitution alors qu'elles ont déjà eu d'autres expériences professionnelles formelles ou informelles.

Ainsi, l'étude montre que pour la plupart de ces femmes qui se retrouvent dans la prostitution, d'autres tentatives de survie sont possibles. La plupart a déjà travaillé sur le marché informel en tant que femmes de ménage, vendeuses sur les marchés ou dans les rues (vendeuses de rue). Il y a aussi ceux qui ont fait l'expérience du travail formel comme secrétaires, par exemple. (Voir le tableau n° 3).

Travail formel[69]

Trouver du travail dans le secteur formel est difficile comme l'expose Clarisse :

> *… l'emploi ici à Luanda est extrêmement difficile et la personne qui va vous employer veut toujours "dormir avec vous". Et cela m'est arrivé il y a longtemps, j'ai déposé mon CV dans une entreprise ; la première chose qu'on m'as dite, avant même d'évaluer mon dossier est : "tu as déjà un emploi garanti, donc tu devras juste te coucher avec moi" et je n'ai pas voulu. Alors, je suis retournée dans la rue, bien que la prostitution… aucune femme ne veut ça.* Clarice (46 ans)

Tout ceci confirme l'importance des études notamment la formation professionnelle pour trouver du travail et avoir une meilleure qualité de vie.

[69] Le travail formel s'entend ici comme une activité rémunérée, exercée dans un établissement reconnu, où le travailleur reçoit un salaire régulier, en plus de tous les autres droits du travail. Cette clarification est nécessaire car dans le contexte angolais, de nombreuses institutions non reconnues se présentent, dans leur structure, comme formelles lorsqu'elles ne remplissent pas toutes les conditions administratives pour être reconnues comme telles. C'est le cas des cantines, des petits magasins, des salons de coiffure et des restaurants de quartier.

Travail informel

Le manque de responsabilité, les bas salaires et le manque d'engagement au travail sont des facteurs qui apparaissent dans les déclarations des femmes comme des raisons pour quitter les précédents lieux de travail. Les recherches montrent aussi que plus le niveau scolaire est bas, plus les chances d'avoir une expérience professionnelle dans le secteur informel, comme le souligne ces femmes :

> *… j'ai déjà travaillé pour deux familles différentes ; on m'a licenciée parce que j'arrivais toujours en retard, je ne savais pas cuisiner ou faire le ménage comme ils me le demandaient ; je n'ai jamais vécu dans une grande maison…* Amelia (19 ans)
>
> *J'ai déjà travaillé comme femme de ménage, mais le salaire ne couvre pas mes déplacements ; le transport est cher… Je préfère rester à la maison !* Carolina (25 ans)

Si l'on regarde le tableau n° 3, il est clair que plus on a des enfants à charge, plus on cherche du travail. La relation avec le degré de formation est aussi une catégorie importante car les femmes qui ont répondu avoir eu une expérience professionnelle dans le marché formel sont aussi celles qui avaient un niveau scolaire plus élevé. Cela nous fait conclure qu'avoir une formation académique élevée et une profession donne plus de chances de trouver un travail dehors de la prostitution.

La vente dans le marché informel et la vente dans la rue sont les deux formes les plus couramment pratiquées par les femmes dans ce secteur très concurrentiel. Les conditions de travail auxquelles sont soumis les vendeurs informels se caractérisent par l'instabilité où elles sont confrontées, à la répression constante des agents de la fiscalisation et des forces de l'ordre public, par un manque d'hygiène, mais aussi par des conditions difficiles pour ranger et conserver des marchandises.

Tableau n° 3 Répartition de l'échantillon en fonction de l'expérience professionnelle antérieure et du nombre d'enfants et/ou de personnes mineurs à charge

Nombre d'enfants/ dépendants	Expérience professionnelle antérieure				TOTAL
	Sens aucune expérience	Vendeuse	Femme de ménage	Autre	
Sans enfants	2	0	0	0	2
1 à 3 enfants	0	11	9	1	21
Plus de trois enfants	0	2	1	2	5
TOTAL	2	13	7	3	28

En outre, les problèmes bureaucratiques liés à la régularisation des vendeuses constituent non seulement des obstacles à leur insertion et mais aussi du maintien dans les espaces réservés à la vente.

Toutes ces situations découragent de nombreuses femmes de continuer à travailler sur le marché informel, surtout les plus jeunes. Généralement, elles travaillent pour d'autres et, confrontés à de telles contraintes, soit elles abandonnent leur travail en raison de salaires qui ne correspondent pas au travail effectué, soit elles sont licenciées pour ne pas avoir atteint les objectifs attendus par les propriétaires des biens qu'elles vendent.

Parmi les femmes qui ont déjà eu une activité rémunérée, certaines continuent à développer des activités complémentaires pendant la journée. Ces activités se résument à des petites ventes au noir.

Dans ce dernier cas, elles sont souvent licenciées pour manque de compétences, ou elles quittent le travail pour des raisons économiques, comme nous en ont témoigné ces femmes.

Le travail domestique en Angola est régi par le décret présidentiel 155/16 du 9 août. Dans cette disposition, les obligations de l'employeur, figurant à l'article 4, prévoient notamment : e) de collaborer afin d'accroître la formation et la qualification

professionnelle du travailleur ; g) de respecter les obligations dans le cadre de la protection sociale obligatoire.

Ces obligations mises à la charge de l'employeur ont contribué à rendre encore plus précaire cette surveillance du marché du travail puisque, pour éviter leur exécution, les employeurs ne signent pas de contrats à durée déterminée ou indéterminée, privilégiant les contrats de service.

L'activité prostitutionnelle : de l'inconnu à la réalité

La prostitution est un espace où se déroulent des interactions qui, à première vue, peuvent paraître fulgurantes et où l'acquisition de ressources est considérée comme "facile". Il est courant d'entendre cette pratique qualifiée de "vie facile". Cependant, lorsqu'on observe la prostitution comme support d'aide, on se rend compte qu'il n'en est pas tout à fait ainsi.

Dans cet espace, où interagissent prostituées, clients, proxénètes et autres, cohabitent, la plupart du temps, violence, solitude et insécurité.

De la décision de se livrer à la prostitution au développement de cette activité, il y a toute une trajectoire qui implique des choix entre gains et pertes, angoisses, larmes, adoption de nouveaux comportements, dont beaucoup peuvent définitivement transformer la vie des prostituées.

Notre but était de savoir dans quelles conditions travaillaient ces femmes, notamment les raisons qui les ont amenées vers la prostitution.

Le premier contact avec le système prostitutionnel

Nous nous sommes intéressés avant tout à savoir, comment ces femmes se sont retrouvées dans la prostitution.

Dans leurs réponses nous pouvons voir que la majorité de nos interviewées a débuté la prostitution, « un peu » par hasard, c'est-à-dire, sans rien programmer.

Le rôle des amies

La présence des amies au début de la prostitution dans les discours des femmes est frappante.

Plus de vingt d'entre elles nous ont dit qu'elles ont été amenées à la prostitution par des amies. Que ce soit pour des raisons financières ou matérielles, ou simplement pour le désir de faire l'expérience de la prostitution, les amies apparaissent dans la plupart des discours comme présentes à ce moment de leur vie, comme l'affirment certains témoignages :

> *Je m'amusais et j'en ai fait une habitude jusqu'à aujourd'hui.* Carla (22 ans)
>
> *Tout cela a été une surprise car nous sommes sortis juste pour nous amuser.* Maria (18 ans)
>
> *Une amie m'a invité à la rejoindre au restaurant et je l'ai vu avec un monsieur qui était avec son ami. On a bu et puis... puis ils ont voulu, hummm… tu comprends ?... Au début, je n'ai pas accepté mais ils ont dit que ce ne serait pas gratuit alors... alors… nous avons accepté !* Carolina (26 ans)
>
> *Je ne me souviens même pas comment tout cela a commencé, parce qu'au début c'était avec des amis qui nous payaient… ensuite ils ont amené leurs amis...* Maria Joao (33 ans)
>
> *J'étais dans la rue avec d'autres filles et les garçons sont arrivés et c'est arrivé. Ce n'était pas facile parce que nous nous connaissions tous. Nous avons fait "rodízio", vous savez quand « tout le monde a des rapports sexuels avec tous » !... Nos amis voulaient vivre une expérience différente avec nous et ont dit qu'ils allaient payer pour cela.* Clarice (46 ans)

Les discours montrent clairement qu'il s'agit, la plupart du temps, d'un "chemin sans retour" ; où la dépendance, l'endettement et la destruction des rêves peuvent être des obstacles au redémarrage d'une vie en dehors de la prostitution.

Certaines d'entre elles nous ont dit qu'elles ont été amenées à la prostitution par des amies pour « essayer aussi » de gagner de l'argent « très facilement » :

Je suis sorti avec une amie et je me souviens que ce jour, j'étais très timide. Je voulais me faire un peu d'argent de poche ; je pensais que ce serait facile. J'imaginais que ce ne serait qu'un jour. J'ai même arrêté mais... tu sais, j'ai besoin d'argent ! Domingas (32 ans)

J'avais besoin d'argent et je devais avoir des relations sexuelles pour payer mes factures. C'est ma meilleure amie qui m'a ouvert le jeu et je suis allé l'essayer. Depuis, je me retrouve ici ! Amélia (19 ans)

Avant, je vendais des vêtements, mais maintenant ce commerce est mauvais ; nous discutions avec une amie quand un client m'a garanti un bon prix et après je n'ai donc jamais arrêté. Flavia (25 ans)

Je suis sorti avec mes amis ; elles le faisaient les passes depuis le collège, après la sortie. Cela a commencé comme une blague… à l'époque, cette activité était bonne parce qu'il y avait beaucoup d'étrangers de l'industrie pétrolière ici qui payaient bien ; avec la crise, c'est mauvais, ya ... Ana (28 ans)

Ce jour-là, c'était juste des rires "d'expérience"... Nous n'avions pas d'argent et les hommes qui occupaient la table à côté de nous ont payé le dîner. Rires... Après le dîner, ils nous ont ramenés à la maison mais avant... avant ils nous ont invités à nous arrêter dans un motel... nous avons eu peur mais… ils nous ont dit de rester détendus... c'était comme ça la première fois. Ils ont payé notre dîner et nous avons quand même gagné de l'argent... c'était génial... nous avons transmis nos numéros de téléphone et puis ils ont commencé à nous apporter des clients. (Solange, 29 ans)

Nous manquions de nourriture et une amie m'a prise dans cette voie pour que je n'aie plus à subir de préjudices. … de plus, ce jour-là, je n'ai servi qu'un seul client… Donc je pensais que tous les jours seraient faciles, mais après… Lourdes (31 ans)

Mas il y en avait aussi celles qui sont rentrées dans la prostitution par la main d'une amie sans qu'elles les sachent, elles ont été « piégées » comme on peut le voir dans ces discours :

> *Je suis venu me promener avec une amie qui vendait des parfums à certains de ses clients. Je ne savais pas mais, quand nous sommes arrivés, ils nous ont proposé de nous payer 100 dollars chacune. J'ai accepté parce que j'en avais besoin et j'ai continué à le faire. Je voyageais pour faire des affaires au Brésil. Maintenant, c'est difficile parce que le dollar est trop élevé, nous sommes en crise et les emplois sont difficiles à trouver… alors...* Mena (30 ans)

> *Une amie m'a invité à l'accompagner rendre visite à son ami, quand nous sommes arrivés, ils étaient deux et je ne savais pas ; j'ai fait cette passe, je voulais juste m'amuser pour savoir comment ça se passe et j'ai pris goût ! J'ai fini par continuer jusqu'à aujourd'hui.* Luisa (30 ans)

Lorsque la prostitution est préconisée, elle est présentée comme un espace merveilleux, où apparaissent de façon éblouissante des femmes belles et « glamoureuses », ce qui peut éveiller la curiosité de jeunes filles peu méfiantes et désireuses d'améliorer leurs conditions de vie. Mais le fait de ne pas avoir au départ connaissance de la situation ne nous semble pas être suffisante pour justifier leur permanence dans la prostitution.

Des inconnues

D'autres, étaient en compagnie de personnes inconnues dont elles voulaient se faire des amis. Ce sont ces personnes qui leur ont proposé de l'argent en échange d'un rapport sexuel.

> *Nous nous amusions, puis un homme* (qu'elle ne connaissait pas) *m'a demandé de me « baiser » et de me payer… beaucoup d'argent, 2500 Kwanzas[70] (près de 4 euros), tu sais ? Au début j'étais réticente, mais après mon amie m'a encouragée puisqu'on aurait un peu d'argent.* Solange (29 ans)

[70] L'inflation qui conduit à la dévaluation constante du Kwanza par rapport au dollar rend difficile la comparaison des ces chiffres parce que les valeurs changent constamment et qu'elles peuvent varier tout au long de la journée. Le salaire minimum en Angola, dont la valeur est de 21.454,00, équivalait, au moment de sa mise à jour en mars 2019, à 60 dollars. Le journal « Expansão » a publié le 1er juin 2020 que le salaire minimum avait dévalué de près de 50 % par rapport au dollar et qu'il valait 37

> *Nous étions là à consommer de la bière quand mon premier client m'a proposé beaucoup d'argent … j'ai réfléchi un moment, après j'ai accepté. Il a aimé mon « travail ». Ensuite, ce client a continué à me voir, il m'a présenté d'autres personnes qui viennent régulièrement me voir aussi.* Joana *(*26 ans)

Comme la prostitution est un univers inconnu pour la plupart de ces femmes, elles sont éblouies par ce qui est vu et présenté au monde extérieur, comme par exemple la façon dont elles s'habillent ou l'idée que l'argent est facilement gagné.

Des membres de leurs propres familles

Toujours en ce qui concerne le début de la prostitution, certaines femmes ont été poussées à la prostitution par des membres de leur propre famille, qui sont elles aussi des prostituées ou pas, comme on peut le voir ci-dessus :

> *C'est ma tante qui m'a emmené ; elle est aussi "de cette vie". Elle m'a dit que je gagnerais beaucoup d'argent. Je n'avais même pas de client le premier jour où j'ai commencé. C'était très difficile.* Paula (32 ans)
>
> *Ma sœur m'a rencontrée à la maison de ma tante et m'a dit qu'elle allait m'emmener à un endroit où je gagnerai beaucoup d'argent, je n'ai pas soupçonné qu'il s'agissait de prostitution… personne dans la famille n'imagine qu'elle se prostitue… même au jour d'aujourd'hui, il y a que moi qui le sait.* Ana Maria (34 ans)
>
> *… je n'ai pas beaucoup de mots à vous dire ; j'accompagnais mes collègues à la sortie de l'école et j'ai commencé à avoir de relations sexuelles avec des clients, des hommes plus âgées que moi, certains mariés… mais c'est mauvais car cette vie est très risquée.* Magui (28 ans)
>
> *J'étais fatiguée des coups de mon conjoint, mais je ne voulais pas aller voir ma famille. Un cousin m'a donc emmené dans cet endroit et je n'ai jamais arrêté.* Sophie (27 ans)

---

dollars. L'Angola est actuellement à la dernière place du classement des pays de la SADC qui ont un salaire minimum de 86 dollars par mois.

Nous avons aussi trouvé des femmes comme Gloria, qui nous a avoué avoir elles-mêmes choisi la prostitution car son conjoint ne l'aidait pas dans les dépenses familiales, et qu'il a d'autres femmes.

Le chômage ajouté à la polygamie est une situation vécue par beaucoup de familles et qui peuvent pousser ses membres vers la prostitution quand les besoins s'imposent.

> *Je travaillais chez une dame depuis trois ans quand son mari a perdu son emploi dans une entreprise pétrolière. J'y suis restée encore deux mois mais après, ils n'ont plus pu nous payer les salaires ; alors, ils nous ont renvoyés. Après mon départ, je n'ai plus pu subvenir aux besoins de mes enfants. Leur père n'aide pas ; il ne fait que des petits boulots que ne donnent presque rien. En plus il a d'autres femmes et d'autres enfants. Moi, j'en ai trois...* Gloria (34 ans)

Bien que la loi angolaise prévoie la monogamie dans le mariage, une grande proportion d'hommes adultes en Angola ont plus d'une épouse, même lorsqu'ils sont légalement mariés. Sans emploi ou avec un faible salaire, ils sont souvent incapables de subvenir aux besoins de base de toutes les familles, surtout lorsque leurs épouses n'exercent aucune activité génératrice de revenus, comme la vente dans la rue. Ainsi, il est courant de trouver des femmes qui, sans autre alternative, optent pour la prostitution.

Le rôle des clients

Il y a même des cas où ce sont les clients qui organisent des rencontres entre prostituées et d'autres clients, principalement étrangères, afin qu'elles fassent connaissance et nouent des liens d'amitié pour ne pas se sentir seules.

> *J'ai travaillé comme masseuse, mais comme je ne parlais pas la langue portugaise et que je n'avais pas de visa de travail, j'ai été licenciée. J'ai commencé à servir mes compatriotes qui m'ont montré d'autres filles qui sont*

devenues mes amies et m'ont appris à parler le portugais avec les clients et je les aide avec les clients asiatiques. Yakari (35 ans)

Si la prostitution est, dans la plupart de cas décrite comme une activité jamais envisagée ou planifiée, il est également certain qu'elle naît généralement de rencontres souvent prévisibles. Les espaces fréquentés semblent, dans la voix de nos interviewés, le confirmer.

Du trottoir au lit, les discours sur la première expérience

Les expériences des femmes lors de la première rencontre avec les clients sont très variées. La façon dont elles décrivent ces souvenirs est proportionnelle à la façon dont elles ont été traitées par les clients. Ces expériences se présentent comme une marque qu'elles portent : soit la peur, la tristesse, la contrainte ou le trauma physique ou psychique.

Les expériences joyeuses

Quand nous avons demandé aux femmes comment était leur premier jour dans la prostitution, trois ont décrit avoir eu un bon souvenir de cette expérience ; elles étaient contentes et joyeuses de nous faire partager ce moment :

J'ai bien aimé ce jour… c'est un jour important pour moi ... je n'ai jamais eu autant d'argent… j'avais souvent de l'argent, mais pas assez pour m'acheter les vêtements nouveau venus du Brésil ; avant je ne portais que de « fardo[71] » … depuis ce jour-là, les choses ont changé ; maintenant je suis toujours à la mode ! Joana (26 ans)

J'ai aimé parce que je n'avais pas d'argent et ce jour-là, j'en avais un peu. Maria (18 ans)

[71] Nom donné aux friperies ; vêtements usagés généralement donnés par des organisations caritatives.

> *J'ai aimé ce jour, vous savez... (les rires) qui est un jour remarquable pour moi ; le client m'a traité comme si j'étais sa petite amie ; il a payé plus que ce que nous avions convenu.* (Carla, 22 ans)

La peur ; les expériences douloureuses

Toutefois, la plupart de femmes, décrit une expérience douloureuse, qui a été contraire à leurs attentes initiales. Jetons un coup d'œil aux témoignages suivantes, parfois surprenantes, relatives à leurs souvenirs du premier jour dans la prostitution.

Elles manifestent par exemple une peur de l'inconnue :

> *C'était très difficile, j'étais gênée parce qu'il y avait tellement de clients à me choisir… ils voulaient "m'ouvrir" ; je n'avais jamais vu cela. Ce fut une journée qui a demandé beaucoup de courage.* Ana Maria (34 ans)
>
> *Je me suis sentie mal et je me suis agitée. J'étais alors très inquiète de ce qui m'était arrivé.* Francisca (30 ans)
>
> *J'ai juste eu peur quand nous sommes entrés dans la pièce... j'ai voulu m'enfuir mais... je suis là jusqu'à aujourd'hui.* Magui (28 ans)

Ce qui est intéressant dans ces déclarations, est que malgré cela, tout en affirmant avoir eu la volonté de faire marche arrière, elles ont en même temps cherché à obtenir le soutien de leurs collègues pour continuer à se prostituer, comme on le verra plus tard.

La tristesse

Outre la peur, la tristesse est un autre sentiment de leur première expérience avec un client. Dans leurs témoignages, on peut également constater la repentance après la première "passe", comme nous montrent les discours ci-dessous :

> *C'était très triste pour moi parce que je ne pensais pas que j'allais entrer dans cette vie. J'ai dû venir ici pour nourrir mes enfants parce que je n'avais pas de travail.* Ana (28 ans)
>
> *… c'était dur et mon cœur me faisait très mal.* Maria Joao (33 ans)
>
> *Je n'ai pas grand-chose à dire sur ce qui s'est passé le premier jour ; c'est très triste car le destin nous amène à cette vie. Mes parents n'achetaient que de la nourriture et des cahiers ; il fallait que je trouve le reste, vous savez ?* Luisa (30 ans)
>
> *C'était très triste pour moi, parce que je ne savais pas ce qui pouvait m'arriver… mais le destin l'a décidé et maintenant je suis ici.* Mena (30 ans)

Certains témoignages montrent cependant que les femmes supposent qu'elles ont été forcées à se prostituer pour des raisons indépendantes de leur volonté, telles que le fait d'être orphelines, ou d'avoir des besoins matériels et financiers non satisfaits.

Qu'elles soient ou non d'accord pour se prostituer, la plupart des femmes parlent d'une expérience négative dès le début de cette activité, de sorte que le fait qu'elles continuent ne peut être compris qu'à partir de l'existence de facteurs qui ont forcé cette condition. Ainsi, nous pouvons vérifier, à travers leurs discours, que des raisons financières, familiales et d'autres, finissent par justifier le maintien de cette activité.

> *Hum... c'était très dur parce que je n'ai ni père et ni mère. J'ai un loyer à payer, trois enfants à nourrir et mon mari est mort. Vous voyez ? Ce n'est pas de mon plein gré…* Sophie (27 ans)
>
> *Le premier jour, ils* (les clients) *m'ont beaucoup choisie alors que je ne voulais pas… je vous assure que ce n'est pas de mon plein gré… j'avais honte en fait ... Mes collègues m'ont beaucoup aidée à accepter et à me détendre.* Flávia (25 ans)
>
> *C'était très triste pour moi parce que je n'avais jamais pensé à entrer dans cette vie, le manque d'emploi m'a obligée à devenir prostituée. Je dois nourrir*

mes enfants…Si j'avais quelqu'un pour m'aider tout serait diffèrent. Cristina (25 ans)

Les expériences traumatiques

Toujours en ce qui concerne l'expérience de la première rencontre avec les clients, nous avons rencontré des femmes pleines d'émotions. Les larmes qu'elles versent, la voix tremblante, le malaise qui se manifeste dans le claquement des doigts, dans les gestes sont le signe des traumatismes physiques et psychologiques vécus comme le souligne Céleste, 42 ans:

Ce fut un jour… je ne trouve pas le mot pour te le décrire, tu sais ?!… Je dirais… traumatisant, tu sais ? L'un de clients auxquels j'ai assisté était très violent ; il m'a blessée, je saignais…je me sentais brûler dans ma "chatte" « parties intimes ». *A ce moment je n'en pouvais plus et je lui ai demandé d'arrêter un peu mais il m'a répondu qu'il avait payé pour ça et que c'était mon boulot ! (Pleure)... Je suis restée une semaine sans travailler… je me suis demandé si je devrais continuer… c'était douloureux… malheureusement je n'ai pas de choix…* Celeste (42 ans)

La prostitution est sans aucun doute un espace de nouvelles découvertes, de nouvelles expériences qui interpellent ses acteurs. Le témoignage de Sara nous met face à de grands défis concernant les pratiques familiales qui, face à certaines situations, vont contre des principes et des valeurs d'accueil, de solidarité, d'hospitalité et de tant d'autres qui caractérisent les familles africaines en général et les familles angolaises en particulier.

Sara (35 ans) était enceinte de six mois lorsqu'elle a commencé à se prostituer. Orpheline de mère, elle a vécu avec son père et sa belle-mère jusqu'à ce qu'ils la chassent de la maison en raison de sa grossesse. Voyons ce qu'elle nous dit:

> *Ma première journée dans la prostitution a été difficile ; triste je dirai… Mon petit ami s'est enfui à Benguela quand il a découvert que j'étais enceinte. Il avait peur que nous soyons obligés de nous marier* (voix tremblante)*. Ma belle-mère ne m'a jamais aimée, alors elle a pris la tête à mon père pour me chasser dehors…* (larmes) *Quand je suis arrivée ici le premier jour, je ne pensais pas avoir de clients parce que mon ventre se montrait déjà ; j'étais enceinte de six mois, vous imaginez ? six mois... Donc je fuyais les clients… je ne pensais pas qu'il était vrai que certains hommes s'intéressent aux femmes enceintes ! Je vous confirme que c'est vrai et il y en a beaucoup qui ont ce fantasme ! Je suis arrivée là tout simplement parce que j'avais besoin d'argent.* Sara (35 ans)

Pratique courante dans certaines cultures, la grossesse avant le mariage est vue comme une source de honte. Face à cette réalité, certaines familles choisissent soit de forcer les mariages, soit, dans les cas les plus extrêmes, d'expulser la fille ou la femme de la cellule familiale.

Cette réalité, qui la laisse vulnérable et est vécue uniquement par les femmes, les désavantages par rapport aux hommes qui, dans la plupart des cas, n'en subissent aucune conséquence. Dans ces cas où ils n'assument pas leurs responsabilités parentales, il existe un risque élevé que les filles entament des démarches avortements volontaires et clandestines, mettant ainsi leur propre vie en danger.

Il est vrai que le point commun est que dans les cas où les parents refusent de rester avec une fille enceinte, ce sont généralement les oncles ou les frères aînés qui le viennent en aide. Cependant, dans certains cas, c'est la famille dans son ensemble qui "l'interdit". Sans pouvoir surmonter cela, la femme entre dans une situation de vulnérabilité qui peut conduire jusqu'à la prostitution, comme c'est le cas de notre interviewée.

Comme nous l'avons déjà dit, la prostitution est considérée comme un comportement déviant qui, comme d'autres, a ses propres règles et normes qui doivent être intériorisées et apprises. Becker affirme que pour cet apprentissage, l'individu déviant passe par trois étapes qui sont : la transgression de la norme, qui en soit ne suffit pas à enter dans la carrière déviante ; le moment de la désignation

publique pour savoir si l'individu est prêt à s'engager davantage et l'adhésion à un groupe déviant organisé qui permet de justifier son engagement dans la carrière déviante.

À partir de ce moment où les femmes font l'expérience de la prostitution pour la première fois, elles se trouvent exactement au stade de la transgression, ce qui, pour Becker, est le moment où on commet un acte à un système particulier des normes. Il affirme aussi que « la personne qui commet un acte déviant, même pour la première fois (et peut-être spécialement la première fois), le fait intentionnellement. L'intention peut ne pas être entièrement consciente, mais il doit y avoir une force motivante à l'arrière-plan ».

Il ressort clairement des témoignages que les femmes prostituées ont tendance à dire qu'elles n'avaient pas l'intention de faire cette première rencontre, que c'était un acte non intentionnel. Becker explique également que « des actes de déviance non intentionnelle reposent sur l'ignorance soit de l'existence de la norme, soit du fait que celle-ci s'applique à ce cas ou à cette personne en particulier… ».

L'explication de l'acte déviant intentionnel se trouve « dans la nature de leurs motivations… les théories psychologiques les trouvent dans l'expérience individuelle précoce, qui engendre des besoins inconscients que l'individu doit satisfaire pour maintenir son équilibre » […] les théories sociologiques cherchent dans la société des sources des tension socialement structurées : ceux qui occupent des positions sociales soumises à des exigences contradictoires sont tentés de résoudre ce problème par des moyens illégitimes.

Adoption de nouveaux comportements

La prostitution est un phénomène qui change définitivement l'individu qui la pratique ; souvent, les femmes sont contraintes d'adopter de nouveaux comportements, soit pour se donner le courage d'affronter les difficultés qui en découlent, soit pour s'intégrer à des groupes.

Ainsi, certaines femmes ont affirmé avoir commencé à fumer, à consommer de boissons alcooliques et à se droguer après avoir commencé à se prostituer. En outre, elles adoptent des stratégies de défense telles que l'apprentissage d'arts

martiaux comme le karaté et l'utilisation d'armes blanches, notamment des couteaux qu'elles cachent dans leurs sacs et qu'elles utilisent en cas de "besoin", comme elles le prétendent.

Consommation de boissons alcoolisées

La consommation de boissons alcoolisées est décrite comme le premier pas vers l'insertion dans le monde de la prostitution. Elle est vue comme une forme de "relaxation" ; une première option pour faire face à la peur, à la douleur, à l'inconfort, et à l'inconnu.

Voici quelques témoignages par rapport au début de la consommation de boissons alcoolisées :

> *Le premier jour, j'ai dû boire avant de m'occuper des clients ; Je n'ai jamais pris un verre avant.* Solange (29 ans)
>
> *… j'ai commencé à boire pour avoir du courage…* Sara (35 ans)
>
> *J'ai bu un "double" ; Je me suis sentie étourdie, mais... au bout de trente minutes je me suis senti plus à l'aise.* Francisca (30 ans)
>
> *Je n'ai pris le premier client qu'après avoir bu pour avoir du courage ; ça m'a fait mal, mas... après on prend l'habitude, n'est-ce-pas ?...* Maria Joao (33 ans)
>
> *Pour mon premier programme, j'ai dû commencer à boire du "cuca*[72]*". C'était horrible, mais aujourd'hui je bois une caisse et je ne ressens plus rien !* Rires... (Magui, 28 ans)
>
> *… Je me souviens de ce jour, c'est là où j'ai commencé à boire de la bière.* (Cristina, 25 ans)

Il y a aussi ceux qui faisaient déjà la consommation des boissons alcoolisées mais l'ont augmentée en fonction de la prostitution pour, selon elles, suivre leurs clients :

[72] La « Cuca » est une marque de bière produite en Angola.

> *...j'ai dû apprendre à boire le whisky et du gin tonic ; avant de servir les clients et se relaxer... je buvais déjà de la bière, mais le cocktail c'est Chic.* (Celeste, 42 ans)
>
> *J'ai dû prendre du "cuca" (bière) et je n'ai servi que deux clients ; une boisson alcoolisée pour pouvoir rencontrer des clients…* (Mena, 30 ans)
>
> *J'aime les cocktails ; mes clients m'ont appris même à en faire. La bière je la prends seulement quand je suis avec ma famille, vous savez ? Un "double" tu le prends et au bout de quelques temps, on se sent plus à l'aise.* (Ana, 28 ans)
>
> *Je buvais de la bière, j'avais des clients pleins aux as qui m'ont appris à boire du whisky, des cocktails, des liqueurs... ces choses que je ne savais pas, vous savez... J'ai aussi appris à fumer pour donner "ce" charme !* (Joana, 26 ans)

La consommation d'alcool étant une action temporaire, c'est sa répétition qui entraînera la dépendance et, dans de nombreux cas, conduira les femmes à expérimenter des drogues aux effets supérieurs à ceux de l'alcool.

Le tabagisme et la consommation des drogues

Le tabagisme est une habitude peu commune dans la société angolaise, surtout chez les femmes, et encore plus dans les espaces publics. Bien qu'il ne soit pas socialement condamnable, ce comportement est associé aux femmes "de la vie", qui veulent "se comporter comme des hommes" ou qui sont des "femmes de la nuit".

Contrairement à la consommation de boissons alcoolisées, la consommation de drogues est pourtant considérée comme un crime, comme une habitude négative, y compris dans le milieu prostitutionnel. Cela fait que les femmes qui les consomment nient ce comportement ou ne l'assument pas ouvertement.

> *Ici, la plupart des prostituées se droguent... vous commencez, puis pour arrêter, c'est difficile ; sauf si vous sortez d'ici... certaines personnes ont des dettes et pour les payer elles font des passes programmes... payer la drogue avec le sexe... ici c'est difficile...* (Maria, 18 ans)

> *Nous avons l'habitude de soupçonner tout le monde parce que nous ne savons jamais si c'est un policer qui nous demande. Toi par exemple... hummm, je te fais confiance... je fume de la dope... pas tout le temps, c'est vrai ! Aujourd'hui par exemple, j'ai fumé, tu ne le sens pas ?* (Clarice, 46 ans)

On constate également que certains comportements ont été aggravés, comme la consommation de drogues plus "fortes" que les cigarettes normales ou l'utilisation de boissons "plus fortes".

Il convient de noter que même lorsque les répondantes déclarent ce comportement, elles le placent clairement comme quelque chose qu'elles ne font que pendant la prostitution, probablement parce que c'est répréhensible au sein de leur famille et qu'elles ne veulent pas être gênées. Carla (22 ans) par exemple est catégorique :

> *Non, non, non… je ne me drogue pas… aucune drogue.* (Elle sentait la drogue). *Fumer une cigarette, prendre un verre voilà ce que c'est. Se droguer, pas ces choses-là. Et je ne fume qu'ici, pas dans ma maison. Ici c'est normal que je fume, c'est juste une cigarette, n'est-ce pas ? c'est juste pour faire du charme parce que mes clients fument et ils me donnent des cigarettes.* (Carla, 22 ans)

Il nous semble qu'en ce qui concerne la consommation de drogues, elles sont unanimes à dire que leur consommation peut avoir des effets sur la santé, mais cela ne se produirait qu'avec des drogues comme la marijuana, le crack ou les drogues injectables.

L'auto-défense

Étant conscientes du risque, certaines femmes ont appris les sports de combats comme une forme de prévention et d'autodéfense. Carla (22 ans) par exemple, se pose en "protectrice de tous" : *Personne ne touche à mes amies ; mes collègues sont ma famille ; je les défends toujours parce que les hommes se*

défendent toujours entre eux. Nous ne leur faisons pas confiance, dit-elle. On les retrouve également dans les discours ci-dessous :

> *Un jour, j'ai été menacée par un client qui ne me payait pas... alors j'ai commencé à m'entraîner au karaté... désormais, j'aide aussi mes collègues.* (Joana 26 ans)
>
> *J'ai appris à me défendre avec une collègue qui fait du karaté (rires)... Ici, on doit montrer qu'on est forte en étant maltraité. Certains clients sont vilains ! (Ana, 28 ans)*

Il ressort clairement de ces témoignages que, lorsqu'elles sont réconfortées par les situations dans lesquelles elles sont en danger, les femmes sont capables de se défendre en utilisant les formes les plus variées, y compris la force physique. On remarque aussi le sens de solidarité et d'empathie n ce qui concerne la sécurité du groupe.

Certaines d'entre elles s'adaptent au contexte en trouvant des formes de protection comme par exemple le port d'armes blanches :

> *Pour me défendre des clients agressifs, j'ai toujours une paire de ciseaux bien aiguisés...* (Pancha, 25)
>
> *Depuis qu'un client s'est enfui sans payer, je porte toujours un couteau dans mon sac à main …* (Joana, 26 ans)
>
> *Pour me défendre contre les clients impolis, j'apporte toujours du spray au poivre dans mon sac. S'ils m'attaquent...* (Sophie, 27)

Dans la culture africaine, les femmes sont considérées comme celles qui doivent être protégées car elles sont les plus "fragiles". C'est pourquoi les familles investissent dans les enfants mâles parce qu'ils doivent être plus forts, "futurs chefs de famille" ; ceux qui les protégeront ; ils seront les "pourvoyeurs". Les femmes doivent être délicates, donc protégées. Le comportement agressif n'est pas attribué

aux femmes car, contrairement aux hommes, elles ne sont pas éduquées de cette manière.

Les témoignages des personnes interrogées montrent que les femmes s'adaptent aux règles du monde de la prostitution en adoptant des comportements communs à ce milieu. C'est ce que Becker a appelé l'engagement, un terme qui « renvoie au processus par lequel divers types d'intérêts sont progressivement investis dans l'adoption des certaines lignes de conduite avec lesquelles ils ne semblent pas avoir de rapports directs ».

Cela signifie qu'à partir de cette étape, les femmes se débarrassent des codes sociaux concernant le comportement des femmes par rapport à la consommation d'alcool, de drogues, leur attitude dans les situations de conflit et choisissent d'avoir des attitudes contraires à ces normes. Une fois qu'elles entrent dans la prostitution, elles ne se sentent plus obligées de les suivre. Sykes et Matza (Ogien, 2012) ont suggéré que les délinquants éprouvent en fait des fortes tentations de respecter la loi et composent avec celles-ci en employant des techniques de neutralisation, c'est-à-dire des « justifications » de la déviance que les délinquants estiment valables, à la différence de la justice et de la société globales » et les auteurs distinguent certaines techniques pour empêcher l'influence de cette conformité.

Conclusion du chapitre

Ce chapitre explore l'entrée dans la prostitution. Comment cela s'est-il passé la première fois, aussi bien le premier rapport sexuel, que le rapport tarifé. Le premier acte sexuel, s'est passé avec un proche de la famille, ou avec des amis. Quant au premier contact annonçant l'entrée dans la prostitution, il y a eu plusieurs influences notamment, une vingtaine dit y avoir été amenée par des copines la première fois, voire des membres de leurs familles.

Dans la section intitulée du trottoir au lit (la première expérience), il y a tout de même peu d'expériences joyeuses. On y voit surtout, comme le montrent les discours : la peur, la souffrance, l'angoisse etc. On voit également que cette activité s'est accompagnée de la consommation des produits illicites, la drogue et l'alcool

sont les compagnons de ces femmes prostituées pour affronter la dureté de leur activité.

CHAPITRE 4

Les conséquences de la prostitution : Quelles perspectives ?

Les conséquences de la prostitution vont de la violence de toutes sortes aux grossesses non désirées, aux maladies sexuellement transmissibles et à l'infertilité. Dans le monde de la prostitution, la réalité est beaucoup plus difficile que ce qui nous est présenté. Les femmes sont généralement victimes de toutes sortes de violences. La peur et l'insécurité planent sur la vie quotidienne de ces femmes qui, pour diverses raisons, sont confinées dans cet univers.

Les violences : agressions physiques, verbales, peur et le mépris

La violence psychologique est un sujet difficile à explorer. Contrairement aux autres formes de violence, la violence psychologique est difficile à définir ; elle est difficile à détecter, à évaluer et à prouver ; en plus, de nombreux cas de violence psychologique ne sont jamais dénoncés.

La violence psychologique se traduit par la dégradation de la personne prostituée ; les personnes prostituées sont souvent insultées, ridiculisées en public, ce qui est une atteinte à leur identité, à leur dignité et à leur confiance en elles-mêmes.

Plutôt que de chercher une définition, nous allons présenter ici quelques témoignages pour montrer comment se manifeste ce type de violences chez ces femmes.

Joana, 26 ans, nous a dit :

> *« … j'ai peur chaque fois que je dois faire des passes loin de mes camarades. Un jour, un client a eu des rapports sexuels avec moi et il n'a pas payé. Quand je lui ai demandé de l'argent, il m'a insulté, il a dit que j'étais une « pute » et qu'il ne dépenserait pas son argent pour une personne prostituée. Il m'a enfermée à clé dans la chambre et puis il est parti… » Depuis, j'ai peur*

> *d'être seule, de monter dans un taxi avec des hommes… je ne peux pas dormir dans une chambre fermée et sombre. Parfois, je rêve que je suis attachée.*

Ana, 28 ans, nous a donné un témoignage bouleversant :

> *J'ai un problème de vision ; une fois, un client a cassé mes lunettes ; il a promis de les payer mais n'est jamais revenu… maintenant, quand je rentre* (dans une chambre avec un client)*, une fille doit attendre jusqu'à ce que le client porte le préservatif parce j'ai déjà été arnaquée. Quand je finis, j'appelle une collègue pour m'assurer que la somme prévue est complète… ici tout est difficile pour moi ; en comparaison avec les autres filles, on me paye déjà moins à cause de mon problème de vision* (due au glaucome) *; en plus, les clients me volent …*

Nous voyons dans les témoignages que la situation de handicap est un motif de mépris et de stigmatisation. Il convient de noter qu'il constitue un motif d'exclusion. Personne ne devrait être traitée différemment en raison de son état de handicap. Comme la prostitution n'est pas une profession en Angola, les femmes ne peuvent pas faire valoir leurs droits dans l'exercice de cette activité.

Le milieu de la prostitution et un univers violent, où le danger est omniprésent dans le lieu désert où les attendent les clients. « L'insécurité y règne constamment, les possibilités d'aide en cas d'agression y sont réduites. Le climat le plus froid et le plus violent semble être celui de la rue, où les prostituées « sur le trottoir » sont en perpétuelle compétition avec leurs « collègues », et insécurisées par la dangerosité du milieu. Une fois entrées dans ce milieu, elles sont enfermées dans un isolement social important, renforcé par un sentiment de honte » Jovelin (2012). L'impuissance de ces femmes apparait dès le moment où elles rompent le silence en nous disant combien elles se sentent abandonnées face à la violence physique, verbale et psychologique. La multiplicité des acteurs qui exercent ces différentes violences à l'égard de ces femmes est mise en évidence dans leurs témoignages.

Quant aux clients, elles mentionnent le manque de paiements, les agressions physiques et verbales et le mépris :

> *Il y a des clients qui sont des escrocs, qui ne veulent pas payer et qui en plus nous traitent de putains.* (Sophie, 27 ans)
>
> *… oui, c'était un client qui était en colère et qui voulait s'en prendre à moi.* (Carla, 22 ans)
>
> *Un client n'a pas payé et mes amies sont allées chercher satisfaction auprès de lui ; quelques jours après, il est revenu ici pour m'agresser. J'ai été frappée si fort que j'ai fini à l'hôpital !* (Pancha, 25 ans)
>
> *Certains clients n'ont même pas de l'affection ; ils veulent nous pénétrer avec beaucoup de force et des fois avec des préservatif sèches ; c'est douloureux ! on ne peut pas se plaindre... Il y a des clients qui n'ont aucun respect. Ils nous insultent... Je suis partie de là avec une douleur vaginale très forte suite à une pénétration forcée faite pour un client.* Lourdes (31 ans)
>
> *Oui. Certains clients sont vraiment mauvais, ils ne paient pas le prix exact, ils n'ont pas ce respect... ils nous appellent des putes... il y a toujours des clients qui sont agressifs. Ils ne respectent pas notre « travail ».* (Carolina, 26 ans)

Dans leurs relations avec les femmes prostituées, les hommes recherchent d'autres formes de plaisir qu'ils ne connaissent probablement pas avec leurs partenaires (épouses ou petites amies). En ce sens, une femme prostituée est vue et prise comme un objet de plaisir dont les sentiments ne sont pas pris en compte ; elle est considérée comme une simple marchandise qui doit être utilisée en fonction du prix qu'ils payent.

Sa condition de femme, mère, sœur, épouse, fille et autres est vidée par la fonction de "putain", "salope", "femme de vie facile" et tant d'autres étiquettes que la société lui attribue.

Parmi les acteurs qui exercent la plus grande violence à l'égard des femmes prostituées, on trouve des membres de l'armée et de la police, et ces derniers le font des fois pendant l'exercice de leur travail, et d'autres en tant que clients.

> *Oui, la police nous met à la porte et parfois elle nous viole. Les clients ne sont pas toujours humains, ils pensent juste que nous sommes des putes et parfois ils nous traitent mal.* (Francisca, 30 ans)
>
> *En général, ce sont les clients militaires et les flics qui sont agressifs ; ils arrivent en uniforme et avec des armes.* (Maria Joao, 33 ans)
>
> *Les flics et les inspecteurs sont les clients les plus mauvais ; en plus de nous mettre à la porte, ils prennent l'argent et nous violent…. Ils ne nous respectent pas quand ils sont en uniforme.* (Solange, 29 ans)
>
> *C'est presque toujours le cas. La police est également agressive. La police fiscale gère également les femmes ici ; ce n'est donc pas bon ! Le travail de la police fiscale c'est ne pas nous surveiller !* (Sophie, 27 ans)

La violence physique est la plus visible. Elle regroupe tous les actes qui causent une blessure physique ou un traumatisme non accidentel (coups de poing, coups de pied, morsures, brûlures et tout autre moyen de causer une blessure physique). C'est aussi le type de violence le plus visible.

Nous pouvons facilement avoir des soupçons, si une personne nous explique qu'elle s'est blessée et que ses explications ne concordent pas avec ses lésions ou s'il est évident qu'elle se blesse souvent.

Chez nos interlocutrices, il n'était pas rare de voir des blessures sur le visage ou sur le corps. Les femmes sont souvent agressées par leurs proxénètes, leurs conjoints ou par les clients. Elles sont aussi victimes de la violence policière comme nous l'avons vu précédemment, qui, dans le but de réprimer « l'exposition indécente » use de violence vis-à-vis des femmes.

Les arrestations arbitraires et les disparitions

Les arrestations arbitraires, l'usage excessif de la force, les mauvais traitements et les abus sexuels font partie des actions violentes que mènent certains clients, comme en témoignent nos interviewées.

En plus des témoignages ci-dessus, on note une autre situation à laquelle ces femmes sont confrontées : la peur de disparaître sans aucun indice lorsqu'elles sont emmenées par des clients inconnus ou par la police :

> *Par exemple, j'ai vraiment du mal, je prie toujours Dieu de me sortir de là parce que ce n'est un travail pour personne ; on rencontre des bandits, on rencontre des gens traumatisés... Je veux dire... c'est juste Dieu, Dieu voit aussi notre côté. Vous montez dans une voiture sans savoir qui est la personne, il y a des femmes qui sont violées, d'autres qui sont mortes... ils tuent vraiment, ils jettent leurs corps... vous voyez que votre collègue ne se présente plus pendant un an, deux ans après tout... elle est morte il y a longtemps,* epah, *ce sont des difficultés que nous traversons. Parfois la police nous prend aussi, parfois ils nous violent... J'ai eu une collègue qui a été violée par les flics ; elle ne pouvait pas se plaindre parce que c'est une prostituée... elle n'a pas... ils ne la prennent pas au sérieux... une prostituée n'a aucune valeur, elle ne peut pas se plaindre...* (Pleurs) (Clarice, 46 ans)

Les données présentées par diverses institutions publiques et privées comme les radios, les journaux, les réseaux sociaux, affirment que parmi les clients de la prostitution on trouve un grand nombre de membres de l'armée et la police nationale.

Étant également le groupe qui exerce le plus de violence sur la population en général, nous ne sommes pas surpris que ce comportement se prolonge dans la zone la plus privée de leur vie. Si l'on prend en compte les statistiques liées au déni de la paternité et à l'abandon d'enfants, on constate que les mères se présentent au quotidien devant les tribunaux de la famille pour dénoncer leur partenaire et la plupart d'entre sont des policiers ou des militaires.

Il s'agit donc d'un problème largement connu et discuté en Angola où, depuis 2020, des manifestations pacifiques menées par des jeunes qui réclamaient des améliorations des conditions de vie ont été violemment réprimées par la police. Certains manifestants sont même décédés.

Le comportement violent des forces de l'ordre a ouvert un débat sur leur formation et la proximité entre la police et les citoyens, ce qui a conduit l'État et les organisations de la société civile à élaborer des stratégies de formation sur l'éducation civique à leur intention.

Les mépris d'autres femmes

Les femmes interrogées ont avoué avec une certaine tristesse la façon dont les autres femmes (qui ne sont pas des prostituées) réagissent lorsqu'elles savent qu'elles se livrent à la prostitution.

> *Oui. Surtout les femmes. Quand elles savent que vous êtes dans cette vie, elles pensent que vous « êtes des malades ». Elles s'en vont, elles disent du mal de vous. Mais elles ne comprennent pas qu'elles ont de l'aide et des emplois et que les autres n'ont rien ...* (Ana Maria, 34 ans)
>
> *Moi, je sens que les filles sont plus agressives que les hommes. Elles ne sont pas sympathiques ; elles nous insultent, se moquent de nous, nous méprisent ! Par exemple, lorsqu'un client nous agresse quelqu'un devant des femmes, on doit se débrouiller seules ; si c'est des hommes, ils nous aident, n'est-ce pas ?* (Amélia, 19 ans)

Malgré cela, nous trouvons des femmes, bien qu'en très petit nombre, qui disent n'avoir jamais subi aucune forme de violence ou qui bénéficient de l'aide et de la protection des clients.

> *Mes tantes ont déjà des clients connus qui respectent notre travail. Il y a toujours l'un ou l'autre qui est mauvais ; en général, je n'ai jamais eu des problèmes avec personne.* (Paula, 32 ans)
>
> *… il y a toujours de bons clients ; ils nous aident quand-même. Certains clients traitent bien, d'autres sont des voyous, si celui-là vous prend, ça peut tourner mal ! Cela dépend du client… il y a ceux qui ont bon cœur, qui ont de l'argent et qui payent plus... ça dépend... dépend...* (Celeste, 42 ans)

Ces témoignages montrent comment la prostitution est une activité qui réduit l'existence d'une femme à une chose. Pryen (1999) affirme que la prostitution est « quelque chose qui disqualifie et empêche d'être pleinement membre de la société » ; elle laisse des séquelles dans la relation avec leur propre corps, la

sexualité, la vie émotionnelle et les relations avec leurs enfants (Jovelin, 2005). C'est un milieu où les violences physiques, morales et sexuels sont fortes : agressions, viols, humiliations, insultes, harcèlements, traitements dégradants (Lagardinier, 2002).

La stigmatisation de la prostitution, selon Lilian Mathieu, résulte d'une croisade morale qui contribue à la construction d'une identité dégradée des prostituées.

A son tour, Goffman considère le stigmate comme « *un attribut qui jette un profond discrédit » alors, les personnes prostituées, pour éviter les interactions au sein desquelles la révélation de cette activité peut leur porter préjudice, favorisant ainsi l'entre soi et l'isolement social. Il affirme que la prostitution existe avant tout, comme un stigmate particulier qui a été appliqué à une personne au point qu'elle se reconnaît dans cette catégorie, en intériorise les attentes de rôle et adapte sa conduite en conséquence* ».

L'auteur souligne observer les mêmes traits sociologiques dans tous les cas de stigmate. La stigmatisation chasse les individus ; elle annule la possibilité pour l'individu d'étendre son réseau de relations car les individus qui souffrent de stigmatisation sont considérés comme des "personnes anormales » ou des êtres « pas tout à fait humains".

L'auteur affirme aussi qu'en général on pense « qu'une personne ayant un stigmate n'est pas tout à fait un être humain » et pour cette raison on pratique « toute sorte de discrimination par lesquelles nous réduisons efficacement, même si c'est souvent inconsciemment, les chances de cette personne ».

C'est pourquoi on cherche à expliquer son infériorité et à justifier qu'elle représente un danger ; on crée une théorie, une idéologie du stigmate, qui sert aussi parfois à rationaliser une animosité fondée sur d'autres différences… et constamment on emploie des termes désignant spécifiquement un stigmate tels que putain, femme facile, vicieuse.

Les maladies sexuellement transmissibles

Quant aux maladies sexuellement transmissibles, une grande partie des femmes ont déclaré que, bien que conscientes du risque, elles ont eu des relations

sexuelles non protégées au moins une fois à la demande d'un client. Selon elles, les rapports sexuels sans préservatif font partie des exigences de certains clients et elles disent n'avoir pas pu les convaincre du contraire.

> *Pour tout vous dire, j'ai eu des rapports sexuels sans préservatif mas ce n'est pas toujours comme ça ; le client a payé plus cher.* (Francisca, 30 ans)
>
> *Je n'accepte d'avoir des relations sexuelles qu'avec un client que je connais, qui est marié et a des enfants ; ils sont plus responsables.* (Clarice, 46 ans)
>
> *S'il paie plus, j'accepte ; alors à la fin de la passe j'utilise un produit désinfectant...* (Pancha, 25 ans)

Néanmoins, une des interviewées nous a avoué avoir déjà été abandonnée par un client qui n'a pas voulu utiliser de préservatif.

> *Je n'accepte pas d'avoir des relations sexuelles avec un client sans préservatif ; ma santé est plus importante. L'argent que je gagne ici ne m'aidera pas si je contracte le VIH. Alors, je ne le prendrai pas. J'ai déjà cessé de fréquenter plusieurs clients pour cela.*

Malheureusement une grande part des femmes prostituées sont souvent ivres ou sous l'emprise de drogues et ont donc de vraies difficultés à contrôler leurs actes ; il y a aussi la question financière qui pèse ; une relation sexuelle sans préservatif est mieux payée. Selon Mr. Furtado, un médecin contacté dans le cadre de notre recherche, les femmes prostituées, *« … attrapent très souvent des infections sexuelles ; elles ne sont pas vraiment exigeantes par rapport à la prévention »* et ça ne *« signifie pas qu'elles ne connaissent pas les risques et les règles de prévention… je pense qu'elles le font pour l'argent ».*

En outre, une grande partie des femmes a déclaré avoir eu au moins une fois, ou suspecté avoir eu, une infection transmise sexuellement durant les derniers mois ; ceci entre en contradiction avec les déclarations de la majorité des femmes interrogées selon lesquelles elles utilisent régulièrement des préservatifs pendant les

rapports sexuels avec leurs clients. Cela prouve clairement qu'elles ont des relations sexuelles non protégées beaucoup plus souvent qu'elles ne l'ont déclaré.

Le fait qu'elles n'assument pas ce comportement montre que, d'une part, elles ne veulent pas être tenus responsables de la transmission de maladies à leurs clients et que, d'autre part, elles leur montrent qu'elles sont responsables et qu'elles se prémunissent contre les maladies sexuellement transmissibles.

> *J'avais des gros problèmes vaginaux ; je sentais vraiment mauvais. J'avais peur parce que je pensais que j'étais pourri. Je suis allé à l'hôpital et le médecin a dit que c'était la syphilis. Il m'a expliqué que c'était une infection grave et que je pouvais la transmettre à mon petit ami (Rires). Je n'oublie jamais ce nom.* Pancha, (25 ans)

Les grossesses non désirées, les avortements et les infertilités

Une autre conséquence de la prostitution chez les femmes est la survenue de grossesses non désirées, qui amènent d'autres conséquences comme les avortements, les enfants nés de parents inconnus ou enfants avec des clients et dans certains cas, l'infertilité chez les femmes, comme nous avons pu le constater.

C’est le cas de Magui (28 ans) qui nous a dit ceci lorsqu’on l’a interrogé :

> *Moi je ne sais pas qui est son père ; je ne sais pas si je réussirai à le savoir un jour… en tout cas, je n’envisage pas de lui révéler la vérité ; je lui ai dit que son père est mort !...*

Quant à Cristina (25 ans), elle nous a dit :

> *J'élève ma fille seule parce que lorsque j'ai essayé de parler à son père, il m'a dit que cela pouvait être d'un client et que, dans le doute, il n’a pas voulu la prendre en charge. Cela me fait mal au cœur !*

Une grossesse, bien que toujours considérée comme une "bénédiction", lorsqu'elle n'est pas désirée, peut avoir des conséquences tragiques dans la vie de la mère et de l'enfant.

Le rejet d'un enfant peut avoir un impact négatif sur son développement psycho-social. Pendant sa croissance, l'enfant peut avoir de mauvais résultats scolaires en raison des traumatismes qu'il a subis. En effet, lorsque l'enfant n'est pas désiré, il peut être rejeté, y compris par sa mère qui, en cas d'incapacité à assumer les responsabilités et le manque de soutien familial, peut recourir au placement de l'enfant en institution.

La prostitution peut être considérée comme un phénomène qui contribue à l'éclatement de la famille. Certaines prostituées comme Flávia, ont eu des enfants avec les clients, mais le père n'a pas voulu reconnaître l'enfant :

> *J'étais enceinte d'un client qui ne voulait pas prendre l'enfant. J'ai enquêté et j'ai découvert qu'il était marié ; mais ce n'est pas mon problème, ça... Quand ma famille l'a découvert, ils ont voulu savoir qui était le père parce que je n'ai jamais présenté un petit ami. Je ne pouvais pas leur dire, alors ma tante m'a jetée hors de la maison ; j'avais 16 ans. Je suis allé vivre avec ...* (indique la personne à côté d'elle)*. Je ne pouvais pas avoir cet enfant seule ; je n'avais que 16 ans... et... "j'ai dû avorter"... Aujourd'hui, je pense différemment et je le regrette* (tristesse)*... Je ne pourrais peut-être pas avoir d'autres enfants et je ne le savais même pas... Heureusement, Dieu m'a donné d'autres enfants !*

Le discours de Flávia montre que la prostitution est un lieu de grande souffrance, qui appelle souvent au regret de ces femmes, lorsqu'elles essayent de retourner dans le passé. Les avortements subis durant leur activité prostitutionnelle, les condamne souvent à la stérilité, comme Lourdes (31 ans), qui est dans la prostitution depuis une dizaine d'années, qui souhaite avoir un enfant mais elle n'y arrive pas.

Lourdes a subi de nombreuses opérations pour avoir un enfant avec son ami, elle n'y arrive pas. Cette situation serait liée aux nombreuses opérations subies. Elle est en souffrance parce qu'elle sait qu'elle ne pourra plus jamais avoir d'enfant.

Pendant l'entretien, elle nous a avoué, à plusieurs reprises, qu'elle voulait consulter un gynécologue qui pourrait l'aider à avoir un enfant :

> *Vous savez, je ne crois pas qu'avec toute l'évolution technologique un gynécologue ne pourrait pas m'aider. Je sais que je peux avoir des enfants, je le sens ! Tout mon problème c'est que je n'ai pas d'argent pour payer ces gens-là… c'est tout !... Si les médecins en Angola n'ont pas de machines qui fabriquent des bébés, j'ai entendu dire qu'en Afrique du Sud et au Brésil, on fabrique déjà des bébés qui sont ensuite placés dans l'utérus ! Je n'ai pas d'enfants parce que je suis pauvre. J'économise chaque centime que je gagne ici pour voyager et me faire soigner à l'étranger parce que les médecins d'ici !* dit-elle.

Comme nous l'avons dit, avoir des enfants est l'objectif principal d'un couple en Afrique. Une femme sans enfants est considérée comme incomplète, et risquerait la répudiation. Si nous partons du principe que les mariages sont considérés comme des engagements familiaux et pas seulement un engagement interne au couple, nous pouvons donc considérer que les conséquences peuvent être dramatiques car elles peuvent toucher non seulement la femme mais aussi son entourage.

Sur le plan juridique, l'avortement figure dans les articles 139 à 142 du code pénal angolais, qui interdisent d'y recourir. La peine pour un avortement, selon le cas, va de 2 à 8 ans de prison. La législation prévoit exceptionnellement l'interruption d'une grossesse en cas de danger de mort ou des blessures graves pour la mère, en cas de viol ou si le bébé souffre d'une maladie grave ou d'une malformation incurable. L'interruption, selon chaque situation, peut se produire dans les quatre premiers mois de la grossesse. Cependant, il est difficile de mettre cette loi en pratique car les avortements sont souvent pratiqués dans la clandestinité, ce qui est grave pour la santé des femmes.

Les discussions sur la légalisation ou non de l'avortement en Angola en 2019 ont été très intenses. Certaines organisations de la société civile favorables à cette pratique ont manifesté dans les rues pendant les discussions de la loi au Parlement. L'Ondjango Feminista était l'une des organisations qui a manifesté contre la

criminalisation de l'avortement. Cependant, l'église, défend fermement la vie, parce que le fœtus est une personne et a le droit de vivre autant que chacun d'entre nous.

Bien qu'il soit présenté plusieurs fois comme un acte de liberté et une réalisation des droits des femmes, l'avortement peut engendrer de graves conséquences pour le reste de la vie comme nous l'avons vu dans les discours précédents, avec des conséquences tant physiques qu'émotionnelles.

Lorsqu'il n'est pas pratiqué dans des cliniques appropriées, l'avortement expose la femme à des risques encore plus graves, tels que l'inflammation de l'utérus, des infections ou même des dommages irréversibles au système reproductif, conduisant à la stérilité. Il est courant d'entendre les médecins déclarer qu'après un avortement, certaines femmes peuvent développer un syndrome post-avortement, qui se caractérise par des changements psychologiques pouvant directement interférer avec leur qualité de vie, tels que des sentiments de culpabilité, d'angoisse, d'anxiété, de dépression, des comportements autopunitifs, des troubles alimentaires et l'alcoolisme.

En outre, il est également possible qu'il y ait certaines complications physiques comme une perforation de l'utérus ; une rétention des restes du placenta pouvant entraîner des infections utérines graves, au cas où il se ferait dans un environnement peu soucieux de l'hygiène. Il peut aussi y avoir des dommages irréversibles au système de reproduction de la femme, ou encore l'inflammations des trompes et de l'utérus qui peuvent se propager dans tout le corps, mettant la vie de la femme en danger.

Plusieurs études ont prouvé que la femme qui se fait avorter souffre émotionnellement à court, moyen et long terme. Elle ressent de la culpabilité, des conflits familiaux, de la solitude et de la peur. Puis, bien souvent, elles présentent des problèmes de maternité, soit par la difficulté à tomber enceinte, soit par des fausses couches récurrentes. Et, avec le temps, elles ont une plus grande tendance à tomber dans l'alcoolisme, dans la dépression etc.

Les enfants : peur, honte et mensonge

La honte est clairement perceptible dans les témoignages des femmes qui, pour omettre la vérité, utilisent le mensonge. On peut constater que les femmes interrogées craignent particulièrement d'être découvertes par leurs proches, notamment leurs enfants. La possibilité qu'ils soient stigmatisés ou qu'ils reproduisent la prostitution est une chose qu'elles avouent être insupportable.

Quant aux conséquences de la prostitution envers leurs enfants, elles sont liées non seulement au fait de ne pas pouvoir vivre une relation en tant que parent, mais aussi par la peur d'une possible reproduction de l'enfance vécue par ces femmes en ce qui concerne l'éducation et l'instruction.

Aine, une chose qui frappe dans leur discours c'est exactement la préoccupation par rapport à la scolarisation des enfants ainsi que leurs soins à tous les niveaux. A ce propos, nous leur avons demandé qui gardait les enfants durant leur activité prostitutionnelle. Voici quelques réponses :

> *Mes enfants vivent chacun avec leurs pères respectifs… Je le préfère ainsi parce que je ne veux pas qu'ils sachent ce que je fais. Pour l'instant je ne suis pas en mesure de les envoyer à l'école. Ici, l'école est trop chère ; il n'y a que des écoles privées là où je vis.* Paula (32 ans)
>
> *Ma fille vit avec ma mère, elle a 9 ans. Je ne veux pas qu'elle sache ce que je fais de la prostitution. Je vais tous les week-ends lui rendre visite et lui laisser de l'argent et des petits cadeaux. Ma mère sait seulement que je suis vendeuse et que je vends les nuits et les weekends inclus.* Luisa (30 ans)

C'est clair que les dynamiques qui caractérisent les centres urbains ont contribué à la recomposition des familles à Luanda où elles apparaissent avec un nombre plus réduit de membres par rapport aux zones périphériques et rurales. Cela se justifie principalement par le coût de vie élevée. Un autre élément qui ressort de cette recherche concerne une fois de plus la peur d'être découverte, par la famille. Cela peut signifier qu'elles-mêmes ne sont pas fières d'être dans cette condition et

essaient de tout faire, au moins dans leurs paroles, pour que leurs filles (et surtout elles) ne reproduisent pas la même réalité.

Une des femmes interrogées nous a avoué qu'elle se suiciderait si l'un de ses proches la trouvait en train de se prostituer, car elle ne pourrait pas vivre avec un tel "cauchemar".

> *Mes enfants vivent avec ma sœur chez moi (à Uíge), ils pensent que je fais des affaires ici ; on ne peut pas imaginer que je me prostitue. Ma plus grande peur est qu'ils découvrent que je suis dans cette vie, vous savez ? De temps en temps je rentre à Uíge. Quand j'y suis, je vais à l'église tous les dimanches. Pouvez-vous imaginer le scandale qui en résultera ? Je préfère mourir, je me tue ; il ne serait pas possible de continuer à vivre dans ces conditions. Au moins, ici, je suis en sécurité parce que personne ne me connaît.* Sophie (27 ans)

Nous voyons que la famille, bien qu'elle soit un espace parfois turbulent, est toujours reconnue comme une institution importante et elles souhaitent donc la préserver et ne pas la décevoir.

La recherche a démontré que les femmes enquêtées ont eu très peu de liens avec leurs parents ; la plupart des interviewées n'ont également pas vécu avec leurs parents (et encore plus rarement avec leur père et mère ensemble) pendant l'enfance, soit parce qu'ils se sont séparés, soit parce qu'elles sont orphelines et surtout, elles sont passées d'une famille à l'autre. Pour cette raison, elles ont vécu une instabilité pendant leur enfance qui se traduit par des changements successifs de résidence (elles relatent avoir vécu avec plusieurs familles dans un laps de temps d'un an) et en conséquence, elles ont eu des difficultés à se stabiliser au niveau scolaire et familial. Nous voyons maintenant que cette réalité est plus ou moins reproduite avec leurs enfants.

Les conséquences de la prostitution pour l'entourage de ces femmes, c'est à la fois le risque d'être stigmatisé et d'être exclu. En effet, elles n'assument pas leur activité prostitutionnelle. Pour éviter la stigmatisation de leurs proches, ces femmes développent des stratégies pour ne pas être repérées : inventer des mensonges,

pratiquer la prostitution loin de son entourage, faire de petits commerces pour justifier son absence etc.

En Angola, la prostitution n'est pas réglementée. Elle n'est pas interdite non plus par la loi ; pourtant, elle est condamnée socialement et l'État la réprime quand elle est pratiquée ouvertement, comme étant un attentat à la pudeur. Cette représentation a une influence sur le comportement des prostituées. Par exemple, pendant l'entretien avec Sara, 35 ans, son téléphone sonne et nous interrompons l'entretien pour qu'elle réponde à l'appel :

> *Allô ! Bonne nuit, ma chérie ... non, je ne suis pas à la maison ce soir. ... j'ai dû passer le week-end ici, chez votre tantine… Est-ce urgent ? En ce moment, je suis dans la rue ; je suis allé chercher l'argent chez une cliente qui n'a eu le temps de me voir qu'à 20 heures et même là, elle est arrivée plus tard. Maintenant, j'attends le* "Candongueiro[73]" *qui se fait rare. Je t'appelle quand je rentre chez moi, ok ?*

Avant qu'on ne reprenne l'entretien elle s'excuse et nous avoue que :

> *Je ne vis pas avec mes enfants. Je ne veux pas qu'ils sachent ce que je fais ; ils commencent à grandir et à me poser beaucoup des questions ; ils ne sont pas bêtes, vous savez ? Ils me demandent où je vais quand je sors les nuits. Alors je me suis mis d'accord avec une amie (elle nous montre la femme) et elle confirme que je dors chez elle…*

Le fait de ne pas assumer la condition prostitutionnelle peut nous faire penser qu'elles sont conscientes de la façon dont la société les considère. Elles réalisent que la société n'approuve pas cette activité et elles craignent d'être discriminées et exclues. A l'exception de celles qui ont des membres de famille exerçant la même activité prostitutionnelle, toutes ces femmes sont préoccupées par la réaction de leur entourage, s'il apprenait qu'elles se prostituent.

[73] C'est le nom commun utilisé pour désigner les transports communs, appartenant à des personnes privées.

Proxénétisme[74], pauvreté et exclusion

La recherche a montré que, sur le montant total que les femmes prostituées perçoivent des clients, une partie est donnée à un tiers qui peut être un protecteur… la partie qui leur reste varie entre 25% à 80 %, selon les cas, c'est-à-dire que plus elles sont autonomes, plus le montant qui leur reste est élevé. Ce résultat nous semble contradutoire et intéressant car, quand nous avons posé la question : « Est-ce que vous travaillez pour un proxénète? » la totalité des femmes ont répondu « Non », y compris quand on les retrouvait dans les maisons de passes[75]. Ce comportement s'explique par le fait que, si la prostitution est une activité condamnée par la société, son exploitation par des tiers est perçue comme quelque chose d'odieux. Toutefois, il y a des filles qui ont des protecteurs comme le soulignent ces personnes prostituées :

> *Moi, je fais payer entre trois mille à cinq mille Kwanzas par passe. Les weekends je gagne en moyenne cinquante mille Kwanzas. Sur ce total, je paye entre mille cinq cent et trois mille Kwanzas par nuit au protecteur… cela dépend de combien je fais… plus je gagne, plus il me demande…* Francisca (30 ans)
>
> *… Je demande cinq mille Kwanzas par client et je travaille de vendredi au dimanche. Ça donne une moyenne de quinze clients, mais ce numéro peut doubler quand il y a une grande demande. Je perçois entre 60 000 et 100 000 Kwanzas par semaine, en moyenne. De ce montant, je prends une part pour payer l'hôtel, quand le client ne le paye pas… Je paye aussi mon protecteur.* Paula (32 ans)

---

[74] En ce qui concerne le proxénétisme, cette figure n'existe pas dans le cadre juridique angolais, mais en France, il est « en théorie » durement est réprimé dans les faits (art. 225-5 à 225-12 du code pénal). La loi réprime : Celui qui aide ou protège la prostitution d'autrui et celui qui en tire profit ; le proxénétisme par entremise ; le proxénétisme hôtelier et immobilier notamment la vente ou la mise à disposition des locaux destinés à la prostitution.

[75] A la demande des femmes, les entretiens ont été réalisés dans la rue parce qu'elles s'y sentaient plus en sécurité. Nos observations nous ont permis de vérifier les conditions de certains espaces où se déroulent les rapports sexuels (hôtels, pensions, intérieure des voitures cassés, pièces improvisées dans les arrière-cours)

> *Je fais payer entre mille cinq cents Kwanzas et trois mille Kwanzas ; ça dépend de ce que le client veut que je lui fasse ; S'il veut des bisous et des câlins, ça coûte plus cher. Il y a aussi le temps qui compte. Par exemple : on commence avec quinze minutes… on peut aussi passer toute l'après-midi ou toute la nuit et là on peut aller jusqu'à trente ou même cinquante mille Kwanzas.* Domingas (32 ans)

Jovelin (2012) montre à travers ses recherches que les femmes prostituées sont souvent réduites en objets dans une sexualité réifiée : « *qu'au-delà des raisons invoquées d'entrer dans la prostitution, il importe également de tenir compte des avantages et des intérêts que les clients, les proxénètes et les trafiquants tirent de la prostitution. Avant les intérêts économiques des proxénètes et des trafiquants ou la pauvreté des femmes, l'une des principales raisons de la prostitution c'est l'existence d'une demande chez les clients »*. Cela signifie, selon Jovelin (op. cit) que « les femmes se prostituent parce que les hommes les achètent pour le sexe », comme des marchandises.

A de rares exceptions près, les femmes prostituées dépendent de proxénètes. Certaines leur donnent la totalité de l'argent que leur procurant des clients. C'est lui qui décide combien donner à la femme.

Les femmes qui travaillent dans la rue partagent l'argent avec celui qu'elles appelent «leur protecteur »[76] mais le montant est très variable (souvent moins de la moitié). Nous avons demandé à Rosa qui était José ? (nom fictif) Un garçon qui semblait être très proche d'elle car il lui demandait de l'argent. Ci-dessous sa réponse:

> *Lui, c'est une personne qui je respecte beaucoup ; il est toujours en danger comme nous; il se bat pour nous défendre à chaque fois qu'un client nous embête. Est-ce que vous imaginez combien de fois il a été blessé par le client ou qu'il s'est disputé avec la police ? Vous savez quoi madame, il se sacrifie*

[76] C'est comme ça qu'elles appellent les proxénètes. Pour elles, ici sont les personnes qui les protègent et qui donc méritent toute la reconnaissance le leur part. Les femmes n'avouent jamais qu'elles sont exploitées par les proxénètes. Mais pendant une de nos observations, nous avons assisté à une scène où un proxénète agressait une jeune fille parce qu'il soupçonnait qu'il manquait de l'argent.

> *juste parce qu'il nous aime, sinon… il est pour nous comme un grand frère, même qu'il soit moins âgé que certaines d'entre nous. Je pense qu'il mérite tout l'argent qu'on lui donne!*

Dans leurs discours, nous pouvons comprendre qu'elles se considèrent comme victimes, qui ont besoin d'être aidées. C'est pour cela que les protecteurs sont associés aux sauveurs, qui les protègent face aux situations de danger qu'elles subissent tous les jours dans le cadre de cette activité.

Dans les cas où elles travaillent avec un proxénète, les femmes donnent le montant total au proxénète qui la paye, à la fin de la journée, de la semaine ou du mois, selon les cas. Elles sont complètement prises en otages ; dépendantes de ces proxénètes qui, en fonction de leur intérêt, de leur relation avec les femmes, et même de leur humeur, les traitent à leur guise. Les femmes sont donc "traitées comme des choses", traitées comme des " marchandises " qui sont à vendre et dont le prix est déterminé au hasard.

> *... Comme je travaille dans la rue, je cours de nombreux risques en prenant l'argent, donc chaque fois qu'un client me paie, je donne l'argent à un "jeune homme" qui garde notre argent et nous paie dans un jour où nous ne servons aucun client ... il garde notre argent ...* hmmm (silence) *... un jour, il se trouve qu'il ne voulait pas nous donner "notre part" parce qu'il était en colère contre mon amie ! Il achète des choses dont nous avons besoin, alors nous lui avançons l'argent.... Il n'est pas mauvais!*

Ces femmes sont vraiment exploitées par des proxénètes, qu'elles ne reconnaissent pas comme tels, mais comme « quelqu'un qui a le rôle d'un père ou d'une mère de substitution qui éduque et protège les prostituées adultes et enfants » (Jovelin, 2012).

Mais, derrière de nombreuses jeunes filles qui se prostituent, il y a quelqu'un, il s'agit d'un homme dans la plupart de cas, ou une femme, qui, en échange « d'apparente » protection physique ou autre, se trouve à percevoir parfois plus d'argent que les prostituées elles-mêmes. En effet, l'argent qui leur reste, ne leur

permet pas de vivre dans de conditions dignes; elles n'arrivent pas à envisager un projet de vie qui puisse changer leurs conditions de vie.

Dans le cas où les femmes travaillent pour un propriétaire de maison de passes, elles perçoivent un montant fixe chaque jour, chaque semaine ou chaque mois selon les accords. Dans ce cas, il arrive souvent que les femmes se disent être exploitées ou non payées régulièrement.

Des témoignages ci-dessous nous aident à mieux comprendre cette explication:

> *… je passe plus de temps ici ; j'ai à manger, je peux dormir… je n'ai pas besoin d'argent… mais… en plus, on me donne de l'argent de poche … ce n'est pas beaucoup… mas je peux m'acheter des vêtements et de la nourriture quand il le faut…* (Carla, 22 ans)
>
> *… je fais payer entre deux mille cinq cents Kwanzas à cinq mille Kwanzas par client et cela dépend du service qu'il souhaite. Si on passe avec lui tout l'après-midi, par exemple, cela peut aller jusqu'à trente mille Kwanzas… en moyenne je fais cinq clients par jour; ce chiffre peut doubler les week-ends… cet argent, je le partage avec mon protecteur ; à la fin, je reçois la moitié de la totalité...* (Maria Joao, 33 ans)
>
> *… je dois partager l'argent avec le propriétaire ; payer pour la chambre pour qu'elle soit reservée pour moi* (même sans avoir un client) *et la sécurité* (pour se protéger de la police et des clients indésirables)*. Ils m'aident et moi je les aide, n'est ce pas ? c'est comme ça. Ils vivent ici dans la rue et nous protègent ; le propriétaire de cet endroit garde notre argent pendant que nous "appelons les clients dans la rue" ... L'argent qui reste me permet de payer le loyer de ma maison, l'école de ma fille et la nourriture.* (Paula, 32 ans)

Comme on peut le voir, les conséquences de la prostitution sont vastes et vont au-delà de l'individu que la pratique. Elle affecte également l'environnement familial et social car les conséquences psychologiques de cette exploitation, qui sont souvent invisibles, s'étendront à la famille et aux proches.

Nous avons constaté également que, quand les femmes pratiquent cette activité dans un hôtel, elles ont la complicité d'un employé (de l'accueil en général) - sans que les propriétaires n'en soient informés – avec lequel elles négocient les prix des chambres et qui, au final, perçoit une partie de l'argent. En général, ces femmes sont indépendantes.

Des facteurs sociaux et culturels, contribuent énormément à cette réalité où des tâches « semblent » distribuées, où les rôles des femmes en général sont minimisés ; considérés comme inférieurs à ceux des hommes. Ces représentations, dans les cas où elles développent des activités vues par la société comme déviantes, renforcent le fait que les femmes, comme par exemple les prostituées soient "chosifiées", c'est-à-dire traitées comme des choses.

La conséquence la plus visible que cette étude présente clairement est l'exploitation économique qui conduit entre autres à la pauvreté, à l'exclusion et à la stigmatisation. Avec la partie qu'elles perçoivent, il est difficile d'économiser. Par conséquent elles sont incapables d'investir dans un bien ou un service, ou dans une activité génératrice de revenus. Nous avons pu constater cette situation de précarité dans laquelle ces femmes vivent. Et c'est ainsi qu'elles s'auto-excluent de la société. Étant donné qu'elles vivent dans la pauvreté et dépendent des proxénètes, il est peu probable qu'elles puissent devenir autonomes.

Elles-mêmes considèrent que, du fait d'être prostituées, elles ne doivent pas demander justice aux autorités compétentes, par exemple en cas de violence policière. Outre la peur et la honte, cette situation résulte également d'un manque d'éducation et d'instruction, qui limite l'accès et l'utilisation de l'information et, par conséquent, leurs droits en tant qu'êtres humains en général, et femmes en particulier.

Certaines de ces femmes ont une vision de l'avenir, lorsqu'il s'agit d'argent, qui nous a marqué. Voici quelques témoignages:

> *… pendant le mois de Janvier les clients disparaissent, alors, je dois faire des économies entre fin Novembre et Décembre ; les clients disent que leur salaire double à cette époque et que le mois de Janvier est toujours payé avec du retard. Moi je comprends mes clients, ils veulent me faire des*

> *« kilapi »*[77] *... mais, moi je n'accepte pas… en général ils ne me comprennent pas... ils se fâchent, mais moi j'ai aussi des personnes à ma charge…* a déclaré Francisca.

Ana Maria, 34 ans, nous a dit :

> *"… mes clients me parlent de la crise économique, de la crise mondiale… c'est étonnant car une grande partie des clients étrangers sont partis ! Ils sont rentrés chez eux… je pense que c'est un problème économique mondial, car même ceux qui sont encore là, et qui me payaient en dollars, finalement veulent payer en Kwanzas ; quand ils payent en divises, ils nous donnent moins d'argent qu'avant, parce qu'ils en ont peu actuellement".*

Les témoignages ci-dessus montrent comment la prostitution est un phénomène qui accompagne la transformation de la société et s'y adapte. Nous pensons que c'est ce processus qui contribue à sa pérennité. Il y a une adaptation aux transformations subies par tous les secteurs de la vie sociale et économique.

Le proxénète utilise comme moyens de maintenir les filles dans la prostitution la manipulation et le mensonge en offrant une apparente sécurité dont l'intérêt principal est le profit. Sans argent, ils ne feraient aucun effort pour les protéger.

Jovelin (2012) dans son étude intitulée « proxénétisme et prostitution, l'opinion publique face au proxénétisme » affirme que la caractéristique des personnes recrutées pour être proxénètes est souvent la misère, la pauvreté, la vulnérabilité, la dépendance à la drogue. Il s'agit donc de personnes qui ont elles-mêmes intérêt à maintenir ces femmes dans la prostitution pour servir leurs intérêts financiers. L'expression mexicaine « padrote » est utilisé pour désigner « proxénète ». Elle est équivalent au féminin à « madrota » qui désigne « une personne, qui manipule, qui gère, forme, contrôle et tire profit des femmes en situation d'exploitation sexuelle. (Lidia Cacho, cit. Jovelin).

[77] C'est un mot originaire de la langue kimbundu, que traduit le fait de choisir un produit ou un service, l'utiliser, et le payer plus tard ; c'est-à-dire, lorsque le client est en mesure de payer. Ce payement peut être fait une ou plusieurs fois, conformément à l'accord conclu entre les parties.

Derrière la honte, les rêves et des perspectives d'espoir

Ces représentations influencent leurs comportements et sentiments de honte, infériorité. Elles réagissent à tout cela en essayant de se protéger et de protéger leurs enfants afin qu'ils ne soient pas victimes de leurs choix comme nous le verrons plus loin.

Les femmes interrogées nous ont parlé de leurs rêves, leurs aspirations pour l'avenir. Les souhaits évoqués varient entre l'envie de sortir de la prostitution, d'obtenir un emploi, le désir de faire des études et /ou alors de se marier.

Aucune des femmes interrogées ne nous a affirmé vouloir continuer dans la prostitution ; elles assurent qu'elles ne sont pas satisfaites de cette condition, d'une part, parce qu'elles considèrent cette activité comme très difficile, dégradante et risquée sans le rendement financier qu'elles avaient imaginé au départ et, d'autre part car elles se disent conscientes du fait que la société réprouve cette activité et qu'elles-mêmes portent également une représentation négative.

Le plus grand rêve de ces femmes est de quitter la prostitution. Il y a plusieurs idées qu'elles proposent pour réaliser ce désir comme nous le présentons plus bas.

Formation académique et professionnelle

La formation académique et professionnelle est l'un des chemins qu'elles présentent pour changer d'activité et de vie :

> *Je rêve de quitter ''cette vie'' et... Si je réussis à passer un diplôme, je suis sûre que ma vie va changer.* (Sara, 35)
>
> *Une fois que j'aurai de l'argent j'étudierai pour obtenir un diplôme et trouver un emploi digne ; La prostitution ne me donnera pas un avenir...* (Flávia, 25 ans)
>
> *Je veux faire des études pour être infirmière, je pense que je peux gagner plus d'argent ; je dois juste me donner à fond ! Pour cela, je dois pouvoir me le permettre ou au moins avoir quelqu'un pour m'aider. Les écoles sont très chères ; en fait, tout est très cher.* (Carolina, 26 ans)

> *Quand j'aurai de l'argent, je vais étudier et trouver un emploi en travaillant dignement, suivre des cours, trouver un emploi, fonder une famille et élever mes enfants.* (Amélia, 19 ans)
>
> *Étudier, travailler, avoir des enfants, vivre avec eux, trouver un mari, avoir ma propre maison, c'est mon rêve. Le seul problème est qu'à mon l'âge, je dois être dans le groupe de nuit*[78]*.* (Maria, 18 ans)
>
> *Je veux continuer à étudier, quitter cette vie et avoir un mari. Il y a un client que j'aime bien mais qui ne me voit pas de la même manière ; ce serait le mari de mes rêves. Quand je lui dis, il pense que je plaisante…* (Pancha, 25 ans)

Il y a dans ces témoignages une expression de l'importance de la scolarisation, qu'il s'agisse d'une formation académique ou d'une formation professionnelle. La recherche d'un diplôme est une expression des demandes actuelles du marché du travail qui ignore tout autre type de connaissances (par exemple, celles résultant d'une expérience vécue).

Il est important de noter que le manque de formation est exactement l'une des raisons qui les a conduites à se prostituer ; Elles savent que la formation est une alternative permettant l'obtention d'un emploi.

Avoir un emploi ou entreprendre

L'acquisition d'un emploi en dehors de la prostitution est un autre souhait annoncé par nos interviewées. Pour elles, toute autre activité serait préférable par rapport à la prostitution :

> *Je veux avoir un bon emploi pour pouvoir prendre moi-même soin de mes enfants. Ce qui m'en empêche maintenant, c'est le fait je n'ai pas de maison à moi. Je dois déménager tout le temps.* (Magui, 28 ans)

[78] Comme il y a un grand nombre de prostituées dans la région, pour éviter que certaines fassent plus de profit que d'autres, elles se relaient par roulement : l'après-midi et le soir. Les femmes de plus de cinquante ans travaillent comme prostituées jusqu'à minuit. Il faut noter que cette organisation n'existe pas dans tous les hots pots ; elle n'existe que là où il y a beaucoup de prostituées et beaucoup de clients qui fréquentent le lieu.

> *J'espère avoir un bon travail prochainement… je veux quitter cette vie et avoir autre chose à faire. Le problème est que je ne suis pas diplômée.* (Joana, 26 ans)
>
> *Je veux sortir de cette vie qui est très difficile. Ce n'est pas facile de s'engager avec un homme et je dois toujours être gentille et accepter les positions des clients même s'ils sont désagréables.* (Clarice, 46 ans)
>
> *… je veux rendre mes enfants heureux en faisant autre chose, vendre, par exemple ; être un exemple pour eux… les élever dans de meilleures conditions pour qu'ils ne soient pas perdus demain. Laissez-leur obtenir leur diplôme pour qu'ils puissent trouver un bon emploi.* (Maria Joao, 33 ans)

Il est intéressant de noter que certaines de ces femmes ont affirmé avoir travaillé comme domestiques avant la prostitution et l'ont abandonné. Pour sortir de la prostitution, elles présentent ce même travail comme une alternative car elles reconnaissent que c'est l'un des rares domaines qui, pour l'instant, peut les accepter en tant que travailleuses. C'est le cas de Luisa (30 ans) et de Sara (35 ans) :

> *Si je trouve un bon emploi, même comme femme de ménage, j'aimerai arrêter, c'est trop dur ici.*
>
> *Je veux une autre vie, pas celle-ci ; je veux travailler pour quitter cette vie et faire autre chose. Si je pouvais trouver une bonne patronne, je prendrais vraiment un travail de femme de ménage, vous savez ? C'est vraiment difficile d'être ici. Certains jours, nous n'avons même pas de clients.*

Il est intéressant de noter que certaines femmes interrogées ont une représentation négative du travail de femme de ménage, et pourtant, c'est ce qu'elles ont l'intention de faire. Probablement parce qu'il est peu rémunéré et n'a pas un « statut » valorisant. Une femme de ménage ne peut pas rivaliser en termes de vêtements, de biens de consommation que d'autres pourraient leur envier comme le souligne Carla :

> *J'aimerais trouver un vrai emploi, un travail de secrétaire, vous comprenez ? Mais c'est presque impossible pour moi… Dans le dernier cas, j'accepte même s'il est pour le nettoyage du sol… ici je suis la responsable du groupe et la moins âgée, j'ai la responsabilité d'organiser les filles. Si je deviens femme de ménage, tout le monde va se moquer de moi ; moi je préfère travailler comme secrétaire ; j'ai déjà postulé une fois mais on m'a demandé beaucoup de certificats et même un diplôme … je ne savais pas que pour être une « simple » secrétaire il fallait parler de l'anglais ! Ces gens sont bizarres !...* (Carla, 22 ans)

Depuis 2016, une loi sur le travail domestique était en cours de discussion au Parlement, et en 2018, elle a été votée. Depuis, de nombreux emplois sont devenus vulnérables car les employeurs, dans cette nouvelle disposition, voient leurs charges augmenter en raison de l'obligation de paiement de l'IRT (impôt sur le revenu du travail) pour leurs employés d'une valeur de 8 %, un coût supplémentaire qui peut faire une grande différence dans les revenus.

Ces nouvelles exigences légales ont amené de nombreuses familles à choisir de licencier des personnes qu'elles ont embauchées comme travailleurs sous contrat à durée indéterminée, et opter pour des prestataires de services qui seraient moins chers et qui ne nécessitent pas d'engagement.

En effet, si cette loi protège les travailleurs domestiques en les intégrant au système de travail formel, qui leur réserve quelques droits, il y a aussi les contraintes engendrées par la législation.

Par exemple, conscients de cette nouvelle opportunité commerciale, de nombreux hommes et femmes d'affaires commencent à explorer ce domaine, en proposant, par le biais des réseaux sociaux, des cours et des services spécialisés dans le nettoyage des maisons, des cuisiniers, des nounous, des soignants de personnes âgées et autres.

Si le travail de ces entreprises devient moins cher, plus efficace et efficient, il peut y avoir une concurrence déloyale sur le marché qui empêchera les personnes qui veulent exercer ces activités, qui ne nécessitent aucune formation, d'avoir la possibilité d'avoir un travail rémunéré qui garantisse la subsistance de leur famille.

Toujours en ce qui concerne les aspirations, la réalisation matérielle et financière fait partie des discours de ces femmes, réalisation qu'elles espèrent pouvoir atteindre avant de quitter la prostitution. Par exemple, Domingas (32 ans) pense de :

> *… je prétends quitter cette vie après avoir fini de construire ma maison. Grâce à cet argent, j'ai acheté un terrain où je fais construire ma maison. Après, je retournerai à la vente, j'ai commencé à travailler très jeune. Je veux travailler et avoir un avenir en dehors de la prostitution.*
>
> *J'aimerais posséder une maison à moi, y être avec mes enfants en train de jouer… se promener autour ; leur donner des conseils enfin ; être une bonne mère.* (Mena, 30 ans)

La réalisation matérielle et financière est décrite comme une raison pour continuer dans la prostitution, malgré l'envie d'y sortir. Il est clair que la pauvreté dans laquelle ces femmes se trouvent et les alternatives, qu'elles ne trouvent pas, constituent un obstacle à leur sortie de la prostitution. Cette situation est aggravée par la rupture des liens familiaux et sociaux qui fait qu'elles ont un réseau de soutien social très fragile, réduit et parfois inexistant. Ainsi, elles font partie des personnes marginalisées.

Tout cela reflète l'environnement dans lequel ces femmes sont insérées ; les services de base fournis par l'État n'atteignent pas les zones périphériques de Luanda. Ainsi, les particuliers, accrédités ou non, offrent des services d'éducation, de santé, d'alimentation et autres à des prix, ce qui rend leur vie encore plus difficile, puisque les prix qu'ils leur font payer sont toujours supérieurs à la moyenne lorsqu'il s'agit de biens ou de bien moindre qualité lorsqu'il s'agit de services fournis. Ainsi, vouloir pouvoir répondre à leurs besoins dans ces conditions devient un besoin "presque vital" que beaucoup de ces femmes veulent atteindre.

Le mariage ; reprendre ou construire sa propre famille

Le mariage, étant l'un des rêves de la plupart des femmes angolaises, apparaît également comme l'un de leurs souhaits :

> *Je pense à quitter cette activité, à l'oublier et à épouser mon petit ami actuel… trouver un bon emploi …* (Mena, 30 ans)
>
> *Je pense un jour me marier, avoir droit au voile et à la guirlande… sortir de cette vie parce que c'est très risqué et très difficile, parfois ils* (les clients) *veulent nous forcer ; heureusement j'ai de la chance que quelqu'un vienne toujours à mon secours.* (Sophie, 27 ans)
>
> *Je veux une autre vie loin d'ici ; qui sait, trouver un homme et me marier !... Je n'arrive plus à supporter ça… c'est horrible de devoir faire plaisir à tous les hommes qui arrivent ici et encore d'être gentille avec eux, d'accepter leurs caprices, même s'ils sont désagréables...* (Paula, 32 ans)

Pour certaines de nos personnes interviewées, tout ce qu'elles veulent, c'est repartir à zéro : c'est le cas de Lourdes (31 ans)

> *Mon rêve est de trouver un bon médecin gynécologue qui m'aidera à avoir des enfants … j'économise chaque centime pour que ce rêve devienne réalité. C'est pourquoi je suis toujours ici ; je pense aussi collecter des fonds pour aller me faire soigner au Brésil ou en Afrique du Sud où il y a de vrais médecins ; je ne fais plus confiance aux médecins d'ici. Je sais qu'un jour, j'aurai encore des enfants, je le sens. J'ai lu dans un journal qu'une femme de 72 ans avait eu son premier enfant, et pourquoi pas moi, qui en ait 31 ?*

Plusieurs femmes regrettent d'avoir perdu du temps sans rien faire ; elles disent payer le prix de ne pas avoir fait d'études. Elles avouent que cela aurait changé complètement leur vie, car elles feraient seulement ce qu'elles aiment.

Sur le marché de l'emploi angolais qui devient de plus en plus exigeant et concurrentiel, la formation est la clé pour pouvoir se battre et trouver une place.

Cette réalité crée chez ces femmes un sentiment d'incertitude et de désespoir par rapport à l'avenir :

> *Je ne me projette pas dans le lendemain ; je préfère ne pas avoir d'attentes par rapport à l'avenir parce qu'à chaque fois que je l'ai fait, j'ai été déçue… quand je pense que la situation va changer, il y a des contrariétés… je pense que je ne mérite pas d'être heureuse !...* (Luisa, 30)
>
> *J'ai beaucoup pleuré, parce que je n'ai pas étudié, maintenant, même si je vais à l'école, je pense que je n'arriverai pas à avoir un diplôme… je voulais être enseignante… je me suis renseignée et je dois faire au moins 12 ans d'études ; j'ai 26 ans… j'ai des enfants à ma charge, je n'ai pas une maison à moi, j'ai une dette à payer… je n'ai que des problèmes…* (Joana, 26)
>
> *Je n'ai plus de temps pour faire des études, je laisse ça aux jeunes ; mon cerveau ne répond plus!... Je ne sais pas ce qui va arriver, mais j'espère avoir un mari et obtenir un bon emploi.* (Celeste, 42)
>
> *J'aimerai être infirmière, gagner plus d'argent ; j'ai beaucoup pleuré ; je n'ai pas fait des études et maintenant, pour travailler, on me demande le niveau scolaire et je n'ai plus le temps d'étudier.* (Sophie, 27 ans)

Le fait qu'une femme estime qu'elle ne peut plus retourner à l'école à cause de son âge est une impasse pour ces femmes, qui pourraient s'inscrire dans des programmes d'alphabétisation. Il existe un grand besoin d'accompagnement et de sensibilisation pour le changement de mentalité de ces femmes afin qu'elles puissent acquérir d'autres perspectives de vie de manière active. Il est nécessaire de travailler sur leur estime de soi de manière à ce que tous leurs rêves deviennent réalité, quelle que soit leur condition.

Nous pensons qu'il s'agit d'un grand défi pour les programmes de protection sociale dans le domaine de l'éducation, car il faut donner aux femmes les moyens de répondre aux nouvelles demandes sociales en matière d'éducation des enfants et de soins aux membres les plus vulnérables de la famille, tels que les malades, les personnes âgées, les enfants et autres, une tâche encore aujourd'hui déléguée aux femmes.

Il est à noter que pour respecter les droits que la loi détermine pour cette frange de la population, les personnes concernées doivent disposer d'un acte de naissance, d'un certificat de naissance ou d'une carte d'identité, c'est-à-dire d'un document qui les identifie comme citoyens. La plupart des femmes que nous avons interrogées, et cela est confirmé par les données du recensement de 2014, n'ont pas d'enregistrement de naissance, base fondamentale pour la jouissance de leurs droits de citoyenneté. Cela nous fait réfléchir à la manière dont, une fois de plus, cette frange de la population va être lésée.

On peut voir dans leurs témoignages que derrière la honte d'exercer une activité socialement condamnée, ces femmes nourrissent des rêves, mettent leur avenir en perspective et, même si cela semble ironique, grâce à des ressources qu'elles pensent pouvoir obtenir un jour, grâce à la prostitution. Dans la poursuite de ces rêves, elles savent que qu'elles sont seules et ne peuvent compter sur personne; surtout pas sur les pères de leurs enfants.

Les enfants, le plus grand amour

En ce qui concerne leurs enfants, ces femmes aspirent à ce qu'ils aient un avenir différent de celui qu'elles ont. Nous avons noté une préoccupation particulière chez les femmes qui ont des filles.

Formation des enfants

Nos interviewés ont été émues de parler de leurs enfants et de leur désir de ne pas voir leurs filles se prostituer. C'est pourquoi elles font tout ce qu'elles peuvent pour les faire étudier et avoir une vie meilleure.

Elles ont affirmé vouloir la meilleure éducation possible pour leurs enfants :

> *J'espère que je pourrais bien les éduquer pour que demain ils ne soient pas perdus comme je le suis aujourd'hui… Mon désir c'est d'un jour devenir une bonne mère…* Cristina (25 ans)

> *J'espère qu'ils pourront faire des études pour pouvoir faire comme tout le monde ; pour avoir les opportunités que je n'ai pas eu ! À l'avenir, je veux être une bonne mère.* (Ana, 28 ans)
>
> *Mon rêve est qu'un jour je sois une bonne mère… J'espère que mes enfants soient bien éduqués.* Paula (32 ans)

L'importance que les enfants représentent dans la vie de ces femmes les amène à se préoccuper de les regarder ; elles s'inquiètent d'être les meilleures pour elles.

La vie des filles loin de la prostitution

L'inquiétude pour les enfants semble encore plus grande lorsque la crainte de reproduire la prostitution se fait sentir surtout chez leurs filles :

> *J'espère vraiment que mes deux filles n'entreront pas dans cette vie mais qu'elles auront un travail pour m'aider. Ma plus grande crainte est qu'un jour elles découvrent que je suis une prostituée ; je pense que j'en mourrais. C'est pourquoi je viens dans cet endroit où les voisins de mon quartier ne viendront jamais.* Celeste (42 ans)
>
> *J'espère que mes filles n'auront pas la même vie que moi ; c'est tout que me fait peur… ici la vie est trop dure et il n'y a pas d'avenir ! Je fais le maximum pour leurs études. C'est ma priorité. Ici, une seule chose me tient éveillée la nuit ; c'est que quelqu'un que je connais ait la malice de dire à mes enfants ce que je fais pour qu'ils puissent manger... Je ne pourrais pas supporter ça, non !* Francisca (30 ans)
>
> *Dans mes rêves, j'espère qu'ils auront la chance de finir leurs études pour avoir des bons emplois. J'aimerais les voir, d'ici quelques années, heureux et capables de satisfaire leurs besoins sans dépendre de personne pour vivre... mes enfants ne sauront jamais que je me prostitue, mes filles ne pourront jamais vivre cette expérience… c'est très difficile ; les hommes ne respectent pas les "putes"… je ne peux pas les imaginer dans une situation pareille… Je*

> *rêve toujours qu'elles soient heureuses avec leurs époux et leurs enfants….* Lourdes (31 ans)

Cette préoccupation exprimée par ces femmes nous semble légitime.

Dans une recherche faite auprès d'enfants des prostituées, Jovelin (2011) montre que pour un enfant la découverte d'une activité illicite exercée par les parents laisse des marques. Certains enfants apprenaient l'activité de leurs mères auprès des tiers et non pas directement ou alors ils sont restés dans les doutes permanentes (car ils n'y croyaient pas), situation qui peut avoir un impact sur leurs identités.

Pour l'auteur, « la découverte de la prostitution de la mère renvoie à l'effondrement d'un idéal, amenant des sentiments d'injustice et de dégoût. Il y a deux types de prise de connaissance de l'activité de la mère : à l'adolescence, pour ceux qui ont appris par un tiers et, dans l'enfance pour ceux qui ont découvert seuls ».

Les femmes prostituées ont clairement conscience qu'à un moment donné de leur vie, leurs enfants peuvent "découvrir" l'activité qu'elles développent et, conscientes de l'image négative qu'elle représente, elles utilisent toutes les stratégies pour que leurs enfants ne le sachent pas, qu'ils ne soient pas associés à elles et surtout à l'activité qu'elles développent, ce qui inclut le développement de l'activité prostitutionnelle loin de leur résidence.

On peut également sentir dans ces déclarations le souci de la sécurité des enfants à travers leurs intentions de changer de lieu de résidence à cause de la violence :

> *Moi, je voulais changer de quartier car ici il y a trop de violence ; à dix ans, les enfants sont déjà des bandits… je crains pour mes fils… je fais tout pour les amener à l'école car je sais que c'est la seule solution pour eux. Le problème, sont les fréquentations et moi je ne peux pas rester à la maison à les surveiller ; ça me fend le cœur car je prévois le résultat…* Sara (35 ans)

Les résultats de la recherche montrent que les désirs de ces femmes comprennent des éléments de base qui leur permettent d'avoir une vie digne : emploi, formation, logement, alimentation et santé, c'est-à-dire qu'elles veulent obtenir le minimum pour survivre.

Il semble qu'il s'agisse de personnes qui, en raison de leur pauvreté, se prostituent pour survivre. Cette condition de pauvreté les conduit à faire partie des exclus de la société ; elles vivent dans des zones où les services publics d'éducation, de santé, de logement et autres sont inexistants.

La pauvreté et le chômage sont considérés comme des processus similaires de rejet, et l'exclusion qui en découle consiste donc bien en une rupture du lien économique qui attache fidèlement ou normativement les acteurs sociaux au modèle de la société.

Les personnes prostituées sont perçues comme se retrouvant en deçà de ces limites parce qu'elles ont vécu en général un ou plusieurs échecs : familial, scolaire, conjugal ou autre. Généralement ce sont des personnes qui ont rencontré des difficultés à se socialiser et qui ont échoué dans leur intégration. Être une prostituée donne immédiatement une identité clairement définie. Ce sont des personnes pour lesquelles le processus d'exclusion est clairement visible.

Il est important de souligner que l'échec dans une sphère du social ne conduit pas nécessairement à l'exclusion. Cependant, il multiplie le risque d'un échec dans d'autres sphères, par contagion. Nous pouvons donc dire que, l'échec est vecteur d'échecs et ces cumuls peuvent par contre demeurer une cause certaine de l'exclusion sociale. Dans le cas de la prostitution, l'exclusion est favorisée, comme nous l'avons vu précédemment, par le vécu et la vulnérabilité des prostituées, mais elle est aggravée par la déviance intrinsèque à l'activité.

Les personnes prostituées ont une activité, celle de répondre aux attentes de leurs clients ou clientes, elles ont également un moyen de subvenir (partiellement) à leurs besoins.

Les concepts de désaffiliation (Robert Castel) de disqualification sociale (Serge Paugam) ou de désinsertion sociale (Vincent de Gaulejac), montrent bien

combien des personnes, qui se trouvent en situation de grande vulnérabilité sociale, finissent par se trouver dans la situation de déclassées ou disqualifiées en tant que membres de leurs catégories initiales d'appartenance.

Les entretiens avec ces prostituées montrent qu'elles ont connu une rupture du lien social ainsi qu'une perte du lien identitaire par rapport à la société. Malgré cette rupture du lien social, elles n'ont pas perdu totalement leurs liens sociaux notamment, au niveau familial.

Les prostituées sont des personnes désintégrées car elles n'ont aucun lien au niveau institutionnel. Cette fragilisation entraîne des risques de désocialisation qui pousse ces femmes à l'isolement car elles ne peuvent pas compter sur l'aide de l'action sociale. Leur situation devient très difficile car elles ne peuvent même pas bénéficier des aides sociales de l'État, qui n'a pas de politique d'action sociale qui bénéficiant à tous les citoyens.

La plupart de femmes de notre échantillon affirment renoncer volontairement à toute forme d'assistance qui leur est donnée, et ce pour plusieurs raisons : pour ne pas être identifiées, ne pas être stigmatisées, par honte, par orgueil, etc., ou bien involontairement parce qu'elles sont obligées de vivre dans la clandestinité[79], ce que brise les liens sociaux selon la définition de Serge Paugam.

Les entretiens nous montrent qu'elles coupent souvent tout ou partie des relations avec la famille élargie à laquelle elles appartiennent. La fonction socialisatrice de la famille qui est importante, et particulièrement forte dans la culture africaine, est fragilisée par ce comportement. Le lien de filiation contribue à l'équilibre affectif de l'individu en lui assurant une stabilité et une protection.

Avec cet enfermement, elles ne développent pas le lien de participation privilégiée qui s'exprime au travers de lieux de socialisation tels que le voisinage, les amis, les institutions religieuses ou sportives, etc.… c'est un espace d'autonomie où l'individu apprend à s'allier à d'autres mais aussi à se distinguer, voire à s'y opposer. Dans ce cadre, l'individu se conforme à des normes et des règles qui préexistaient. Les femmes prostituées ont plutôt une relation de dépendance, de subordination qui les empêche d'être autonomes, de s'imposer.

[79] Il y a plusieurs femmes prostituées qui viennent des pays voisins, particulièrement de la République Démocratique du Congo qui ne possèdent pas de titre de séjour.

Le lien de participation organique (Serge Paugam, op. cit)[80] se caractérise par l'apprentissage d'une fonction déterminée dans l'organisation du travail. La plupart de personnes prostituées sont illettrées et ne sont pas insérées dans la sphère productive.

Selon Durkheim, ce qui fait le lien dans la société moderne, c'est la solidarité organique, où l'individu s'inscrit dans une complémentarité des fonctions qui lui confère une position sociale précise susceptible de lui apporter une protection et le sentiment d'être utile. La prostitution étant une situation réprouvée, en particulier en Angola, elle ne peut donc pas, être considérée comme utile, car la prostitution est socialement condamnée et n'est pas juridiquement réglementée ; elle ne donne droit à aucune protection.

Les liens sociaux jouent un rôle de protection et de reconnaissance des individus. Nous pensons que dans les sociétés africaines en général et celle de l'Angola en particulier, la famille[81] joue un rôle particulièrement important dans la socialisation des individus.

Perspectives d'accompagnement social dans la voix des femmes interviewées

Ces résultats nous font réfléchir sur les possibles solutions pour réduire progressivement le nombre des personnes qui entrent dans la prostitution ainsi qu'aider celles qui souhaitent à en sortir.

Les femmes interrogées ont montré qu'elles avaient des idées sur la manière de sortir de la prostitution. Elles ont indiqué l'éducation, l'esprit d'entreprise, l'emploi comme alternatives.

[80] Serge Paugam (dir.), *Repenser la solidarité*, PUF, 2007

[81] Quand nous parlons de la famille ici, nous nous référons à la famille élargie qui inclut non seulement les membres liés par les liens de sang, mais aussi par des liens de voisinage et d'appartenance à une même communauté.

Création de Structures Sociales

Les déclarations des femmes interrogées montrent qu'elles ne connaissent pas les responsabilités de l'État de manière structurée, mais savent que s'il y avait des institutions publiques dans leur quartiers, les services serons moins chers et plus accessibles à tous.

Elles reconnaissent que l'emploi est un élément fondamental pour l'amélioration de leurs conditions de vie :

> *J'ai besoin d'une l'école pour mes enfants près de chez moi ; là où j'habite il n'y a pas d'écoles publiques ; les collèges particuliers sont payants et chers Le gouvernement n'apparait que lorsqu'il est en campagne électorale ; après leur victoire...* (Solange, 29 ans)
>
> *Pour mes enfants, je devrais trouver un emploi digne ; ensuite, je quitterai cette vie. Malheureusement l'État ne nous construit pas d'écoles et d'hôpitaux alors je dois avoir de l'argent pour payer le collège pour mes enfants.* (Clarice, 46 ans)
>
> *L'État pourrait mettre des écoles et des hôpitaux publics dans les quartiers pour que nous puissions avoir des services gratuits ou bon marché ; alors je ne serais plus là ; je pourrais seulement vendre pour acheter de la nourriture.* (Carla, 22 ans)
>
> *Il (l'État) devrait permettre aux parents seules de s'occuper plus facilement de leurs enfants en les aidant avec de l'argent ou de la nourriture ; s'occuper des enfants sans l'aide d'un papa ce n'est pas facile ; ils ne s'occupent pas de leurs enfants et personne ne fait rien... L'OMA*[82] *n'aide pas non plus, comme on dit.* (Ana, 28 ans)

Le manque d'institutions sociales d'appui nous amène à réfléchir sur la protection sociale des femmes en Angola. Comme nous l'avons déjà dit, le système de protection sociale, dans ce qui regarde la protection des bases, ne se fait pas

[82] Il s'agit de l'organisation féminine du parti au pouvoir depuis 45 ans, le MPLA. L'Organisation des femmes angolaises intervient, entre autres, dans les cas de violence domestique et son action est souvent confondue avec celle de l'État, ce qui entrave la compréhension des femmes à de nombreux égards

sentir. Nous reconnaissons des efforts, de la part de l'État, à créer des lois qui devraient aboutir à la création de projets et programmes d'éducation, de santé, d'habitation et autres pour améliorer les conditions de vie pour les femmes et leurs familles et, par conséquent, leur bien-être. Cependant, l'absence de réglementation de ces lois est une impasse a une concrétisation inefficace.

Premièrement, parce que les institutions qui devraient fournir ces services sont centralisées et partisanes ; deuxièmement, parce que les programmes sont réalisés sans bases scientifiques et ne correspondent donc pas à la situation réelle de leurs bénéficiaires ; troisièmement, parce que les personnes qui exécutent ou mettent en œuvre ces programmes ne sont pas spécialisées, c'est-à-dire qu'elles sont formées sans aucune rigueur, technique, méthodologique et éthique, et pendant seulement une courte période sans connaître la réalité concrète ; enfin, ces programmes visent uniquement à justifier l'utilisation des ressources et pas nécessairement à changer la situation de vulnérabilité, de risque ou de pauvreté dans laquelle se trouvent les bénéficiaires.

Bien qu'il existe déjà des groupes de femmes très actifs tels que "ASSOGE" et "l'Onjango Feminista", leurs actions sont axées sur la discussion, le débat public sur les questions touchant les femmes et la pression pour que les politiques publiques soient réglementées et efficaces au moins sur l'intervention sociale directe auprès des femmes, en particulier dans les zones périurbaines et rurales.

Contrairement à la plupart des pays, en Angola, l'État est le plus grand employeur et on a tendance à s'attendre à ce qu'il ouvre toujours des concours. Cette situation est clairement représentée par la voix des femmes qui attendent du gouvernement qu'il leur "donne" un emploi :

> *Le gouvernement devrait créer plus d'emplois. Je ne serais plus là si j'avais une autre chose à faire.* (Carolina, 26 ans)
>
> *Nous avons besoin d'emplois ; l'État doit faire quelque chose, surtout pour nous les jeunes n'est-ce pas ?* (Amélia, 19 ans)
>
> *Pour moi, ce serait un travail. Je suis ici uniquement parce que je dois payer mes factures ; l'État ne fait rien.* (Joana, 26 ans)

> *Si on m'aide à trouver un travail... oui, un travail même si c'est un travail de femme de ménage, je sortirai d'ici.* (Sophie, 27 ans)
>
> *L'État devrait voir les pauvres et faciliter l'accès aux hébergements sociaux. Il serait moins cher de louer à l'État.* (Yakari, 35 ans)
>
> *Pour que je puisse sortir d'ici, j'ai seulement besoin d'un travail, mais ils* (les entreprises) *demandent beaucoup de diplômes, donc l'État doit faire quelque chose pour nous.* (Celeste, 42 ans)

La protection sociale est un outil qui comprend des informations sur les actions, les soins, l'attention, les prestations et l'assistance visant à réduire et à prévenir les vulnérabilités et les risques, les fragilités et les imprévus auxquels les citoyens et leurs familles sont confrontées au cours de leur cycle de vie en raison de restrictions sociales, économiques, politiques, naturelles ou d'atteintes à la dignité humaine, telles que : le chômage, la maladie, le handicap, le vieillissement et la perte du conjoint ou des parents. Elle comprend également des actions, des soins, de l'attention, des prestations et de l'assistance pour lutter contre la pauvreté et les inégalités, et pour promouvoir le bien-être et la protection sociale des familles, des enfants, des adolescents et des jeunes, des personnes handicapées et des personnes âgées, entre autres.

Elle comprend également la gestion publique de l'aide sociale qui est, dans le cas des femmes interrogées, celle qui devrait utiliser ses instruments pour les aider à avoir une vie plus digne. L'aide sociale consiste à apporter un soutien matériel, financier et psychologique aux personnes qui, pour diverses raisons, se trouvent dans une situation de risque ou de vulnérabilité.

L'Entreprenariat

Le mot "empowerment" est utilisé pour exprimer l'acte de donner le pouvoir ou l'autorité à quelqu'un de faire quelque chose. Dans le cas spécifique de la pauvreté, elle pourrait être utilisée pour permettre aux femmes d'être autonomes.

Pour le cas de Paula (32 ans) qui a déjà une idée, elle serait encouragée à suivre une formation en gestion de petites entreprises, en calcul des prix, en étant attentive aux besoins des clients ... Elles auraient également une période d'accompagnement, c'est-à-dire qu'une stratégie serait créée pour autonomiser et responsabiliser les femmes, avec l'objectif qu'elles développent elles-mêmes, l'autonomie nécessaire pour une prise de décision vraiment affirmée et une gestion des tâches responsable et en même temps optimisée :

> *L'État pourrait nous prêter de l'argent pour ouvrir notre entreprise et nous le rendre petit à petit, ce qui serait très bien. J'aimerais avoir ma propre entreprise, mais pour l'instant je n'ai pas d'argent pour démarrer. Là où j'habite, il n'y a pas de restaurants ni d'endroits où l'on peut acheter des aliments prêts à manger. Alors je pense à avoir un espace pour vendre de la nourriture, vous savez ! Un autre problème est celui des voleurs et des bandits qui peuvent faire du désordre ; je craigne qu'ils volent mes clients ou même mes casseroles, assiettes, verres vous savez ! Il n'y a aucun poste de police là-bas, donc c'est compliqué... mais un jour, j'aurai encore ma cuisine !*

Les politiques sociales en général et celles de soutien familial en particulier doivent être en accord avec les besoins réels de la société, et doivent également avoir un impact concret sur la vie quotidienne des personnes, au contraire de ce qui se passe actuellement.

Les réseaux sociaux pour les femmes sont un excellent moyen d'encourager les femmes à rester dans la communauté et à libérer leur potentiel. A partir de ces découvertes, il est possible d'identifier des stratégies pour renforcer leurs capacités. En plus d'acquérir des connaissances et de l'autonomie, elles seront capables de travailler de manière coordonnée et de reproduire les bonnes pratiques, ce qui réduit la probabilité qu'elles soient contraintes de se prostituer.

Conclusion du chapitre

Dans ce chapitre nous avons vu l'enfer que vivent les personnes prostituées, qui semblent abandonnées à elles-mêmes. Ces femmes sont méprisées non seulement par d'autres femmes mais également par leurs familles ainsi que par les clients eux-mêmes. Nous savons que les conséquences de l'activité prostitutionnelle sont néfastes pour ces femmes : les maladies sexuellement transmissibles, des grossesses non désirées, des agressions physiques et psychologiques, des femmes qui supportent la honte etc.

Mais au-delà de tous ces problèmes, elles ont des rêves, elles souhaitent s'en sortir : faire de la formation, avoir un emploi, souhait d'avoir un mari etc. Alors que faire ? Par rapport à tout cela, les résultats de notre travail de terrain, nous a poussés à réfléchir à des propositions d'actions afin d'aider ces femmes à s'en sortir comme la création des structures sociales, l'entreprenariat etc.

CHAPITRE 5

Les politiques de protection sociale de filles et de femmes en Angola

Étant membre des Nations Unies où il a ratifié les pactes et les conventions dans plusieurs domaines, le gouvernement angolais a approuvé plusieurs instruments juridiques pour promouvoir l'égalité et l'équité entre les sexes, afin de répondre de manière durable et multisectorielle à la violence fondée sur le sexe.

Nous pouvons affirmer que les défis auxquels les femmes sont confrontées dans les temps modernes concernent tous les pays du monde. Afin d'offrir de meilleures possibilités de promotion sociale et d'être le plus proche possible de la justice sociale, les gouvernements et les États ont pris des engagements internationaux, régionaux ou locaux pour accorder plus d'attention à ce secteur de la population dans leurs pays respectifs.

Sur la base de ces engagements, un certain nombre d'instruments juridiques, que nous présentons dans ce chapitre, ont été créés.

Quelques textes juridiques sur les droits de la femme en Angola

Au niveau international[83] nous avons, entre autres, des instruments juridiques ci-dessous :

a) Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. 1948

b) Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques. 1966

c) Pacte International relatif aux Droits Économiques, Sociaux et Culturels. 1966

d) Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. 1979

[83] Avaliação do ambiente jurídico HIV/Sida e Direitos, 2019 – Mulheres. Disponible sur: www.undp.org

e) Convention des Nations unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. 1984

f) Recommandation générale n° 3 Programme d'éducation et d'information public. 1987

g) Recommandation Générale n° 15 Les femmes et le VIH. 1990

h) Recommandation Générale n° 24 sur les femmes et la santé. 1999

i) Commentaire Générale n° 28 sur l'égalité des droits entre les hommes et les femmes. 2000

j) Political Declaration on HIV and AIDS: On de fast, track to accelering the fight against HIV and to ending the AIDS epidemic by 2030. 2016

k) Objectifs de développement durable (Agenda 2030) 2016

l) Commentaire Générale n° 22, sur le droit à la santé sexuelle et reproductive. 2016

Au niveau régional[84] :

a) Charte africaine des droits de l'homme et des peuples. 1981

b) Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits de la femme (Protocole de Maputo). 2003

c) Loi modèle de la SADC sur le VIH

Au niveau National :

a) Constitution de République de l'Angola n° 2010/10. Assemblée nationale. 2010

b) Loi 25/11 sur les violences domestiques, de14 juillet.

[84] Idem

c) Décret présidentiel n° 124/13 du 28 août 2013 sur la réglementation de la loi contre la violence domestique de 28 Aout.

d) Décret présidentiel n° 155/16 sur le cadre juridique du travail domestique et la protection sociale des travailleurs du service domestique, de 9 Aout

e) Décret présidentiel n° 222/13 approuvant la politique nationale pour l'égalité et l'équité entre les sexes et la stratégie de plaidoyer et de mobilisation des ressources pour la mise en œuvre et le suivi de la politique.

Plans et stratégies pour soutenir les filles et les femmes en Angola

Ils existent plusieurs plans et stratégies conçus par l'État angolais pour soutenir les filles et les femmes en Angola. Elles contiennent un ensemble de lignes directrices à suivre pour atteindre des objectifs spécifiques dans le domaine de l'autonomisation et de la protection des femmes à différents niveaux, entre autres :

a) Le Plan national de développement 2018-2022

b) La Politique nationale de la santé

c) Le Plan de développement de la santé 2012-2025

d) Le IVème Plan stratégique national de lutte contre les infections sexuellement transmissibles, le VIH-SIDA et les hépatites virales 2019-2022

e) Le Plan d'assistance aux femmes rurales

f) Le Plan exécutif contre la violence domestique

Bien que seuls quelques-uns soient présentés, les plans et la stratégie semblent être principalement liés aux questions de santé en général et à la prévention et la lutte contre le VIH-SIDA en particulier. Comme la plupart des fonds du secteur social proviennent de financements étrangers, il n'est pas surprenant que ce secteur s'intéresse à la maladie car il existe un engagement international à cet égard et les ressources pour sa mise en œuvre sont plus facilement disponibles.

Sans décourager l'importance et la nécessité d'investir dans ce secteur, nous pensons que d'autres secteurs tels que l'éducation, le logement, l'assainissement et autres devraient mériter la même attention.

La protection sociale en Angola

Comme déjà mentionné, les femmes constituent une majorité en Angola et elles font partie de la population la plus vulnérable. Par conséquent, le souci de leur protection devrait faire partie des priorités de l'État.

La protection sociale en Angola est basée sur la loi n° 07 / 04 du 15 Octobre et la définit comme, "un ensemble d'outils créés par l'État pour fournir aux membres de la société les conditions nécessaires pour assurer une vie digne" ... "Cela se fait par le biais de mesures publiques qui préviendront la privation économique et sociale".

Muniz (2005) considère la protection sociale comme un droit civil que l'État doit garantir ou couvrir en cas de chômage temporaire ou permanent.

Dans son 1er article, la loi annonce trois objectifs :

1. Atténuer les effets de la réduction des revenus des travailleurs en cas de diminution de la capacité de travail
2. Compenser le poids accru des situations familiales particulièrement fragiles
3. Prévenir les situations à risque par le développement de compétences, de potentiels qui renforceront les liens sociaux, c'est-à-dire la famille et la communauté ... Assurer les moyens de subsistance

Selon l'instrument juridique il existe trois niveaux de protection : la protection sociale de base, la protection sociale obligatoire et la protection sociale complémenter.

La protection sociale de base

Cette protection, qui est non contributif et couvre les personnes en situation de pauvreté, de vulnérabilité, de risque, d'exclusion et de dépendance. Selon la loi, elle est essentiellement financée par les impôts.

La protection sociale de base vise, entre autres, selon l'article 4 :

b) Le bien-être des personnes, des familles et de la communauté…

c) La prévention des situations de privation, de dysfonctionnement, de marginalisation, en organisant, avec les propres destinataires, des actions de protection des groupes vulnérables.

d) Garantir les niveaux minimums de subsistance et de dignité, par des actions d'assistance aux personnes et aux familles se trouvant dans des situations particulièrement graves...

La protection sociale de base est celle qui doit garantir aux personnes qui sont en situation de pauvreté, de risque ou de précarité le minimum nécessaire à leur survie de manière à ce qu'elles puissent vivre dans la dignité.

Les femmes prostituées entrent généralement dans ces catégories en tant que membres de groupes marginalisés, non seulement en raison de l'activité qu'elles exercent, mais aussi en raison de toutes les situations qu'elles vivent dans leur vie quotidienne.

La protection sociale de base, qui s'exprime par l'assistance sociale, serait une alternative pour l'autonomisation de ces femmes par l'identification de leurs besoins les plus fondamentaux, l'élaboration de plans d'action qui répondent à ces besoins, leur mise en œuvre et leur suivi. Cela ne peut être fait que par des techniciens compétents et engagés, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

Cependant, ces instruments juridiques, dans la réalité angolaise, ne contribuent pas à améliorer la vie des personnes, familles, groupes ou communautés vulnérables car, les programmes conçus en matière d'assistance sociale, ne tiennent pas compte de la réalité de leurs bénéficiaires comme nous le verrons plus tard. Cela signifie que, aussi riches que soient les lois et les programmes qui y sont indexés, ils n'atteignent pas les objectifs pour lesquels ils ont été conçus.

L'une des raisons en est le manque d'études sur la réalité sociale avant la conception de programmes et de projets sociaux. À notre avis, il n'est pas possible aujourd'hui de penser à des objectifs durables en matière de développement social sans une connaissance approfondie de la réalité et la participation des bénéficiaires. La prise en compte de leurs ambitions est fondamentale pour la réussite de tout projet.

Toujours en ce qui concerne l'efficacité des programmes d'action sociale, il convient de souligner la faible valeur attribuée au secteur social par le budget général de l'État (BGE). Cette question a toujours fait l'objet de grands débats car même après la fin de la guerre, des secteurs tels que la Défense a toujours bénéficié d'une plus grande attention de la part de l'État.

Après des décennies de non-atteinte des 10 %, en 2017, une grande attention a été accordée au secteur social. Cependant, avec l'aggravation de la crise économique et la chute du prix du baril de pétrole, la plus grande source de richesse du pays, l'État n'a pas été en mesure de maintenir cette tendance. Par exemple, selon l'ADRA (2019), la valeur attribuée au secteur social dans le budget de l'État est passée de 19,24% en 2019 à 15,99 en 2020. Cette réduction est, selon la même source, l'effet de la dette publique angolaise et de l'inflation.

En réalité, les projets les plus visibles sont financés par des organisations stratégiques, ce qui réduit considérablement leur durabilité et leur efficacité. Les exigences de mise en œuvre ne sont pas toujours favorables aux contextes dans lesquels elles s'appliquent ; leur durée, dans la plupart des cas, ne tient pas compte des réalités dans lesquelles les programmes sont appliqués.

Il convient également de noter que les institutions publiques et privées, chargées de mettre en œuvre la protection sociale de base par le biais de l'assistance sociale ne disposent pas d'un nombre suffisant de techniciens spécialisés au sein de leurs ressources humaines pour garantir l'efficacité requise des projets. Par exemple, le programme de protection sociale - APROSOC, qui vise un système de protection sociale solide, des familles plus fortes et plus résistantes, financé par l'Union européenne par l'intermédiaire de l'UNICEF, devrait avoir des travailleurs sociaux, et d'éducateurs sociaux dans toutes les provinces où il est mis en œuvre, mais ce n'est pas le cas.

Compte tenu du programme susmentionné, l'UNICEF Angola reconnaît que « les services d'action sociale sont encore de petite taille, sous-financés et peu coordonnés avec les autres secteurs. Développés principalement à Luanda et dans certaines capitales provinciales, ces services sont pratiquement inexistants dans les zones rurales ».[85]

Cela s'explique par l'attention que les gouvernements locaux accordent généralement aux centres urbains à tous les niveaux, que ce soit dans les domaines de la santé, de l'éducation, du logement, de l'assainissement, des transports, des communications et d'autres services, au détriment des zones rurales. En conséquence, ces derniers sont littéralement "coupés" du reste du pays. C'est pourquoi il est nécessaire d'avoir une meilleure connaissance de la réalité car les populations des zones rurales sont également en situation de vulnérabilité, de manière encore plus grave.

Un autre aspect à souligner, en ce qui concerne la protection sociale de base en Angola, sont les aspects bureaucratiques dus à la concentration du pouvoir et des décisions au niveau macro.

Les personnes en situation de pauvreté ou de vulnérabilité doivent être soutenues à un moment où elles sont en situation de fragilité, et il existe des besoins qui ne dépendent pas de la volonté des décideurs. Cela signifie que plus leurs besoins ne sont pas satisfaits, plus leur état se détériore. En outre, la nécessité d'un réseau intégré et multisectoriel est déjà, en soi, un élément qui peut retarder les réponses à donner.

L'UNICEF reconnait que, l'absence d'un système intégré de services d'action sociale au niveau local constitue un défi majeur pour la protection … et doit être considérée comme une priorité et bénéficier de plus de ressources de la part des gouvernements provinciaux et des administrations municipales du pays. [86]

Cela signifie qu'il est nécessaire de se penser sur un travail intégré, tant au niveau macro qu'au niveau micro.

---

[85] Disponible sur: www.unicef.org/angola-fortalecimento-da-protecao-social

[86] Idem

C'est pourquoi le programme APROSOC, en renforçant les capacités du ministère de l'action sociale, de la famille et de la promotion de la femme (MASFAMU), en améliorant la conception et le fonctionnement de leurs programmes, les flux de communication et la coordination avec les autres partenaires, travail sur: la municipalisation de l'action sociale, le transferts monétaires sociaux pour les enfants vulnérables, renforcer la société civile pour l'action sociale et renforcement de la profession des travailleurs sociaux en Angola.

Une autre question à prendre en compte est la politisation des actions da protection sociale. En l'absence de critères d'éligibilité clairs pour les bénéficiaires de ces programmes et projets, l'action sociale est souvent utilisée comme un moyen d'attirer les membres des communautés à faire partie d'une circonscription. Ces attitudes, que nous appelons politisation, sont synonymes d'injustice dans la distribution des biens publics car ceux qui ne s'identifient pas au parti politique qui dirige le pays, même s'ils sont dans des conditions d'extrême nécessité, ne bénéficient pas de cette aide. L'existence de critères claires d'éligibilité dans ces programmes et projets sont fondamentaux pour cibler les personnes les plus vulnérables indépendant de leurs choix politiques.

Nous tenons à préciser ici que, malgré ces situations, quelque chose est faite pour ceux qui, ayant besoin d'un soutien pour répondre à des besoins immédiats, trouvent dans ces programmes et projets la solution à leurs besoins spécifiques. Notre souci dans cette réflexion est de répondre à la nécessité dans l'exécution d'actions qui contribuent à l'amélioration de leurs conditions de vie à moyen et long terme ; qui rendent ces individus autonomes et acteurs de leur propre vie car, malgré les efforts et les progrès réalisés, l'assistance sociale en Angola reste fragile pour des millions de femmes, de jeunes, d'enfants enfin, pour millions de familles.

La protection sociale obligatoire

La protection sociale obligatoire qui est contributive, elle ne couvre que les travailleurs. Elle est destinée, selon l'article 10, numéro 2 :

> *« … aux salariés et à leur famille et tend à les protéger, en fonction du développement économique et social, dans les situations d'insuffisance ou de réduction de la capacité de travail, de maternité, d'accidents du travail et de maladies professionnelles, de chômage, de vieillesse et de décès, ainsi que dans les situations de charges familiales ».*

En ce qui concerne les femmes dans cette situation, on constate que ce sont elles qui voient leurs droits violés, surtout lorsqu'il s'agit de situations qui les obligent à s'éloigner du lieu de travail pendant un certain temps, comme le congé de maternité et la garde des enfants mineurs.

Au-delà des risques de licenciement auxquels, elles sont exposées, les femmes sont mal payées par rapport aux hommes car elles sont considérées comme socialement "improductives". De ce point de vue, même dans les cas où elle se trouve sur le marché de travail formel, où les lois devraient les protéger, les femmes ont du mal à jouir de ces droits de protection.

En fait, les femmes sont, de par leur nature, dans une situation vulnérable. Cela se produit parce qu'ils n'existent pas d'organes publiques ou privés, qui divulguent ces droits pour permettre sa connaissance. En outre, lorsque les femmes prennent l'initiative de revendiquer leurs droits, le risque d'être réprimé est beaucoup plus grand, ce qui les conduit à opter, dans la plupart des cas, pour le silence.

Par exemple, pendant le confinement à Luanda, le décret présidentiel n° 229/20 de 08 Septembre, en son article 15, alinéa 2, donne aux femmes travailleuses des institutions publiques et privées, ayant des enfants mineurs de 12 ans, le droit de travail à domicile en ces termes :

> *"... ayant la garde des enfants de moins de 12 ans, lorsqu'elles ont un contrat de travail avec une entité publique ou privée, et qui doivent fournir des services pendant la période de la situation de calamité publique, elles sont exemptées du travail en présentiel pour le respect de mesures barrières sanitaires en vigueur, et doivent être soumises au régime du travail à domicile".*

Cependant, il a été observé que certaines d'entre elles continuaient à travailler à la demande de leurs employeurs. Même après les plaintes, surtout dans les réseaux sociaux, peu de choses ont été faites parce que ces femmes n'ont pas trouvé le soutien nécessaire.

La protection sociale complémentaire

Comme le dit le nom lui-même, est un complément ou un ajout à la protection sociale obligatoire et est de choit personnel. La protection sociale complémentaire doit, conformément à l'article 52, être organisée selon les dispositions de sa propre législation et dans cette thèse, nous ne l'approfondirons pas.

Travailler sur la thématique de la prostitution en Angola, comme nous l'avons plusieurs fois soulignée, est un grand défi puis que, bien qu'elle soit connue et répandue, surtout dans les centres urbains, ils existent peu d'informations sur le statut de ce segment important de la population. A notre avis, cette situation est résultante, peut-être du silence, d'attitudes stéréotypées, de processus stigmatisant et discriminatoires, des différentes formes de dépréciation auxquelles elles sont soumises. Le fait que les programmes et projets sociaux ne s'intéressent pas aux situations sociales d'une partie de la population en est un bon exemple.

Ce silence et ce désintérêt ont pour conséquence, en plus de tout ce qui a déjà été mentionné, l'existence de peu de données statistiques en ce qui concerne le nombre total de prostituées, leur quantification, sur la prévalence du VIH, sur leur répartition par sexe/genre, étant certain qu'en Angola il est courant de se référer presque exclusivement au sexe féminin quand il s'agit de la prostitution.

Si nous considérons la réalité des femmes en Angola, nous nous rendons compte qu'en termes de protection sociale, elles sont confrontées à de nombreux défis. Premièrement, parce qu'elle est principalement insérée dans le marché informel qui ne garantit aucune protection. Deuxièmement, parce que lorsqu'elle est insérée dans le marché formel, elle est généralement mal payée, La femme qui se cache sur le marché formel ou informel, serait, dans la plupart des cas, vulnérables.

Cela impliquerait la création d'un réseau d'assistance sociale, car elles sont souvent parmi les groupes les plus vulnérables ou en situation de privation

matérielle, affective ou psychologique, ce qui peut rendre difficile le fait de faire face à des situations de pauvreté.

Malgré certains efforts, ils ne correspondent pas aux besoins réels de cette partie de la population aujourd'hui.

Les institutions sociales de soutien aux femmes dans la société civile, dévastées par les problèmes causés par la crise économique ; sont confrontées, d'une part à des problèmes financiers qui ne facilitent pas la mise en œuvre de nombreux projets sociaux, d'autre part, le manque de professionnels formés pour trouver des alternatives qui répondent aux besoins des populations, aggrave encore l'obtention de résultats positifs avec l'utilisation de ressources matérielles et financières déjà rares.

Comme la politique sociale n'est pas seulement une question d'offre mais aussi de demande, il est nécessaire qu'elles répondent efficacement aux demandes des utilisateurs auxquels elles s'adressent.

Les populations se retrouvent ainsi dans une situation d'indigence et de risque qui peut, à un moment donné de leur vie, les conduire à des comportements déviants.

L'un des secteurs où les femmes sont en grand nombre dans la lutte pour la survie et qui est par conséquent la cible de la lutte des groupes sociaux qui soutiennent les femmes est le marché informel. Espace de luttes et de défis, il est considéré comme un lieu où leurs droits sont constamment violés dans l'exercice de leurs activités.

Dans les zones rurales, les femmes jouent un rôle clé dans l'agriculture. Dans son discours sur l'état de la nation du 20 octobre 2020, le président de la République d'Angola Joao Lourenço a déclaré que 80% de l'alimentation consommée en Angola est produite par les femmes. Cela montre à quel point les femmes contribuent au développement du pays et conduit à des réflexions sur les moyens de les rendre plus autonomes à travers des programmes de soutien institutionnel.

S'exprimant lors de la conférence intitulée "Zungueira : Sa protection et sa contribution à l'économie du pays", Delma Monteiro, directrice exécutive de

l'ASSOGE, a révélé qu'un quart des "zungueiras"[87] assurent le revenu actif de leur famille, contribuant ainsi à l'économie du pays et, pour cette raison, elle a fait valoir qu'ils devraient être "protégés légalement".

En fait, la réalité de la "Zunga" est dans les yeux de tous. Dans les rues de Luanda, au centre et à la périphérie de la ville, des femmes avec des bassines circulent en vendant une multitude de marchandises, de la nourriture, des vêtements ou des ustensiles divers, défiant le soleil, la poussière, la pluie, le crime, la violence, y compris la police.

Préoccupée par cette réalité, l'ASSOGE cherche à réfléchir sur les moyens de faire pression sur la protection sociale de ces femmes : « Nous avons également pour objectif d'informer et de sensibiliser aux droits des femmes "zungueira" et aux mécanismes juridiques qui peuvent être utilisés pour leur protection afin de contribuer à une plus grande justice économique par la défense de la garantie des droits économiques et sociaux des femmes "zungueira" », a affirmé Delma Monteiro.

Elle estime également que ces femmes devraient être davantage prises en considération et mieux traitées par la société :

> « … *les femmes "zungueira" font partie des groupes sociaux ayant un "accès réduit aux services publics" dans le pays et "moins couverts par les politiques publiques" en raison de la "stigmatisation" qui persiste encore dans les groupes dont la majorité sont des femmes ».* Et continue : « *le phénomène de la "zunga" répond à une question sociale qui est la pauvreté, la misère de nombreuses familles et quand il s'agit de la femme "zungueira", la façon dont nous avons vu les inspecteurs et la police interagir avec eux est en fait une situation d'inégalité sociale extrême" »,* a-t-elle déploré.

[87] Terme de la langue national Kimbundu qui signifie vendeur à la rue. En raison de l'utilisation constante par un nombre important d'habitants de Luanda, il est actuellement utilisé dans presque tout le pays.

Image n° 8 **Les femmes "Zungueiras" à Luanda**



Source : Angola24horas.com[88]

Les espaces de décision, comme nous l'avons déjà soulignées, sont majoritairement occupés par des hommes. Donc, les décisions prises, tant au niveau des politiques sociales que des programmes destinés à soutenir les femmes, sont presque toujours éloignées des besoins réels de ces dernières.

Par exemple, la formalisation de toute activité informelle nécessite l'enregistrement des personnes et la présentation d'une carte d'identité. Cependant, le nombre de personnes non enregistrées à la naissance en Angola est élevé et cette réalité touche davantage les femmes.

Fin 2019, DW parlait de onze millions d'Angolais sans carte d'identité. Le gouvernement a enregistré beaucoup des citoyens âgés de dix-huit ans et plus pour obtenir la carte d'électeur. Cette position a été très critiquée tant par les partis de l'opposition que par la société civile car, s'il était possible de procéder à cet

[88] Disponible sur : www.Angola24horas.com du 15 Avril 2019

enregistrement en moins de deux ans pour que la population puisse voter, alors, avec une volonté politique, il serait possible de débureaucratiser le processus d'enregistrement des naissances, garantissant à chacun le droit d'être citoyen et de bénéficier des services les plus élémentaires pour une vie digne.

Les enfants de femmes pauvres par exemple, ne peuvent pas entrer à l'école faute de ces documents car ils sont conditionnés à l'inscription de leurs parents ; et cela constitue une « boule de neige » qui n'a pas de fin. Nous constatons que l'État lui-même contribue, par des politiques bureaucratiques, à la reproduction de la pauvreté dans les familles, les communautés et le pays en général.

Si l'on considère que les femmes qui développent la prostitution sont pour la plupart pauvres, on constate qu'elles font partie de celles qui ne remplissent pas les critères requis pour entrer facilement sur le marché du travail, qu'il soit formel ou informel. Leurs enfants sont contraints d'étudier dans des écoles gérées par des églises, et dans ces cas, ils suspendent leurs études à partir du moment où ils doivent présenter un document pour valider leur formation, ou dans des écoles illégales.

Après tout, la reconnaissance de la condition de citoyen est la première étape pour avoir accès à l'éducation, à la santé, à un emploi décent, au logement et à tous les autres droits mis à disposition par l'État.

Pendant des décennies, la bureaucratie dans les services publics a terni l'image du pays qui a toujours été parmi les pires en matière de respect des droits de l'homme et de corruption.

Ainsi, dès son entrée en fonction, le président angolais Joao Lourenço s'est engagé dans la lutte contre la corruption et aussi dans la restauration de la dignité des citoyens. À cette fin, certains programmes sont en cours, comme l'enregistrement obligatoire des naissances et l'échange des cartes d'électeurs contre des cartes d'identité. Le défi pour l'État est d'assurer l'enregistrement de tous les citoyens d'ici 2022.

Conclusion du chapitre

Dans ce chapitre sur les politiques sociales en Angola, nous avons vu qu'il existe plusieurs plans et stratégies conçus par l'État angolais pour soutenir les femmes, mais cette politique de protections sociale « de base », au-delà des déclarations d'intention du gouvernement angolais, n'arrive pas à combattre la pauvreté, le risque d'exclusion, de garantir le niveau minimum de subsistance.

L'absence d'un système intégré des services d'action sociale est un problème pour améliorer la situation de celles qui sont en souffrance.

Nous avons vu que les lois ne protègent pas les femmes, elles sont exposées, elles sont dans une situation de vulnérabilité et elles sont confrontées à des défis insurmontables.

Dans des telles conditions, quoi dire des personnes prostituées ?

CONCLUSION GENERALE

Le chemin que nous avons emprunté pour arriver à ce travail final a commencé par une recherche sur les moments historiques et leurs effets sur l'émergence et l'évolution de la prostitution en Angola. Nous avons cherché par ce biais à démontrer que la prostitution existe en Angola depuis l'époque coloniale, mais qu'elle s'est intensifiée avec l'arrivée des contingents des Nations Unies après la fin de la guerre civile en 1992 et qu'à Luanda, elle a pris des dimensions alarmantes qui n'ont fait qu'empirer.

Sur la base des observations, nous avons essayé de suivre un chemin qui nous permettait de comprendre, ce qui se passe dans le milieu de la prostitution, en tenant compte des approches théoriques sur le sujet. En utilisant la perspective de Goffman, nous décrivions comment l'interaction se fait dans l'espace prostitutionnel, en examinant son organisation et l'action de ses acteurs. Grâce à la perspective dramatique, nous pouvons comprendre comment la scène était un espace de plusieurs simulations. Cela est clairement perçu par les gestes, le langage codé utilisé, les vêtements choisis pour les différents protagonistes. Nous montrons que cet espace devient enfin, en quelque sorte, un espace très intime pour ces femmes et leurs clients.

En savoir plus sur les clients et leur relation avec ces femmes, nous a permis de comprendre la situation puisque, c'est elle qui détermine l'interaction. Ainsi, le fait qu'ils avaient de l'argent ou non, qu'ils voulaient un service déterminé et qu'ils étaient prêts à payer pour ces services, amène les femmes à réaliser le service demandé.

Un autre résultat de la recherche montre que la prostitution n'établit pas un monde nouveau et exclusif. Elle n'ouvre que des espaces pour de nouvelles possibilités et s'intègre à ce qui existe déjà comme une norme sociale. Les modèles de conduite traditionnels qui imposent la virginité, la maternité, le mariage et la "domestication des femmes" comme valeurs sociales affectent la prostitution et soumettent à l'immoralité celles qui prennent le risque d'un comportement déviant. Pour Moraes (1998), le système accusatoire qui énonce la condition de déviation du rôle sexuel de ces femmes est ce qui définit le symbolisme de la prostitution. Il en

résulte ce que Goffman appelle une identité détériorée, qui scelle le sort de la femme et entraîne une stigmatisation et un sentiment d'infériorité. Ainsi, la femme prostituée choisit de se cantonner dans des espaces restreints et de limiter ses performances afin d'échapper à l'étiquette.

Ces femmes souffrent de culpabilité individuelle, perçue comme une faible volonté, une passion titanesque et une malhonnêteté, comme le considère Goffman. Ce sentiment est clairement visible lorsque les femmes se reprochent de se prostituer. Stigmatisées, les femmes sont incapables de s'insérer dans la société parce qu'elles portent l'étiquette de prostituées, ce qui les tient à l'écart de plusieurs espaces d'interaction. Conscientes de la stigmatisation sociale qui entoure la prostitution, les femmes éprouvent de la honte, de la culpabilité et du déshonneur. En raison de ces attributs négatifs, ils manipulent leur propre image et vivent dans une ambivalence constante d'appartenance à un groupe marqué par la stigmatisation sociale.

Quant à l'interaction sociale, les femmes limitent généralement leur cercle d'amis à ceux avec qui elles partagent leurs expériences, leurs aventures et leurs stigmates. Goffman a déclaré que le groupe d'égaux devient un lieu plus sûr et plus fiable, où il est possible de partager les ajustements nécessaires pour faire face à la stigmatisation. Le fait de se voir comme des miroirs crée, de cette façon, ce qui pourrait être considéré comme un groupe de soutien social.

Il ressort de cette étude que les jeunes femmes exclues du système éducatif et du marché du travail établissent un contact intense avec la rue, ce qui en fait un espace important de coexistence et de socialisation. Parmi les groupes, cet espace prend des significations de liberté et d'aventure, ainsi que de danger et d'atteinte à l'image sociale des jeunes femmes qui y restent. Rizzini (2003) affirme que ces significations agissent, d'une certaine manière, dans le processus qui conduit à la permanence ou au retrait de ces filles de la rue.

Dans les témoignages, et aussi dans les observations que nous avons menées, nous avons senti qu’elles avaient une vie complètement déréglée, c’est-à-dire, qu’elles étaient habituées à être libres, sans limites, et sans obligations. Ainsi elles se sont adaptées aux conditions imposées par l'environnement et même quand

les conditions pour sortir de la prostitution semblent être présentes[89] (et quand on leur pose la question elles disent vouloir sortir de la prostitution), elles ne font aucune démarche dans ce sens. Être soumis à l'influence des amis pour se prostituer, révèle une certaine faiblesse (conditionné par le contexte, c'est certain) dans la prise de décisions.

En ce qui concerne l'entrée de ces femmes dans la prostitution, nous avons vu que les contextes difficiles de leur environnement immédiat peuvent être évoqués, comme les éléments catalyseurs de leur entrée dans cette activité. Derrière ces contextes environnementaux, Il y a bien évidemment des raisons économiques qui apparaissent dans les témoignages. Ces femmes ont croisé la prostitution dans un moment de faiblesse durant lequel elles étaient dans le besoin ; la prostitution leur est apparue comme une l'alternative avoir de « l'argent facile ». On peut voir que nos hypothèses posées au départ de ce travail sont vérifiées. En, effet, confrontées à des problèmes économiques, elles ont choisi la voie qui leur semblait la plus facile pour gagner de l'argent, n'ayant aucune idée de la situation réelle dans laquelle, elles allaient se retrouver. Les effets pervers de la prostitution tels que l'exploitation et la stigmatisation, elles les ont découvert alors qu'elles étaient déjà dans le système ; un système dont elles n'arrivent pas à sortir malgré leur désir.

Nous avons vu que les personnes prostituées se retrouvent souvent dans des situations de fragilité (chômage, déscolarisation précoce, souffrances sociales ou affectives), une condition difficile et plus sa durée est longue, plus l'exclusion devient forte. La recherche a montré que ces femmes manquent de scolarisation de base en raison d'une enfance troublée à l'écart de leur famille, et d'une entrée précoce dans la prostitution (15 ans en moyenne, selon notre enquête). Ce fait est aggravé par le niveau scolaire très bas, dans des familles éclatées et pauvres, qui les a rendues vulnérables et les a limitées dans leurs possibilités de gestion de la vie quotidienne. La famille est la première composante dans la socialisation de l'individu, une fois la famille affaiblie, elle ne peut plus donner à l'individu les modèles nécessaires pour leur permettre d'assimiler les normes que lui confèrent le statut de membre du

[89] Certaines femmes interrogées sont accompagnées par les sœurs oblates dans leur réinsertion. Toutefois, elles sont complètement irrégulières. Alors, elles ne vont au centre social que quand elles ont des problèmes de santé ou quand elles sont dans le besoin. Une fois les problèmes résolus, elles disparaissent.

groupe. Cependant, face aux carences affectives et financières, elles ont trouvé la prostitution comme alternative pour survivre.

Lorsqu'une jeune femme s'éloigne du milieu familial et des règles de socialisation auxquelles elle serait soumise, la réinvention de rôles qui n'étaient pas autorisés jusqu'alors est permise. Selon Moraes (1998), de telles expériences permettraient d'observer et de vivre une autre forme de représentation du féminin, celle qui est à la fois condamnée et tolérée, et qui pour cette raison suscite tant d'intérêt et de curiosité.

L'exclusion et le sentiment d'exclusion perdurent au-delà du temps de prostitution. L'exercice de la prostitution marginalise la personne et la dépersonnalise ; Il y a un rejet des normes sociales : vie nocturne, isolement, relations faussées avec autrui, haine des hommes, méfiance, clandestinité. Cette réalité a entraîné d'autres ruptures au niveau non seulement familiale mais aussi l'insertion sur le marché du travail. Par exemple, Souza (2009) cite Molina et Kodato qui considèrent la prostitution comme un espace possible pour l'inclusion sociale des femmes qui ont vécu des expériences d'exclusion continue dans les différents espaces sociaux à travers lesquels elles ont transité et que l'expérience de l'aventure, la liberté et la possibilité de revenus séduisent ceux qui vivent la similitude d'une vie quotidienne avec peu de perspectives.

Mais nous devons dire qu'à côté des problèmes sociaux (familles déstructurées, éducation déficiente et faible niveau d'instruction), et des problèmes économiques (pauvreté, offre de consommation importante), il y a la rencontre avec la prostitution et surtout l'existence d'une demande de ces services : le client. Nous l'affirmons car le parcours de ces femmes est semblable à celui de nombreuses d'autres femmes en Angola. Cependant, la majorité a choisi de faire face aux problèmes rencontrés de manière différente ; elles sont entrées dans l'économie parallèle, comme vendeuses des biens de première nécessité, tels que la nourriture et les vêtements, que ce soit dans des marchés, ou dans les rues de Luanda. D'autres, sont retournées à l'école pour se qualifier afin de pouvoir intégrer le marché du travail.

Il est clair que dans l'activité prostitutionnelle, les femmes subissent toutes sortes de violences. Nos résultats montrent l'exploitation de la femme par l'homme. Ce dernier est vu comme le plus puissant, le plus fort celui qui a de l'argent et donc, peut acheter le corps de la femme, dans certains cas, il peut s'en saisir pour ses désirs en exhortant, à travers de mots ou des actes l'idée selon laquelle : dans la prostitution, « la femme » n'existe pas ; et n'existe que la « pute » pour assouvir les désirs des hommes.

Il suffit de regarder les politiques d'éducation, de santé, de logement, d'emploi et autres qui excluent la plupart du temps les femmes. Par exemple, en ce qui concerne l'emploi, dans un concours public, l'âge pour postuler est de 35 ans au maximum. Si une candidate de 25 ans est la meilleure entre les hommes et les femmes, il est très probable qu'un homme de 35 ans moins capable sera préféré, sous prétexte qu'elle est en âge de procréer et qu'il ne contribuera pas beaucoup à l'institution en raison d'éventuelles interruptions du travail dus à des grossesses. Les femmes sont ainsi constamment désavantagées par rapport aux hommes. Elle doit faire beaucoup plus de sacrifices pour avoir les mêmes chances que les hommes.

Dans le cas des femmes pauvres, cette différence de force est le principal facteur qui oblige les femmes à rester dans la prostitution. Les politiques sociales, qui devraient être l'alternative à cette sortie, ne prennent pas en compte les femmes ; elles sont formulées par des hommes ignorants ou inconscients de la condition féminine et créent des normes, des règles et des législations qui ne correspondent pas à la réalité dans laquelle, ils vivent.

C'est ainsi que la réduction du phénomène de la prostitution implique nécessairement un débat ouvert permettant un changement des mentalités. Dans les rapports homme /femme, il est nécessaire que la femme soit valorisée en tant qu'être humain et non plus être considérée comme un objet de désir, qui peut être obtenu moyennant un paiement. Il s'agit de créer une conscience collective qui met les deux sexes dans l'égalité des droits, d'opportunités, où il n'y a pas la domination d'un sexe sur l'autre, enfin, il faut créer une société plus égalitaire.

La prostitution doit être démystifiée et le tabou qui l'entoure doit être renversé. Pour cela, le rôle de l'éducation est fondamental. Elle doit commencer dans la

famille, passer par l'école, les églises, et par d'autres groupes d'appartenance. Un débat ouvert dans la société angolaise est nécessaire pour entreprendre les premiers pas vers la lutte contre l'augmentation de la prostitution. Cette lutte commence par une réflexion critique et éthique du phénomène au niveau de l'État, de la société et aussi auprès des acteurs de la prostitution. L'intervention professionnelle multidimensionnelle est indispensable pour donner une réponse au problème.

Nous espérons que, ce travail permettra une prise de conscience sur la question prostitutionnelle et la mobilisation de tous vers le développement des projets d'intervention auprès de ce groupe. Entamer le débat sur le sujet, en vue de réfléchir sur les causes de la prostitution et trouver des solutions durables serait important que de réprimer violemment la prostituée. L'État doit procéder à des modifications dans sa communication afin d'éviter la violence pratiquée par les policiers et faire comprendre aux personnes l'objectif de ces interventions.

L'action de l'État doit être soutenue par des actions d'autres acteurs sociaux tels que les Organisations Non Gouvernementales, les institutions qui interviennent auprès des femmes, des professionnels tels que les médecins, les travailleurs sociaux, les psychologues, etc., pour aider ces personnes à développer leur potentiel en vue de prévenir les situations de risque, les aider également à résoudre leurs problèmes et apporter des changements dans leur vie.

Donc, il est urgent de créer un réseau pour soutenir les projets sociaux menés par des associations qui travaillent auprès des personnes prostituées, mais qui, en raison de contraintes financières liées surtout à la crise, ne peuvent pas répondre à la demande. Enfin, il est vraiment important que l'État prenne en compte cette problématique afin que les jeunes filles ne tombent plus dans cette activité considérée comme illicite et pourtant tolérée par les pouvoirs publics.

BIBLIOGRAPHIE

Alves F. *Noites no Cabaré. Prostituiçao feminina, género e sociabilidade na zona de Meretrício*. Arte&Ciência Editora. São Paulo, 2012

Acosta A. & Vitale M. *Familia, redes, laços e Políticas Publicas*. Cortez Editora, São Paulo, 2007

Altuna Raul. *Cultura tradicional Bantu. Paulinas.* 2ª Edição, Águeda (Portugal), 2014

Andrade M. de. *La guerre en Angola, étude socio-économique.* Éditions MSACP, Paris, 1971

Angola24horas.com: *Um quarto das "zungueiras" angolanas asseguram renda ativa das suas famílias.* Disponible sur : www.Angola24horas.comhttps://angola24horas.com/media/k2/items/cache/7f3025ad59c874d1ab0706a94716b886_XL.jpg

Associação Justiça e Democracia. *Carta Angolana Sobre VIH/SIDA e os Direitos Humanos.* Luanda - Angola 2005

Bardin L. *Análise de Conteúdo.* Edições 70, Lisboa 2011.

Bauer M. & Gaskell. *Pesquisa qualitativa com texto, imagem e som. Um manual prático.* Editora Vozes, 10ª Edição. Rio de Janeiro, 2000

Becker H. *Outsiders: estudos de sociologia do desvio*. Jorge Zahar. Rio de Janeiro, 2008

_____ *Outsiders : études de la sociologie de la déviance.* Éditions Métalié. Paris, 1991

Bender G. *Angola, Mito y realidad de su colonisacion***.** Siglo Veintino editores, México, 1980

Bicudo M. & all. *Pesquisa qualitativa segundo a visão fenomenológica.* Cortez Editora, São Paulo, 2011

Blasco C. ; Jeffers E. & all. *Mondialisation de la prostitution.* Disponible sur : www.rinoceros.org/IMG/pdf/Mondialisation_de_la_prostitution.pdf, consulté le 28 Mars 2019

Boavida A. *Angola, cinco séculos de exploração Portuguesa.* Edições 70, Lousa, 1981

Bozon M. *Sociologie de la sexualité.* Éditions Armand Colin, 2009

_____ *Les cadres sociaux de la sexualité*. Disponible sur : https://www.cairn.info/revue-societes-contempraines-2001-1-pades-5.htm

Cacho L. *Trafics de femmes, Enquête sur l'esclavage sexuel dans le monde.* Nouveau monde éditions, Paris, 2010

Calvez M. La sexualité dans les recherches sociologiques sur le Sida : de question de prévention à la construction d'une approche. Sexualité et Sida*. Recherches en Sciences Sociales,* 1995, Paris, France. pp. 143 – 158. Halshs - 00006485

Carmo H. & Ferreira M. *Metodologia da Investigação. Guia para Auto-aprendizagem.* Universidade Aberta, Lisboa, 1998

Carvalho P. de. *Angola, quanto tempo falta? Reflexões sobre as crises política, económica e Social.* Celta editora, Oeiras 2002

_____. *Exclusão Social em Angola, o caso dos deficientes físicos de Luanda.* Luanda, 2008

Castel R. *L'insécurité Sociale, Qu'est-ce qu'être protégé.* Éditions du Seuil, 2003

_____. *Les métamorphoses de la question sociale.* Collection Folio/Essais Gallimard, 1995

Charrier F. *Les personnes vulnérables, Protection et accompagnement des majeurs en difficulté.* Éditions ERES, 2008

Chizzotti A. *Pesquisa qualitativa em Ciências Humanas e Sociais.* 6ª Edição, Editora Vozes, Petrópolis, 2014

Clair I. *Pourquoi penser la sexualité pour penser le genre en Sociologie ? Retour sur quarante ans de réticences*. Disponible sur : http://www.cair.info/revue-cahiers-du-genre-2013-1-page-93.htm. Consulté le 21 Janvier 2021

Clouet E. *La prostitution étudiante, à l'heure des nouvelles technologies de communication.* Éditions Max Milo, Paris, 2008

Comerford M. *O rosto pacifico de Angola, biografia de um processo de paz (1991-2002).* S/E, 2005

Courtois R. Conception et définitions de la sexualité : les différentes approches. *Annales Médico-Psychologiques, Revue Psychiatrique*. Elsevier Masson, 1998, 156 (9) pp. 613-620 Halshs – 00182747

Constantini D. *Mission civilisatrice. Le rôle de l'histoire coloniale dans la construction de l'identité politique française.* Éditions la Découverte, Paris 2008

Coutinho R. *Notas sobre a descolonização de Angola, 2019.* Disponible sur: a25abril.pt. Consulté le 19 Decembre 2020

Crettiez X. *Les formes de la violence.* Éditions La Découverte, Paris, 2008

Darmon M. *Notion de carrière : un instrument interactionniste d'objectivation.* De Boeck Supérieur Politix. 2008/2n n° 82, p.149-167. Disponible sur : http://www.cairn.info/revue-politix-2008-2-pages-149.htm

Dechaux Jean-Hugues. *Sociologie de la famille.* Éditions La Découverte, Paris, 2009

Desanti R. & Cardon P. *Méthodologie, Initiation à l'enquête Sociologique.* Editions ASH, France 2010

Dias G. *Relações de Angola: Primórdios da ocupação portuguesa.* Imprensa da Universidade de Coimbra, 1934

Dimenstein G. *Meninas da noite, A prostituição de meninas-escravas do Brasil.* Editora Atica, Sao Paulo 2002

Droz B. *Histoire de la décolonisation au XXème siècle.* Éditions du Seuil, 2006

Eco U. *Como se faz uma Tese.* 26ª edição, Editoria Perspectiva, São Paulo, 2016

Eduardo A. *Educação para os direitos humanos: Estudo comparativo entre Angola e Portugal.* Dissertação de Mestrado em Ciências da Educação. Universidade Portucalense, 2016

Faget J. *Sociologie de la délinquance et de la justice pénale.* Editions éres, 2002.

Ferreira A. *Memória do tráfico de escravos em Angola.* Disponible sur : www.buala.org/pt/a-ler/memoria-do-trafico-de-escravos-em-angola. 2010. Consulté le 14 Mars 2019

Ferreira E. Le colonialisme Portugais en Afrique : la fin d'une ère. *Les presses de l'UNESCO*, Londres, 1974

Ferreira E. *Feiras e Presidios, Esboço de Interpretaçao materialista da colonização de Angola.* Edições 70, Odivelas, 1979

Flick U. *Métodos Qualitativos na Investigação Científica.* 1ª Edição, Edição Monitor, Lisboa, 2005

Fretigne C. *Sociologie de l'exclusion.* Édition L'harmattan, Paris 1999

Fortin Marie-Fabienne. *O processo de investigação, da concepção à realização.* Décarie éditeur, Loures, 2009

Gaulejac V. de & Leonetti I. *La lutte des places, Edition Desclée.* Paris 2000.

Giddens A. *Sociologia. 4ª Edição revista e actualizada, Fundação Calouste Gulbenkian***.** Lisboa 2004

Giffin K. *Violência de género, sexualidade e saúde*. Cadernos de saúde pública. Vol.10. 1994

Graça M. & Gonçalves M. *Conhecimento, pratica e ética: os desafios da investigação-acção em contexto de prostituição feminina de rua.* Revista critica de Ciências Sociais, 108, Dezembro 2015: 135-156

_____ *Serviços dirigidos a trabalhadores(as) do sexo em Portugal: Ideologias e Praticas.* 2015. Disponible sur: http://doi.org/10.1590/s0103-73312015000200012

Guerra H. *Angola, Estrutura economica e classes Sociais. Os ultimos anos do colonialismo Português.* Edições 70, Lisboa, 1979

Guerra I. *Pesquisa qualitativa e análise de conteúdo, sentidos e formas de uso.* Princípia, Cascais, 2012

Goffman E. *Estigma: notas sobre a manipulação da identidade deteriorada.* Tradução de Márcia Bandeira de Mello Leite Nunes. Rio de Janeiro, 2008

_____ *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps.* Les éditions de Minuit, 1975

Hasnaoui H. *Guide de prévention et d'insertion dans le champ de la prostitution, pratiques d'action éducative.* Édition l'Harmattan, Paris 2011

Hodges T. *Angola, Do Afro-Estalinismo ao capitalismo Selvagem.* Principia, publicações universitárias e científicas, Cascais 2002

Hugon P. *L'Afrique. Défis, enjeux et perspectives en 40 fiches pour comprendre l'actualité.* Groupe Eyrolles, Paris, 2017

Jaspard M. *Les violences contre les femmes.* Éditions La Découverte, Paris 2005

Jovelin E. *De la prostitution aux clients de la prostitution.* Revue Pensée Plurielle, 2011/2, n° 27, p. 75-92

_____ *La souffrance des enfants de putains ou des fils et filles de putes.* Revue Pensée Plurielle, 2005/1, n° 9, p. 131-151

Kivuandinga A. *Operação resgate, um Tsunami em Luanda.* Disponible sur: https://www.novagazeta.co.ao/artigo/operacao-resgate-um-tsunami-em-luanda. Consulté le 18 de Mars de 2019

Köche J. *Fundamentos de Metodologia Científica. Teoria da Ciência e iniciação à Pesquisa.* 32ª Edição, Editora Vozes, Petrópolis, 2013

Kuhelamina A. *As Catorzinhas: Um fenómeno Social.* Orden de la Bienaventurada Virgem Maria de la Merced, Província Mercedaria de Chile, 2000

Le Cahier. *Trafic et prostitution dans le monde.* Disponible sur : https://www.fidh.org/IMG/pdf/pros38c.pdf, consulté le 28 Mars 2019

Le Cetin, *Bulletin n°24.* Disponible sur : https://www.cetim.ch/wp-

content/uploads/Bul24fra_000.pdf, consulté le 28 Mars 2019

Legardinier C. & Bouamama S. *Les clients de la prostitution, l'enquête.* Presses de la Renaissance, Paris, 2005

Legardinier C. *Prostitution, 100 mots pour comprendre ; argent, sexe, violence.* Mouvement du Nid

Leite J. *República do Mangue. Controle Policial e Prostituição no Rio de Janeiro (1954 – 1974).* Yandis Editora, São Caetano do Sul, 2005

Lessard-Hébert M. ; Goyette G. & Boutin G. *Investigação qualitativa. Fundamentos e Práticas.* 4ª Edição, Instituto Piaget, Lisboa, 2010

Lézé S. *Michel Bozon, Sociologie de la sexualité.* Disponible sur : https://journals.openedition.org/lhomme/19632. Consulté le 18 janvier 2021

Lieber M. ; Dahinden J. & Hertz E. *Cachez ce travail que je ne saurais voir. Ethnographie du travail du sexe.* Éditions Antipode, 2010

Lochen V. *Comprendre les politiques d'action Sociale.* Éditions DUNOD, Paris, 2010

Marconi M. et Lakatos E. *Fundamentos de Metodologia Científica.* Atlas Editora, 7ª Edição, São Paulo, 2010

_____. *Técnicas de Pesquisa.* 7ª Edição, Atlas Editora, São Paulo, 2012

Marques A. *Segredos da descolonização de Angola*. Edições Dom Quixote. 7 Edição. Afragide, Portugal, 2015.

Martinelli M. *Pesquisa qualitativa, um instigante desafio.* Veras editora, São Paulo 1999

Martins R. *Jovens mulheres vitimadas. Abuso sexual, sofrimento e resiliência.* Juruá editora, Curitiba 2010

Mathieu L. *La condition prostituée.* Éditions Textuel, Paris, 2007

_____. *La prostitution et Sida, Sociologie d'une épidémie et de sa prévention.* Éditions l'Harmattan, Paris, 2000

_____. *Sociologie de la prostitution.* Éditions La Découverte, Paris 2015

Mejias J. *Sexe et société, la question du genre en sociologie.* Éditions Bréal, 2005

Mendonça J. L. *Vítimas de sexo fácil.* Jornal de Angola, 22 Juin 1995

Ministério da Acção Social Família e Promoção da Mulher. *Relatório Dobre a implementação do Plano de Acção da Plataforma de Beijing (PAB), 20014-2019*. Junho de 2019

Ministério da Saúde. *Inquérito sobre Atitudes e Práticas sobre Malária, ITS e HIV/SIDA.* Luanda, 2007

Molina A. & Kodato S. *Trajetória de vida e representações sociais acerca da prostituição juvenil segundo suas participantes.* Temas em psicologia da SBP. Vol. 13, 2003

Morais A. Prostituição, trocas e convites sexuais na adolescência feminina pobre. In Bruschini C. Horizontes Plurais: novos estudos de género no Brasil. São Paulo, 2003

Moreira A. *Colonização portuguesa e política assimilacionista.* Disponible sur : https://antoniocv.wordpress.com/2017/02/03/colonizacao-portuguesa-e-politica-assimilacionista/, consulté le 19 Mars de 2019

Moser P. *La Révolution Angolaise.* Société de l'action d'édition et de presse, Tunis, 1966

Mouvement du Nid. *Paroles de personnes prostituées.* Prostitution et Société, n° 150

Mouvement du Nid. *Comment s'y prendre la première fois ?* Prostitution et Société, n°159

Mouvement du Nid. *De Pour toi Sandra à Dérapages.* Prostitution et Société, n° 165

Mouvement du Nid. *Les grands textes des Nations Unies.* Disponible sur : www.mouvementdunid.org/Grands-textes-des-Nations-Unies, consulté le 28 Mars 2019

Mouvement du Nid. *Nord-Pas-de-Calais : état des lieux.* S/D

Mouvement du Nid. *Prostituées, état des lieux, une synthèse des études sur les « clients des personnes prostituées ».* Prostitution et Société, n°163

Mouvement du Nid. *Sexe, tourisme et exotisme, la couleur de l'argent.* Prostitution et Société, n° 156

Mucchielli L. *Les 100 mots de la sociologie*. 2014. Disponible sur: http://journals.openedition.org/sociologie/2469

Mwissa C. *Parenté dans les cultures africaines.* Éditions Karthala, Paris, 2005

Neto M. *Ideologias, contradições e mistificações da colonização de Angola no século XX.* In Lusotopie, n° 4, 1997. Lusotropicalisme : Idéologie coloniales et identités nationale dans les mondes lusophones. Pp. 327-357

Nogueira A. *Hoje na História: 17 anos do Fim da Guerra civil Angolana.* Disponible sur: https://aventurasnahistoria.uol.com.br/noticias/reportagem/17-anos-do-fim-da-guerra-civil-angolana.phtml . Consulté le 18 Décembre 2020

Ogien A. *Sociologie de la déviance.* Presses Universitaires de France. Paris, 2012.

Oliveira M. *Como fazer pesquisa qualitativa.* 7ª Edição revista e actualizada. Editora Vozes, Petrópolis, 2018

ONU Femmes. *Les femmes en l'an 2000, Les quatre grandes conférences mondiales sur les femmes 1975-1995.* Disponible sur : https://www.un.org/french/womenwatch/followup/beijing5/session/fond.html, consulté le 28 Mars 2019

ONU Femmes. *Conférences mondiales sur les femmes.* www.unwomen.org/fr/how-we-work/intergovernmental-support/world-conferences-on-women, consulté le 28 Mars 2019

Ouvrard L. *Prostitution. Analyse Juridique et choix de politique criminelle.* Éditions Harmattan, Paris, 2000

Pambrun S. *Angola : des chinoise battues et contraintes de se prostituer.* Disponible sur : https://www.jeuneafrique.com/189032/societe/angola-des-chinoises-battues-et-contraintes-de-se-prostituer, Consulté le 4 Avril 2019

Parreira A. *Dicionário de Etnologia Angolana.* Plural Editores. Porto Editora, Luanda, 2013

Paugam S. *La disqualification sociale.* PUF, Paris, 2009

_____. *Les formes élémentaires de la pauvreté- le lien social.* Paris, PUF, Paris, 2005

Pedrini A. *Jovens, formação sexual e afetiva.* Raboni editora, São Paulo 2003

Pedro A. *A mulher, enigma psíco – sexual Meninas de vida desprevenida, Prostituição invade ruas da cidade.* Jornal de Angola*,* Luanda, 6 de Janeiro de 2009

Pereira A. & Poupa C. *Como Escrever uma Tese monografia ou livro científico usando o Word.* 3ª edição, Edições Síbalo, Lisboa, 2006

Pimenta M. *Amantes, concubinas ou esposas? Uma poligamia sincrética, secreta. Uma poligamia estruturada.* Calçada das Letras, 2ª Edição, Lisboa, 2012

Pheterson G. *Le prisme de la prostitution.* Éditions l'Harmattan, Paris, 2001

Plumauzille C. & Rossigneux-Méheust M. *Le stigmate ou « La différence comme catégorie utile d'analyse historique ».* Editions de la Sorbonne, hypotèese. 2014/1 Pp. 215-228. Disponible sur : https://www.cairn.info/revue-hypoteses-2014-1-page-215.htm

Quivy R. & Van Champenhoudt L. *Manuel de recherche en sciences sociales.* Éditions Dunod, Paris 2006

Rostaing C. *Les 100 mots de la sociologie.* 2012. Disponible sur : http://journals.openedition.org/sociologie/1197. Consulté le 01 février 2021.

Redinha J. *Distribuição étnica da Provincia de Angola*. Centro de informaçao e turismo de Angola, 1970

República de Angola. *Constituição da República de Angola.* Plural Editores, 2010

República de Angola. *Lei de Bases de Protecção Social. Lei 7/04 de 15 de Outubro.*

Robert Merie-Pierre & Bernatchez S. *Les théories de la criminalisation à l'épreuve de la prostitution.* Revue générale de droit, Volume 47(1), 2017, Pp. 47-76.

Rose G. *Deciphering Sociological Research.* McMillan Press, Londres, 1982

Samba S. *Trabalho informal em Luanda. Luta e persistência dos jovens migrantes.* Cortez Editora, São Paulo, 2018

_____. *Adolescência em situação de risco e a educação Social em Luanda.* 2ª Edição, Paco Editorial, SP, 2017

Santo P. do E. *Introdução à Metodologia das Ciências Sociais. Gênese, fundamentos e problemas.* 1ª edição, Edições Síbalo, Lisboa 2010

Santos B. dos. *O enfrentamento da exploração sexual infanto-juvenil.* Editorial Canone, 2007

Santos E. dos.; João I. & Campos M. *Dossier –Vender o corpo.* Novo Jornal, 27 de Fevereiro de 2009

Santos F. dos. *Analise de conteúdo: a visão de Laurence Bardin.* Resenha (BARDIN L. Analise de conteúdo. São Paulo, 2011, p.229) Revista eletrónica de Educação (p383-p387). São Carlos, SP.

Santos P. dos. Kienen N. & Castiñeira M. *Metodologia da Pesquisa Social. Da Proposição de um Problema à redação e apresentação do relatório.* Atlas Editora, São Paulo, 2015

Saraceno C. & Naldini M. *Sociologia da Família.* 2ª edição actualizada, Editorial Estampa, Lisboa, 2003

Schouten M. *Imagens da prostituição feminina.* Coloquio Mulheres de vida, mulheres com vida: prostituição feminina- estado e políticas. Universidade do Minho, 20 de Outubro de 2005

Schubert B. *A guerra e as igrejas, Angola 1961-1991.* Édition Êxodos, Lucerna-Suiça, 1997

Segalen M. *Sociologie de la famille.* Éditions Armand Colin, Paris 2010

Sempé M. *Encyclopædia Universalis.* Disponible sur: https://www.universalis.fr/encyclopedie/carriere-sociologie/ , consulté le 1 février 2021

Serviço Social e Sociedade nº 53. *Política social e direitos.* Cortez editora, Março de 1997

Serviço Social e Sociedade nº 55. *Mínimos sociais, exclusão social.* Cortez editora, Novembro de 1997

Serviço Social e Sociedade nº 63. *O enfrentamento da pobreza em questão.* Cortez editora, Julho 2000

Severino A. *Metodologia do Trabalho Científico.* 23ª Edição Revista e atualizada, 8ª Reimpressão, Cortez Editora, São Paulo, 2007

Simões R. *Violência contra as Mulheres nos Media, Lutas de género Discurso das Notícias (1975-2002).* Coimbra Editora, Junho de 2007

Silva A. *Prostituição e adolescência: prostituição infantil no interior do Pará*. Belém, 1997.

Simon C. Prostituiçao juvenil feminina: uma abordagem compreensiva. Dissertaçao de mestrado, Faculdade de Filosofia, Ciências e Letras de Ribeirao Preto, Universidade de São Paulo, 1999

Sousa J. *Isabel dos Santos é a oitava pessoa mais rica de Africa.* Disponible sur : https://jornaleconomico.sapo.pt/noticias/forbes-isabel-dos-santos-e-a-oitava-pessoa- mais-rica-de-africa-397997, Consulté le 4 Avril 2019

Souza R. *Prostituição juvenil feminina. A escolha, as experiências e as ambiguidades do "fazer programas".* Juruá editora, Curutiba, 2009

Sylla L. *Tribalisme et Parti unique en Afrique Noir, Esquisse d'une Théorie Générale de l'Intégration Nationale.* Université Nationale du Côte d'Ivoire, 1977

Tabet P. *La grande arnaque, sexualité des femmes et échange économico-sexuel.* Éditions l'Harmattan, Paris, 2004

Taquette S. & Borges L. *Pesquisa qualitativa para todos.* Editora Vozes, Petrópolis, 2020

Thomas H. *La production des exclus. Politiques sociales et processus de désocialisation sociopolitique.* Presse Universitaires de France, Paris, 1997

Tréanton Jean-René. *Le concept de "carrière".* Revue française de sociologie. Pp. 73-80, 1960. Disponible sur : http://www.persee.fr/doc/rfsoc_0035-2969_1960_num_1_1_1737

Triviños A. *Introdução à pesquisa em Ciências Sociais. A pesquisa qualitativa em educação: Positivismo, a fenomenologia, o Marxismo.* Atlas editora, São Paulo, 2013

TV5 MONDE. *Angola : coup de filet sur un réseau de prostitution chinoise.* Disponible sur : https://information.tv5monde.com/terriennes/angola-coup-de-filet-sur-un-reseau-de-prostitution-chinois-2726 Consulté le 4 Avril 2019

Valahu M. *Angola, Clé de l'Afrique.* Nouvelles éditions latines, Paris, 1966

Vieira S. *Como elaborar Questionários.* Editora Atlas, São Paulo 2009

Wahnoun C. *Brève histoire de la prostitution.* Disponible sur : www.fondationscelles.org/pdf/FT1_breve_histoire.pdf, consulté le 28 Mars 2019

Welzer-Lang D, Barboza O., Mathieu L. *La prostitution : les uns, les unes et les autres.* Éditions Métailié. Paris, 1993. Disponible sur : https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k48021599/f17.item.texteImage.zoom

Xiberras M. *Les théories de l'exclusion. Pour une construction de l'imaginaire de la déviance.* Édition Méridiens Klincksieck, Paris, 1993

ANNEXES ET APPENDICES

Annexe 1

FORMULAIRE DE CONSENTEMENT

Je m'appelle Anavilde SATONOLE et je suis étudiante en Sociologie, à l'Université de Lorraine. L'enquête que je mène entre dans le cadre de mon travail de thèse ; le thème de ma recherche se rapporte à l'activité que vous faites.

Durant cet entretien, je vous poserai quelques questions sur vous, votre vie, votre famille, vos amis et vos clients. Certaines d'entre elles peuvent toucher à votre intimité, et parfois quelques personnes ont du mal à y répondre. Vos réponses resteront complètement confidentielles. Votre nom ne sera pas mentionné dans ce formulaire et ne sera pas non plus rattaché aux informations que vous me donnerez. Vous n'êtes pas du tout obligées de répondre aux questions, et vous pouvez arrêter cet entretien lorsque vous le désirez. Néanmoins, vos réponses aideront à comprendre ce que les gens disent et pensent de certains comportements.

Cet entretien durera environ trente minutes. Je vous remercie de votre participation si vous acceptez de participer à cet entretien.

_____

Signature
(Nom ou signe**)**

Fait à Luanda, le ___ / ___ / _____

GRILLE D'ENTRETIEN

Annexe 2

A1. Profil Sociologique

a) Quel est votre âge ?

b) Quel âge avez-vous fêté lors de votre dernier anniversaire ?

c) Où viviez-vous ? Avec qui vivez-vous ?

d) Quelle est votre situation matrimoniale ?

e) Qu'elle est le profil de vos parents ?

f) Êtes-vous à l'école ? Quel niveau d'études avez-vous atteint ?

g) Avez-vous des enfants ? Si, oui, parmi ces enfants, y en a au moins un dont le père biologique est l'un de vos clients ? Si oui, l'avez-vous informé de votre grossesse ?

A2. Historique de la pratique de la prostitution

1. Pouvez-vous nous parler de votre enfance ?
2. Avec qui avez-vous eu votre premier rapport sexuel ?
3. Pouvez-vous expliquer comment vous êtes arrivée à la prostitution ?
4. Quelles sont les difficultés que vous rencontrez dans cette activité ?
5. Pouvez-vous décrire les conditions d'exercice de cette activité ?
6. Selon vous, quelles sont les conséquences de la prostitution pour vous, pour votre famille et pour votre environnement ?
7. Travaillez-vous avec un proxénète ? Si oui, pouvez-vous préciser comment vous l'avez rencontré ? Combien lui donnez-vous ?
8. Avez-vous déjà eu de rapport sexuel sous l'effet de l'alcool ou d'une drogue ? Si oui, pourquoi ?

A.3 L'avenir

1. Pensez-vous arrêter un jour ? Pourquoi ?
2. Quelle profession auriez-vous voulu exercer ?
3. Que souhaitiez vos pour l'avenir de vos enfants ?
4. Estimez-vous avoir besoin d'aide ? Si oui, que peut-on faire pour vous ?

Grille d'Observation

Annexe 3

Date : _____/_____/_____ Période :

_____

Objectifs de l'observation	Ce qu'il faut observer	Où observer	Indicateurs	Moyens de documentation

Annexe 4

Le système de protection sociale en Angola

Sistema de Proteção Social de Angola
Lei nº 7/04, de 15 de Outubro

	Proteção Social de Base	Proteção Social Obrigatória	Proteção Social Complementar
Instituições responsáveis	• Tutela: Ministério da Administração Pública, Trabalho e Segurança Social (MAPTSS) • Executivo: Direcção Nacional de Segurança Social (DNSS) • Gestão: Instituto Nacional de Segurança Social (INSS)	• Tutela: Ministério da Assistência e Reinserção Social (MINARS) • Executivo: Direcção Nacional de Assistência e Promoção Social (DNAPS) • Instituições provinciais e municipais	• Tutela: Ministério da Administração Pública, Trabalho e Segurança Social (MAPTSS) • Executivo: Direcção Nacional de Segurança Social (DNSS) • Gestão: Instituto Nacional de Segurança Social (INSS)
Benefícios e Prestações	Prestações de risco, apoio social e solidariedade, tais como transferência de renda e subsídios.	Doença, maternidade, acidentes de trabalho, doenças relacionadas ao ofício, deficiência, velhice, morte, desemprego e apoio aos sobreviventes.	Complemento para as prestações sociais de velhice, deficiência, cuidados de saúde e morte.
Beneficiários	Pessoas em situação de pobreza, vulnerabilidade, risco, exclusão e dependência.	Trabalhadores por conta de outrem e por conta própria, membros religiosos e do clero.	Todos os inscritos no regime de proteção social obrigatório.

Source: Organização Internacional do Trabalho[90]

[90] Extensão da Protecção Social em Angola. Organização Internacional do Trabalho. Disponible sur: www.social-protection.org